

# Le Monde



CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15601 - 7 F

VENDREDI 24 MARS 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Bruxelles propose le maintien des quotas audiovisuels

LA COMMISSION européenne a adopté, mercredi 22 mars, un projet de révision de la directive Télévision sans frontières qui permet le maintien pour dix ans des quotas de diffusion d'œuvres européennes. Plusieurs votes ont été nécessaires avant que le commissaire chargé de l'audiovisuel, l'Espagnol Marcelino Oreja, ne parvienne à convaincre ses collègues. Le Britannique Leon Brittan, les Suédois et les Allemands ont été les plus hostiles à ce texte.

Sur un autre dossier, celui de l'énergie électrique, la commission a fait mercredi des propositions de dérèglementation du transport qui ont été sévèrement critiquées par EDF et par le ministre français de l'Industrie.

Lire pages 18 et 30

## Alain Juppé appelle à préparer un gouvernement de « rassemblement »

Le ministre dénonce les « vilénies » de la campagne

« IL FAUT PRÉPARER l'après-second tour », Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, président par intérim du RPR et l'un des principaux animateurs de la campagne de Jacques Chirac, se place résolument dans la perspective de la victoire de son candidat. Sans confirmer explicitement qu'il pourrait être, dans ce cas, le prochain chef du gouvernement, M. Juppé, dans l'entretien qu'il nous a accordé, estime qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre une fonction gouvernementale et celle de chef de parti.

Il souligne qu'« il faudra gouverner dans un esprit de rassemblement » et met en garde contre les « vilénies », dont il estime que M. Chirac a « subi son compte ». M. Juppé dénonce les « attaques contre la famille de la femme » du maire de Paris au sujet de la vente de terrains de la famille de M. Chirac au Port autonome de Paris (Le Monde du 22 mars).

Lire page 6



## Les présidents d'université demandent une vaste réforme

Une négociation nationale devrait s'engager selon eux avant toute décision

LE DÉBAT sur l'avenir de l'enseignement supérieur est relancé. Jeudi 23 mars, les représentants de la conférence des présidents d'université (CPU) devaient présenter au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon, le résultat de plusieurs semaines de consultation et leurs propositions de réformes. Ils constatent que l'enseignement supérieur est menacé d'implosion, en raison de la hausse brutale des effectifs (plus de deux millions d'étudiants) et du manque de moyens budgétaires.

Les présidents d'université souhaitent l'ouverture d'« une négociation nationale » et la mise en place d'« un dialogue social » avec les étudiants et les personnels dans chaque établissement. « Il ne suffit pas de concevoir une politique intelligente, forte. Il faut la négocier, l'amender, la faire accepter et la faire cogérer », estime Bernard Dizambourg, premier vice-président de la CPU. Le mouvement des IUT et les conclusions du rapport Laurent sur l'ave-

nir de l'Université, considérées comme une provocation par bon nombre d'étudiants, incitent les responsables d'établissements à plaider pour une méthode douce, seule à même de faire accepter des réformes.

La CPU met en avant un certain nombre de priorités. Elle réaffirme la mission de service public de l'Université, entend maintenir le caractère national des diplômes et s'oppose à la création d'instituts universitaires régionaux, comme le préconisait le rapport Laurent. Elle considère comme une urgence la réduction des taux d'échecs en premier cycle et plaide pour cela pour un renforcement des procédures d'orientation.

Les présidents d'université abordent avec prudence les questions sensibles des aides sociales aux étudiants et des droits d'inscription. Ils demandent la refonte du système d'aide « complexe et inadapté à la réalité » et jugent nécessaire de « lever le tabou » de la hausse des droits d'inscription en négociant une augmentation « uniforme, progressive et concertée ».

Ces propositions interviennent au moment où les principales organisations étudiantes organisent pour le mois d'avril des assises et des états généraux sur l'enseignement supérieur.

Lire page 10

## Un sommet sur la surchauffe de la planète

Les ministres des pays signataires du traité de Rio se réunissent à Berlin du 28 mars au 7 avril pour étudier la réduction des rejets de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique.

p. 22

## La Belgique face à l'affaire Agusta

Mis en cause dans l'affaire de la vente d'hélicoptères, Frank Vandendriessche, le ministre belge des affaires étrangères, a donné sa démission.

p. 3

## La libre circulation en Europe

Alors que la libre circulation des personnes va débiter dans l'Union européenne, le marché des marchandises et des capitaux n'est pas encore totalement réalisé.

p. 2

## Un rapport sur le sang contaminé

La responsabilité collective des médecins est soulignée dans un rapport officiel, selon lequel la contamination des hémophiles « n'a rien de spécifique français ».

p. 11

## Les éditoriaux du « Monde »

Terreur antirurale; Les salaires et la vertu.

p. 16

## Un général, des missiles et le Crédit lyonnais

LE « PATRON » des missiles nucléaires enterrés en Haute-Provence s'est fait rappeler à l'ordre à la suite de son vibrant plaidoyer, devant la presse locale, en faveur de la modernisation de ce système d'armes qui est enfoui dans dix-huit silos sur le plateau d'Albion. « La rénovation du site », a estimé le général de brigade aérienne Claude Bigot, coûterait entre 10 et 20 milliards de francs, soit beaucoup moins que le « trou » du Crédit lyonnais, qui a été évalué à quelque 50 milliards de francs. Sa hiérarchie a jugé que les propos en question étaient inopportuns.

Recevant la presse, la semaine dernière, à son PC de Saint-Christol (Vaucluse), le général Bigot s'en est pris à « certains élus locaux » qui auraient intérêt, selon lui, à venir visiter le 1<sup>er</sup> groupement de missiles stratégiques avant d'en parler. « Contrairement à ce que l'on a pu entendre ici et là, a-t-il expliqué, nous sommes tout à fait opérationnels. Nous pouvons l'être jusqu'en 2005, encore dans dix ans, un temps minimal pour développer un nouveau système d'armes ».

Le général Bigot a évoqué les études en cours sur la modernisation de la panoplie de

dissuasion. « Si nous voulons rester une grande puissance nucléaire, a-t-il commenté, il faut faire ce que font les autres grandes puissances. Celles-ci gardent les trois composantes : avions, missiles et sous-marins. Aucune d'elles ne compare une crédibilité suffisante à elle seule. Quant à nous (au 1<sup>er</sup> groupement de missiles stratégiques), nous avons des qualités uniques, une disponibilité remarquable, une grande flexibilité et nous sommes les seuls à pouvoir assurer la sanctuarisation du sol national ».

Précisant qu'il s'agissait d'une conception personnelle, le général Bigot a considéré que la France pouvait mettre ses missiles « dans une corbeille européenne », pour, à l'avenir, « sanctuariser l'Europe ». Résolu à défendre le système du plateau d'Albion face à des critiques qui mettent en doute sa survie au-delà de la fin du siècle, il a évoqué le déploiement de missiles à longue distance (entre 10 000 et 12 000 kilomètres), au lieu des missiles actuels qui portent à 4 500 kilomètres. Il a conclu : « Dès que le président de la République sera élu, je ferai tout pour qu'il vienne ici ». On sait, en effet, que le prochain chef de l'Etat devra arrêter avant 1997 sa décision sur une modernisa-

tion ou un abandon du plateau d'Albion. La plupart des candidats se sont, pour l'instant, déclarés plutôt en faveur du maintien des sous-marins stratégiques et de la constitution d'une seconde « composante », dite complémentaire, à partir de missiles air-sol tirés par le Rafale ou de missiles sol-sol mobiles.

En période préélectorale, les propos publics du général Bigot - notamment, sur la comparaison entre les pertes du Crédit lyonnais avouées par le ministre de l'économie et le coût supposé de la rénovation du plateau d'Albion - ont paru constituer une entorse au devoir de réserve des officiers.

Connu pour son calme, le « patron » du 1<sup>er</sup> groupement de missiles stratégiques a néanmoins été rappelé à l'ordre, pour son manque de la discrétion, par le chef d'état-major de l'armée de l'air duquel cet officier général relève. La hiérarchie militaire a, en effet, donné des consignes strictes pour que les cadres se tiennent en dehors des polémiques de la « campagne », surtout dans le domaine nucléaire.

Jacques Isnard

## L'immigration sans naïveté ni démagogie

C'EST une révolution salutaire dans l'approche de la question des immigrés en France qu'inaugure l'enquête de l'Institut national d'études démographiques (INED) sur l'insertion des populations d'origine étrangère (Le Monde du 22 mars). Venimeux, souvent malhonnête ou hypocrite, le débat qui s'est développé depuis une douzaine d'années sur ce sujet a puisé ses thèmes davantage dans le registre des peurs et des préjugés que dans celui des réalités scientifiquement observées. Les spectres de la polygamie, des mariages « blancs », de l'islamisme, de l'immigration clandestine, jetés en pâture à l'opinion publique, ont permis de lancer des polémiques électoralement payantes et de justifier des tour de vis législatifs aux effets redoutables pour les droits de l'homme. Peu importe si la polygamie, les mariages de complaisance ou l'islamisme sont ultra-minoritaires, si les illégaux ont des enfants français, si les messages ainsi délivrés alimentent la xénophobie.

Ce type d'exploitation démagogique a été rendu possible, entre autres, par une profonde méconnaissance des réalités de l'immigration. Alors que les pays anglosaxons sont inondés d'analyses ethniques qui prétendent rapporter tous les comportements sociaux à des communautés reconnaissables à la couleur de la peau, la France, au nom du principe d'égalité et de non-discrimination, ne veut voir

« qu'une seule tête ». Le seul critère considéré comme politiquement correct est celui de la nationalité. Jusqu'à présent, toutes les analyses sociologiques reposaient donc sur l'unique dichotomie Français-étrangers.

Or la réalité se révèle bien plus complexe. Certains Français sont des immigrés ayant acquis la nation-

nalité au cours de leur vie, tandis que certains étrangers sont nés en France et y ont toujours vécu. Le critère de la nationalité est donc insuffisant pour saisir les phénomènes d'intégration ou de rejet. Le décalage entre la réalité statistique d'une stabilité dans le temps du nombre d'étrangers et la réalité observable d'une population de plus

en plus colorée - qui s'explique par le fait que quelque 100 000 étrangers acquièrent chaque année la nationalité française -, a fini par jeter le trouble dans l'opinion sur les données relatives à l'immigration.

Philippe Bernard

Lire la suite page 16

Alain GENESTAR

Français, si vous rêviez

«Voici un beau plaidoyer pour la politique, art d'être citoyen.» Jean Lacouture



Grasset

## Changement de génération chez Sony



NOBUYUKI IDEI

SONY change de patron. Le groupe d'électronique grand public qui a imposé le baladeur à nommé à sa tête Nobuyuki Idei, un « jeune » directeur exécutif de cinquante-sept ans. Il remplace Norio Ohga, soixante-cinq ans, l'actuel directeur général, qui devient président du conseil d'administration et reprend le poste laissé vacant en novembre 1994 pour raison de santé par le fondateur du groupe, Akio Morita. M. Idei réussit la prouesse de passer devant treize directeurs et vice-présidents plus âgés. Ce directeur exécutif a tenu des postes importants dans la branche vidéo du groupe et a une bonne connaissance des programmes. Sa nomination n'est donc pas sans rapport avec la compétition qu'a engagée Sony avec son allié Philips pour imposer sa norme dans la bataille mondiale du vidéo-disque numérique.

La tâche de Nobuyuki Idei n'est pas facile. Les coûteux investissements de Sony dans le cinéma d'Hollywood se sont révélés des désastres financiers. Et la bataille du CD-vidéo est loin d'être gagnée. M. Idei ne devrait toutefois pas opérer de changement stratégique majeur. Il sera de toute façon assez encadré. M. Ohga, son prédécesseur, garde une fonction importante. Et son bras droit, Tsunao Hashimoto, a été, dans le même temps, promu vice-président.

Lire page 32

Allemagne, 3 DM; Argentine, 97; Australie, 25 AUS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 CAN; Côte d'Ivoire, 700 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 200 PTA; Grande-Bretagne, 58 p.; Grèce, 300 DR; Irlande, 1,20 E; Italie, 2.000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 5 Dir; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 PTE; République, 8 F; Suède, 700 F CFA; Suisse, 15 FRS; Suisse, 2,50 FR; Tunisie, 200 m.; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 0324 - 7,00 F

**SCHENGEN.** L'entrée en application, dimanche 26 mars, de la convention de Schengen, dans sept des quinze Etats membres de l'Union européenne, va marquer la

première étape vers l'instauration d'un « espace européen » où les personnes pourront se déplacer librement sans contrôles aux frontières.

● **MARCHANDISES.** Cette « révolution » – encore limitée à une minorité privilégiée d'Européens – s'est faite attendre : craintes et préjugés des administrations nationales sont forts. Prévue dès l'origine de la

construction européenne dans le traité de Rome, la libre circulation à l'intérieur des frontières communautaires a été réservée jusqu'ici aux marchandises. ● **MONNAIES.** Un pé-

ril inattendu menace la construction européenne : les dévaluations monétaires importantes pratiquées par certains pays risquent de provoquer des secousses dans le SME.

## La libre circulation des personnes dans l'Union européenne va débiter

Le marché intérieur européen des marchandises et des capitaux n'est pas encore totalement réalisé mais les résultats du travail entrepris depuis le Livre blanc de 1985 sont de bon augure

LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1993, huit ans après la publication par la Commission de Bruxelles du Livre blanc qui avait fixé la marche à suivre, les douze Etats qui constituaient alors la Communauté européenne abolissent les contrôles douaniers à leurs frontières communes, pour instituer un seul grand « marché intérieur » unifié. Ils sont aujourd'hui quinze, la Suède, la Finlande et l'Autriche ayant adhéré le 1<sup>er</sup> janvier 1995 au traité d'« Union européenne », entré lui-même en vigueur en novembre 1993.

Tout, bien sûr, n'a pas été fait d'un seul coup. Les procédures aux frontières communautaires s'étaient allégées au fil des années. Mais depuis janvier 1993, tout le monde est libre de commercer sur tout le territoire de l'Union européenne sans avoir à monter patte blanche aux gabelous qui, jusqu'alors, depuis leurs guérites, assuraient les procédures traditionnelles de dédouanement des marchandises. Le « document administratif unique », que chaque transporteur devait fournir au franchissement de la frontière, était supprimé.

Ces contrôles permettaient de s'assurer que les mouvements de marchandises étaient conformes aux réglementations nationales en matière de fiscalité, de commerce, de sécurité, de santé. Ils étaient la

source de revenus et de données statistiques pour les administrations publiques. Mais ils coûtaient cher aux entreprises, en raison des taxes à acquitter, des frais de procédure et des pertes de temps. Ce surcoût était estimé par la Commission européenne à 12 milliards d'euros, soit près de 78 milliards de francs par an, représentant environ 5 % à 7 % du volume du commerce intracommunautaire. Au moment où chacun des Etats membres devait affronter une concurrence internationale de plus en plus active, face à de grands marchés comme les Etats-Unis et le Japon, ce surcoût devenait de plus en plus insupportable pour les acteurs économiques européens. Il entravait en outre la capacité des petites et moyennes entreprises à se frayer au commerce hors frontières, et donc à développer leur compétitivité.

Deux ans après l'entrée dans les faits du marché unique, le bilan reste à faire. Plusieurs études viennent d'être lancées par la Commission de Bruxelles pour mesurer son impact sur le développement du commerce intracommunautaire et inventorier les améliorations à apporter. Les informations sont encore trop partielles pour autoriser des conclusions définitives. Les entreprises habituées à travailler à l'export avaient en grande partie anticipé



la nouvelle situation. Les statistiques montrent que la part des pays membres de l'Union européenne dans les exportations françaises est passée depuis 1985 de 50 % à 60 %. La mise en place du grand marché n'a pas provoqué une soudaine frénésie. Mais elle est tombée au plus mauvais moment, alors que les pays de l'Union étaient en pleine récession économique. « Il ne faut pas oublier que nous sortons d'une période très difficile sur le plan de la conjoncture économique », insiste le Britannique John Farnell, responsable du suivi au sein de l'administration européenne.

**ENCOURAGEMENTS AUX ENTREPRISES.** Le ministre délégué aux affaires européennes, Alain Lamassouze, qui présidait en grande pompe, dans son Pays basque, à Biarritz, le 19 mars, la réunion des responsables européens chargés du grand marché, soulignait l'importance de mobiliser les acteurs économiques. Dans un rapport préparé à la demande du premier ministre, le député Nicolas Fossier, lui-même patron de deux petites imprimeries, note que sur 1,5 million d'entreprises françaises, 140 000 seulement exportent, dont 30 000 de manière significative et durable. « Plusieurs dizaines de milliers, voire une centaine de milliers d'entre elles, pourraient sans doute commencer à le faire si elles étaient plus conscientes des possibilités que leurs sont offertes et si certains obstacles étaient supprimés. Et les autres entreprises devraient aussi bien comprendre les avantages du marché unique qui peuvent avoir

des conséquences pour elles sur leur propre marché local », écrit-il, en suggérant un catalogue de mesures propres à aider les PME françaises à s'adapter et à profiter de la mise en place de ce grand

### Les décrets d'application de la convention

Le journal officiel a publié mercredi 22 mars trois décrets d'application pour la mise en œuvre de la libre circulation des personnes dans les sept pays de « l'espace Schengen ». Le premier décret porte « publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ». Le J.O. confirme que cette convention sera mise en vigueur le 26 mars 1995.

Ce décret comprend huit chapitres, portant notamment sur la suppression des contrôles aux frontières intérieures et la libre circulation des personnes, la coopération en matière de police et de sécurité, le « système d'information Schengen », la protection des données de caractère personnel. Les deux autres décrets portent sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la convention précitée.

Le marché est loin d'être terminé. Elle a nécessité un travail considérable de la part de la Commission de Bruxelles et des Etats pour harmoniser leurs réglementations, leurs législations, leurs régimes fiscaux, et ils ne sont pas au bout de leurs peines. Plus de 280 directives ont été adoptées à cette fin entre 1985 et 1993. Chaque Etat a dû les transposer dans son droit interne, processus qui, deux ans après, n'est pas encore achevé. A Biarritz, le commissaire italien chargé à Bruxelles de superviser ce secteur, Mario Monti, estimait à 91 % en moyenne le taux de transposition des directives dans les quinze pays

impératifs de la sécurité nationale. Il faut, pour faire bouger les choses, convaincre, se convaincre que cette sécurité peut être assurée aussi dans le cadre de l'Union européenne. L'ouverture des marchés publics continue de se heurter partout à des réflexes protectionnistes, difficiles à abandonner. Il est aujourd'hui nécessaire, estime-t-on à Bruxelles, de « digérer » tout cet immense travail de réglementation communautaire, de faire en sorte que ce qui existe soit correctement appliqué, et que les obstacles s'opposant encore à un marché totalement unifié soient peu à peu éliminés. Tout

n'est pas affaire de codification. Les gouvernements doivent montrer une volonté politique, les administrations doivent accepter de secouer leurs habitudes, surmonter les méfiances, le poids des corporatismes. Les contrôles aux frontières extérieures du marché intérieur ont été harmonisés dans les textes. Mais, dans la pratique, ils restent marqués par les traditions et les règles des corps nationaux de douaniers, qui doivent peu à peu apprendre à se connaître, à travailler en confiance.

Beaucoup dépendra du sentiment que les Européens auront de l'efficacité de cette coopération entre leurs administrations. Certains résultats sont doré et déjà encourageants. Importants pour les gouvernements en raison de la part qu'elle représente dans les recettes des Etats, la collecte de la TVA, qui suscitait quelques appréhensions (Le Monde du 30 décembre 1993), semble n'avoir pas trop posé de problèmes. Le Trésor français, indique-t-on à Paris, a reçu les rentrées qu'il attendait. Plus personne ne parle, pour le moment, de changer le système transitoire, qui instaure un prélèvement dans le pays consommateur.

En matière fiscale, les disparités de prélèvements, d'un pays à l'autre, ont bien suscité quelques difficultés, notamment dans les régions frontalières, mais pas assez pour que le système soit remis en cause. A la Commission, on estime que les distorsions qu'ils provoquent devraient amener progressivement les Etats à adapter leur fiscalité.

Plus gênantes pour la concurrence au sein du marché intérieur semblent être, en revanche, les disparités dans la manière dont chaque Etat fait respecter chez lui les réglementations communautaires. Présentant un mémorandum français à ce sujet, Alain Lamassouze avait, en décembre dernier, cité en exemple le défit de blanchiment de capitaux, pour lequel on encourt vingt ans de prison au Luxembourg, alors qu'aucune peine n'est prévue dans d'autres pays. Assumant la présidence de l'Union depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le gouvernement français en a profité pour réclamer des dispositions obligeant les Etats à la transparence, faute de pouvoir encore harmoniser les sanctions pour atteinte au droit communautaire.

Henri de Bresson

### Le marché intérieur

● **Participants** : les quinze membres de l'Union européenne. En adhésion le 1<sup>er</sup> janvier 1995 à l'Union, la Suède, la Finlande, l'Autriche ont rejoint les douze pays qui avaient créé le marché intérieur (Allemagne, France, Benelux, Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Italie, Espagne, Portugal et Grèce). Les conditions d'adhésion des six pays d'Europe centrale et orientale (PECO) sont à l'étude.

● **Historique** : 1957 – le traité de Rome prévoit un marché commun. Les six signataires instituent une union douanière. 1965 : la Commission de Bruxelles établit un calendrier pour l'achèvement du marché intérieur à douze. La France, l'Allemagne et le Benelux signent l'accord de Schengen prévoyant l'abolition à terme de leurs frontières. 1<sup>er</sup> janvier 1993 : Les frontières sont abolies pour

les marchandises dans les pays de la Communauté européenne. 1<sup>er</sup> novembre 1993 : le traité de Maastricht institue l'Union européenne.

● **La libre circulation.** La suppression des frontières intérieures pour les marchandises signifie : l'élimination des contrôles douaniers entre les quinze ; le prélèvement de la TVA et des droits d'accès directement auprès des entreprises (actuellement dans les pays où le produit est acheté) ; la gestion dans un « esprit communautaire » des frontières extérieures, avec une politique douanière commune pour l'espace européen ; l'adaptation des réglementations et des législations nationales pour éliminer les obstacles à la concurrence ; une coopération entre les administrations nationales.

## Le flottement des monnaies faibles ébranle la construction communautaire

ON PEUT se rassurer quant à la solidité de la construction européenne, en se disant que, dans deux ans à peine, un certain nombre de pays de l'Union auront adopté une monnaie commune, ou auront au moins irrévocablement stabilisé leurs taux de change.

Il est probable, en effet, que sept ou huit devises européennes fusionnées dans ce qu'il faut bien appeler un noyau dur monétaire enlèveront tout souci de change aux industriels et aux commerçants échangeant entre eux produits et services dans un espace géographique représentant grosso modo les deux tiers de la production nationale des Etats-Unis. Probable aussi que le bloc monétaire formé sera d'une ampleur suffisante pour amortir les variations du dollar et leurs effets dépressifs sur l'Europe, dont les exportations perdent en compétitivité quand le billet vert s'affaiblit, comme c'est le cas actuellement.

On peut tout au contraire s'inquiéter en constatant que la situation monétaire en Europe ne s'améliore pas et que les jours qui passent, loin de nous rapprocher du salut, nous en éloignent. Que la crise des changes qui secoue à nouveau plusieurs devises européennes, après les douloureux épi-

sodes de septembre 1992 et de juillet-août 1993, ait pour origine la faiblesse du dollar et, au-delà, la crise mexicaine, ne change rien à l'affaire. La vérité force même à dire que de telles secousses ont, y compris dans leur excès, un rôle salutaire, puisqu'elles font apparaître l'immense fossé qui sépare encore des économies européennes qu'on voudrait intégrer monétairement. L'Allemagne, d'une part, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, d'autre part, sont trop éloignés économiquement pour pouvoir participer avant longtemps d'une même monnaie.

Le rôle d'amortisseur joué entre pays par les taux de change est essentiel, en ce qu'il corrige notamment des taux d'inflation et des évolutions de salaires trop différents. Sauf à accepter de voir s'appauvrir des régions entières, asphyxiées par des pertes importantes de compétitivité, comme cela a failli se produire dans les Länder de l'Est après la réunification. Car les fonds structurels ou de cohésion venus de Bruxelles ne pourront jamais jouer pour les pays du sud de l'Union le même rôle que les transferts financiers massifs consentis par Bonn pour la partie est du pays.

La récente crise des changes qui,

en Europe, a surtout touché les monnaies faibles, comme la lire et la peseta, a donc l'avantage de montrer clairement les pays qui ne pourront sûrement pas participer à l'UEM en 1997. Elle a en revanche pour inconvénient de réduire le nombre des prétendants au passage à la troisième étape, c'est-à-dire à la monnaie unique. Les autorités françaises ont beau dire et redire que la chose est possible, on voit mal comment huit pays pourraient satisfaire dans un peu plus d'un an aux critères retenus par le traité de Maastricht, alors que, pratiquement, seul le Luxembourg y parvient aujourd'hui.

### PEU DE PRÉTENDANTS

Fin 1996, quand les diverses instances chargées de l'examen de passage, notamment l'Institut monétaire européen (IME), la Commission et le Conseil européen, auront à se prononcer, on peut espérer que les pays élus seront plus nombreux qu'ils ne le sont aujourd'hui. Mais il est difficile de croire qu'ils seront huit, comme le veut le traité, ou même sept si la Grande-Bretagne et le Danemark choisissaient, comme on leur en a reconnu le droit, de ne pas participer. En comptant et re-comptant, on trouve comme pré-

tendants probables ou possibles : l'Allemagne, bien sûr – encore que sa dette publique risque de dépasser les 60 % du PIB exigés –, la France – au prix d'efforts budgétaires importants –, le Luxembourg, l'Irlande et le Danemark. L'ennui est que des pays comme la Belgique, dont la dette publique avoisine les 140 % du PIB, et même l'Autriche, dont les problèmes budgétaires apparaissent plus graves que prévu, risquent de ne pouvoir répondre à l'appel.

La décision pourrait être prise de permettre aux nouveaux adhérents à l'Union qui n'ont pas encore rattaché le système monétaire européen (SME) – c'est-à-dire la Finlande et la Suède – de le faire, en bénéficiant d'un délai inférieur aux deux années prévues pour prouver la stabilité de leurs taux de change. Certains espoirs se portent sur la Finlande pour achever de constituer le bouquet de huit pays nécessaires au grand basculement : on ne sait trop pourquoi, si ce n'est à cause d'un taux d'inflation très bas, voisin de 2 %.

Autre possibilité étudiée : décider fin 1996, lors de l'examen, que le passage ne se ferait pas au début de 1997, mais en 1998. Le traité ne semble pas interdire cette interprétation lorsqu'il dit que « le

conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement, statuant à la majorité qualifiée, au plus tard le 31 décembre 1996, décide si une majorité des Etats membres remplit les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique, décide s'il convient que la Communauté entre dans la troisième phase et, dans l'affirmative, fixe la date d'entrée en vigueur de la troisième phase ».

### LES RISQUES DE L'ATTENTE

On pourrait donc imaginer – curieusement, cette hypothèse n'avait jusqu'à présent pas été retenue – que la troisième phase commence au début de 1998 ou à l'été 1998, à huit bien entendu. Ce qui laisserait à un ou deux pays retardataires la possibilité de régler leurs comptes. Mais cette solution ne fournirait de véritable issue que si un nombre suffisant de pays étaient réellement prêts à entrer dans l'Union monétaire et à en supporter toutes les conséquences. Ce qui ne semble pas du tout être le cas.

Faudra-t-il alors attendre 1999 pour former une union monétaire entre pays européens, comme le prévoit aussi le traité ? Sans doute, encore que la prudence ne soit pas toujours du côté de la raison. Car,

dans quatre ans, la conjoncture économique sera sans doute moins portante, rendant plus difficile la conduite de politiques rigoureuses, en matière budgétaire notamment.

Le principal danger qui menace la construction européenne en cas de report de l'UEM à la fin du siècle n'est pourtant pas là, mais dans la lente usure du système monétaire européen, qui, après avoir perdu deux de ses membres importants en 1992 – l'Italie et la Grande-Bretagne –, s'est montré incapable de les récupérer. Le SME n'a pas du tout été conçu pour laisser les monnaies de grands pays flotter librement autour de lui. Si la livre, surévaluée jusqu'à l'été 1992, a dévalué depuis lors de moins de 16 %, il n'en va pas de même de la lire, dont la dépréciation atteint 50 % depuis la même date. Le fait que le marché unique résiste à pareil traitement est peut-être la preuve de la solidité de la construction européenne. Mais il est probablement plus vrai encore de dire que l'Espagne, en s'interdisant d'imiter l'Italie, tient maintenant entre ses mains une bonne partie de l'avenir du SME. Et du marché unique.

Alain Verhulst

مركزاً من رصاص



## Le ministre belge des affaires étrangères a présenté sa démission

La position de M. Claes au secrétariat général de l'OTAN est de plus en plus compromise

Nouvelle conséquence de l'affaire Agusta, du nom de cette firme italienne ayant versé des pots-de-vin à la classe politique du royaume au

moment d'un contrat de vente d'hélicoptères, le ministre belge des affaires étrangères, Frank Vandenberghe, a donné sa démission, mercredi

22 mars. La presse avait fait certaines révélations sur les caisses noires de son parti, le Parti socialiste flamand, dont il était l'ancien président.

L'AFFAIRE AGUSTA continue à secouer la Belgique. Mercredi 22 mars, Frank Vandenberghe, ministre des affaires étrangères, a ainsi donné sa démission. Quelques heures auparavant, à la suite de révélations de la presse flamande, il avait dû admettre l'existence d'une caisse noire au profit du Parti socialiste flamand (SP) de 1989 à 1991, à l'époque où il présidait cette formation. Selon ses dires, il n'aurait découvert ces irrégularités qu'en 1991 et aurait immédiatement ordonné la destruction d'un reliquat de l'argent sale. Plaidant la « naïveté », il précise qu'il s'agissait seulement de 6 millions de francs belges (1 million de francs français) déposés dans le coffre d'une agence bancaire. Mais, au lieu de « brûler » ces bil-

lets, comme le demandait M. Vandenberghe, le trésorier du SP, Etienne Mangé, en aurait fait profiter un dirigeant local du parti, Freddy Willockx, actuellement député européen, pour renflouer un hebdomadaire catholique flamand et lui donner une coloration socialiste. Arrêté le 17 février et emprisonné, M. Mangé a déclaré aux enquêteurs que l'argent venait de la firme Agusta.

M. Vandenberghe a été remplacé par un membre de son parti, Erik Derycke, secrétaire d'Etat à la coopération depuis 1991. Il s'agit d'un repli stratégique de fortune à deux mois des élections législatives anticipées. Intellectuel à tendance pacifiste, âgé de trente-neuf ans, M. Vandenberghe passait pour incarner la jeune gauche flamande.

Le 10 octobre 1994, il avait succédé à Willy Claes, appelé aux fonctions de secrétaire général de l'OTAN. Ce qui vient de se passer rend encore plus difficile la situation de ce dernier, qui, en tant que ministre de l'économie, fut un des principaux négociateurs du contrat d'achat d'hélicoptères en 1989.

Plusieurs partis d'opposition, flamands et francophones, demandent la démission du secrétaire général de l'OTAN, Gérard Deprez, président du Parti social-chrétien francophone, qui a des ministères dans la coalition gouvernementale avec les socialistes, s'est pratiquement joint à eux dans une déclaration à la radio mercredi soir. « Je constate que beaucoup d'éléments font penser que sa responsabilité pourrait être engagée

d'avantage que celle de M. Vandenberghe », a-t-il dit de M. Claes. La chambre des mises en accusation de Liège a confirmé, la semaine dernière, le mandat d'arrêt de Johan Delanghe, ancien chef de cabinet de M. Claes, inculpé depuis le 28 février. Jusqu'à présent, M. Delanghe a apparemment couvert son patron. Au cas où la prolongation de sa détention l'empêcherait de parler davantage, le sort du secrétaire général serait scellé, même si, dans le contexte local, l'acceptation de pots-de-vin au profit d'un parti, en l'absence d'enrichissement personnel, n'est pas considérée comme une infamie par les membres de l'Alliance, de plus en plus embarrassés.

Jean de la Guérivière

## L'Irak a condamné l'intervention turque au nord de son territoire

Ankara reste sourd aux pressions européennes

DANS sa première réaction depuis l'intervention turque au nord de son territoire, contre les guerilleros kurdes de Turquie qui y seraient réfugiés, Bagdad a condamné l'invasion de l'armée turque. « L'Irak considère l'opération comme une violation de sa souveraineté, et exprime ses regrets et ses protestations à la suite de cette atteinte à l'intégrité de son territoire », a déclaré, mercredi 22 mars, un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères. Il a indiqué que les autorités de Bagdad « exigent simultanément le retrait de l'armée turque et la cessation immédiate de l'ingérence américaine ». Une allusion au soutien accordé par les alliés occidentaux aux formations kurdes irakiennes qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991.

Plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, ont condamné mercredi l'opération militaire turque, en dépit de l'assurance donnée par Ankara aux Etats-Unis qu'elle resterait « limitée ». Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a affirmé que l'offensive turque était « un motif de grands soucis ». « La question kurde doit être résolue en premier lieu par des moyens politiques et légaux, et non militaires », a-t-il souligné. La Belgique a jugé « inacceptable » l'intervention militaire turque tout en déclarant avoir « de la compréhension pour le fait que l'Etat turc souhaite se défendre contre le PKK » (le Parti indépendantiste kurde), a affirmé le porte-parole du ministre belge des affaires étrangères. « Ce n'est pas le moment de prendre des sanctions contre la Turquie et d'élever un mur entre la Turquie et l'Europe », a-t-il précisé. Le gouvernement norvégien a, pour sa part, décidé de ne plus accorder de licences d'exportation d'armes pour la Turquie.

DEMANDE DE CLARIFICATIONS. Evitant de condamner formellement Ankara, l'Union européenne a annoncé qu'elle allait demander des « clarifications » au gouvernement turc à l'occasion de la mission, jeudi à Ankara, des ministres des affaires étrangères de la trilogie européenne (Allemagne, France, Espagne). L'UE est surtout préoccupée par l'ampleur de l'opération, alors qu'elle vient de conclure avec la Turquie un accord d'union douanière. « Les mesures prises doivent être proportionnelles, il faut vérifier que les actions de l'armée turque sont bien ciblées contre le PKK », a déclaré un porte-parole de la commission.

Dans un communiqué publié mercredi à Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se dit « vivement préoccupé

par le sort de la population civile, particulièrement exposée dans les zones de combat ». L'organisation a lancé un appel « aux autorités militaires turques, ainsi qu'à toutes les parties impliquées, afin qu'elles respectent le droit international humanitaire ». Un haut responsable de l'ONU à Bagdad, Viktor Wahab-roo, a exprimé « son inquiétude concernant la population civile, car si cette opération se poursuit elle affectera notre action humanitaire dans le nord de l'Irak ».

Sourd à toutes ces remarques, la Turquie a justifié son opération militaire en affirmant que « la suppression d'une menace dirigée contre la sécurité de ses citoyens est une tâche qui incombe à tout Etat ». Le ministre des affaires étrangères, ainsi que le président Süleyman Demirel, ont rejeté les critiques de l'étranger. « Il n'est pas possible de (les) comprendre », a déclaré M. Demirel. Le gouvernement turc a réaffirmé que ses troupes se retireraient d'Irak dès que leur mission serait achevée, soulignant que la « bande de sécurité » qu'elles cherchent à établir le long de la frontière ne sera pas une zone tampon. La Turquie « ne peut tolérer » que « les terroristes » voient du nord de l'Irak - les membres du PKK - « commentent des crimes et vivent plus tard » dans cette région, a observé le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Ferhat Ataman. Il a, d'autre part, affirmé que la Turquie n'avait jamais demandé la suspension des vols de reconnaissance de la force multinationale « Provide comfort », censée assurer la protection des Kurdes irakiens contre le régime de Bagdad. Aucun vol n'a été organisé depuis le début de la semaine.

Sur le terrain, les porte-parole militaires à Diyarbakir (Sud-Est) ont indiqué que les forces turques s'étaient emparées de pratiquement tous les camps rebelles dans le nord de l'Irak. Le général Hasan Kundakci, qui dirige l'opération, a affirmé que « dans vingt-quatre heures, tous les camps seront aux mains de nos troupes. L'armée continuera à exercer la pression. Soit ils se rendent, soit ils seront tués. Ils n'ont pas d'autre choix », a-t-il ajouté. Les troupes turques ont en cinq tués et quatre blessés mercredi, qui s'ajoutent au bilan de huit tués et onze blessés annoncés la veille, a indiqué le colonel Dogu Silahcioglu, porte-parole de l'état-major. Il a estimé les pertes des rebelles à quelque 200 hommes, précisant que 89 cadavres avaient été récupérés. L'aviation turque a par ailleurs effectué dans la matinée de mercredi « plusieurs sorties » sur des objectifs du PKK. - (AFP, Reuters)

## Espagne : dix ans après, deux cadavres accusent les GAL

MADRID

Le ministre de la justice et de l'intérieur a ordonné, mercredi 22 mars, l'ouverture d'une enquête afin de déterminer les circonstances de l'enlèvement et de la mort de deux militants basques, José Ignacio Lasa et José Antonio Zabala, kidnappés à Bayonne le 16 octobre 1983. Trois mois plus tard, le 20 janvier 1984, un individu se réclamant des GAL (Groupes armés de libération) revendiquait l'acte. L'enquête, confiée à Radio Alicante, l'exécution des deux sequestres.

Un an plus tard, deux cadavres furent, en effet, découverts dans cette région, enterrés dans un endroit isolé et recouverts de chaux vive. Les expertises ne permirent pas d'identifier les restes et l'enquête conclut qu'il s'agissait de victimes d'un règlement de comptes.

L'AFFAIRE EST RELANCÉE. Aucune relation ne fut établie avec les deux disparus, dont le dossier fut classé. La réouverture de l'affaire des GAL, fin 1994, et les déclarations des deux policiers repentis José Amedo et Miguel Dominguez ont mis la puce à l'oreille d'un inspecteur de police d'Alicante, Jesús García a fait le rapprochement et s'est souvent vu les ossements étaient toujours dans une chambre froide du cimetière municipal. Une nouvelle expertise fut ordonnée : il s'agit bien des deux militants basques, dont l'examen des restes atteste encore de traces de torture. Des ongles des pieds et des mains ont été arrachés. Les deux hommes ont été assassinés et exécutés d'une balle dans la tête avant d'être enterrés.

Grâce aux renseignements obtenus, les GAL purent localiser et assassiner ou enlever des responsables de l'ETA, tandis que la Guardia Civil procédait à des arrestations de dirigeants du mouvement séparatiste dans la localité dont étaient originaires Lasa et Zabala. Il est cependant pratiquement établi que les auteurs du rapt se sont trompés de cible.

Ils voulaient obtenir des renseignements sur l'endroit où était séquestré Alberto Martín Barrios, enlevé par l'ETA le 5 octobre 1983 et exécuté le 18 octobre, soit deux jours après le kidnapping de Lasa et de Zabala qui ne savaient rien de cette affaire. L'identification de ces deux victimes de la « sale guerre » menée contre l'ETA a relancé l'affaire des GAL.

L'opposition a demandé la démission de son siège de député de José Barriónuevo, ministre de l'intérieur à l'époque des faits. Tout en lui renouvelant sa confiance, le président du gouvernement, Felipe Gonzalez, a qualifié ce double assassinat d'« exécrable » en promettant que l'enquête serait menée jusqu'au bout.

Michel Bole-Richard

## Des élections à haut risque

SI LOUIS TOBBACK, le président du Parti socialiste flamand (SP), a déclaré, jeudi 23 mars, que la démission de M. Vandenberghe était une preuve de rigueur morale et « en aucun cas l'aveu d'une quelconque culpabilité », les élections législatives du 21 mai risquent, pourtant, d'être catastrophiques pour les socialistes flamands. Jean-Luc Dehaene, premier ministre, avait annoncé la date de ce scrutin anticipé un jour avant le rebondissement de l'affaire Agusta, dont il était informé. Son gouvernement de coalition est composé de sociaux-chrétiens et de socialistes, c'est-à-dire de quatre partis, puisque, pour chaque famille politique, il y a des formations distinctes en Flandre et en Wallonie. L'opposition libérale peut espérer que la reconduction de la majorité sortante n'aura pas lieu.

Une première faille est apparue chez les néerlandophones, le 15 mars, avec la chute du gouvernement flamand pour cause de désaccord sur le « plan fier ». Depuis longtemps, la campagne flamande est aléatoire par l'épandage excessif de rumeur animée en raison de

l'importance des élevages industriels. Approuvé par les écologistes, le SP a voulu faire adopter des mesures drastiques. Le Parti social chrétien (CVP) ne l'a pas suivi, du fait des pressions de puissants syndicats paysans.

Cette crise à l'échelon régional entre partenaires de la coalition fédérale est révélatrice des difficultés suscitées par l'adoption d'une constitution donnant une large autonomie aux régions. Pour la première fois, en mai, les Belges éliront directement les députés aux conseils régionaux, en même temps que les députés à l'Assemblée fédérale. Il ne sera plus possible d'exercer un double mandat. « On peut penser que les plus autonomistes choisiront de se présenter aux élections régionales, ce qui va accentuer les forces centrifuges à l'intérieur de chaque parti », estime le professeur François Perin, un des meilleurs observateurs de la scène politique.

J. de la G.

## Les Tchétchènes ont perdu la guerre des villes

Les indépendantistes se préparent à une guérilla dans les montagnes

A L'ISSUE d'une offensive de grande envergure, mardi 21 et mercredi 22 mars, les troupes russes sont en passe de gagner la « guerre des villes » contre les indépendantistes tchétchènes. Après avoir détruit la capitale, Grozny, les troupes envoyées par Moscou ont ainsi enlevé Grozny, pris Chali en état et isolé Goudermès, trois des principales cités du pays. S'il faudra encore du temps aux forces russes pour « venir à bout » de ces trois villes, les indépendantistes semblent convaincus que, face à l'énorme puissance de feu russe, ils finiront par la perdre une à une et se préparent à la phase finale, la guerre des montagnes.

La tactique russe est simple, elle a fait ses preuves à Grozny : raser la ville par des bombardements et pilonnages d'artillerie incessants, jusqu'à ce ne reste plus qu'un monceau de ruines, une carcasse vide que les combattants tchétchènes se décident à abandonner.

ARGOUN, VILLE FANTÔME. Argoun n'est déjà plus qu'une ville fantôme, où il n'y a plus une maison dans le centre qui n'ait été touchée par un obus ou détruite par une bombe. Les Russes, après l'échec cuisant du premier assaut sur Grozny au Nonvel An, semblent décidés à éviter tout corps-à-corps avec les combattants tchétchènes. Et après avoir achevé mercredi d'encercler Argoun, ils se sont contents d'intensifier leurs bombardements sur la ville pour tenter de forcer les Tchétchènes à l'abandonner, plutôt que d'essayer de la prendre par la force.

« C'est horrible, jamais nous n'avons utilisé une telle force de frappe. On les bombarde absolument sans arrêt », déclarait, mercredi, à l'AFP à Grozny un pilote d'hélicoptère qui revenait d'Argoun. Et mardi, dans cette ville, alors même que les forces russes, bloquées depuis trois mois, réussissaient, enfin, à passer la rivière et à encercler la ville, le commandant du bataillon d'élite des forces tchétchènes, Chamyl Bassalev, avait à l'AFP qu'il n'était pas sûr

que les indépendantistes puissent tenir longtemps. Une fois perdue Argoun, les Tchétchènes se disent déterminés à défendre les deux grandes villes qui leur restent dans la région, Goudermès, la deuxième ville du pays, et Chali, déclarée capitale temporaire de la Tchétchénie. « Rue par rue, maison par maison », affirme le commandant des forces tchétchènes à Chali. Mais, déjà, les Russes ont intensifié, depuis trois jours, leurs bombardements sur Chali. Lichant des roquettes en plein jour dans les rues animées du centre et provoquant le départ affolé des habitants.

Car la progression russe continue à jeter sur les routes des milliers de civils, pour beaucoup déjà des réfugiés venus de Grozny et

des villages pris peu à peu sous le feu des canons russes. Effrayés par les récits horribles qui courent sur les exactions des soldats russes à Grozny, le pillage des maisons et les arrestations arbitraires - sinon les exécutions - de civils tchétchènes tentant de défendre leurs biens, ces réfugiés suivent les combattants indépendantistes dans leur retraite inexorable vers les montagnes du sud.

Déjà, les petits villages parsemés sur les monts du Caucase sont pris dans la guerre. Sur les routes on peut voir des camions emmenant combattants tchétchènes et armes vers les montagnes, où se préparent les bases d'où les indépendantistes comptent mener le combat. - (AFP)

MICHEL RIO  
MANHATTAN  
TERMINUS



ROMAN SEUIL

Dans son dernier roman, Michel Rio parle de Stephen Jay Gould

Souvent, la littérature de Rio parle de sciences. Pour la première fois, les sciences parlent ensemble de littérature :



du Seuil

Dans son dernier essai, Stephen Jay Gould parle de Michel Rio

Stephen Jay Gould : Gregory Bateson, Michel Foucault, Jean Duvigneau, Jean-Michel Balthus, Joseph Kertész, Christian Metz

Mélancolies du savoir

essais sur l'œuvre de Michel Rio

SEUIL



# L'attentat au gaz dans le métro de Tokyo a déclenché au Japon une vague d'introspection sur les pratiques religieuses contemporaines

La secte Aum Shinri-kyo qui est au cœur de l'enquête policière a fait l'objet de perquisitions

L'attentat au gaz perpétré le 20 mars dans la capitale nipponne continue, bien entendu, de polariser l'attention du public. L'en-

quête se concentre autour de la « nouvelle secte » Aum Shinri-kyo, dont une trentaine de locaux, à travers le pays, ont été perqui-

sitionnés. Les produits chimiques qui y ont été trouvés suscitent l'interrogation. Un thème corollaire est au centre du débat: ce-

lui relatif aux sectes. Bien qu'elles ne soient pas une spécialité de l'archipel, comme le note le chercheur Jean-Pierre

Berthon, interrogé par *Le Monde*, leur prolifération (plus de 180 000 sont enregistrées) y est remarquable.

L'ENQUÊTE POLICIÈRE déclenchée par l'attentat au gaz dans le métro de Tokyo, le 20 mars, met en lumière, à tort ou à raison, la secte Aum Shinri-kyo. La presse et l'intelligence nipponne s'interrogent aujourd'hui sur les « nouvelles religions ». Le *Monde* a interrogé à ce sujet Jean-Pierre Berthon, chercheur au CNRS, représentant à Tokyo de l'école française d'Extrême-Orient. Ce spécialiste d'anthropologie des religions du Japon décèle plus d'une continuité entre tendances historiques en ce domaine et phénomènes contemporains. Ainsi s'agissant du millénarisme (annonce de la fin du monde), qui est une composante de « l'enseignement » du gourou Shoko Asahara, il observe: « Les millénarismes japonais, et plus précisément ce que l'on nomme « les mouvements de renouvellement du monde » (yonaoshi), sont essentiellement des « millénarismes de l'attente »: des divinités

viendront instaurer sur terre un royaume de paix et d'abondance. Ils surviennent à des moments de ruptures sociales très fortes. Dans le cas du mouvement Aum Shinri-kyo, nous semblons assister à des formes plus catastrophistes, supposant que la reconstruction du monde passe par sa destruction. Elles se manifestent dans une société d'abondance où les motifs traditionnels d'adhésion aux nouvelles religions – peur des maladies, pauvreté – sont écartés. »

« Deux phénomènes d'apparence contradictoires se produisent au Japon: une sécularisation de la société, caractérisée par un recul des grandes religions, et une floraison de nouvelles sectes, dénommées, au Japon, « nouvelles religions ». Comment l'expliquez-vous ?

« Ce que vous dites, on le constate dans toutes les sociétés modernes. Il est de fait que la perte des influences politiques, sociales et

culturelles des organisations religieuses qui, jusqu'à un passé récent, avaient assuré la gestion des croyances ne conduit pas nécessairement à un désintérêt envers la religion – laquelle, au demeurant, a toujours été vécue au Japon sous forme plurielle: respect de plusieurs croyances en même temps. Le bouddhisme et le shinto (religion ethnique du Japon) ont, certes, été particulièrement touchés par l'industrialisation et l'urbanisation à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces deux religions n'en continuent pas moins à jouer un rôle non négligeable dans la pratique religieuse – culte des ancêtres, par exemple – qui reste le fondement des comportements rituels populaires aujourd'hui. La recomposition des pratiques et des croyances en dehors des cadres religieux traditionnels est d'ailleurs, pour une part, directement liée à ce fond de culture religieuse.

« Ce qu'offrent les « nouvelles religions », c'est la possibilité individuelle d'adhérer à un enseignement plus proche des préoccupations quotidiennes. Le salut qu'elles proposent est un salut personnel, dans le monde présent. Chaque adhérent se fabrique une religion « sur mesure », empruntant à la riche palette des éléments constitutifs de l'univers syncrétique japonais. Il est donc difficile d'opposer terme à terme « religions historiques » et « nouvelles religions »: tout en développant des formes particulières de participation ou de techniques spécifiques, certains mouvements continuent à revendiquer une filiation ancienne qui leur permet de se rattacher à une tradition valorisante.

« Le phénomène des « nouvelles religions » se retrouve aussi bien en France qu'au Japon. Quelles sont, pourtant, entre l'un et l'autre cas, les dif-

férences dans ces retours de l'irrationnel qui touchent des sociétés fondées, en principe, sur la raison ?

« Le cas japonais présente des particularités. Pour en rester aux avatars les plus récents des « nouveaux cultes », on peut dire qu'il n'existe pas au Japon de revendications identitaires aussi fortes que celles que l'on peut constater par exemple, à l'Ouest, avec les mouvements islamiques. Par ailleurs, ce qui est perçu dans le christianisme contemporain comme relativement nouveau – l'expérience immédiate du sacré, le salut dans le monde présent, le bricolage des croyances et des pratiques – est ici pratique fort ancienne, s'apparentant à un substrat religieux commun. Enfin, le recours à des pratiques magico-religieuses, qui visent par l'ascèse ou la concentration mentale à acquiescer des forces surnaturelles au bénéfice de l'individu ou du groupe, est un élément propre de la religion populaire japonaise, par exemple, celle des moines ascètes et des religieux itinérants. Dans un univers polythéiste, où le religieux se s'exprime que très peu à travers l'idée de transcendance, cette forme de sacré « sauvage » renoue avec une forme de sacré originaire qui refait périodiquement surface, et dont chacun peut tirer bénéfice. En ce sens, la nouveauté des sectes japonaises tient davantage à une mise en forme, voire une « mise en scène », de ces techniques, qu'à l'apparition de croyances fondamentalement nouvelles.

« Le Japon connaît en ce moment ce que l'on dénomme une « troisième vague » de nouvelles sectes. Quelles particularités présentent-elles ?

« L'émergence des nouvelles religions est liée à des périodes de transformations de l'ordre socio-économique. On distingue, en général, au Japon, une première vague à la fin de l'époque Edo (règne des Tokugawa, du XVII<sup>e</sup> siècle au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle) et au début de l'ère Meiji (1868-1912), au cours de laquelle naissent des mouvements d'obédience shinto. Une seconde période d'apparition massive des sectes est l'immédiat après-guerre (1945), qui voit la montée de « nouvelles religions »

d'obédience bouddhique, aujourd'hui les plus importantes et les mieux structurées des sectes nippones. Enfin, dans les années 70, entrent en scène les « nouvelles nouvelles religions ».

Cette troisième vague voit l'apparition de groupes à l'intérieur desquels les relations entre le fondateur (ou ses représentants) et les fidèles sont de nature directe; leurs messages sont davantage d'ordre individuel que communautaire. Ces sectes continuent à prendre en charge les peines physiques et spirituelles de leurs membres, mais elles promettent en plus aux adhérents la possibilité d'acquiescer une efficacité magique qui permet de s'élever dans la hiérarchie du mouvement. Enfin, elles semblent avoir porté au plus haut degré la « spectacularisation » du religieux et utilisent abondamment les nouveaux moyens de communication.

« Nous avons, semble-t-il, avec Aum Shinri-kyo, le cas d'une manifestation de fanatisme, et en tout cas de recours à la violence, par des enlèvements. Est-ce particulier à cette secte ?

« La tradition religieuse japonaise recèle, certes, des manifestations de fanatisme, mais elles sont assez exceptionnelles et principalement d'ordre doctrinal. Les violentes attaques que se portent aujourd'hui certaines sectes s'expliquent par le fait qu'elles sont en concurrence sur le même « marché religieux »: celui d'une population jeune et citadine. La pratique du « suicide collectif » est également rare, ici. En 1986, cependant, sept jeunes femmes membres du groupe Michi No Tomo Kyokai (Eglise des amis de la vérité) se sont immolées par le feu à la suite du décès du fondateur. Comment interpréter ces violences dans des sectes, qui, comme c'est le cas pour Aum Shinri-kyo, vivent en communauté? Il se pourrait que, au sein de groupes en cours de constitution, où la disponibilité des jeunes adhérents est très forte et où le charisme du fondateur rend plus ténus les liens entre celui-ci et ses disciples, des comportements aberrants puissent facilement apparaître. »

Propos recueillis par Philippe Pons

## Plusieurs dizaines de fûts de produits chimiques sont découverts dans les locaux de la secte suspecte

TOKYO

de notre correspondant

Bien que l'origine de l'attentat au gaz dans le métro de Tokyo demeure une énigme, il se confirme que l'enquête s'oriente vers la secte Aum Shinri-kyo dont les locaux à Tokyo et dans les environs de la capitale ont été l'objet, mercredi 22 mars, de perquisitions, lesquelles ont donné lieu à un vaste déploiement médiatique. Les enquêteurs y ont découvert plusieurs sortes de produits chimiques dont certains (tel l'isopropyle) peuvent être utilisés dans la fabrication du sarin, le gaz meurtrier employé dans l'attentat. La preuve formelle de l'implication de la secte dans l'attentat du 20 mars n'a pourtant pas été apportée.

Dans le centre possédé par la secte dans la région de Kamikushiki, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tokyo, la police a confisqué plusieurs dizaines de fûts contenant des produits chimiques dont des traces ont été relevées en plusieurs endroits où l'attentat a été perpétré. Les quantités découvertes – les produits ont rempli trois camions de la police –, intriguèrent les enquêteurs. Ceux-ci ont d'autre part découvert des masques à gaz et des combinaisons de protection.

Selon des experts cités par la presse, le centre de Kamikushiki disposait de ce qui

semble être un véritable laboratoire où étaient stockés deux tonnes de chloroforme et d'éthanol et une cinquantaine de bouteilles de solvant. Autant d'indices qui semblent confirmer que Aum Shinri-kyo se livrait à des expériences avec des produits chimiques, comme le laissent supposer les plaintes des villageois à la suite d'émanations suspectes de gaz en provenance du centre en juillet 1994.

Le gourou de Aum Shinri-kyo, Shoko Asahara, avait, pour sa part, mentionné il y a trois mois le sarin: « En cas d'urgence, disait-il dans un de ses « sermons », il faut tuer l'ennemi d'un seul coup, comme en ont montré la possibilité les recherches sur le sarin au cours de la seconde guerre mondiale. » Estimant que sa secte était victime d'une répression de ses activités religieuses, le gourou accusait les États-Unis et l'armée japonaise de vouloir attaquer ses locaux avec des gaz d'assaut. « A moins que nous ne contre-attaquions, mes disciples et moi-même risquons de disparaître », aurait-il déclaré.

Lors de perquisitions, la police a d'autre part découvert sur le terrain d'un autre centre de la secte, près de Fujinomiya, un gros hélicoptère de fabrication soviétique (de type Mi-17). Capable de transporter une trentaine de passagers, cet appareil a été acheté en Autriche en

1994 et transporté par bateau puis remonté au Japon. La police a par ailleurs découvert une grosse somme en yens dans un coffre appartenant à Shoko Asahara ainsi que, selon des informations non confirmées, d'importantes quantités de lingots d'or. Exigeant de ses adeptes qu'ils lui fassent don de leurs biens, la secte paraît richissime.

Dépassé l'attentat, Shoko Asahara a disparu. Dans un message retransmis le 21 mars par le bureau de la radio de la secte installé à Vladivostok (Aum Shinri-kyo aurait plusieurs milliers d'adeptes en Russie), le gourou appelle ses disciples à être prêts à mourir: « Le temps de venir à mon secours est arrivé... Mettons en œuvre le plan de salut et affrontons la mort sans regrets. »

Certains journaux soulignent la protection dont jouissent les organisations religieuses, ou reconnues comme telles, pour mettre en relief ce qui peut paraître, jusqu'à ces derniers jours, un laxisme de la police dans les enquêtes sur les différentes affaires auxquelles a été mêlée la secte Aum Shinri-kyo. Le gouvernement envisagerait en tout cas de renforcer le contrôle sur les produits toxiques à la faveur d'une loi spéciale.

P. P.

## Une partition ethnique s'ébauche dans la capitale du Burundi

Bujumbura se divise peu à peu en quartiers hutus et tutsis distincts

BUJUMBURA

de notre correspondant

Comme dans une scène d'exode, les habitants de Bwiza fuient leur quartier. Profitant d'un calme précaire, mercredi 22 mars, ils partent en file indienne, un matelas ou un sac de vêtements sur la tête, un enfant accroché à une main, un baluchon dans l'autre. Certains ont loué un taxi dont le coffre arrière déborde d'affaires jetées à la hâte. Interrogés, ils font semblant de ne pas comprendre ou bien ne s'arrêtent pas et détournent la tête. La peur se lit dans leurs yeux.

Depuis deux nuits déjà, le quartier retentit d'explosions jusqu'à l'aube. « On ne dort plus, dira quelqu'un, je passe la nuit couché sur le sol de la maison avec mes enfants et ma femme serrés contre moi ». Dans une salle de quartier, le chef de zone a réuni la population pour lui demander de dénoncer les fauteurs de troubles. Devant le bureau communal, la petite place fourmille d'hommes en armes: policiers, gendarmes, soldats.

Avec ces renforts, la nuit sera-t-elle calme? « La situation est totalement imprévisible », répond un officier. L'armée est-elle débordée? « Nous pouvons parfaitement contrôler la situation mais nous devons éviter les bavures, nous ne sommes pas à la guerre mais devant des citoyens mamentement égarés ».

Le chef de zone déclare que les explosions de grenades et les coups de feu ont duré jusqu'à l'aube, que « c'était des citoyens qui tiraient de chez eux » et que c'était difficile à localiser. Comment expliquer alors

tous ces dégâts, ces maisons et ces véhicules incendiés ou détruits, alors que l'armée patrouille toute la nuit pour faire respecter le couvre-feu? « La présence des militaires est dissuasive », se contente de répondre l'administrateur. Il ne sait pas combien des trente mille habitants de Bwiza ont quitté le quartier, mais il a bon espoir de les voir rentrer « demain ».

En deux jours, les violences ont fait officiellement neuf morts et une vingtaine de blessés. Loin de

plus pauvres échouent à l'école primaire où s'entassaient déjà des hutus chassés en février 1994 quand, à la suite d'une opération « ville morte » organisée par l'opposition tutsie, la majorité des quartiers avaient été « ethniquement purifiés », les Hutus (du moins ceux ne se réclamant pas de l'opposition) étant chassés de Ngarara ou Nya-kabiga ou des Tutsis expulsés de Kamenge ou Kinama. La vie est difficile à Bujenzi. Le quartier est surpeuplé, les déplacés sans res-

sources sont nourris par le programme alimentaire mondial et les églises. Dans la cour de l'école, un petit dispensaire a été installé. Les classes sont fermées depuis onze mois et les familles sont trop pauvres pour payer le minerval (les frais de scolarité) dans les établissements encore ouverts. Ce père de famille, veuf avec quatre enfants à charge, vendeur dans un supermarché du centre-ville, est arrivé hier à l'école de Bujenzi: « Je n'ai pas d'abri et nous allons devoir dormir par terre, dit-il. En cas de pluie j'irai me réfugier dans un bâtiment s'il y a encore de la place. Si mon patron ne vient pas me chercher, je ne peux pas travailler, à cause des bandes de voyous qui tuent les Hutus, et depuis hier, mon patron ne sait plus où j'habite ».

De nombreux Zaïrois se sont aussi réfugiés à Bujenzi, souvent assimilés par les Tutsis à des Hutus (sans doute à cause leur origine bantoue) ou accusés d'être solidaires de ces derniers. Ils furent aussi l'insécurité de Bwiza. Alors

que les Sénégalais ne semblent pas se sentir menacés, commerçants ou bijoutiers, leurs métiers les rapprocheraient, selon certains, de la communauté tutsie.

La crise de Bwiza a été déclenchée, semble-t-il, par l'assassinat de cinq Tutsis dans un bar du quartier, le 20 mars au soir, par des bandes armées hutues. Cette tuerie a été suivie de représailles auxquelles les Hutus soupçonnaient les militaires de prendre part. On note depuis six mois une recrudescence des attaques des extrémistes hutus, probablement des éléments des Forces de défense de la démocratie (FDD), un mouvement radical dissident du Frodebu, le parti au pouvoir, ce qui laisse penser

que cette « rébellion » est en train de s'organiser.

La rumeur court dans la communauté hutue que l'on voudrait « nettoyer » Bwiza pour y installer les réfugiés tutsis de l'arrière-pays. En effet, près de 150 000 Tutsis ont fui leurs villages lors des massacres qui ont suivi l'assassinat du président – hutu – Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993, et ne sont jamais retournés chez eux. Bwiza n'en est pas à sa première crise. En décembre 1994 déjà, il y avait eu deux jours d'affrontements et un premier exode, mais les habitants étaient revenus une fois le calme rétabli.

Jean Héline

## Cinquantenaire morose pour la Ligue arabe

LE CAIRE

de notre correspondant

La Ligue arabe a célébré sans faste, mercredi 22 mars, au Caire, le cinquantième anniversaire de sa création. A l'exception du président égyptien, Hosni Moubarak, les chefs d'Etat des vingt pays membres (ainsi que le président de l'OPEP) se sont fait représenter par les chefs de leur diplomatie.

Minée par les conflits internes, notamment à la suite de la guerre du Golfe, la Ligue espère profiter de son cinquantième anniversaire pour retrouver un second souffle. « Réalisme » est le mot d'ordre prononcé pour la sortie de l'ornière. Dans son discours d'ouverture, M. Moubarak a estimé que la

Ligue devrait œuvrer « pour réaliser ce qui est possible au lieu de causer l'impossible ». Le raisonnement a été dressé un bilan « objectif » des cinquante années d'activités: « Ce qui a été réalisé est très inférieur aux aspirations de nos peuples, compte tenu des moyens qui étaient disponibles », a-t-il dit. Il a estimé que l'unité arabe devait rester l'objectif de la Ligue, mais, a-t-il ajouté, il faut chercher à y parvenir par étapes.

Il a proposé de commencer par l'économie, « afin de mieux pouvoir négocier avec les grands blocs économiques qui se sont constitués en Europe, en Asie et en Amérique ». Il a par ailleurs estimé qu'il fallait « défendre l'identité

culturelle arabe », tout en restant « ouvert aux autres cultures ». Il est indispensable de revenir aux valeurs de « modération » et de rejeter « les idées fanatiques venues de l'extérieur », a-t-il ajouté, faisant allusion au courant islamiste qui conteste nombre de régimes arabes.

Le cinquantième anniversaire a toutefois permis de resserrer les rangs arabes sur la question de la prorogation du traité de non-prolifération nucléaire. Treize pays ont fait savoir qu'ils soutenaient la position de l'Egypte, qui refuse de signer aussi longtemps qu'Israël n'aura pas fait de même.

Alexandre Buccianti

منزل



## Les jésuites réaffirment leur engagement en faveur de la justice sociale et du développement

La réunion décennale de la Compagnie fait le choix de la continuité

La 34<sup>e</sup> congrégation générale de la Compagnie de Jésus a pris fin mercredi 22 mars à Rome. Ses travaux ont duré près de trois mois (Le Monde

du 5 janvier). Réaffirmant les orientations des deux précédentes congrégations, cette assemblée a été marquée par un souci de continuité et d'approfondissement, en dépit des soupçons qui continuent de peser au Vatican sur une orientation jugée parfois trop « politique ».

**ROME** de notre correspondant. Le Père Peter-Hans Kolvenbach, supérieur général de la Compagnie de Jésus, s'est attaché à réaffirmer, au cours d'une conférence de presse réunie mercredi 22 mars à Rome, « la fidélité des jésuites à [leur] mission qui consiste à annoncer l'Evangile, mais aussi à promouvoir la justice dans la défense des droits de l'homme ». En d'autres termes, selon les propres paroles du père Kolvenbach, « rien n'a changé, mais tout a été approfondi », depuis la spectaculaire congrégation générale de 1974 au cours de laquelle, notamment sous l'impulsion du père Arrupe, les jésuites avaient décidé de donner une dimension plus sociale à leur annonce de la foi, en insistant sur la nécessaire proximité des pauvres et sur le développement, notamment dans les pays les plus exposés aux dictatures. Cela revient à dire, a poursuivi

l'actuel « général » des jésuites, « que la 34<sup>e</sup> congrégation n'a nullement nié ou négligé cette orientation apostolique, mais elle a davantage souligné le caractère spirituel de la promotion de la justice ». Les nuances sont donc dans les modalités diverses de cet engagement à établir la justice. Les jésuites n'entendent pas se substituer aux laïcs sur le terrain social et politique, mais souhaitent, en revanche, s'engager au maximum dans leur formation. Le modèle évoqué pour concrétiser cette orientation a été celui des sept jésuites assassinés en 1989 dans leur université de San Salvador, en Amérique centrale.

**VIETNAM** Avec 23 000 membres, la Compagnie de Jésus « est en bonne santé », a encore affirmé le père Kolvenbach, ce qui ne l'a pas empêché de noter des difficultés, comme « le vieillissement et la diminution numérique des forces ».

Tout en maintenant les objectifs que sont l'écuménisme (le rapprochement des confessions chrétiennes), le dialogue interreligieux et l'« inculturation », le « général » a insisté sur la nécessaire unité et la cohésion d'une Compagnie dispersée en tant de lieux différents, pour affronter des réalités fort contrastées : celles d'un monde développé qui perd la foi ; de pays ex-communistes, en Europe de l'Est, qui hésitent à la recherche de modèles et de racines ; enfin, de plusieurs tiers-mondes où, face à la pauvreté et au drame des réfugiés, le message catholique est en concurrence directe avec celui d'autres sectes et religions.

Sur le plan interne, plusieurs règles ont été précisées, en accord avec le Saint-Siège, concernant notamment le mandat du général des jésuites qui, bien que restant « à vie », lui permet de démissionner dans certains cas, notamment pour raisons de santé – auquel cas un nouveau général est élu immé-

diatement. De même, à titre expérimental, pendant dix ans, certaines formes d'intégration de laïcs, au sein d'institutions jésuites, sont prévues, comme en témoigne la nomination d'une femme à la tête de l'université de Detroit.

### LA PROMOTION DE LA FEMME

Sur ce chapitre des femmes, un important document a été enfin adopté par la 34<sup>e</sup> congrégation. La Compagnie de Jésus avoue qu'elle a été « complice, peut-être sans le savoir, d'une forme de cléricisme qui a renforcé la domination masculine en lui attribuant un caractère manifestement divin ». Elle reconnaît désormais, poursuit le texte, « sa propre responsabilité de faire ce qui lui est possible, en tant qu'ordre religieux masculin », pour remédier aux discriminations et aux violences dont souffrent les femmes.

Marie-Claude Descamps

## Le Maroc s'inquiète de la situation en Algérie

### RABAT

de notre correspondant. Réunis à Londres, mercredi 22 mars, à l'initiative de l'ancien premier ministre Abdelhamid Brahimi, pour « expliquer la situation de l'Algérie d'opinion publique britannique », des représentants de l'opposition algérienne ont exhorté le pouvoir à accepter leurs propositions communes pour mettre fin aux violences que connaît leur pays. L'ancien président Ahmed Ben Bella, chef du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) et membre du Front islamique du salut (FIS), étaient présents à cette réunion formelle ; mais il n'y avait pas de délégation du Front de libération nationale (FLN) et du Front des forces socialistes (FFS).

La présence des dirigeants des deux principales formations de l'opposition marocaine – l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le Parti de l'istiqal (PI) – Mohamed Elyazghi et Mohamed Boucetta, était d'autant plus remarquable ; elle illustre ouvertement l'inquiétude du Maroc face à la dégradation de la situation en Algérie, bien que le pouvoir à Rabat minimise à dessein les dangers

de contagion islamiste. Celui-ci ne s'est-il pas employé à présenter l'attentat qui, à la fin août, dans un hôtel de Marrakech, a coûté la vie à deux touristes espagnols, comme un banal acte de banditisme ?

### DÉRIVE VERS UNE GUERRE CIVILE

« Nous sommes préoccupés par ce qui se passe chez notre voisin, admet pourtant Mohammed Louafa, membre du comité exécutif du PI, car s'il y a dérive vers une guerre civile totale, nous serons touchés. » Pour nombre d'universitaires qui subissent la pression islamiste, « ce serait de l'Europe méditerranéenne d'ignorer cette menace ». C'est dire que le Maroc se sent prêt à apporter sa contribution, d'une manière ou d'une autre, au retour de la paix en Algérie.

Déjà en janvier, dans un communiqué commun, l'opposition marocaine « avait accueilli avec beaucoup d'optimisme les résultats positifs du dialogue national engagé par les partis algériens de l'opposition à Rome ». Elle avait aussi exprimé sa « disponibilité totale à entreprendre tous les bons offices afin de servir [ses] frères dans le but de réaliser le consensus natio-

nal ». De son côté, Hassan II aurait encouragé l'opposition algérienne, singulièrement le FFS – Ali Ahmed, son secrétaire général, s'est déplacé à Rabat – à participer à ce dialogue initié par la communauté catholique de Saint-Egidio. A-t-il agi ainsi sous la pression des Etats-Unis, comme certains au ministère français de l'Intérieur l'assurent ? Toujours est-il que ce rôle de « monsieur bons offices » ne déplaît pas au souverain chérifien, président en exercice de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) qui s'efforce déjà de jouer les médiateurs au Proche-Orient et qui ne saurait pas méconnaître d'arracher son nom au rétablissement de la paix au Maghreb.

### MÉLANGES RÉCIPROQUES

Mais l'état des relations entre l'Algérie et le Maroc, nourries de mélanges réciproques, rend malaisée cette entreprise. On ne peut en effet exclure que Hassan II cherche aussi en s'impliquant – même discrètement et indirectement – dans ce dossier à embarrasser les dirigeants algériens avec lesquels il entretient des rapports plus que distants. Le roi n'a rencontré aucun de ses homologues

algériens qui se sont succédé à la tête de l'Etat depuis l'assassinat, en juin 1992, de Mohammed Boudiaf, successivement Ali Kaï et Liamine Zéroual.

Il reste qu'au-delà de ces querelles entre voisins, Hassan II est conscient, comme beaucoup de ses compatriotes, que la violence en Algérie bloque l'ambitieuse construction d'un « grand Maghreb » et surtout l'indispensable dialogue euro-maghrébin.

Jacques de Barrin

## Polémique sur la privatisation partielle de la pétrochimie mexicaine

### MEXICO

de notre correspondant. Etait-il de bon goût d'annoncer la privatisation, même partielle, d'un « symbole de la patrie » le jour même où les Mexicains célébraient le 57<sup>e</sup> anniversaire de la nationalisation du pétrole, le 18 mars ? Le directeur général de Pemex, Adrian Lajous, a justifié le « sacrifice » en affirmant que la vente de soixante et une usines pétrochimiques du pays « permettra de dégager des ressources financières pour investir dans les secteurs stratégiques » du monopole d'Etat, en particulier la recherche de nouveaux gisements d'hydrocarbures pour compenser la chute des réserves.

M. Lajous s'est voulu rassurant à l'adresse de ceux qui soupçonnent le gouvernement de vouloir démanteler peu à peu la deuxième entreprise mondiale en matière d'extraction pétrolière et la huitième pour la capacité de raffinage (cent mille salariés, 6 % du produit national brut annuel du Mexique et 28 % des revenus fiscaux de l'Etat). La privatisation, a-t-il expliqué, concerne « uniquement des activités non stratégiques, dans la pétrochimie secondaire et tertiaire, qui ne font pas partie des secteurs réservés à l'Etat par la Constitution ». La pétrochimie primaire – huit produits, dont le soufre et les alcanes, selon la classification officielle – restera donc dans le giron de Pemex. En revanche, les neuf grands complexes chimiques, es-

sentiellement concentrés dans l'Etat de Veracruz, qui fabriquent de l'ammoniac, du polyéthylène, du chlorure de vinyle et une série de dérivés, seront vendus « avant la fin du premier trimestre de 1996 ».

### AMÉLIORATION DU SECTEUR

La vente de ces usines avait été annoncée une première fois, en octobre 1992, mais, comme l'a rappelé M. Lajous, Pemex « prit la décision prudente de suspendre l'opération, en juin 1993, à cause des conditions défavorables qu'affrontait alors l'industrie pétrochimique internationale ». La situation du secteur s'étant améliorée à partir du deuxième trimestre de 1994, « avec une reprise marquée de la rentabilité dans ce secteur, a-t-il ajouté, le moment est propice pour reprendre le processus afin de permettre au secteur privé de consolider la pétrochimie mexicaine sur le marché international ».

Les adversaires de la privatisation font le raisonnement inverse. « En 1992, Pemex voulait se débarrasser d'une trentaine d'usines que nos experts avaient évalué à 3,3 milliards de dollars », rappelle le député Francisco Curi, président de la commission parlementaire de l'énergie et membre de l'opposition de gauche. Tenant compte de la dépression dans ce secteur, le gouvernement avait proposé 1,7 milliard. Personne n'en a voulu, même d ce prix ! Aujourd'hui, avec la reprise dans ce

secteur, ce n'est plus le moment de vendre. Profiteurs, au contraire, des deux avantages comparatifs – notre pétrole et notre situation géographique – que nous donne la pétrochimie pour stimuler le développement industriel du Mexique ».

Le dirigeant du puissant syndicat pétrolier, Carlos Romero, et l'ex-candidat de la gauche à l'élection présidentielle, Cuauhtémoc Cárdenas – dont le père nationalisa le pétrole en 1938 –, tiennent le même discours et reprochent au gouvernement de vouloir faire payer par Pemex la grave crise financière que traverse le pays depuis la dévaluation du 20 décembre (les Etats-Unis ont offert au Mexique un crédit de 20 milliards de dollars qui sera garanti par les revenus des exportations pétrolières). « Nous ne permettrons pas que la crise affecte la solidité de Pemex », a déclaré M. Romero, qui s'oppose à la vente de la pétrochimie, précisément le secteur offrant la plus grande valeur ajoutée. Les exportations de la pétrochimie secondaire ont rapporté 200 millions de dollars au Mexique en 1994, nettement plus que l'année précédente (132 millions) mais beaucoup moins que les ventes de pétrole (plus de 6 milliards de dollars), destinées pour 75 % aux Etats-Unis.

Bertrand de la Grange

Lire aussi page 19

## Brusque aggravation du déficit commercial américain

WASHINGTON. Le déficit commercial des Etats-Unis a augmenté de 68 % en janvier par rapport à décembre, pour s'établir à 12,2 milliards de dollars (contre 7,3 milliards en décembre), une ampleur qui a surpris les analystes. Les exportations américaines ont baissé de 4,6 % en janvier pour totaliser 60,7 milliards de dollars. Cette chute touche surtout les biens d'équipement, les ordinateurs et les avions civils. Les importations ont augmenté de 2,9 % pour atteindre 72,9 milliards de dollars. Conséquence de la crise financière mexicaine, les Etats-Unis, qui dégageaient traditionnellement des excédents commerciaux avec leur voisin du Sud, ont accusé un déficit de 863 millions de dollars avec le Mexique en janvier, le plus élevé depuis dix ans. Les importations en provenance du Mexique ont, elles, fait un bond de 10,9 %, la dévaluation du peso aidant. – (AFP)

■ **IRAN** : la Maison Blanche a minimisé, mercredi 22 mars, les propos tenus à Bagdad par le secrétaire à la défense, William Perry, sur la menace potentielle de l'Iran pour la navigation dans le Golfe (Le Monde du 23 mars), tout en soulignant son « inquiétude » concernant les intentions de Téhéran. « Pour l'instant, il n'y a aucune indication qu'il s'agisse d'autre chose que d'un déploiement défensif », a déclaré le porte-parole. – (AFP)

■ **ABOU DHABI** : les groupes français Aérospatiale et Sapelem ont signé avec les Emirats arabes unis (EAU) des contrats aux termes desquels la première entreprise sera chargée de l'entretien de l'avion émirati et la seconde fournira des équipements militaires de vision nocturne. Ces marchés, annoncés mercredi 22 mars à Abou Dhabi, portent sur quelque 100 millions de francs. – (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE** : quatre cents soldats britanniques ont quitté l'Irlande du Nord mercredi 22 mars, un départ annoncé il y a huit jours par le gouvernement et qui reflète la détente intervenue dans la province depuis l'arrêt de la violence il y a sept mois. C'est la première fois depuis 1969, année du début des « troubles » en Ulster, que des troupes se retirent officiellement de la province. – (AFP)

■ **ESPAGNE** : le Syrien Monzer Al Kassab, poursuivi par la justice espagnole pour complicité dans le détournement du navire italien *Achille Lauro*, le 7 octobre 1985, a été acquitté mercredi 22 mars à Madrid pour absence de preuves. Il était soupçonné d'avoir fourni des armes au commando palestinien responsable du détournement et de l'assassinat d'un passager américain. – (AFP)

■ **MOLDAVIE** : 10 000 étudiants ont manifesté, mercredi 22 mars, à Chisinau pour protester contre la décision du gouvernement moldave de remplacer l'enseignement de l'histoire de la Roumanie, enseignée depuis l'indépendance en 1991, par celui de l'histoire moldave. – (Reuters)

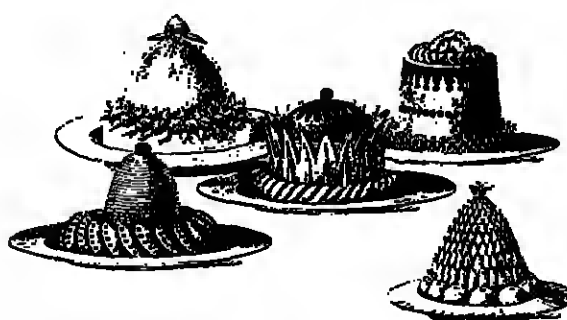
■ **INDONESIE** : trois journalistes ont été arrêtés ces derniers jours en Indonésie, et étaient toujours gardés à vue mercredi 22 mars. Il s'agit d'Ahmad Taufik et Eko Maryadi, à qui il est reproché d'avoir participé à l'édition d'un mensuel lié à l'Alliance des journalistes indépendants, sans licence officielle, et de Tri Agus Santoso, rédacteur en chef de la revue de l'Association de défense des droits de l'homme, *Pijar*.

■ **CAMBODGE** : l'ONU s'inquiète de la décision annoncée lundi 20 mars par Phnom Penh de fermer le centre des Nations unies pour les droits de l'homme installé en 1993 dans la capitale du Cambodge. Selon les autorités du pays, ce centre ternit l'image du gouvernement. L'ONU a décidé de dépêcher un envoyé spécial à Phnom Penh pour en discuter. – (AFP)

■ **NICARAGUA** : le Club de Paris s'est engagé à annuler « 500 à 600 millions de dollars » de la dette extérieure, qui s'élève au total à 11,7 milliards de dollars, a annoncé mercredi 22 mars Antonio Lacayo, bras droit de la présidente Violeta Chamorro. – (Reuters)

## CHÉRIE, J'AI ENVIE DE PUDDING, ALLONS DÉJEUNER EN ANGLETERRE.

Quel pudding chérissez-vous ? Et quel fromage parmi les merveilles de la laiterie anglaise ? Et à propos, le crème et le beurre du Devon, vous connaissez ? Et le fameux Yorkshire pudding, qui accompagne si bien le rôti ? Avec Le Shuttle, 35 minutes de traversée vous séparent de ces appâts... car contrairement à ce que l'on pense en France, on peut très bien déjeuner en Angleterre.



**Le Shuttle**  
La Navette d'Europe

LE SHUTTLE PRENEZ-LE QUAND CA VOUS PREND.

POUR UN BILLET ACHETÉ AVANT LE 30 AVRIL, UN BILLET GRATUIT DE MÊME TYPE A OFFRIR À VOS AMIS.

Tapez 3615 Le Shuttle sur votre téléphone.



**CONTROVERSE** Le programme de politique internationale de Jacques Chirac, rendu public le 16 mars, a été critiqué, notamment, par Charles Pas-

qua, qui juge les engagements européens du maire de Paris contradictoires avec ses orientations économiques et sociales (*Le Monde* du 21 mars). Alain Juppé défend, au

contraire, la cohérence du projet chiracien et rectifie ce qu'il estime être des erreurs d'interprétation. ● CAM-PAGNE. Le ministre des affaires étrangères maintient sa demande d'un

« code de bonne conduite » entre les deux principaux candidats de droite. Il rappelle qu'il faudra, après le scrutin, rassembler le RPR et la majorité. ● PROMESSES. M. Balladur s'est dé-

claré de nouveau, mercredi 22 mars, opposé à toute forme de « démagogie », et il a invité les candidats à ne pas faire de la question des salaires « un argument de campagne ».

## Alain Juppé prépare « l'après-second tour »

Le ministre des affaires étrangères, président par intérim du RPR, défend la cohérence du projet chiracien et s'élève contre les « vilénies » subies par son candidat, en assurant qu'il faudra, après le scrutin, « gouverner dans un esprit de rassemblement »

« Charles Pasqua affirme que Jacques Chirac développe, dans sa campagne présidentielle, deux politiques contradictoires : l'une intérieure en matière économique et sociale, l'autre européenne dans le cadre du traité de Maastricht - qui sont inconciliables. Ce jugement vous paraît-il fondé ?

« Je n'ai aucunement l'intention de m'engager dans une polémique avec un membre du gouvernement. Si, aujourd'hui, le débat se situe autour du projet de Jacques Chirac, tant en politique intérieure qu'en politique étrangère, c'est que ce projet a fait mouche dans l'esprit et dans le cœur des Français.

« Cela dit, la cohérence entre la politique intérieure que propose Jacques Chirac et son projet européen est absolue. Il veut, en priorité, soutenir la croissance qui gagne peu à peu la France. D'abord, par une réforme de l'Etat qui permette une réduction ambitieuse et continue des déficits et de l'endettement publics. Cette priorité est cohérente, et même en osmose totale avec son message européen.

« Peut-on, en même temps, dire que les déficits publics doivent être réduits de façon ambitieuse et continue, comme vous le faites, et affirmer son refus d'une approche comptable des dépenses de santé, comme le fait Jacques Chirac ?

« L'expérience a prouvé que la gestion autoritaire par plafonnement et encadrement des dépenses de santé ne les empêche de « filer ». Personne ne peut imposer leur mode de vie et leurs choix de consommation aux Français. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas gérer les dépenses de santé. Il faut, certes, faire la chasse aux gaspillages ; ils existent. Il faut clarifier les responsabilités et gérer par objectifs.

« L'exemple caractéristique est l'hôpital, qui représente 40 % de la dépense d'assurance-maladie.

Nous devons réformer le système du budget global des hôpitaux, qui apparaissait, il y a quelques années, comme la bonne réponse, et qui, aujourd'hui, fait la preuve de son inefficacité. Et même de sa perversité. Il faut mettre en place un système de contrat d'objectifs entre les caisses de Sécurité sociale, les directions d'hôpitaux, les équipes soignantes, de façon à



ALAIN JUPPÉ

responsabiliser les acteurs et à mieux gérer. Il existe des hôpitaux privés en France. Il n'est naturellement pas question de privatiser les hôpitaux publics, mais on peut s'inspirer des méthodes de gestion du privé : les coûts y sont inférieurs de 30 %.

« Au passage, je souligne que Jacques Chirac n'a jamais déclaré qu'il faut « laisser filer » les dépenses de santé. Il dit : « Responsabilisons, clarifions, distinguons les régimes, distinguons ce qui relève de l'assurance de ce qui relève de la solidarité ». C'est la bonne approche.

« Vous ne souhaitez pas polémiquer avec vos collègues du gouvernement. Pourtant Édouard Balladur parle de « vilénies », et Charles Pasqua dénonce une « campagne déguenillée ». Vous défendez depuis le début, pour votre part, l'idée

d'un code de bonne conduite. Avez-vous le sentiment qu'il n'a pas été respecté par les deux camps ?

« En matière de vilénies, Jacques Chirac a eu subi son compte ! Maintenant, on s'attaque même à la famille de sa femme.

« Le code de bonne conduite est-il encore utilisable ?

« Il est plus nécessaire que jamais. Je crois que nous ne l'avons pas enfreint en ce qui nous concerne. Il faut préparer l'après-second tour car il faudra gouverner dans un esprit de rassemblement.

« S'agissant de cet après-second tour, Jacques Chirac a dit récemment que l'unité du RPR, c'est le problème de son président, c'est-à-dire vous. Un problème d'unité du Rassemblement pour la République va-t-il se poser ?

« Que l'unité du RPR soit le problème des dirigeants du RPR, c'est une vérité d'évidence. Jacques Chirac n'en est plus le président ; sa trajectoire se situe au-dessus des formations politiques. Pour ma part, je suis président par intérim, et le Rassemblement devra réunir ses instances, cette année, pour élire un président qui ne sera plus intérimaire.

« Serez-vous candidat à ce poste ?

« On verra au moment de nos assises.

« En fonction de quoi ?

« Des mes responsabilités. A chaque jour suffit sa peine.

« Dans l'absolu, est-il bon qu'un premier ministre soit aussi chef de parti ?

« C'est une question que l'on ne se pose qu'en France. Partout ailleurs, on n'imagine pas que le chef du gouvernement ne soit pas chef de parti.

« M. Chirac n'a-t-il pas un problème de crédibilité dans son discours enrampé en ayant évoqué, en novembre l'hypothèse d'un référendum

sur le passage à la monnaie unique ?

« Il n'y a aucun problème de crédibilité. En tout cas, dans aucune des quatorze autres capitales de l'Union européenne où ce discours a beaucoup impressionné. Jacques Chirac n'a jamais fait de déclaration contre la monnaie unique ; il a voté « oui » au référendum sur le traité de Maastricht ; il a simplement dit que le

Est-il bon qu'un premier ministre soit aussi chef de parti ? C'est une question que l'on ne se pose qu'en France. Partout ailleurs, on n'imagine pas que le chef du gouvernement ne soit pas chef de parti.

passage à la monnaie unique, c'est-à-dire la disparition de la monnaie nationale, est quelque chose de très important et qu'il faut un débat national préalable. Il avait envisagé, à un moment donné, un débat par référendum. Il a précisé sa pensée en disant que ce débat peut se dérouler au Parlement, pour la bonne raison qu'un référendum sur les institutions européennes aurait probablement lieu avant, dans la foulée de la conférence intergouvernementale de 1996.

« Je suis frappé par la persistance des idées toutes faites, selon lesquelles Jacques Chirac aurait beaucoup changé sur l'Europe. Je veux bien admettre qu'en 1979 il a peut-être eu une autre vision. Depuis une bonne décennie, il n'a jamais varié. En imposant sa volonté à une partie non négligeable du RPR, il a fait adopter, en 1986, la ratification de l'acte unique. En 1988, il a débouqué la crise budgétaire qui paralysait la communauté. En 1992, il a fait campagne pour le « oui » au référendum.

« Jacques Chirac a évoqué la possibilité de créer un poste de président du Conseil européen. Il a parlé d'un mandat de trois ans. Cette proposition existait dans la plate-forme du RPR et de l'UDF pour les élections européennes de 1994. Le mandat était alors de cinq ans. Quelle est la raison du changement de durée ?

« Cette idée date de 1989. C'est à Édouard Balladur qu'échoit la paternité de cette proposition. Le mandat proposé était alors de deux ans. Nous l'avons mis dans la plate-forme commune des élections de 1989. Elle a été reprise dans celle de 1994, avec une durée différente. Aujourd'hui Jacques Chirac propose trois ans. Nous

faut un mandat de plus de six mois, car, dans ce laps de temps, le président du Conseil européen n'a pas le temps de mener à bien ses projets et de représenter l'Union européenne avec continuité. C'est une manière de rééquilibrer la durée du mandat du président de la Commission, qui a parfois tendance à s'ériger en président de l'Europe.

« L'un des mythes fondateurs du gaullisme, c'était le statut

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

« Il dit, très précisément, que la France ne retournera pas dans les structures intégrées de l'Alliance. La réunion des ministres ne fait pas partie des structures militaires intégrées, c'est une structure politique.

« Veillons à ne rien dire qui puisse heurter, blesser et affaiblir le rassemblement nécessaire ! », a ajouté M. Madelin. Avant le ministre, Jacques Domini, président de l'UDF de Paris, avait assuré : « Nous référons l'UDF avec ceux qui ont fait la preuve de leur courage et de leur lucidité politique, au premier rang desquels Alain Madelin et Charles Millon », présent à la tribune en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

« Il dit, très précisément, que la France ne retournera pas dans les structures intégrées de l'Alliance. La réunion des ministres ne fait pas partie des structures militaires intégrées, c'est une structure politique.

« Veillons à ne rien dire qui puisse heurter, blesser et affaiblir le rassemblement nécessaire ! », a ajouté M. Madelin. Avant le ministre, Jacques Domini, président de l'UDF de Paris, avait assuré : « Nous référons l'UDF avec ceux qui ont fait la preuve de leur courage et de leur lucidité politique, au premier rang desquels Alain Madelin et Charles Millon », présent à la tribune en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

« Il dit, très précisément, que la France ne retournera pas dans les structures intégrées de l'Alliance. La réunion des ministres ne fait pas partie des structures militaires intégrées, c'est une structure politique.

« Veillons à ne rien dire qui puisse heurter, blesser et affaiblir le rassemblement nécessaire ! », a ajouté M. Madelin. Avant le ministre, Jacques Domini, président de l'UDF de Paris, avait assuré : « Nous référons l'UDF avec ceux qui ont fait la preuve de leur courage et de leur lucidité politique, au premier rang desquels Alain Madelin et Charles Millon », présent à la tribune en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

« Il dit, très précisément, que la France ne retournera pas dans les structures intégrées de l'Alliance. La réunion des ministres ne fait pas partie des structures militaires intégrées, c'est une structure politique.

« Veillons à ne rien dire qui puisse heurter, blesser et affaiblir le rassemblement nécessaire ! », a ajouté M. Madelin. Avant le ministre, Jacques Domini, président de l'UDF de Paris, avait assuré : « Nous référons l'UDF avec ceux qui ont fait la preuve de leur courage et de leur lucidité politique, au premier rang desquels Alain Madelin et Charles Millon », présent à la tribune en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

« Il dit, très précisément, que la France ne retournera pas dans les structures intégrées de l'Alliance. La réunion des ministres ne fait pas partie des structures militaires intégrées, c'est une structure politique.

« Veillons à ne rien dire qui puisse heurter, blesser et affaiblir le rassemblement nécessaire ! », a ajouté M. Madelin. Avant le ministre, Jacques Domini, président de l'UDF de Paris, avait assuré : « Nous référons l'UDF avec ceux qui ont fait la preuve de leur courage et de leur lucidité politique, au premier rang desquels Alain Madelin et Charles Millon », présent à la tribune en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

« Il dit, très précisément, que la France ne retournera pas dans les structures intégrées de l'Alliance. La réunion des ministres ne fait pas partie des structures militaires intégrées, c'est une structure politique.

« Veillons à ne rien dire qui puisse heurter, blesser et affaiblir le rassemblement nécessaire ! », a ajouté M. Madelin. Avant le ministre, Jacques Domini, président de l'UDF de Paris, avait assuré : « Nous référons l'UDF avec ceux qui ont fait la preuve de leur courage et de leur lucidité politique, au premier rang desquels Alain Madelin et Charles Millon », présent à la tribune en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

« Il dit, très précisément, que la France ne retournera pas dans les structures intégrées de l'Alliance. La réunion des ministres ne fait pas partie des structures militaires intégrées, c'est une structure politique.

« Veillons à ne rien dire qui puisse heurter, blesser et affaiblir le rassemblement nécessaire ! », a ajouté M. Madelin. Avant le ministre, Jacques Domini, président de l'UDF de Paris, avait assuré : « Nous référons l'UDF avec ceux qui ont fait la preuve de leur courage et de leur lucidité politique, au premier rang desquels Alain Madelin et Charles Millon », présent à la tribune en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

« Il dit, très précisément, que la France ne retournera pas dans les structures intégrées de l'Alliance. La réunion des ministres ne fait pas partie des structures militaires intégrées, c'est une structure politique.

« Veillons à ne rien dire qui puisse heurter, blesser et affaiblir le rassemblement nécessaire ! », a ajouté M. Madelin. Avant le ministre, Jacques Domini, président de l'UDF de Paris, avait assuré : « Nous référons l'UDF avec ceux qui ont fait la preuve de leur courage et de leur lucidité politique, au premier rang desquels Alain Madelin et Charles Millon », présent à la tribune en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

particulier de la France dans l'OTAN. N'êtes-vous pas en train d'amorcer une évolution ?

« Il ne vous a pas échappé qu'en 1989 le mur de Berlin est tombé. Il est évident que l'Alliance atlantique post-1989 n'est pas la même chose que l'Alliance atlantique ante-1989. Cela veut-il dire que sa mission fondamentale de sécurité collective des États membres a disparu ? Je ne le crois pas, parce que le monde reste instable et dangereux, en particulier en Europe. C'est une des raisons qui me font dire que l'idée de faire entrer

particuliers. Jacques Chirac dans son discours de la semaine dernière envisageait une participation régulière du ministre de la Défense au Conseil de l'OTAN.

## M. Chirac se déclare « réservé » sur l'instauration du quinquennat

INVITÉ du journal de 20 heures de France 2, mercredi 22 mars, Jacques Chirac s'est déclaré « réservé pour des raisons de fond » sur l'instauration du quinquennat, proposée par Georges Pompidou et qu'il avait « soutenue par fidélité ». A l'époque M. Chirac était membre du gouvernement. « L'une de ces raisons de fond, c'est qu'il y a un risque de transformation de la nature même de nos institutions, qui pourrait nous conduire

à un régime présidentiel ouquel je suis résolument hostile », a affirmé le maire de Paris.

Estimant que « le régime présidentiel, c'est, en réalité, la confirmation du pouvoir donné à l'administration », l'ancien président du RPR a ajouté : « Je m'en méfie beaucoup. » Il y a déjà une dérive monarchique forte de nos institutions depuis les années 70 », a continué le candidat à l'élection présidentielle, avant de préciser que « l'un de ses objectifs est de remettre nos institutions en place et certainement pas de les modifier ».

« D'AUTRES PRIORITÉS »

Sur le même sujet, Édouard Balladur, premier ministre-candidat, lui aussi issu des rangs du RPR, a exprimé une « préférence » pour le septennat non renouvelable, après avoir été plutôt favorable à l'instauration du quinquennat. M. Balladur a indiqué, toutefois, qu'il est partisan d'une délibération du Parlement sur cette question.

Pour sa part, Lionel Jospin, candidat du Parti socialiste, s'est prononcé en faveur du quinquennat, qu'il s'appliquerait à lui-même dans l'hypothèse de sa victoire à l'élection présidentielle. Cette position est également celle de Valéry Giscard d'Estaing, qui a renoncé à la course présidentielle, alors que Raymond Barre, non-candidat également, est, comme le maire de Paris, partisan du maintien du septennat.

Cette question de la durée du mandat présidentiel partage la majorité depuis longtemps. En 1991, l'Union pour la France (UPF), créée l'année précédente, par rap-

prochement du RPR et de l'UDF au sujet de l'organisation des « primaires » présidentielles, avait officiellement accepté le quinquennat. MM. Chirac et Giscard d'Estaing s'y déclaraient, alors, tous deux favorables, dans l'espoir de voir le président de la République, François Mitterrand, en être le premier utilisateur. « Il se serait moralement difficilement occupable que M. Mitterrand n'appliquait pas cette règle à lui-même », soulignait M. Chirac (*Le Monde* du 16 novembre 1991). Les néogaullistes, cependant, manifestaient des réserves. Alain Juppé, pour sa part, est un tenant du quinquennat, et certains dirigeants de l'UDF, tels Gérard Longuet ou Jacques Barrot, réclamaient une réflexion sur les conséquences d'une telle mesure.

En novembre 1991, le groupe RPR de l'Assemblée nationale avait reproché à M. Chirac, qui avait signé, dans *Le Monde* du 24 octobre, un article intitulé « Changer la République », d'avoir prématurément ouvert un débat sur les institutions, alors que ces députés souhaitaient une certaine discrétion sur le sujet. Au cours de la campagne de l'élection présidentielle de 1988, M. Chirac avait indiqué, à plusieurs reprises, que la réduction du mandat présidentiel n'était « pas à l'ordre du jour », position qu'il avait défendue également lors de son second passage à l'hôtel Matignon, entre 1986 et 1988. Il indiquait alors qu'il n'était « pas opposé » à une réduction et qu'il y avait « d'autres priorités ».

O. B.

### QUELLE ECOLE POUR DEMAIN ?

Les propositions des Socialistes

avec

Henri EMMANUELLI

Premier secrétaire du PS

Jacques DELORS

Laurent FABIUS

et

Lionel JOSPIN

candidat à la Présidence de la République

Dimanche 26 mars 1995

9H30 - 17H00

à la Mutualité - PARIS 5<sup>e</sup>

24 rue St-Victor

مذا من الزلازل

Le président du FN re pour rassembler

M. Madelin ses fonctions au sein de l'UDF

Propos recueillis par Olivier Biffaud et Claire Tréan

Rafaële Rivais



## Le président du FN rencontre des difficultés pour rassembler ses 500 signatures

D'autre part, son gendre est condamné à huit mois de prison avec sursis après les incidents d'Auch

En tournée dans le Vaucluse, mercredi 22 mars, Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national à l'élection présidentielle, a fait état de difficultés

pour obtenir les 500 signatures d'élus nécessaires à la présentation de sa candidature. Le même jour, deux militants du FN, dont son

gendre Samuel Maréchal, ont été condamnés à huit mois de prison avec sursis à la suite d'incidents à Auch le 21 mars.

**ROAIX (Vaucluse)**  
de notre envoyé spécial  
La mine réjouie, Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national à l'élection présidentielle, a écouté avec délectation, mercredi 22 mars, René Jouvenc, maire de Roaix (Vaucluse), se plaindre de la disparition des exploitations agricoles. Un maire que l'entourage du leader d'extrême droite signalait comme « socialiste ». « Ex-socialiste, et aujourd'hui sans étiquette », a précisé le premier magistrat de cette commune de 500 habitants. Mais même « ex », M. Le Pen avait décidé de saluer chaleureusement ce socialiste-là, car, a-t-il protesté, il ne reste plus beaucoup d'élus qui, toutes étiquettes confondues, acceptent de le recevoir et de lui accorder leur signature.

Depuis les demandes de M. Hue et de M. de Villiers sur la publication des noms des élus soutenant sa candidature, il rencontre des difficultés pour rassembler les 500 signatures obligatoires. « Un certain nombre de maires ont traité leurs promesses », a mangré M. Le

Pen, cependant confiant car « il y aura suffisamment de maires républicains » pour lui permettre de se présenter. « Je vous laisse penser, a-t-il ajouté, ce qu'il se passerait si je n'avais pas mes signatures. »

Un autre sujet préoccupait M. Le Pen : le placement en garde à vue de son gendre, Samuel Maréchal, directeur du Front national de la jeunesse et responsable de la caravane présidentielle, et de

Jean-Marie Lebraud, militant du FNJ, à la suite d'affrontements à Auch (Gers), le 21 mars, entre lycéens et membres de la caravane. Affrontements qui ont fait un blessé parmi les lycéens. Mais aussi dans les rangs du FN, a protesté M. Le Pen, en évoquant un militant octogénaire blessé, dans la confusion, par une voiture qui a pris la fuite.

Comme sa fille Marine, avocate

des deux militants, le lui avait annoncé, M. Lebraud et M. Maréchal ont fait l'objet, mercredi, d'une procédure de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel d'Auch, le premier pour « coups et blessures volontaires commises en réunion avec les armes », le second pour « complicité » dans les violences incriminées. Présidé par Jean-Pierre Belmas, le tribunal a condamné les deux hommes à huit mois de prison avec sursis allant au-delà des réquisitions du ministère public, qui avait demandé six mois de prison avec sursis pour chacun, peine assortie d'une mise à l'épreuve de cinq ans. Les deux prévenus devront verser 10 000 francs de provision pour financer les examens médicaux du jeune lycéen de dix-sept ans, principale victime des brutalités de la veille, et 5 000 francs à deux autres lycéens. Les deux militants ont choisi de faire appel.

Christiane Chombeau (avec Daniel Hourquebie à Auch)

### M. Le Pen : « Les innocents paient »

« Il arrive souvent que se soient les innocents qui paient à la place des coupables », a déclaré Jean-Marie Le Pen, mercredi 22 mars, après la condamnation à huit mois de prison avec sursis de son gendre Samuel Maréchal et d'un militant du FNJ, Jean-Marie Lebraud, le premier pour « complicité », le second pour « coups et blessures volontaires commises en réunion avec des armes », après les affrontements avec des lycéens à Auch. Pour M. Le Pen, qui fait foin de nombreux témoignages, ses militants ne possèdent ni matraques ni bâtons de base-ball, et celles-ci ont été « prises aux mains des manifestants ». Il accuse la police de n'avoir « pas fait son travail [...] pour séparer les manifestants lycéens de la caravane ». Selon lui, la procédure de comparution immédiate marque une volonté du parquet de « ne pas faire d'enquête ». « Mon gendre a eu droit à un traitement privilégié », affirme-t-il en ajoutant qu'« il a le dos large ».

## Le candidat du RPR fait rêver les eurosceptiques

LONDRES

de notre correspondant

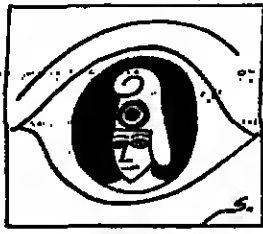
Après s'être longtemps désintéressée d'une campagne électorale dont le résultat paraissait acquis, la Grande-Bretagne s'est réveillée et accorde désormais davantage d'importance à ce qui est considéré par *The Economist* comme « l'événement politique prévu le plus marquant de l'année en Europe », même si le *Daily Telegraph* éprouve, lui, « une sensation de primauté de déjà vu ». Alors que la brève visite faite par Jacques Chirac à John Major, en janvier, n'avait pas été jugée digne de la moindre ligne, les médias ont consacré une large place à son discours-programme de politique étrangère. La BBC en a même donné les principaux passages en français, sous-titrés en anglais.

Auparavant, les choses étaient faciles. Edouard Balladur, l'homme qui fait faire ses costumes à Savile Row — ce que les Britanniques ne peuvent qu'apprécier —, était donné vainqueur. Certes, il devait pour cela troquer parfois sa cravate en soie pour une autre en laine, afin de faire peuple, remarque *The Times*, mais c'était de bonne guerre. Voilà qu'il dégringole dans les sondages au profit de M. Chirac, le représentant d'un phénomène français qui fascine et inquiète, le « gaullisme ».

M. Chirac a longtemps fait rêver les conservateurs, en particulier les eurosceptiques, qui voyaient dans ses réticences ou ses critiques au sujet des institutions européennes un prolongement de leurs vœux. Sa proposition d'un référendum avait eu un écho dans ces milieux, qui souhaitent eux aussi une consultation de l'opinion et sont à la recherche d'alliés sur le continent dans leur guerre de religion contre Bruxelles.

Or il y a peu en commun entre un néogailliste

français et un « gailliste » anglais, comme se surmontent les adversaires de l'Union. Et rien n'est plus différent que les eurosceptiques britanniques, qui se demandent ouvertement si leur pays doit quitter une Europe qu'ils jugent étrangère, et les eurosceptiques du continent, qui critiquent les abus de Bruxelles, mais afin de faire progresser l'Union. Beaucoup, à droite, voient encore l'Allemagne avec les yeux de 1945, certains considérant même, comme un éditorialiste du *Sunday Telegraph*, que l'Europe monétaire mène tout droit à un « *Nazi Reich* ».



VU DE LONDRES

Comme il est difficile pour eux d'aller chercher des alliés de circonstance aux extrêmes de l'échiquier politique français, ils ont mis leurs espoirs en M. Chirac, mais les appels du pied de M. Balladur ou Chirac en direction de Londres pour un resserrement de la coopération, militaire notamment, ne sauraient être compris — malgré le vœu de Londres — comme une faille dans l'axe franco-allemand.

Tout à leur vision économiciste, utilitaire et étroitement nationaliste de l'Europe, les dirigeants britanniques ont souvent tendance à prêter à leurs voisins français leurs propres idées. Voir à considérer que la France pourrait être tentée d'échanger l'entente avec l'Allemagne contre un tandem franco-britannique dans lequel, bien évidemment, Londres prendrait l'avantage. Les récents propos du candidat Chirac ont remis les pendules à l'heure, mais la lecture qui en sera faite ici pourrait être sélective.

Quant aux autres candidats, on n'en parle guère. Y compris de Lionel Jospin, ou de Philippe de Villiers, pourtant liés aux eurosceptiques britanniques par un parrain commun, Jimmy Goldsmith.

Patrice de Beer

## Pierre Séassari a été élu mercredi président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers

LES CENT QUATRE PRÉ-

SENTS des chambres de métiers ont élu, mercredi 22 mars à Paris, leur collègue de Haute-Corse Pierre Séassari à la présidence de l'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM) en remplacement de Jean Paquet, dé-

cedé le 9 février (*Le Monde* du 11 février). Cette élection a été acquise au deuxième tour du scrutin par 61 voix sur 98 votants. Au premier tour, M. Séassari, premier vice-président de l'APCM, avait affronté Jean-Pierre Courseille, également vice-président, qu'il avait battu de peu par 42 voix contre 38.

Cette lutte pour la présidence de l'établissement public qui, depuis 1931, représente les 805 000 artisans employant moins de quinze salariés, s'est déroulée loin des champs clos de la politique. Pen de choses séparent M. Séassari et M. Courseille : le premier est un coiffeur de Bastia de soixante et un ans ; le second un électricien de l'Hérault de cinquante-sept ans. Aucun ne détient de mandat politique. Tous deux partagent les convictions de leur président disparu, Jean Paquet, qui depuis son élection en 1982 bataillait pour faire reconnaître la place de l'arti-

sanat dans l'équilibre économique et social du pays. En fait, M. Séassari portait les couleurs de la famille des services. M. Courseille était le candidat du bâtiment, qui n'a jamais occupé la présidence de l'APCM.

Le nouveau président entend mettre ses pas dans ceux de son prédécesseur afin de « faire admettre la valeur de l'artisanat en France ». Les dossiers qui lui tiennent à cœur sont connus : « l'apprentissage, grâce auquel nous avons fait la preuve que nous savons transmettre le métier ; les aides à l'installation des entreprises et le financement des services publics qu'assurent les chambres ».

Cette élection a été précédée par un hommage à Jean Paquet présidé par le premier ministre, qui a touché ceux qui n'avaient pas apprécié la mêlée politique à laquelle avaient donné lieu les obsèques de leur président : M. Chirac et M. Giscard d'Estaing y avaient pris la parole pendant que le ministre balladurien des affaires sociales, Simone Veil, « marquait » son collègue chiraquien des entreprises, Alain Madelin.

Edouard Balladur a été presque chaleureux lorsqu'il a déclaré :

« L'artisanat a su trouver son chemin, affirmer et construire son avenir, parce qu'il avait à sa tête un homme profondément intelligent, strict et dévoué. »

Il avait dans sa hotte quelques mesures longtemps réclamées. Les 9 600 francs versés pour chaque apprenti embauché seront maintenus en 1995-1996. Le décret autorisant une entreprise de plus de quinze salariés à demeurer artisanale d'Etat avant la fin du mois, tout comme le décret autorisant les artisans à recevoir, comme les autres assurés, des indemnités journalières en cas de maladie. Le premier ministre a assuré que la reconnaissance aux épouses d'artisans des mêmes droits que ceux de leurs maris en matière de protection complémentaire, de congé parental et de maternité était en bonne voie. En attendant des transmissions d'entreprises moins frappées par la fiscalité, M. Balladur a évoqué les chefs-d'œuvre des Compagnons du devoir admirés la semaine dernière à Auxerre et qui permettent de mesurer « toute la profondeur du métier d'artisan ».

Alain Faujas

Daniel Carton

## Bibliothèque cosmopolite

### Nouveautés :

Raymond Carver  
*Les vitamines du bonheur*

Juan Goytisolo  
*Chasse gardée*

Henry James  
*Impressions d'une cousine*

Ismail Kadaré  
*Récits d'outre-temps*

Thomas Mann  
*La mort à Venise*

Edna O'Brien  
*Les grands chemins*

James Purdy  
*L'oiseau de paradis*

Isaac Bashevis Singer  
*Au tribunal de mon père*

Henrik Stangerup  
*Lagoa Santa*

Christa Wolf  
*Scènes d'été*

 Stock



# La dotation de l'Etat aux partis pour 1995 va leur être versée

Les formations créées lors des législatives de 1993 voient leurs crédits réduits

Depuis une loi de 1988, l'Etat accorde tous les ans une subvention aux partis politiques. L'application de cette législation a soulevé de nom-

breuses difficultés. Elle vient d'être modifiée pour éviter que les formations qui semblent n'avoir été créées que pour en bénéficier n'en

profitent trop largement. Depuis qu'il est à Matignon, M. Balladur a réduit de 10 % ces crédits, qui, en 1995, sont de 526,5 millions de francs.

LA NOUVELLE loi va certainement être bien accueillie par les trésoriers des partis. En ces temps de fortes dépenses, l'annonce, par un décret publié au Journal officiel du mercredi 22 mars, que la dotation de l'Etat pour 1995 est mise à leur disposition ne peut que leur faciliter la tâche. Depuis la première loi sur le financement politique, votée dans les dernières semaines de la première cohabitation, l'Etat accorde tous les ans une aide aux partis. Il avait été décidé alors que cette dotation serait calculée en fonction du nombre de parlementaires déclarant adhérer à l'une ou l'autre des formations politiques.

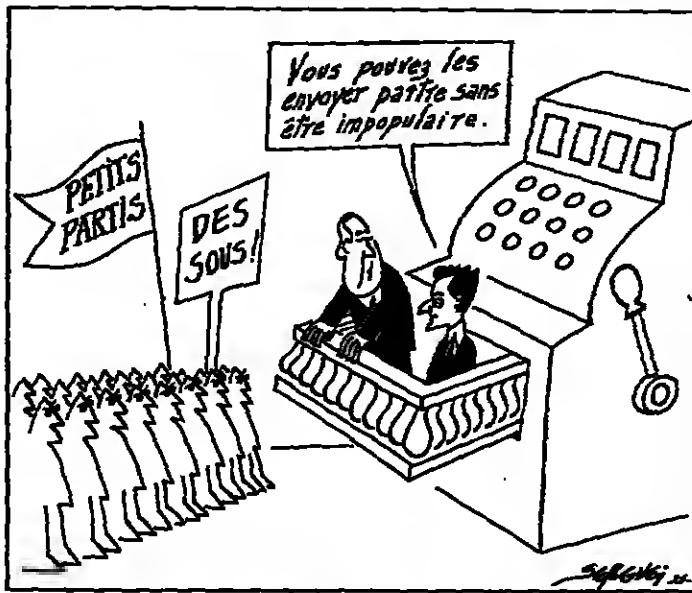
Des abus avaient été commis. De nombreux députés ou sénateurs avaient créé leur propre parti afin de recevoir un crédit qu'ils utilisaient à leur seule guise; ainsi, en 1993, quarante-neuf formations avaient touché de l'argent, dont vingt-sept n'avaient qu'un élu. Cette législation a été petit à petit modifiée. En 1990, il a été décidé

que la moitié de la dotation globale de l'Etat serait accordée en fonction du nombre de suffrages recueillis par chaque formation lors des élections législatives, cela n'entrant en vigueur qu'après le scrutin de 1993. En 1992, il fut précisé que, pour avoir droit à cet argent, que ce soit en fonction des résultats électoraux ou en fonction du nombre de parlementaires, il faudrait avoir présenté au moins cinquante candidats.

## LE CAS DE M. MANOVELLI

Les partis « unipersonnels » disparaissent, mais un homme assez adroit pour présenter plus de cinquante candidats, plus ou moins sérieux, était assuré de recevoir une somme substantielle de l'Etat pendant cinq ans. Franchir cette barre était donc important. Ainsi le Mouvement des démocrates de Michel Jobert, ancien ministre de Georges Pompidou et de François Mitterrand, avait présenté cinquante et un candidats aux législatives de 1993, mais le ministère de l'Intérieur assura qu'en ayant enregistré que quarante-neuf, il n'en avait donc pas tenu compte dans la répartition des crédits de 1993 et de 1994. M. Jobert a saisi le Conseil d'Etat qui, le 9 novembre 1994, lui a donné raison. De nouveaux décrets pour ces deux années ont donc été pris le 21 mars 1995. Le Mouvement des démocrates va recevoir, au titre de 1993, 257 678 francs et, au titre de 1994, 326 528. La somme globale ne pouvant pas être réduite, la dotation de chacun des autres partis a été réduite de l'ordre de 0,11 %.

Bernard Manovelli, un avocat marseillais, qui, pour les législatives de 1993, avait créé trois partis au nom de la défense des animaux et convaincu, par des méthodes curieuses, de nombreuses personnes d'en porter les couleurs,



s'était livré à ce qui était ressenti comme un détournement de la loi. Il a pu toucher, en 1994, plus de 7,5 millions de francs; si la législation n'avait pas changé, il aurait reçu une somme identique tout au long de la législature. Aussi, il a été indiqué, dans les nouvelles lois sur le financement politique que vient de voter le Parlement, que ne seraient plus prises en compte dans les calculs des voix celles recueillies par les candidats déclarés inéligibles par le Conseil constitutionnel pour n'avoir pas respecté la législation sur les comptes des campagnes.

La principale « victime » de ce changement est M. Manovelli, la plus part de ses candidats n'ayant pas déposé de comptes réguliers. Ainsi, il a perdu 62,67 % de ses voix, et il ne touchera, en 1995, qu'un peu plus de 2,7 millions de francs. M. Jobert a vu aussi, pour la même raison, son capital de voix réduit de 62,64 %, ce qui fait

qu'il ne recevra qu'un peu plus de 200 000 francs.

La manne est, bien entendu, autrement plus importante pour les grands partis. Pourtant, Edouard Balladur a sensiblement réduit cette dotation de l'Etat aux partis. Elle n'est plus, en 1995, que de 526,5 millions de francs, alors qu'elle était de 580 millions dans le dernier budget, celui de 1993, voté par les socialistes. Les crédits attribués à ceux ayant présenté des candidats aux législatives sont répartis entre vingt-trois partis métropolitains et treize d'outre-mer (depuis 1993, deux se sont dissous, deux ont vu toutes leurs voix annulées, dix, parfois les mêmes, n'ont pas, comme ils le doivent, remis leur compte à la commission nationale des financements politiques). Ceux attribués en fonction du nombre de parlementaires bénéficient à douze formations.

Thierry Bréhier

## M. Sarkozy juge « infamants » les soupçons des chiraquiens

NICOLAS SARKOZY, porte-parole du candidat Edouard Balladur, a jugé, mercredi 22 mars, « infamant et inadmissible » que l'on puisse l'accuser, en tant que ministre du budget, d'être à l'origine d'informations concernant la gestion du patrimoine des époux Chirac, révélées la veille par Le Monde. Faisant allusion aux soupçons émis dans l'entourage de Jacques Chirac, M. Sarkozy a plaidé qu'il n'avait « jamais accusé qui que ce soit d'être à l'origine des coups bas contre Edouard Balladur ».

De son côté, Jacques Chirac a affirmé, le soir-même sur France 2, qu'il avait « voulu une situation de transparence totale » à propos des révélations sur les impôts payés par son épouse et lui en 1994. « J'ai fait le nécessaire très rapidement pour que les informations qui m'étaient demandées soient transmises comme il convenait », a affirmé le candidat à la présidence de la République, en précisant qu'« en d'autres circonstances, [il] n'aurait pas répondu ».

## M. Delors explique son engagement au côté de M. Jospin

JACQUES DELORS explique, dans un entretien accordé au Nouvel Observateur, que son « engagement pour Lionel Jospin va plus loin que [sa] solidarité militante ». « Si j'ai accepté la présidence du comité de soutien de Lionel Jospin, c'est parce que son projet est le plus cohérent », affirme l'ancien président de la Commission européenne. « Il y a une compatibilité entre ce qu'il dit sur les salaires, la protection sociale et aussi les biens collectifs au premier rang desquels je mets l'éducation, la santé et les transports », indique-t-il.

Pour sa part, Michel Rocard estime, dans un point de vue au même hebdomadaire, que « c'est l'hécatombe de 1999 qui est la bonne » pour la monnaie unique européenne. « Or, une fois prise, la décision d'en arriver là exige plus de trois ans de préparation », indique M. Rocard et ajoute : « qu'il faudrait donc que la décision soit formellement prise cette année, en 1995 ». « Il faut avoir le courage de dire que la monnaie unique, c'est bien plus qu'une monnaie. (...) La seule se trouve un avenir démocratique et prospère. » « Seules les positions prises par Lionel Jospin incarnent aujourd'hui cette espérance », ajoute M. Rocard.

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ RANCUNE. Alain Juppé, président par intérim du RPR, s'est déclaré mercredi 22 mars sur France Inter, « convaincu que le prochain président de la République sera (...) Jacques Chirac », et que « les petites blessures qui ont pu se faire pendant cette campagne seront rapidement dépassées ». Interrogé sur les critiques de Charles Pasqua à l'encontre de la campagne d'Edouard Balladur, M. Juppé a répondu qu'il n'imaginait pas « que d'ici le premier tour, il puisse changer de champion ». « Après coup, on verra », a-t-il indiqué, en soulignant que l'une des « grandes qualités » de M. Chirac était sa faculté de pardonner. « C'est un homme généreux. Il a raison au total, parce que la rancune cela ne sert à rien », a-t-il assuré.

■ PASSÉ. Lionel Jospin estime, dans un entretien accordé à Paris Match, que « Balladur avec sa tendance un peu louis-philippard et Chirac avec sa tendance démagogique appartiennent au passé ». Le candidat socialiste indique que, pour sa part, il « veut incarner une nouvelle manière d'être et d'agir en politique : plus moderne, plus citoyenne, plus proche des gens ». « La France traverse une période de désorientation politique (...). Elle a besoin d'une nouvelle génération de responsables dans lesquels elle se reconnaît », estime M. Jospin.

■ POLEMIQUE. Charles Pasqua a estimé, mercredi 22 mars à Agen, qu'« on prend les Français pour des couillons » en promettant à la fois une politique de relance économique et la poursuite de la construction européenne. « On peut prôner une politique économique de relance plus active, mais à deux conditions : accepter un accroissement de l'inflation et une augmentation du déficit budgétaire. Mais on ne peut pas en même temps continuer la construction européenne et aller vers une monnaie unique », a déclaré M. Pasqua lors d'un meeting de soutien à M. Balladur.

■ ROBERT HUE. Lionel Jospin « repasse les plats », a estimé le candidat communiste à l'élection présidentielle, mercredi 22 mars sur France-Inter, car « ses propositions ne sont pas différentes » de celles qu'il avançait « lorsqu'il était au gouvernement ». Interrogé sur la possibilité de la gauche d'accéder à l'Elysée, Robert Hue a déclaré qu'il « ne pensait pas qu'aujourd'hui les conditions de construction d'une union nouvelle (des forces de gauche) soient réunies ».

■ RÉCONCILIATION. René Monory, président du Sénat, s'est déclaré persuadé, mercredi 22 mars à Chateauroux, de pouvoir « jouer un rôle » pour « qu'il y ait la plus grande réconciliation possible » au sein de la majorité au lendemain de l'élection présidentielle. « Il faudra des hommes et des femmes qui aident à ce que tout le monde retrouve sa place dans cette majorité ». « Si je peux jouer ce rôle, je le jouerai facilement », a-t-il expliqué.

## DÉPÊCHES

■ FINANCEMENTS : Jean Glavany, porte-parole du PS, a demandé, mercredi 22 mars, si Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, « du devant le tribunal de Saint-Brieuc », comme Henri Emmanuelli pour des faits antérieurs à la loi de 1990 sur le financement des partis politiques. « Nous découvrons avec stupeur (...) qu'un parti de la majorité, le parti du garde des sceaux, avait ouvert un compte en Suisse alimenté d'une manière suspecte il y a quelques années », a indiqué M. Glavany. « Le trésorier de ce parti répond que tout cela avait lieu du temps où il n'y avait pas de loi sur le financement des partis politiques », a-t-il ajouté. « Peut-on faire remarquer qu'Henri Emmanuelli vient de subir une épreuve judiciaire à Saint-Brieuc pour des faits remontant d'avant 1990 ? », a-t-il ajouté.

■ CONSOMMATION : la tendance s'inverse. La consommation des ménages en produits manufacturés a regagné en février le terrain qu'elle avait perdu en janvier : elle a augmenté de 2 %, en données corrigées des variations saisonnières, après avoir reculé de 2,3 %, selon les statistiques publiées jeudi 23 mars par l'Insee. Par rapport à février 1994, elle s'inscrit en hausse de 3,5 %.

## Edouard Balladur écarte une réforme du mode de scrutin législatif

INTERROGÉ par Tribune juive, dans l'édition du jeudi 23 mars de cet hebdomadaire, Edouard Balladur affirme qu'il ne voit « aucune raison de modifier le mode de scrutin actuel », en vue d'introduire une dose de proportionnelle pour l'élection des députés. Le premier ministre évoque son attitude vis à vis du Front national, en rappelant que tout citoyen et toute organisation doivent respecter la Déclaration des droits de l'homme : « Certains dérapages me paraissent inacceptables. Aucun compromis ne peut être fait avec ces principes que pour ma part je réaffirme sans cesse. La théorie du bouc émissaire n'est pas la mienne ».

Soulignant l'importance de l'action entreprise en France pour la protection des lieux de culte et des écoles juives, M. Balladur résume le concept de vote confessionnel : « Il n'y a pas plus de vote juif pour moi qu'il n'y a de vote musulman ou catholique. (...) Il y a un vote de citoyen, un vote français, un vote au nom de l'intérêt national. »



## VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

**VILLE de PARIS**  
ADJUDICATION en la Chambre des Notaires de PARIS,  
le MARDI 11 AVRIL 1995, à 14 h 30 - 3 LOTS

**IMMEUBLE - 33, RUE CAUCHY**  
PARIS (15<sup>e</sup>) - OCCUPÉ - M. à P. : 1 870 000 F

- APPART. LIBRE, 1 P. cuis. au 1<sup>er</sup> étg. - M. à P. : 132 600 F
- APPART. LIBRE, 1 P. cuis. au 2<sup>nd</sup> étg. CAVE - M. à P. : 173 600 F

**65, RUE GUTENBERG - PARIS (15<sup>e</sup>)**

M<sup>re</sup> BELLARGENT, notaire, 14, rue des Pyramides PARIS (1<sup>re</sup>).  
Tél. : 44-77-37-34 ou 44-77-37-48

Ventes sur place, les 28 mars, 4 et 7 avril 1995, de 10 h à 12 h

Vente au Palais de Justice de Paris  
le jeudi 6 avril 1995, à 14 h 30 - en un seul lot

**UN HOTEL PARTICULIER**

**16, rue Murillo, à PARIS-8<sup>e</sup>**

Mise à Prix : 20 000 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Jacques SCHMIDT, avocat  
76, avenue de Wagram, à PARIS-17<sup>e</sup>. Tél. : 47-83-29-24

Vente au Palais de Justice de Paris  
le JEUDI 6 AVRIL 1995, à 14 h 30

**APPARTEMENT à PARIS-17<sup>e</sup>**

**129, boulevard Peretie**

au 2<sup>nd</sup> étage, comprenant : entrée, 3 pièces principales, cuisine, toilettes, cabinet de toilette, w.c. - CAVE

Mise à Prix : 500 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Gilbert MANCEAU, avocat au barreau de Paris,  
demeurant 8, avenue Charles-Floquet (75007) PARIS. Tél. : 47-34-78-03

Sur les lieux pour visiter le 30 mars 1995 de 10 h 30 à 11 h 30

Vente au Palais de Justice de Paris  
le JEUDI 6 AVRIL 1995, à 14 h 30

**APPARTEMENT à PARIS-9<sup>e</sup>**

74, rue de Duras et 8, rue Gérard  
au 3<sup>rd</sup> étage comprenant : entrée, 4 pièces, cuisine, w.c., débarras, dégagement avec penderie et une CAVE

Mise à Prix : 650 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Adam S. JEANALY, avocat au barreau de Paris,  
4, avenue de la République (75011) PARIS. Tél. : 48-06-89-89

sur MINTEL : 3616 AVOCAT VENTES

Sur place pour visiter le 3 AVRIL 1995 de 14 h à 15 h 30

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris  
le jeudi 6 avril 1995, à 14 h 30 - en un lot

**APPARTEMENT de 4 P.P. à PARIS-6<sup>e</sup>**

**91, rue de Rennes**

au rez-de-chaussée : comprenant entrée, cuisine, salle à manger-séjour, 2 chambres, bureau, salle de bains, W.C. - Jardin - Cave

Mise à Prix : 1 000 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> J. WEISZ, avocat, 130, avenue de Suffren, à PARIS-15<sup>e</sup>.  
Tél. : 43-06-71-89 et au Greffe du Trib. de Gde Instance de PARIS

Visite le 29 mars 1995 de 13 heures à 14 heures

Vente au Palais de Justice de Paris  
le jeudi 6 avril 1995, à 14 h 30

**APPARTEMENT à PARIS-16<sup>e</sup>**

**66, avenue Kléber et 2, rue Cimacosa**

au 4<sup>th</sup> étage, de cinq pièces principales

Mise à Prix : 2 000 000 F

S'adresser pour renseignements à la SCP PARIS, MARIE-  
SAINT-GERMAIN, PACINI, avocats, 91, rue Jouffroy-d'Abbene, PARIS-17<sup>e</sup>.  
Tél. : 42-27-48-33 - Au Greffe du TGI de Paris - MINTEL 3616 AVOCAT VENTES

Visite sur les lieux le lundi 3 avril 1995 de 11 h à 12 h

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris  
le jeudi 6 avril 1995, à 14 h 30 - en un lot

**APPARTEMENT de 5 P.P. à PARIS-8<sup>e</sup>**

**81, 83, 85, rue La Boétie**

au 3<sup>rd</sup> étage droit, cuisine, office, toilettes, 2 pièces, W.C., b.d. à sur son, au 4<sup>th</sup> étage sur une chambre - une cave

Mise à Prix : 2 000 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> J. WEISZ, avocat, 130, avenue de Suffren à PARIS-15<sup>e</sup>.  
Tél. : 43-06-71-89 et au Greffe du Trib. de Gde Instance de PARIS

Sur les lieux pour visiter le 3 avril 1995 de 17 h à 18 h

Vente au Palais de Justice de Paris  
le jeudi 6 avril 1995, à 14 h 30

**UN APPARTEMENT de 4 P.P. à CHATOU (78)**

avec cellier, garage et parking

**37-39, rue des Landes**

Mise à Prix : 700 000 F

Pour renseignements s'adresser à M<sup>re</sup> Yves TOURAILLE, avocat  
à PARIS-9<sup>e</sup>, 48, rue de Cligny. Tél. : 48-74-45-85

M<sup>re</sup> PENET-WEILLER, mandataire jud., 39, bd Beaumarchais à PARIS-3<sup>e</sup>

04 81 15 50 10



# La proximité de l'échéance présidentielle brouille le début de la campagne municipale

A Lyon comme à Rennes, la droite est divisée entre chiraquiens et balladuriens

La campagne des élections municipales, dont le premier tour aura lieu le 11 juin, bat déjà son plein. A droite, la rivalité entre balladuriens et chira-

quiens exerce ses ravages. C'est, par exemple, le cas à Rennes, où la droite ne parvient pas à s'unir pour affronter le maire socialiste Edmond Hervé, et

à Lyon, où la situation est compliquée par le clivage entre partisans et adversaires du maire, Michel Noir, qui attend le verdict de son procès le 20 avril.

## LYON

de notre bureau régional  
Une campagne, quelle campagne ? Au chapitre de l'élection présidentielle, Lyon frise jusqu'ici le calme plat. Pourtant, l'affaire avait prestement démarré avec la constitution de deux comités de soutien à Edouard Balladur (*Le Monde* du 14 février). L'un, emmené par Michel Mercier, député (UDF-CDS), et Jean-Claude Bahu, député (RPR), vient à peine d'ouvrir sa permanence, c'est dire si ses animateurs ont retroussé leurs manches. L'autre, constitué par Michel Noir, le maire (ex-RPR), n'a eu comme seule fonction que de compter ses troupes pour l'élection municipale. Car à Lyon, comme ailleurs, présidentielle et municipales se mêlent. Mais à

Lyon, plus qu'ailleurs, cela provoque un jeu croisé compliqué entre « balladuriens noïristes » et « balladuriens anti-noïristes » prêts, après le 7 mai, à faire alliance avec les « chiraquiens anti-noïristes ».  
Finalement, dans cette ville réputée de tendance UDF, ce sont les partisans de Jacques Chirac qui se sont, pour le moment, le mieux mobilisés. Un comité de soutien a été composé, autour d'Alain Médeux, avec des chefs d'entreprise, comme Roger Caille, PDG de Jet Services. Des réunions de « proximité » sont désormais tenues chaque jour ; un dîner, un meeting avec Alain Juppé sont annoncés, et déjà se prépare un rassemblement, le 23 avril, soit du premier tour, sur la place Bellecour. Côté Balladur,

on déclare aussi tenir des réunions « par cantons » et « tout le monde est sur le terrain », affirme Michel Mercier.  
Bernadette Isaac-Sibille, députée (UDF-CDS), raconte ainsi qu'en « quatre marchés avec son cabinet de campagne », elle a pu vérifier que « le bilan d'Edouard Balladur est très bien reçu ». Néanmoins, le 18 mars, pour une réunion « technique » des responsables départementaux des comités Balladur organisée à l'aéroport de Satolas, sous la présidence de trois ministres, Pascal Clémont, Michel Barnier et Bernard Bosson, sur une centaine de chaises installées pour l'occasion, une trentaine ont été occupées. Mais les balladuriens lyonnais annoncent cinq TGV au départ de Lyon pour parti-

ciper au rassemblement du Bourget, prévu le 25 mars.

## PAS DE DÉBOÎTEMENT

A gauche, le chef de file des socialistes, Gérard Collomb, semble d'abord préoccupé par l'échéance des municipales, qu'il a préparées en parvenant à fédérer PC, Refondation et Verts. « Ce que nous faisons chaque jour dans les quartiers contribue à enrayer Lionel Jospin dans le paysage politique », explique-t-il, conscient néanmoins du sort commun des deux élections. A la fédération, après un moment de flottement, les militants ont entrepris « un travail de jour », boîtes aux lettres, marchés, et réunions. Le PS prévoit « deux temps forts », animés par des « peintures » dans deux communes de la banlieue : Vaulx-en-Velin et Saint-Fons.

Sans débordement enthousiaste ni affiche sauvage (comme le stipule la loi), cette campagne ne fait pas trembler les murs. Reste le frisson des grands meetings d'un soir, conçus pour monter - ou remonter - le moral des militants. Tous les candidats et candidates feront halte entre Rhône et Saône. C'est Jacques Chirac qui a ouvert la voie, le 16 décembre 1994, du temps de la préhistoire des sondages, et ce sont Edouard Balladur et Lionel Jospin qui fermeront la marche, le même soir du 18 avril. Voilà une campagne que Lyon d'aura guère vu passer. Mais déjà, ce sera le 20 avril, date prévue du verdict du procès Botton-Noir, autre moment de l'histoire politique lyonnaise.

Christian Tual

Bruno Caussé

# Un rapport confidentiel épingle les HLM du Vaucluse

Les enquêteurs s'interrogent sur le mode de passation de plusieurs marchés de 1988 à 1990

LA MISSION interministérielle d'inspection du logement social (MILOS) a relevé de « graves manquements à la réglementation des marchés publics ». Lors d'un contrôle effectué auprès de l'office public d'HLM du département de Vaucluse. Ces observations figurent dans un rapport daté du 19 décembre 1994 parvenu au Monde, et qui n'avait pas, par nature, vocation à être rendu public. Dans ce document, la MILOS recommande que « soit intentée une action publique au pénal », l'urgence de HLM n'ayant pas apporté « de justifications valables » sur les faits relevés. Suivant la procédure traditionnelle, les ministères concernés ont demandé en février au préfet de transmettre le dossier au procureur de la République pour que l'enquête soit approfondie.

Les faits se rapportent à trois marchés en maîtrise d'œuvre passés en 1988, 1989 et 1990 « sans mise en concurrence » avec une société d'ingénierie, le Centre d'études et de recherches pour les réalisations urbaines (Cerru), pour la rénovation de 926 logements et la réalisation de 13 logements neufs par surélévation de bâtiments existants. Ces marchés, d'un montant de 7 205 000 francs, ont été passés de gré à gré en invoquant un article du code des marchés publics qui prévoit qu'« il peut être passé des marchés négociés (...) pour les besoins ne pouvant être satisfaits (...) que par l'emploi d'un brevet ».

Un brevet a donc été présenté mais, estime la MILOS, son utilisation « ne peut en aucun cas justifier la passation d'un marché négocié, car il existe évidemment d'autres moyens de surélever un bâtiment ou d'y construire une toiture ». De plus, ajoutent les enquêteurs, « certains bâtiments étaient déjà dotés de toitures traditionnelles, tandis que d'autres ont conservé sans surélévation leurs toitures terrasses. Enfin, le brevet Cerru n'a pas été utilisé non plus pour la construction de toitures

là où l'on en a construit ». Enfin, « on constate que les plans d'exécution ont été payés deux fois, une fois au Cerru et une fois aux entreprises (...) mais ils ne sont établis qu'une fois, apparemment par les entreprises ».

## DISPARITÉS DE PRIX

Dans deux des trois opérations, un groupement d'entreprises « ayant pour mandataire commun la société Anicet Martin » (filiale de Fougerolle), bénéficiaire du brevet, est ensuite intervenu pour les travaux, à encore « de manière négociée ». « Pour cela il a été fait référence, de la même façon abusive », à l'article du code des marchés publics invoqué plus haut, précise la MILOS. Le total des marchés passés est de 59 064 000 de francs TTC et, notent les inspecteurs, « les prix de revient sont élevés ». Dans un précédent rapport intermédiaire, en date du 15 avril 1994, la MILOS s'étonnait des disparités de prix de revient entre les différentes opérations menées, estimant qu'ils étaient élevés pour les deux opérations où les marchés de travaux ont été négociés directement.

Constatant qu'elle « ne dispose pas des moyens d'investigation qui lui permettent d'aller beaucoup plus loin », la MILOS, dans son rapport intermédiaire, concluait ainsi : « On peut penser cependant que les procédures suivies ne l'ont pas été de façon gratuite mais à des fins que nous ne sommes pas en mesure d'apprécier ».

L'office départemental de Vaucluse est présidé depuis juillet 1992 par Alain Dufaut, sénateur (RPR) de Vaucluse et vice-président du conseil général. Lors des faits critiqués par la MILOS, l'office était présidé par Jean Garcia, président (PS) du conseil général, dont le nom est cité dans une affaire concernant la gestion des retraites des élus (*Le Monde* du 7 mars).

Françoise Vaysses

# En attendant que Paris tranche...

## RENNES

de notre correspondant

Désireuse de « mettre fin à dix-huit années de main-mise socialiste » sur la ville, l'opposition municipale rennaise risque fort de se présenter divisée devant les électeurs. Premier candidat à la candidature, le député RPR Yvon Jacob, conseiller municipal et conseiller régional, soutient Jacques Chirac pour l'élection présidentielle et bénéficie de l'appui du ministre des entreprises, Alain Madelin, qui brigue, quant à lui, la mairie de Redon. Egalement candidat à la candidature pour conduire une liste d'union de l'opposition, l'UDF Jean-Pierre Dagorn, président local du Club Perspectives et Réalités, conseiller général et président du comité Pour une alternative au métro VAL, a finalement choisi d'être le numéro deux sur la liste d'Yvon Jacob, auquel s'est aussi rallié le docteur Jean-Noël Tiengou, responsable local du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers.

Protégé de Pierre Méhaignerie, le centriste balladur-

dien Jean-Claude Hardouin, ancien président de l'université Rennes-I, conduit sa propre liste, tout en prônant l'union autour de son nom. Avec l'appui du député CDS Yves Fréville, il est soutenu par des conseillers généraux UDF, par le porte-parole régional de Génération Ecologie et par Yves Portier, conseiller régional et conseiller municipal. Ce dernier avait été exclu en 1993 du RPR, en raison de sa candidature aux législatives dans la circonscription emportée au second tour par Yvon Jacob face au maire socialiste de Rennes et député sortant, Edmond Hervé. En raison des tensions locales entre le RPR et le CDS, comme du poids départemental de Pierre Méhaignerie, qui prôlait un tandem « Jean-Claude Hardouin à la mairie et Yvon Jacob au district », la commission nationale d'arbitrage ne s'est pas encore prononcée sur le cas de Rennes, mais il semble bien que la décision finale sera prise à Paris.

Christian Tual

Bruno Caussé

## CORRESPONDANCE

# Une lettre de Paul Graziani, maire de Boulogne-Billancourt

A la suite de la publication dans *Le Monde* du 10 mars d'un article de Jean-Claude Pierrette consacré à la mise en liquidation d'une société d'économie mixte, la SA2B, de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le maire de cette ville, Paul Graziani, nous a fait parvenir la lettre suivante :

« Depuis plusieurs mois et singulièrement depuis l'annonce par le tribunal de commerce de Nanterre de la mise en liquidation de la société d'économie mixte, la SA2B, chargée de réaliser le quartier « centre-ville » de Boulogne-Billancourt, des informations les plus fantaisistes circulent sur le coût de l'opération. On parle de passif, c'est-à-dire d'une perte de 700 millions de francs pour l'opé-

ration immobilière, on parle de rêves immobiliers qui s'écroulent, on parle de « désastre financier ». Dans ce concert, on a pu constater une cacophonie, qui a pour conséquence première de jeter un doute sur une opération d'aménagement d'ouvrage, il est nécessaire d'enlever à ce type de débat son caractère polémique.

A cet égard, je regrette que *Le Monde*, dans sa rubrique France-Régions (*Le Monde* du 10 mars), donne un éclairage si négatif sur la volonté d'une collectivité locale comme Boulogne-Billancourt, de se doter d'un centre qui lui fait défaut, alors qu'elle est la première ville d'Ile-de-France après Paris. Je crois que cette ville mérite mieux ou, à tout le moins, une présentation plus équilibrée de la situation. Qu'en est-il exactement ?

An carrefour de ses cinq plus grandes avenues, Boulogne-Billancourt a souhaité construire un centre économique et commercial, culturel, auquel s'ajoutent des immeubles d'habitation, ce qu'elle n'avait pas jusqu'alors. Ce lieu de rencontre, dont la volumétrie s'intègre à la ville, présentera le caractère original d'offrir des espaces publics ouverts très importants, pour accentuer son aspect convivial.

Une société d'économie mixte, pilotée par une équipe formée à l'école de la Caisse des dépôts et consignations, c'est-à-dire l'institution chargée par l'Etat de financer les projets d'équipements des collectivités locales, a été créée pour mener à bien l'opération. C'est dire le souci de sérieux de la ville. Compte tenu de la crise immobilière, cette structure n'a pas été en mesure d'achever sa mission. L'investissement nécessaire à la réalisation du projet, c'est-à-dire la remise « clés en main » du quartier de la ville, est évalué globalement à 882 millions de francs. Ce total comprend les crédits nécessaires à la réalisation, à l'achèvement des travaux et au remboursement des créances aux promoteurs, créances dont certaines sont encore contestées par la SA2B.

Depuis 1989, la ville a contribué

à son financement pour une avance de 270 millions de francs. Les groupes financiers qui se pressent pour reprendre l'opération sont prêts à verser, les uns 570 millions et les autres 614 millions de francs. Ces sommes sont supérieures au total représenté par les créances réclamées à la SA2B et par l'avance de la ville hors les frais dont elle avait la charge pour les équipements publics.

D'autre part, la SA2B, dans le différend qui l'oppose aux promoteurs, récupérera des créances dont elle coûte la réalité. Ces créances s'élèvent à 162 millions et elles ont toute chance d'être réduites par les experts. Nous avons, à cet égard, l'exemple des prétentions de la Cogedim qui réclamait 267 millions de créances, créances que le tribunal d'instance a ramenées à 180 millions, puis à 143 millions en cour d'appel, le tout hors frais financiers !

J'ai du mal à déceler, dans tout cela, un « désastre financier » et l'écroulement d'un rêve immobilier ! On a volontairement confondu coût global de l'opération et passif de la SEM. On a volontairement oublié que la ville allait recevoir en fin d'opération. On a volontairement oublié, dans cette querelle de bontiquiers, qu'une ville s'oppose non sans succès à des promoteurs puissants. La SEM de Boulogne-Billancourt n'est pas seule à connaître ces difficultés et le dénouement de cette affaire, qui est suivie avec une particulière attention par l'ensemble des responsables de collectivités territoriales, va faire jurisprudence.

Quant à moi, je déplore qu'un journal de référence comme *Le Monde*, sans saisir tout l'enjeu du dossier, ait pu imprudemment omettre, dans le corps du texte de son article, l'existence et la confirmation des offres de reprise sérieuses.

[M. Graziani évoque « des informations les plus fantaisistes qui circulent sur le coût de l'opération », et ajoute : « On a volontairement confondu coût global et passif de la SEM ». Nous avons écrit, pour notre part, que le passif de la SEM est estimé à 700 millions de francs, somme retenue

par la quatrième chambre du tribunal de commerce de Nanterre qui, dans son jugement du 2 mars, indique : « Le passif de la SA2B s'élève à plus de 700 millions de francs ».

M. Graziani indique aussi que « les groupes financiers qui se pressent pour reprendre l'opération sont prêts à verser, les uns 570 millions de francs, les autres 614 millions de francs ». Lors de sa conférence de presse du 3 mars, le maire de Boulogne avait précisé, sans les chiffres, qu'après l'annonce de la liquidation judiciaire, des négociations amiables allaient avoir lieu avec des repreneurs qui, selon lui, avaient des offres supérieures aux créances de la SA2B. Or les offres faites par ces mêmes repreneurs avaient déjà été écartées par le tribunal de commerce dans son jugement de liquidation, contrairement à ce qu'avait espéré M. Graziani lors de la présentation des orientations budgétaires de la ville le 13 février. C'est pourquoi nous n'avons pas mentionné ces repreneurs qui, à ce jour, n'ont pas fait état d'un accord pour reprendre l'opération. — J.-C. R.

## JARDIN D'ACCLIMATATION

Le groupe LVMH va dépenser 35 millions de francs pour réhabiliter le jardin d'acclimatation. Telle est l'une des conséquences de la décision prise, lundi 20 mars, par la majorité du Conseil de Paris qui a prolongé de vingt ans la concession déjà accordée à une filiale de la société Louis-Vuitton Moët-Hennessy. L'appel d'offres lancé par la ville n'avait suscité que trois candidatures (LVMH, le Parc Astérix, International Limousines), jugées décevantes par le directeur des finances. Selon son rapport, les propositions du groupe dirigé par Bernard Arnault sont conformes au cahier des charges mais « ne traduisent absolument pas la

force de conviction et l'engagement qui semblent indispensables à la réhabilitation du jardin d'acclimatation et au renouveau de son activité pour une durée de vingt ans ». En outre, Françoise de Panafieu, adjointe à la culture, a expliqué que le Théâtre du Jardin, animé par le comédien Jacques Douai, ne continuerait pas ses activités car, selon elle, « il ne correspond plus à l'esprit du public ». Ces restrictions ont amené l'opposition municipale à ne pas voter la décision de concession ou même, pour le Mnuvement des citoyens, à s'y opposer.

\* Jardin d'acclimatation, bois de Boulogne (métro Saligny), 75116 Paris ; tél. : 40-67-90-80.

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »



NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

BARCELONE 840 F

MARRAKECH	950 F
OSLO	1 090 F
ATHENES	1 100 F
LES ANTILLES	2 430 F
LA REUNION	3 490 F
NOUMEA	5 500 F

- vols aller retour
- départ de Paris
- à certaines dates
- hors taxes aériennes
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF\*

\* 1,27 le minute



**ÉDUCATION** Le débat sur l'avenir du système universitaire est relancé. Jeudi 23 mars, la conférence des présidents d'université devait rencontrer le ministre de l'enseigne-

ment supérieur et de la recherche, François Fillon, pour lui présenter ses propositions de réformes de l'enseignement supérieur qui accueillent désormais plus de deux mil-

lions d'étudiants. ● ECHAUDÉS par le mouvement des IUT, les présidents demandent l'ouverture d'une « négociation nationale » avant toute décision. Si leur constat et

leurs propositions rejoignent pour une part ceux du rapport Laurent tant décrié par les étudiants, les présidents d'université prônent le « dialogue » comme méthode de ré-

forme. ● LEUR CONFÉRENCE insiste sur l'urgence de mesures concernant les aides sociales aux étudiants, l'autonomie des établissements, les premiers cycles, les droits d'inscription.

## Les présidents d'université plaident pour une réforme du supérieur

Leurs représentants devaient demander, jeudi 23 mars, au ministre de l'enseignement supérieur, François Fillon, l'ouverture d'une « négociation nationale » avant d'engager une vaste refonte d'un système menacé d'asphyxie

« IL NE FAUDRAIT PAS occréder l'idée qu'une réforme de l'université est impossible. » Quelques semaines après la mobilisation des étudiants contre la réforme des IUT-IUP et contre le rapport Laurent, la conférence des présidents d'université (CPU) relance le débat sur l'avenir de l'enseignement supérieur. Jeudi 23 mars, les responsables des établissements devaient présenter à François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, les grandes lignes de leurs réflexions ainsi qu'une série de propositions (lire ci-dessous) élaborées à l'issue du colloque annuel de la CPU qui s'est tenu les 16 et 17 mars à Arras (Pas-de-Calais).

A la veille de l'échéance présidentielle, la période se prête à l'exercice. Si les présidents d'université donnent de la voix, c'est bien pour attirer l'attention des candidats – peu prolifiques jusqu'à présent – sur l'évolution nécessaire d'un système au bord de l'implosion. Déjà, à l'automne, lors du vote du budget du ministère, ils avaient tiré la sonnette d'alarme en soulignant l'urgence d'une « remise à plat du financement des établissements » menacés d'asphyxie.

Cette fois, leur ambition est autre

puisqu'il s'agit de proposer un programme et une méthode de travail au futur gouvernement. A bien des égards, le constat de la crise et certaines de leurs propositions rejoignent les conclusions du groupe de travail réuni autour de Daniel Laurent. Mais les présidents ont pris soin de se démarquer d'une méthode qui a conduit des milliers d'étudiants dans la rue. « Les divergences proviennent moins du diagnostic, ou même des solutions, que de leur mise en œuvre et de la capacité à les inscrire dans la durée », note Bernard Duzambourg, premier vice-président de la CPU. Selon lui, la solution passe avant tout par « l'instauration d'un dialogue social dans les établissements » en même temps que par « l'ouverture d'une négociation nationale » réclamée par l'ensemble des partenaires. « Il ne suffit pas de concevoir une politique intelligente, forte, il faut la négocier, l'amener, la faire accepter, et la faire cogérer », ajoute M. Duzambourg.

Le chantier est immense. Pour en avoir dessiné les contours lors de rencontres avec les syndicats d'étudiants et de personnels, les responsables des organismes de recherche, les représentants économiques et les élus locaux, la CPU a pu mesurer



la complexité de la tâche. Sur certains sujets sensibles, les présidents ont préféré s'abstenir plutôt que d'afficher des divergences ou des positions périlleuses qui les exposeraient directement à la vindicte de leurs étudiants. En l'espace de quelques années, le paysage universitaire a été bouleversé. La croissance

des effectifs, la multiplication des sites, la réduction de l'effort financier de l'Etat ont révélé des exigences contradictoires. Pour la CPU, le temps est venu de redéfinir les missions fondamentales de l'université. Viscéralement attachés au principe du « service public et à son unité », les présidents mesurent toutefois les écarts entre établissements, au point que certains font part de leur crainte d'un système à deux vitesses.

La volonté de maintenir une fonction de recherche à vocation nationale et internationale s'accompagne de flux de plus en plus mal gérés. La gestion des flux de nouveaux bacheliers et de la dispersion des unités sur l'ensemble du territoire. Confirmant la nécessité de préserver le caractère national des diplômes, les présidents n'en revendiquent pas moins « plus de souplesse et de flexibilité », notamment pour les formations à caractère professionnel reliées à l'environnement économique. La réduction des taux d'échecs en pre-

mier cycle est affirmée comme une priorité. Mais, s'ils refusent la création d'instituts universitaires régionaux, comme le préconisait le rapport Laurent, les présidents préfèrent insister sur un renforcement des procédures d'orientation afin d'éviter les « erreurs de parcours ». Et ils n'oublient pas de demander des moyens financiers et humains appropriés pour « répondre à une demande sociale inévitable ».

### AUTONOMIE FRAGILE

Cette préoccupation est également au cœur de la politique d'aménagement du territoire qui prévoit l'harmonisation de la carte des formations. La mise en œuvre du schéma « Université 2000 » n'a pas laissé que de bons souvenirs dans le choix de certaines implantations, parfois guidées par des contingences politiques. Hostiles aux « établissements départementaux thématiques », comme il s'en dessine ici ou là, les présidents s'interrogent de nouvelles dérives « autoritaires » dans la préparation des schémas régionaux établis sous la conduite des préfets et des recteurs.

L'arrivée de nouveaux interlocuteurs à l'université, élus locaux et responsables des milieux économiques, aurait pu ouvrir une nouvelle brèche dans les velléités de réforme de la loi Savary. Après vingt ans d'une autonomie toujours fragile vis-à-vis du pouvoir central, elle fait l'objet d'un consensus quasi unanime. En sa faveur, la CPU préconise toutefois certaines adaptations afin de renforcer les pouvoirs de gestion et de créer de nouvelles structures d'accueil de personnalités extérieures. Revenant à son compte une revendication des organisations syndicales d'étudiants, elle affirme la nécessité

de reconnaître aux étudiants une « citoyenneté » et un statut qui leur permettraient d'être mieux associés à la vie des établissements. Un grand nombre de présidents ont en effet découvert divers aspects de la condition de vie des étudiants. Décidés à participer à la réforme des aides sociales, « un système complexe et inadapté à la réalité », ils se gardent toutefois de se prononcer a priori sur l'avenir de l'allocation-logement spécialisée, renu-

enue en cause dans le rapport Laurent. Cette révision apparaît pourtant comme l'une des conditions nécessaires pour « lever le tabou » de la hausse des droits d'inscription. « Uniforme selon les filières, progressive et concertée », cette augmentation, formulée prudemment, est présentée comme un préalable pour renégocier avec l'Etat l'ensemble du dispositif financier des établissements. Certes, pour les universités, « la nation doit confirmer sa priorité en faveur de l'éducation, et de l'enseignement supérieur en particulier ». Mais, alors que les collectivités locales et les entreprises sont de plus en plus sollicitées, cette discussion-là s'annonce particulièrement délicate.

Pour sa dernière rencontre avec la conférence des présidents, François Fillon devrait ainsi entendre la plainte des universités « asphyxiées » par les charges et le manque de postes. Au budget 1995 du ministère, les dotations de fonctionnement ont été revues à la baisse, au point que certains établissements ont été contraints d'adopter des comptes en déséquilibre. Quel qu'il soit, le nouveau ministre est désormais prévenu. La crise des universités n'est pas qu'une vaine réalité.

Michel Delberghe

### COMMENTAIRE

#### EXPLOSIVES RÉFORMES

L'appel à une négociation nationale lancé par les présidents d'université sera-t-il entendu ? Pour la première fois, les responsables de leur conférence s'engagent ouvertement, mais à pas comptés, sur le terrain politique en invitant administrateurs d'établissements, délégués syndicaux, élus locaux et acteurs économiques à participer au débat sur l'avenir de l'enseignement supérieur. En première ligne dans la gestion quotidienne, ne sont-ils pas les mieux placés pour

esquisser une « vision stratégique » de l'université ?

Les responsables de la CPU pensaient conduire la consultation nationale annoncée à l'automne par François Fillon. Le rapport Laurent leur a coupé l'herbe sous les pieds. Il a au passage refroidi leurs ardeurs réformatrices. « On ne joue pas avec l'inquiétude des étudiants. C'est un baril de mines », avoue l'un d'eux. La prudence affichée sur certains sujets prouve à quel point toute réforme, mal engagée ou mal comprise, expose son auteur à des risques d'explosion. Il a suffi de deux expressions dans un décret sur les IUT et IUP

pour provoquer des remous sur l'ensemble du territoire. Cette crainte paraît également avoir tenté les candidats à l'Elysée, qui tous se tiennent sur la réserve. Ce n'est pas faute d'être sollicités. Le SNE-SUP tient colloque sur l'aménagement du territoire universitaire, les syndicats de l'UNEFAD et de la Fédération générale des associations d'étudiants préparent des états généraux et des assises. Histoire d'affirmer le poids de deux millions d'étudiants, désormais plus nombreux que les agriculteurs.

M. D.

## Les chantiers à ouvrir en priorité

La refonte du premier cycle et les droits d'inscription sont mis en avant

La conférence des présidents d'université (CPU) a adopté un certain nombre de propositions qui seront soumises à la discussion dans les établissements.

● **Les missions :** L'enseignement supérieur et la recherche constituent des missions fondamentales et indissociables de service public. Pour la formation, à côté des filières classiques longues, il faut poursuivre le développement de filières correspondant au souci croissant de professionnalisation : formation continue, en alternance et par apprentissage. Il faut préparer les diplômés à une insertion efficace sur le marché du travail, quel que soit leur niveau de sortie, à la capacité de s'adapter, de revenir en formation, à la mobilité géographique et culturelle. La question de l'orientation des étudiants de 1<sup>er</sup> cycle, autour du niveau Bac+1, est sans doute l'un des chantiers les plus importants à ouvrir. Le potentiel de recherche des universités doit être mieux mis en valeur. Les établissements doivent pouvoir exercer leurs responsabilités dans la politique scientifique, la qualité d'évaluation, l'ouverture des recrutements et le renouvellement de leurs viviers.

● **Le service public et le rôle de l'Etat :** La CPU rappelle son attachement à la reconnaissance nationale des formations dispensées. Garant de l'égalité, l'Etat doit jouer un rôle régulateur dans la répartition équitable des moyens pour tenir compte des disparités entre régions. Les contrats doivent être maintenus et inclure la politique des emplois.

● **Les statuts :** Toute évolution des statuts se conçoit dans le cadre de la loi Savary. Sur certains

points, les universités qui le souhaitent devraient pouvoir faire évoluer leurs statuts, tant sur le nombre et l'articulation des conseils que pour l'insertion et l'accueil de personnalités extérieures.

● **Les étudiants :** Pour répondre à une demande de plus en plus diversifiée, la CPU est favorable à une plus grande flexibilité des parcours pédagogiques avec validation des acquis, des cursus à l'étranger, le retour en formation au cours de la vie active. La CPU rejette l'idée de premiers cycles déconnectés de l'université en « sas » ou en « collèges » dont la finalité universitaire professionnelle ne serait pas clairement définie. La forte participation des enseignants-chercheurs est indispensable au renforcement de la lutte contre l'échec. L'apprentissage et l'alternance ne peuvent être les seules réponses à l'accueil de masse et à celui des étudiants en difficulté. Les universités doivent se donner les moyens pour la formation et le fonctionnement de la représentation des étudiants. La CPU veut poursuivre le dialogue sur les conditions et le statut social de l'étudiant.

● **Droits d'inscription :** La participation des étudiants à la vocation qu'a fournir des ressources complémentaires. L'augmentation doit s'inscrire dans une démarche concertée, dans le cadre d'une négociation globale sur un plan général de financement pluriannuel des universités qui inclurait nécessairement les organisations d'étudiants. La concertation préciserait le rythme d'évolution avec fixation d'un prix plafond à moyen terme (de l'ordre de 100 francs d'augmentation par an). Cette progression doit

s'accompagner de la suppression corrélatrice des droits complémentaires sautés. Toute progression des droits est indissociable d'une politique ambitieuse de l'Etat, avec en premier lieu, une augmentation significative du nombre et du montant des bourses.

● **Aménagement du territoire :** La mise en œuvre de cette politique suppose non pas une régio-

nalisation ou une tutelle des régions, mais une concertation. L'Etat doit prendre en compte les surcoûts des délocalisations par des financements spécifiques. Toute collectivité ou toute entreprise qui retire un bénéfice direct ou indirect de l'activité des universités, soit scientifique, culturel, économique ou social, devrait contribuer à leurs financements.

## M. Bayrou annonce des mesures contre la violence scolaire

COMME IL s'y était engagé, après le mouvement de grève des chefs d'établissement de novembre 1994 (le Monde du 31 janvier), le ministre de l'éducation nationale annonce un « plan » en douze points contre la violence dans les établissements scolaires. Ce plan mêle, selon la technique éprouvée à l'école, des mesures modestes ou symboliques – la mise en place d'un numéro d'appel permanent pour les enseignants en difficulté – et l'ouverture de « chantiers » comme « la réduction de la taille de tous les établissements sensibles ». M. Bayrou, qui ne cache pas qu'il serait, y compris en cas de victoire de M. Chirac à l'élection présidentielle, « très heureux d'être son propre successeur » au poste qu'il occupe depuis deux ans, fait résolument mine d'ignorer que le temps lui est compté. « L'éducation nationale a trop souffert des ruptures (...), c'est un travail de longue haleine qui, pour réussir, exige la durée », déclare-t-il dans L'Express du 23 mars. L'inspection générale lui a remis deux rapports, l'un sur la politique menée dans les 174 établissements

classés « sensibles » (Le Monde du 10 septembre 1994), l'autre sur les phénomènes de violence en milieu scolaire (le Monde des 15 et 16 janvier). Le premier insistait sur les « errements » d'une politique amorcée par la gauche mais conduite dans la précipitation selon des critères de classement imprécis. Le second pointait l'absence d'une politique d'observation du phénomène et de prévention. L'un et l'autre indiquaient qu'il y avait urgence à clarifier, à la lueur de la nouvelle politique des établissements « sensibles », la situation des 544 zones d'éducation prioritaires (ZEP) actuellement en souffrance.

M. Bayrou a choisi d'ignorer ces mises en garde. Il n'évoque ni le toilettage de la carte des ZEP ni la redéfinition des critères de classement pour les établissements sensibles. Toutefois, l'indemnité dite « de sujétion spéciale », versée aux enseignants des ZEP, sera étendue à « l'ensemble des établissements sensibles » à partir de la rentrée 1995. « La réponse sécuritaire n'est pas la meilleure », estime le ministre. Mais, s'il évite le piège de la

dramatisation de phénomènes qui restent marginaux, il se contente de proposer un catalogue de mesures ponctuelles, dont certaines figurent déjà dans le « nouveau contrat pour l'école ». Ainsi, la création de postes de « médiateurs », destinée à faciliter les relations entre école et parents d'élèves, qui était prévue pour la rentrée 1994, ou encore l'arrêt des nominations d'enseignants débutants dans les établissements sensibles. M. Bayrou assure que l'une et l'autre seront effectives à la rentrée 1995.

Pour « soutenir » les enseignants, il est prévu la création d'un « fonds d'assurance », avec une convention passée avec les mutuelles pour l'accélération de l'indemnisation en cas de dommages. En outre, des dispositions juridiques devraient être prises pour permettre aux professeurs d'engager des poursuites en cas d'intrusion d'éléments extérieurs dans les établissements. La coconversion d'heures supplémentaires en postes d'enseignants, prévues au budget 1995 (15 300 heures, soit 750 postes), concernera prioritairement les établissements sen-

sibles. M. Bayrou propose aussi que les 1 750 maîtres auxiliaires en poste dans ces établissements soient titularisés sans concours sous certaines conditions qui restent à préciser, ce qui nécessite une loi.

Plus ambitieuse, la proposition de « réduire la taille de tous les établissements sensibles », lancée dès son arrivée au gouvernement mais restée lettre morte depuis, ne paraît guère crédible à un mois de l'élection présidentielle. Partant du principe qu'un établissement de 500 élèves « se contrôle mieux », M. Bayrou voudrait qu'un plan de « constructions nouvelles » soit lancé, voire que l'on rassemble dans les mêmes établissements collégiens et lycéens « pour améliorer le climat ». Ces propositions supposent un gros investissement des collectivités, dont le ministre reconnaît qu'elles n'ont, pour le moment, pas été consultées. Enfin, les établissements sensibles pourraient expérimenter de nouveaux rythmes, libérant l'après-midi pour les activités sportives et culturelles.

Christine Garin

In rapport souligne la des médecins dans l'aff



# Un rapport souligne la responsabilité collective des médecins dans l'affaire du sang contaminé

Il estime que la contamination des hémophiles n'a « rien de spécifiquement français »

Remis au gouvernement il y a environ trois mois, un rapport resté confidentiel du Haut-comité de la santé publique (HCSP) sur « les pro-

blèmes de santé publique et d'organisation des soins liés à l'utilisation thérapeutique des produits humains et de leurs produits de substitu-

tion » propose une analyse de l'affaire du sang contaminé qui bat en brèche nombre d'idées reçues.

LE RECUL AIDANT, il est aujourd'hui possible de proposer, loin des passions, une lecture sereine, nuancée et documentée de l'affaire du sang contaminé. Après les travaux du chercheur du CNRS Michel Setbon et quelques (trop) rares articles tentant d'inscrire cette affaire dans son contexte, en particulier international, ou groupe de travail du HCSP dirigé par le professeur François Grémy (CHU-hôpital La-Peyronie, Montpellier), propose, à l'instar d'un volumineux rapport sur lequel nous reviendrons dans les jours prochains, une analyse de l'affaire du sang contaminé extrêmement importante en ce qu'elle hiérarchise l'importance des différents dossiers qui la composent. C'est initialement Bernard Kouchner, alors ministre de la santé et de l'action humanitaire, qui avait saisi le HCSP le 19 janvier 1993.

Composé d'Étienne Caniard, Albert Hirsch, Claude Huriet, Jean-Marie Le Guen et Jean-Claude Sallit, tous membres du HCSP, et de Pierre Botreau-Roussel, Rosy Eloy, Alain Leplege, Simone Novais, Jean Rosa, Rachid Sahli et Dominique Thouvenin, le groupe de travail note tout d'abord que « dans la hiérarchie des drames, la contamination des hémophiles est ressentie comme le plus douloureux et le plus intolérable ». « Ce n'est toutefois pas le plus instructif, ajoute-t-il. En effet, ce n'est pas dans le cadre de ce drame que les dysfonctionnements de santé sont les plus manifestes. » La proportion d'hémophiles contaminés par les produits non chauffés, poursuivent les auteurs,

est « du même ordre de grandeur » dans notre pays que dans les principaux pays européens (sauf la Belgique), et « sensiblement plus faible qu'aux États-Unis ». « Il est facile à posteriori, précisent-ils, de reprocher à la communauté scientifique internationale une certaine lenteur à comprendre que les avantages du chauffage (sécurité virale) l'emportaient sur les possibles inconvénients (perte possible d'efficacité thérapeutique). »

Au reste, soulignent-ils avec justesse, cette lenteur est assez habituelle : cela fait quarante ans que l'on connaît de façon chiffrée les dangers de la cigarette ; il y a moins de vingt ans que la communauté médicale est majoritairement convaincue ; et c'est récemment (en 1976 et 1991) que des dispositions législatives sérieuses ont été prises. Pourtant, indiquent-ils, « le tabac tue 60 000 personnes par an »...

## ABSENCE DE DÉPISTAGE CLINIQUE

Poursuivant leur analyse de la contamination des hémophiles, les auteurs du rapport ajoutent, s'agissant de l'intervention des pouvoirs publics, que la discussion porte que les quatre mois qui vont de juin à septembre 1985 et sur la date où fut décidée la suppression des produits non chauffés. Or, rappellent-ils, « l'immense majorité des hémophiles a été contaminée avant le printemps 1985. La date de la décision (1<sup>er</sup> août 1985) et la date d'effet (1<sup>er</sup> octobre 85) s'inscrivent dans la moyenne des dates des autres pays européens. Le nombre de personnes possiblement contaminées durant les quatre mois est difficile à

estimer, mais sa borne supérieure ne dépasse pas quelques dizaines. Si effroyables que soient le drame et la souffrance qu'il entraîne, ils n'ont rien de spécifiquement français ».

A la suite de cette analyse, qui, il y a encore un an, aurait suscité un véritable tollé, les rapporteurs en viennent à la contamination des transfusés. Elle correspond, disent-ils, « à un drame beaucoup moins voyant, mais révélateur de dysfonctionnements beaucoup plus graves de notre système de soins ». S'appuyant en particulier sur l'étude de Michel Setbon, le rapport rappelle tout d'abord que le taux de contamination par le VIH des transfusés français fut « beaucoup plus élevé » que celui des transfusés étrangers. La raison ? « Contrairement à leur collègues étrangers, les médecins transfuseurs français n'ont pas en général utilisé les connaissances épidémiologiques solidement assurées dès 1983. Ils n'ont pas pratiqué le dépistage clinique qui aurait permis de dépister les donneurs suspects d'être possiblement contaminés et de ne pas utiliser leur don pour une transfusion. » Cette attitude, rappelle le rapport, allait contre les recommandations d'une circulaire de la direction générale de la santé de juin 1983 qui, sauf exception, ne fut « pas appliquée ».

Les rapporteurs déclinent une seconde raison à la surcontamination des transfusés français : « la surprescription » de transfusion par les médecins français. Ainsi donc, concluent-ils, dans le chaîne de production des produits sanguins labiles, les précautions de sécurité virale « n'ont pas

été prises ». Résultat : quand le test biologique a été rendu obligatoire chez les donneurs, en août 1985, « on a constaté 30 fois plus de dons contaminés en France qu'en Grande-Bretagne ». Dans ces conditions, n'hésitent pas à écrire les rapporteurs, « la question de la date où le test a été rendu obligatoire reste un problème mineur. D'une part, la date de décision (août 1985) place la France plutôt parmi les décideurs précoces. Mais, surtout, l'essentiel du mal a été commis avant cette date, et il aurait pu être évité. La communauté médicale n'a pas assez cru en la possibilité de la clinique et a beaucoup surestimé la puissance de la biologie. Dans l'attente d'un test miraculeux et infallible, on a oublié les possibilités pratiques et efficaces du dialogue intersubjectif avec le donneur ».

Cette analyse du drame du sang contaminé - qui souligne la responsabilité collective du corps médical, et tout particulièrement celle des médecins chargés de la collecte du sang - va à l'encontre de l'image de cette affaire telle qu'elle a pu transparaître au travers de ses différents épisodes judiciaires. Ainsi que l'écrivent les rapporteurs, « le drame des hémophiles n'est qu'un aspect du scandale, plus grand encore du sida post-transfusé, lui-même reflet du scandale majeur que fut la dérive globale du système, dérive professionnelle, organisationnelle, idéologique et éthique ».

L. F. et F. N.

« Pouvoirs contre sida » par Michel Setbon (éditions du Seuil, 1993).

## Un homme tué après une attaque de banque à Paris

TROIS MALFAITEURS venant de commettre une attaque à main armée ont tué un automobiliste, mercredi 22 mars dans la zone commerciale de Garonor à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), parce qu'il refusait de leur laisser sa voiture. William Masiba, un directeur de magasin de cinquante-deux ans, a été tué d'une balle dans la tête tirée à bout portant et les malfaiteurs se sont enfuis avec sa Mercedes. Peu avant midi, les trois hommes, armés de pistolets-mitrailleurs, s'étaient fait remettre quelque 130 000 francs dans une agence du Crédit lyonnais du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Prenant en otage les convoyeurs de fonds d'un fourgon de la Brink's arrivé fortuitement sur les lieux, les malfaiteurs avaient dû abandonner celui-ci aux abords de la porte Dorée. Ils s'étaient alors emparés successivement de deux voitures, avant de se retrouver face à William Masiba. Les trois hommes étaient toujours en fuite, jeudi 23 mars au matin.

## DÉPÊCHES

■ TROIS PAYS EUROPÉENS, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France, ont, pour la première fois, coordonné leurs moyens, mercredi 22 mars, pour expulser des étrangers jugés indésirables. Quarante-quatre Zairais demandeurs d'asile déboutés dans chacun des trois pays ont ainsi été embarqués dans un Airbus de la compagnie néerlandaise Martinair pour Kishasa. Vingt-cinq Zairais déboutés aux Pays-Bas, rejoints par six compatriotes refoulés d'Allemagne, ont d'abord été placés dans un Airbus affecté par les autorités néerlandaises à Amsterdam. L'avion a ensuite fait escale, vers 7 heures, à Paris-Charles-de-Gaulle, où trente Zairais déboutés en France ont embarqué. Parmi eux se trouvait un Zairais de trente-quatre ans marié à une Française et père d'un enfant français.

■ LE JUGE D'INSTRUCTION DE VERSAILLES chargé de l'affaire des fausses factures du BTP de la région parisienne, Jean-Marie Charrier, a mis en examen mercredi 22 mars un responsable de banque, M. Jacques Auserfants, chargé de gérer les immeubles et terrains entrés dans le patrimoine du Crédit national, et le directeur d'un bureau d'étude parisien, M. Jacky Chaisaz. Six personnes, dont le directeur général de la société Bouygues-Télécom et trois de ses collaborateurs, avaient été placées en garde à vue, mardi, à la suite de perquisitions effectuées le matin même au siège social de Bouygues à Saint-Quentin-en-Yvelines (Le Monde du 23 mars). Les quatre dirigeants du groupe Bouygues, auxquels les enquêteurs s'intéressaient pour les activités qu'ils exerçaient à l'époque des faits, ont été remis en liberté.

■ PIERRE BERGE a été condamné, mercredi 22 mars, à 5 000 francs d'amende par la trente et unième chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour des infractions au code du travail commises sous sa présidence à l'Opéra de Paris, en avril 1992 et avril 1993. M. Bergé était poursuivi par Jean-Paul Costa, secrétaire du comité d'entreprise, pour le délit d'entrave au fonctionnement régulier du CE pour ne pas avoir fourni le bilan social de l'entreprise.

## Démission

### du secrétaire général de la FASP

DANIEL LAVAL, le patron de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a démissionné vendredi 17 mars après avoir été mis en minorité par l'instance dirigeante de cette fédération qui reste l'organisation majoritaire chez les policiers en tenue. Il s'est heurté, au cours d'un conseil d'administration, à une coalition hétéroclite trouvant des voix y compris dans son propre camp d'origine, le SNPT (les gardiens de la paix de province). M. Laval était devenu secrétaire général en juin 1993, pour dénouer une crise interne dont la FASP n'est toujours pas sortie. Dans l'attente d'un congrès extraordinaire, la fédération sera dirigée par une structure collégiale alliant les responsables du SNPT, du SGP (les gardiens parisiens) et du SNIP (les CRS). Depuis l'élection de Bernard Deleplace en 1990, M. Laval est, après Richard Gerbaud, le deuxième patron de la FASP contraint à quitter ses fonctions.

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de la Lyonnaise des eaux

A la suite de l'article publié dans Le Monde du 17 mars 1995, intitulé « L'affaire Maillard et Duclos : l'histoire de la Lyonnaise des eaux », nous, Claude Gaudin, secrétaire général de la Lyonnaise des eaux, nous a fait tenir le texte suivant :

« Cet article, qui met en cause notre société, est fautive et tendancieux. »

« Dumez, filiale de la Lyonnaise des eaux, a fait connaître que : »

« Robert Bourachot a été embauché en 1987 pour assumer des responsabilités de directeur régional de Dumez-France. C'est à partir de 1988 qu'il a assuré, en tant que président du directoire, la gestion de la société Maillard et Duclos, filiale de la société Dumez, acquise en totalité par Dumez en 1988, deux ans avant la fusion de Dumez avec la Lyonnaise des eaux, en 1990 ; »

« M. Bourachot a été révoqué et licencié pour faute lourde, en juillet 1993, par la nouvelle direction de Dumez, après que celle-ci eut constaté, au terme d'audits approfondis, que sa confiance avait été abusée par des malversations de l'intéressé ; »

« dans le même temps, Dumez a écrit au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse pour attirer son attention sur le comportement délictueux de Robert Bourachot. Le parquet a ainsi ouvert l'instruction pénale dans laquelle M. Bourachot est mis en examen. »

La Lyonnaise des eaux rappelle qu'elle a assigné en diffamation Robert Bourachot et France 2 en raison des allégations calomnieuses et sans le moindre fondement qui ont été formulées par M. Bourachot et présentées par France 2, le 15 décembre dernier, dans le cadre de l'émission « Envoyé spécial ». L'affaire a été plaidée le 1<sup>er</sup> mars, et le jugement sera rendu le 12 avril 1995.

Ph. Br.

## Baisser de rideau à Valenciennes

Le procès s'est terminé mercredi après les plaidoiries. Jugement le 15 mai

### VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Ses derniers mois ont été pour le procureur de la République. Une discussion d'une dizaine de minutes, un face-à-face privé, après la clôture des débats. La



PROCES

saïe d'audience... était presque vide. Bernard Tapie voulait parler à Eric de Montgolfier. Discuter d'homme à homme. Tenter de le convaincre, peut-être. En tout cas, avoir le dernier mot, avant le baisser de rideau. Ils ont discuté un moment, le magistrat debout, derrière son bureau, ses dossiers sous le bras ; le député en contrebas, le visage défilant. Il n'y a pas eu de poignée de main. M. Tapie, que cette épreuve judiciaire avait visiblement meurtri, est ensuite parti, ignorant les journalistes. Il reviendra à Valenciennes le 15 mai, au moment du jugement.

Cette dernière journée a surtout permis de constater, après une nuit de repos, les effets, physiques et moraux, du réquisitoire prononcé la veille, mardi 21 mars, par le représentant du ministère public. En requérant une peine de dix-huit mois de détention, dont six mois ferme, M. de Montgolfier avait balayé tous les arguments développés à la barre par un prévenu piégé par ses propres incohérences. C'est donc un Tapie déstabilisé, au teint livide, que le tribunal a retrouvé mercredi matin.

La plaidoirie de M. Gilbert Collard, le défenseur de l'ancien directeur général de l'OM Jean-Pierre Bernès, a de nouveau mis en évidence la responsabilité du député dans l'affaire de corruption du match du 20 mai 1993 entre Valenciennes et POM (0-1). M. Tapie aurait ordonné à son adjoint d'organiser la corruption : « Quand on peut faire dire n'importe quoi au président de la République, on peut faire dire n'importe quoi à Jean-Pierre Bernès ! » L'avo-

cat marseillais s'est également adressé à la ville et à ses habitants : « Il n'y a pas de complot contre Marseille, contre l'OM, contre Tapie. Le seul complot est celui de l'imbécillité, de la maladresse et de la malhonnêteté. » En insistant sur ce thème et en révélant que c'est Gérard Gill, ancien entraîneur du club, qui avait convaincu M. Bernès de « dire la vérité », il entendait préparer le retour - et assurer la sécurité - de son client dans une cité où ce scandale attise encore les passions.

La plaidoirie de M. Francis Debacker, l'avocat nordiste de Bernard Tapie, était attendue comme un exercice d'équilibriste. Réduit au silence par son client, affaibli par des interventions malvenues, M. Debacker parlait avec un handicap quasi insurmontable tant

M. Tapie avait lui-même aggravé son cas tout au long du procès. Il s'insurgeait malgré tout contre le procureur, qualifié de « grand organisateur des chasses médiatiques ». Reprenant les trois volets du dossier (corruption de deux joueurs de l'USVA, subornation des témoins Primorac et Eydelle), il accusa : « Vous n'avez pas de preuves ! »

Selon lui, M. Bernès n'était pas soumis à M. Tapie. Il serait même l'instigateur de la corruption : « Il avait mille intérêts, financiers, psychologiques. C'était pour lui l'heure de la gloire ! » M. Bernès aurait « chargé » son ancien patron, mardi 13 mars, afin d'éviter la prison : « Jean-Pierre Bernès s'est dit : « Je n'ai pas d'autre choix que de déléguer les responsabilités de passer le ballon, de désigner Bernard Tapie », a indiqué M. Debacker avant

de demander la relaxe de son client.

Un client qui était là, sur son banc, bien moins flamboyant que les jours précédents. Il attendait son tour de parole, accordé à chaque prévenu en fin de procès. Bernès, le premier à s'exprimer, affirma qu'il rentrerait en Provence « soulagé ». La voix noyée, il rappela cette phrase que M. Tapie lui aurait lancée en 1993, à sa sortie de prison : « Tu ne vas pas m'emmerder parce que tu as fait un mois à trente-huit ans ! » A l'invitation du président Langlade, Bernard Tapie se leva le dernier, pour conclure à la défaite : « J'ai été sanctionné comme personne. Cette affaire m'a fini, ruiné. Elle m'a mis dans une situation professionnelle et politique qui s'appelle le néant. »

Philippe Broussard

## Cinq seconds rôles pour « arranger » un match

### VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

D'abord, une certitude : il y a bien eu corruption, le 20 mai 1993, autour du match VA-OM (0-1) au stade Nungesser. Même si, finalement, la rencontre s'est peut-être disputée dans des conditions à peu près normales, chacun reconnaît les faits, y compris M. Tapie qui nie cependant toute responsabilité. Le motif ? Contrairement à ce qu'a toujours prétendu l'ancien ministre, les Marseillais devaient assurer leur victoire avant la finale de la Coupe d'Europe. Les acteurs ? Dans son réquisitoire, le procureur de la République a défini les rôles, en fixant les intérêts d'un jeu moralisateur :

« Jean-Jacques Eydelle, joueur de l'OM, il a fait office d'intermédiaire, de « posteur d'enveloppe » auprès de ses amis nordistes. Il aurait agi ainsi dans l'espoir de disputer la finale européenne et d'obtenir une régularisation de son contrat à l'OM. M. de Montgolfier a regretté qu'il « protège » son ancien patron : « Dès qu'il est question de M. Tapie, Jean-Jacques Eydelle

devient prudent, il recule comme s'il avait peur, comme s'il avait intérêt à ne pas le mettre en cause. » Le procureur a requis contre lui quatorze mois de détention avec sursis et une amende de 20 000 francs (le maximum prévu par la loi).

« Marie-Christine Robert, l'épouse du Valenciennais Christophe Robert. La petite main de la corruption. C'est à elle, le 19 mai au soir, que Jean-Jacques Eydelle a remis l'enveloppe contenant 250 000 francs. Le procureur a souhaité qu'elle soit condamnée à trois mois de prison avec sursis. »

« Christophe Robert, le mari, et l'Argentin Jorge Burruchaga, les deux amis d'Eydelle à Valenciennes. Ils ont négocié et accepté l'arrangement, au moins dans un premier temps, car ils affirment y avoir renoncé le jour du match. Au nom de « tous les gens trahis » (les supporters de Valenciennes), le procureur a requis contre eux huit mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende. »

« Jean-Pierre Bernès, ex-directeur général de l'OM. En passant aux aveux dès le premier jour du

procès (Le Monde du 15 mars), il a contribué à la chute de son ancien patron. Eric de Montgolfier a mis son comportement de l'été 1993 sur le compte de sa « faiblesse psychologique » et d'une forme de « dépendance affective » vis-à-vis de M. Tapie. A l'époque, M. Bernès se vantait de n'avoir pas « craqué » en prison. On le vit même faire un tour d'honneur sur la pelouse du stade vélodrome. « Vous aimez le foot mais vous l'avez trahi », a conclu le procureur avant de requérir dix-huit mois avec sursis et une amende de 20 000 francs. »

A ces cinq prévenus, il convient bien sûr d'ajouter M. Tapie (lire ci-contre). En outre, le procureur a clairement laissé entendre qu'il avait encore des doutes - à défaut de preuves - sur l'attitude de certains dirigeants valenciennais. Une sorte de « pacte de non-agression » aurait été conclu, le 21 septembre 1993, lors d'une réunion entre M. Concas président de Valenciennes, et M. Tapie, afin de permettre à celui-ci de se tirer d'affaire.

Ph. Br.



# Cent vingt travailleurs africains expulsés d'un foyer de Montreuil

Le relogement proposé fait redouter aux locataires le démantèlement de leur communauté

La police a expulsé, mardi 22 mars, les habitants de deux des six bâtiments du foyer Nouvelle France, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Dé-

minés à rester ensemble, les cent vingt travailleurs africains refusent leur relogement dans quatre petites unités. La municipalité, qui af-

firme l'existence d'une « économie parallèle » dans les structures traditionnelles, entend développer des foyers « à taille humaine ».

IL MARCHÉ, s'arrête, hurle quelques mots. Puis repart. Flottant dans sa parka verte, la main tendue vers le tas de gravas, Bouabacar Konate apostrophe ses compagnons. Dix fois déjà, ils lui ont expliqué ce qui vient de se passer. L'arrivée de deux cents CRS, au petit matin. Leur troupion dans les bâtiments 6 et 7, déclarés insalubres par arrêté préfectoral, pour en expulser les habitants. Enfin l'entrée en action, vers 9 heures, des pelleteuses. Mais le vieux boue de la ville de Paris n'entend rien. « Je suis parti ce matin à 5 h 30, tout d'un coup. Et là, je rentre, c'est comme la guerre. Mes affaires, ma valise, il n'y a plus rien. Qu'est-ce qu'ils en ont fait ? »

Il fait trois pas dans les gravas, bute dans ce qui fut une chaudière, et fait demi-tour, les yeux voilés. Autour de lui, on s'agite. Certains sortent des décombres, matelas sur la tête. D'autres les mains remplies de vieilles lettres. Ici un placard défoncé avec un bleu de travail oublié. Là une montre dont la trotteuse tourne encore. Et autour, assis sur des chaises ou postés aux fenêtres des autres bâtiments, des locataires écoeuvés.

Ce devait pourtant être « une opération exemplaire », insiste Jean-

Pierre Brard, le maire communiste contestataire de Montreuil. Tout avait été pensé. Même la date de l'intervention. Prévue le 21 mars, elle avait été repoussée au 22 afin de ne pas tomber en pleine journée internationale contre le racisme. Certains auraient pu faire le rapprochement avec cet autre foyer, à Vitry-sur-Seine, détruit au bulldozer en 1980. « Ça n'a rien à voir », jure le maire. Non seulement il entend reloger les soixante-seize titulaires d'un bail. Mais également les quarante-trois autres Africains en règle. « Il y a aussi des clandestins, mais là, on ne peut rien faire », soupire-t-il.

## DEUX VERSIONS

Lancée en 1991, l'opération avait été menée avec doigté. D'un côté le maire discutait avec le comité des résidents. De l'autre il montait une société civile immobilière qui, l'air de rien, rachetait des hôtels meublés à Montreuil, mais aussi à Paris et dans deux autres villes de la petite couronne. Ignorant l'objet final de la manœuvre, les communes n'avaient aucune raison de préempter les lieux. Une fois qu'elles en prenaient connaissance, les responsables montreuillois leur

expliquaient qu'il ne s'agissait que de petites structures. Quarante lits par-ci, trente par-là. « nous évitons les dangers des grands foyers incontrôlables », assure Jean-Pierre Brard. A l'écouter, les habitants avaient même donné leur accord l'autonomie des lieux.

Au foyer Nouvelle France, la version est bien différente. Les seules promesses dont certains se souviennent encore datent de 1980, lorsque deux cents Africains, Maliens pour la plupart, avaient été logés dans des baraquements de chantier. « C'était pour vingt-quatre mois, on y est resté quinze ans, s'empare Hamady Traore, le « chef » des anciens. Après tout ce temps, on n'allait pas s'éparpiller comme des moineaux. » A l'écouter, jamais ils n'auraient accepté un quelconque éclatement. « Chez nous, ceux qui travaillent paient pour les autres, explique encore Ganga Coulibaly. On est une communauté. Comment on va faire dans des petits meubles de trente ou de dix ? » Même l'évocation du réel confort de ces nouveaux logements le fait sourire. « Moi, je vois le loyer. C'est 1600 francs par lit, au lieu de 400. Même avec l'allocation logement, c'est pas possible. » Des arguments

qui insupportent le maire de Montreuil : « D'abord, on est moins cher que tous les autres. Ensuite, la solidarité, je veux bien. Mais le ghetto, non. Là, il y a toute une économie parallèle qui se met en place. Avec des chefs de clan pour qui c'est un véritable commerce. Les négriers, je n'en veux pas, mais qu'ils soient. » Autant dire qu'il n'entend pas reculer. D'ici à la Toussaint, il espère bien avoir « résorbé » tout le foyer. Un projet de la rue Bara, le plus important de Montreuil (1 000 personnes). « Il restera encore sept foyers et on continuera à nous appeler Bamako-sur-Seine, sourit-on dans l'entourage du maire. Mais ceux qui vivront chez nous y vivront bien. » A Nouvelle France, cet avenir radieux ne déchaîne nullement l'enthousiasme. Pour leur première nuit, les habitants annonçaient leur intention de s'entasser dans les quatre bâtiments restants. « S'il le faut, nous dormirons dehors, avertit Hamady Traore. Dehors mais ensemble. »

Nathaniel Herzberg

# ATD Quart-Monde interpelle les candidats

L'association revendique une « loi d'orientation » pour lutter contre l'exclusion

LE MOUVEMENT ATD Quart-Monde appelle les candidats à l'élection présidentielle à faire voter « une loi d'orientation » contre l'exclusion car « la destruction de la misère (...) doit être une priorité absolue pour le prochain président de la République ».

Dans une lettre ouverte aux candidats, la présidente du mouvement, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, leur demande de se prononcer sur trois questions : « La destruction de la misère est-elle pour vous une priorité nationale pour les dix ans à venir ? Etes-vous décidé à engager notre pays dans cette voie, en prenant comme premiers partenaires les victimes de cette violation des droits de l'homme qu'est l'extrême pauvreté ? Etes-vous prêt à tout mettre en œuvre pour qu'un véritable programme d'orientation soit présenté devant le Parlement ? »

## DÉBAT ÉLECTORAL

Affirmant que « nous ne pouvons plus dire que nous ne savons pas ce qu'il faut entreprendre », M<sup>me</sup> de Gaulle-Anthonioz estime qu'une loi d'orientation est « le support indispensable pour enga-

ger le pays dans la bonne direction ». « La lutte contre l'exclusion doit être aujourd'hui au cœur du débat électoral ; ceci suppose bien sûr une politique de l'emploi, une stimulation de la croissance, une réforme de la protection sociale, mais on ne peut se contenter d'ajouter à ces politiques quelques mesures en direction des exclus : il faut repenser ces politiques à partir d'eux », écrit-elle.

De leur côté, les Restos du Cœur qui ont achevé, mardi 21 mars, leur campagne d'hiver, ont annoncé que le nombre de repas chauds distribués aux sans-abri avait augmenté de 40 % par rapport à l'an dernier.

L'association créée par Coluche a distribué 50 millions de repas à 500 000 personnes pendant l'hiver 1994-1995 (contre 36 millions en 1993-1994) dans 1 500 centres et antennes, grâce à l'aide de 25 000 bénévoles. Les Restos du cœur soulignent l'augmentation des jennies et des femmes seules avec enfants parmi leurs bénéficiaires. Leurs interventions vont s'étendre à l'aide aux démarches administratives, à l'accès au logement et au travail.

## CARNET

### DISPARITIONS

## Wolfgang Harich

LE PHILOSOPHE allemand Wolfgang Harich est décédé le 15 mars à Berlin, à l'âge de soixante et onze ans.

L'itinéraire de Wolfgang Harich, philosophe et marxiste critique, est celui d'un intellectuel venu au communisme au travers de l'expérience de la guerre, et qui fut broyé par la machine d'Etat est-allemande. Nommé en 1946 professeur de philosophie marxiste à l'université Humboldt de Berlin, il dispense un enseignement inspiré des théories du hongrois Georges Lukacs. Cela l'amènera en 1956 à prendre fait et cause pour les insurgés de Budapest. Comme d'autre intellectuels de RDA, Harich s'était cru encouragé par le rapport Khrouchtchev à formuler des critiques au « socialisme réellement existant » dans son pays. Cela lui valut d'être arrêté en 1957, condamné à dix ans de prison. Libéré en 1964, il fut autorisé

à travailler à l'Akademie Verlag de Berlin, puis à voyager en Occident, tout en gardant son passeport de citoyen de la RDA. Resté marxiste de conviction, il fut le témoin à charge vedette au procès de son ami Walter Janka, un autre communiste critique, directeur des éditions Aufbau. Réhabilité en 1990, il animait la « commission alternative d'histoire allemande contemporaine », proche du PDS, le parti communiste rénové.

■ LE SCULPTEUR Etienne-Martin, connu notamment pour sa série des « Demeures », auteur de nombreuses œuvres monumentales — l'une d'elles sera sur le parvis de la nouvelle Bibliothèque nationale de France — est mort à Paris mardi 21 mars des suites d'une insuffisance cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans (lire page 28).

### JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 22 mars sont publiés :

● **Financement politique** : des décrets répartissant la dotation de l'Etat aux partis politiques pour les trois derniers trimestres de l'année 1993, pour 1994 et pour 1995 (lire page 8).

● **Accords de Schengen** : un décret publiant la convention, signée le 19 juin 1990, appliquant les accords de Schengen prévoyant une suppression graduelle des frontières entre la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France ; des décrets publiant les textes d'adhésion à ces mêmes accords de l'Espagne et du Portugal (lire page 2).

● **Impôt** : un décret et un arrêté créant un système informatique permettant aux entreprises de transmettre des données fiscales et comptables à la direction générale des impôts.

### NOMINATIONS RECHERCHE

Jean Nemo a été nommé directeur général de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom) par décret publié au Journal officiel du 18 mars.

[Né le 30 juin 1934, Jean Nemo est diplômé d'études supérieures d'économie politique et ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Il a été en poste à Madagascar et au Niger au titre de la coopération avant d'être nommé à l'Organisation européenne pour le contrôle de la navigation aérienne (Eurocontrol) en 1970. Puis il a été conseiller économique et financier du président de la République centrafricaine de 1980 à 1984. Il a ensuite occupé diverses fonctions administratives au ministère de la coopération.]

### PONTS ET CHAUSSÉES

Yves Gauthier a été nommé directeur du Port autonome de Bordeaux par le conseil des ministres du mercredi 22 mars.

[Yves Gauthier est né le 10 mars 1944 à Lyon. Ingénieur des travaux publics de l'Etat, il est sorti deuxième de la promotion 1978 de l'Ecole des ponts. Responsable de l'exploitation du Port de Boulogne puis responsable de l'aménagement de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), il est entré au Port de Nantes-Saint-Nazaire, où il a occupé les fonctions de directeur commercial et de l'outillage de 1985 à 1987, puis de directeur de l'exploitation de 1987 à 1991 et enfin de directeur de l'aménagement, de l'environnement et d'adjoint au directeur. Yves Gauthier, marié, père de quatre enfants, est chevalier dans l'ordre du Mérite national et du Mérite maritime.]

### AU CARNET DU MONDE

#### Naissances

Christophe ZELAWSKI, Claude, né MIQUEL, et Lucie, ont la joie d'annoncer la naissance de

Elisa,

le 14 mars 1995.

14, place du Commerce,

75015 Paris.

#### Anniversaires de naissance

Paul, Pierre, Joana, Yolande, Elise, Geneviève et Thomas, ses petits-enfants, ses enfants et sa femme, souhaitent bon anniversaire à

Daniel.

#### — Bon anniversaire

page,

Charlotte, Pierre, Charles-Edouard.

#### Décès

— Christian Blanc, et Marie-Hélène Bédet, ont la tristesse de faire part du décès de leur mère

Encarna BLANC,

survenu le 21 mars 1995, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 24 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.

— Isabelle Proietti-Pland, Michel Pland et Sabine, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Émilie,

survenu le 17 mars 1995, à l'âge de quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 mars 1995, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-du-Pérpétuel-Secours (25, boulevard de Ménilmontant, à Paris-11°).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

— Ille de Noirmoutier, Catherine, sa fille, Paul Martin, son gendre, Sophie, Céline, Virginie et Julie, ses petites-filles, ont le chagrin de faire part du décès de

Lucien FRIoux,

survenu à l'âge de soixante-seize ans.

Catherine Martin, 6, rue de France, 34970 Lattes.

### Anniversaires

— Il y a trois ans, dans la nuit du 21 au 22 mars 1992,

Timothée BLATIN

nous quittait, à l'âge de vingt-cinq ans.

Pour ceux qui l'ont connu et aimé, il est toujours extraordinairement présent.

#### — L'âme de

Jeanne GIRARD

nous a quittés le 21 mars 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année, munie des sacrements de l'Eglise, en son domicile de Versailles.

Toute sa vie fut un exemple de travail et d'amour.

#### De la part de

M. Maurice Loquet, son époux,

M. Jacques Mercier, et ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean Polier, et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Claude Poirier, M<sup>me</sup> Françoise Couvert, et ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Orgue, et leur fille,

M. et M<sup>me</sup> Caumont, et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Guilbert, et leur fille,

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Les familles Girard, Hutteau, Chanoir, Lemaire, Guilbert et Leroy,

M<sup>me</sup> Maryse Dubois.

Prieux pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée au cimetière Saint-Martin d'Étampes, le vendredi 24 mars 1995, à 15 h 45.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille du cimetière Saint-Martin d'Étampes.

58, rue Saint-Charles, 78000 Versailles. Les Mesdames, 61800 Saint-Jean-des-Bois.

— M<sup>me</sup> Etienne Lapalus, son épouse,

M<sup>me</sup> Jacques Lapalus, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Lapalus,

Le docteur et M<sup>me</sup> Bernard Lapalus, Le docteur et M<sup>me</sup> Philippe Lapalus, ses enfants,

Ses petits-enfants, M<sup>me</sup> le docteur Françoise Bussière-Lapalus,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne LAPALUS,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ancien doyen de la faculté des lettres de Dijon,

ancien recteur de l'académie de Clermont-Ferrand.

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La messe de funérailles a été célébrée le mercredi 22 mars, à 9 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Clermont-Ferrand.

20, rue de La Rochefoucauld, 63000 Clermont-Ferrand.

### Fernand ROHMAN,

architecte de la pensée, écrivain, combattant politique sans relâche est mort le 21 mars 1995.

Il ira rejoindre les autres, le samedi 25 mars, à 11 heures, au cimetière de Ploëmeur (56-86-42-42) pour un dernier adieu.

Les siens et ceux qui le souhaitent se recueilleront, à 9 h 30, au cimetière de Ploëmeur (56-86-42-42) pour un dernier adieu.

Famille Rohman 11, avenue des Tourtelles-de-Charité, 33700 Médillac. Tél. : 56-47-19-16.

— Bordeaux

M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Roux, et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Roux, et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Yvan Roux, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry ROUX,

survenu à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées le jeudi 23 mars 1995, à 9 h 30, en la chapelle du cimetière de Mérimée, suivies de l'incinération.

La famille remercie toutes les personnes qui s'associent à sa peine.

Résidence « Les Jardins d'Arcadie » 70, rue de Tournay, 33000 Bordeaux.

— Montpellier

La municipalité de l'Hérault, La MGEN (section de l'Hérault), La MIREN de l'Hérault,

font part avec tristesse du décès de

Gérard SOULATGES,

mutualiste et militant.

survenu à Montpellier, le 19 mars 1995, à l'âge de soixante-huit ans.

Il a été inhumé, le 21 mars, dans l'intimité.

MRIFEN, 637, rue de la Croix-Verte, 34194 Montpellier Cedex 5.

### Avis de messe

Denise MEGRET

survit en soixante-dix-huit ans le 28 mars 1995.

Une messe sera célébrée en ce jour anniversaire, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, à 18 h 15, pour ne pas l'oublier.

### CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

— Montpellier,

Famille et amis seront en communion avec

Christiane DESCOMPS,

qui nous a quittés le 24 mars 1983.

Nice, Paris, Sens, Lunio,

Il y a un an nous quitte

Pierre MATRIS,

X-Pons,

ancien directeur des travaux publics du Maroc,

directeur général honoraire des travaux et services techniques de la ville de Nice,

chevalier de la Légion d'honneur, commandeur du Ouissam alaouite.

Son intelligence et ses qualités humaines restent plus que jamais notre référence.

Une messe à sa mémoire a été célébrée en la cathédrale Sainte-Réparate, à Nice.

### Communications diverses

— La Maison de l'Hebreu : 47-97-

30-22. Stages express individuels (modèles), sur place et à domicile.

— VIP symposium du collège des études juives de l'FAU, dimanche 2 avril 1995, à l'ASSEM (8, rue Albert-de-Laport, 75007 Paris) : « Fin de la modernité ? Le retour de la tradition et la crise du monde moderne » avec M. Arkoun, R. Drai, L. Kochan, A. Krieger, E. Poulat, A. Tournier, S. Trigano, J.-E. Williams. PAF. Réservation : 42-80-33-00.

— Dirigeants d'entreprise :

Réunion sur les marchés publics

Journée d'Info. Paris 30 mars 1995. Institut européen des marchés publics.

Tél. : 88-57-27-57 - Fax : 88-57-27-60.

### Conférences

— Eugen Drewermann traitera de la

question : « Pourquoi Jésus devait-il mourir ? » le mardi 28 mars 1995, à 18 h 30, au cinéma l'Arlequin, 76, rue de Rennes, Paris 6°, à l'occasion de la parution de son commentaire de l'Evangile de Marc : « La Parole et l'angoisse ». M<sup>me</sup> Saint-Sulpice.

### Soutenances de thèses

— Ingrid Leule, épouse Massini, sou-

tiendra sa thèse à l'université de Paris-Sorbonne, Paris-IV, le jeudi 30 mars 1995, à 9 heures, salle des actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris, et invite ses amis et tous les intéressés à y participer. Sujet de thèse : « Monde interne - monde externe, une étude anthropologique de la sublimation ».

Nos abonnés et nos action-

naires, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions

du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir

nous communiquer leur

numéro de référence.

Le Monde éditions

Dessins de Plannu.

L'Histoire au jour le jour.

L'album du Festival d'Avignon

Communauté Méditerranéenne

36 15 LEMONDE

155 من لاهل



Publicité

# IL FAUT APPLIQUER LA LOI

En France, la cruauté envers les animaux, ainsi que les mauvaises conditions de transport sont pénalement sanctionnées par notre réglementation :

**Article 511.1 du nouveau Code Pénal**

**Article 276 du Code Rural**

**Décret N°80791 du 1<sup>er</sup> Octobre 1980**

**Directive 91/628/Communauté Économique Européenne**

Les actes inadmissibles présentés à la télévision tomberaient sous le coup de la Loi s'ils étaient commis en France.

**Les Organisations Professionnelles Françaises** se porteront partie civile dans tous les cas où la réglementation en vigueur n'aura pas été respectée.

C'est pourquoi toute la lumière doit être faite sur l'origine et les instigateurs des actes présentés par les différents média.

**Les Professionnels Français** du secteur Élevage et Viande demandent aux Pouvoirs Publics Français et Communautaires de renforcer les contrôles.

**Les Professionnels Français** demandent que les échanges d'animaux avec les pays extérieurs à l'Union Européenne ne puissent se faire que par des transporteurs respectant la réglementation communautaire en vigueur.

## Interprofession Française du Bétail et des Viandes



Association Nationale Interprofessionnelle du Bétail et des Viandes : Confédération Nationale de l'Élevage (C.N.E.), Fédération Nationale de la Coopération Bétail et Viandes (F.N.C.B.V.), Fédération Française des Commerçants en Bestiaux (F.F.C.B.), Fédération Française des Marchés de Bétail Vif (F.M.B.V.), Fédération Nationale de l'Industrie et des Commerces en Gros des Viandes (F.N.I.C.G.V.), Syndicat National de l'Industrie des Viandes (S.N.I.V.), Fédération Nationale des Exploitants d'Abattoirs Prestataires de Service (F.N.E.A.P.), Confédération Nationale de la Triperie Française (C.N.T.F.), Confédération Française de la Boucherie et Boucherie-Charcuterie Traiteurs (C.F.B.C.T.), Fédération Nationale des Groupements d'Achats et Coopératives de la Boucherie et Boucherie-Charcuterie Française (COBOF), Comité de Liaison des Distributeurs de Viande et Produits Carnés en Libre Service (CODIVIAL).

Pour obtenir les textes réglementaires s'adresser au  
C.I.V. 64, Rue Taitbout 75009 Paris



# Les Etats-Unis en guerre avec leur histoire

**P**AUL TIBBETS JR n'aime pas beaucoup la publicité. A Columbus, Ohio, où il a pris sa retraite, il a mis son téléphone sur liste rouge. S'il lui arrive de donner des interviews - le moins possible -, c'est après les avoir soigneusement sélectionnées. Sa femme, parait-il, « est très lasse » d'une célébrité qu'elle trouve pesante. Pour M. et M<sup>me</sup> Tibbets, l'année qui s'ouvre risque d'être éprouvante : 1995 marque le cinquantième anniversaire de la bombe atomique sur Hiroshima. Il y a cinquante ans, Paul Tibbets était aux commandes du bombardier B-29 Superfortress qui largua la bombe, le 6 août 1945.

Depuis, le colonel (puis général) Tibbets, l'homme qui, la veille de sa mission historique, baptisa son appareil du nom de sa maman, Enola Gay, a été tour à tour héros et assassin aux yeux de ses compatriotes, suivant l'humeur du pays. Aujourd'hui, au centre d'une nouvelle tourmente à soixante-dix-neuf ans, il n'a pas une seconde d'hésitation lorsque la télévision canadienne lui demande s'il lui arrive de regretter d'avoir tué tant de gens : « Non, répond-il. Cela ne m'a jamais empêché de dormir. Je n'ai pas à avoir honte. C'était comme ça. » En réalité, Paul Tibbets peut continuer à dormir sur ses deux oreilles : dans la bataille qui fait rage en ce moment aux Etats-Unis, ce n'est pas lui qui est en cause. Ce n'est pas même son avion, l'Enola Gay, dont le fuselage sera finalement exposé seul, nu, sans commentaires, au Musée national de l'air et de l'espace, à Washington, pour ne fâcher personne. Celle qui est en cause, c'est l'Histoire.

Après des décennies de certitudes sur leur passé, les Américains découvrent que l'histoire n'est pas forcément une science exacte, qu'elle peut être contradictoire et contestée. Le débat sort des milieux académiques où il était jusqu'ici cantonné, envahit le courrier des lecteurs dans les grands journaux, déborde dans les émissions radiophoniques. C'est un débat difficile, souvent pénible, où se mêlent les accusations de « révisionnisme » et d'« antipatriotisme ».

Ici, l'histoire n'a que deux siècles. L'Amérique n'en a pas le même culte que la vieille Europe, mais depuis quelques années, les Américains s'intéressent davantage à leur histoire. Les musées et les sites historiques attirent des nombres record de visiteurs, une chaîne de télévision spécialisée, The History Channel, a même vu le jour sur le câble. Soudain, les historiens voient le grand public faire irruption dans leur discipline. Le choc est rude et le fossé très large : l'électorat, dans sa majorité, est plus conservateur que les historiens. « En histoire, nous avons vécu trois décennies de changement, souligne dans la revue *Chronicle of Higher Education*, Peter Stearns, doyen du collège de sciences humaines à l'université Carnegie-Mellon. Et ce que l'on appelle aujourd'hui la « nouvelle histoire » - l'histoire sociale, l'histoire des minorités et des Américains moyens, ou des groupes non occidentaux - recueille un assez large consensus. » Chez les historiens, sans doute ; mais dans le pays, le climat politique, les tensions sociales et économiques se prêtent pas précisément à la remise en cause des grands mythes américains. Le raz-de-marée républicain aux élections législatives de novembre a confirmé la montée du conservatisme populaire américain. En quelques mois, l'Histoire est devenue un champ de bataille politique, le terrain d'une large offensive contre la politique correctrice, ce mouvement intellectuel qui, au nom des res-

pect de la diversité, veut codifier le langage et les comportements sociaux. Rien d'étonnant à ce que les membres de l'Association des historiens américains (American Historical Association), qui tenaient récemment leur assemblée annuelle à Chicago, fussent, selon l'un des participants, « d'humeur plutôt anxieuse ».

Au cours de l'année 1994, trois grandes batailles ont été menées sur le front de l'histoire américaine. Trois batailles qui ont été remportées, ou sont en passe de l'être, par les partisans de l'histoire immuable. Michael Eisner, PDG de Walt Disney, a perdu la première : il voulait construire en Virginie, tout près de sites historiques de la guerre de Sécession, un parc de loisirs autour de l'histoire des Etats-Unis. Ce parc, baptisé « Disney's America », voulait broder « un portrait éducatif, éduquant et amusant de l'histoire », expliqua Michael Eisner. Au début, le projet agita surtout les écologistes, qui y voyaient une menace pour la préservation des champs de bataille historiques de Virginie ; mais, assez rapidement, des intellectuels se joignirent à eux pour lutter contre ce qu'ils percevaient comme un projet de vulgarisation outrancière de l'histoire américaine. « Disney's America » devint, au printemps, la bataille de « l'Amérique authentique » contre l'Amérique synthétique, selon l'expression du biographe David McCullough ; le Sénat tint même des auditions. A l'automne, Michael Eisner, homme d'affaires avant d'être passionné d'histoire, capitula.

A ce moment-là, à Washington, la seconde bataille, celle de l'Enola Gay, était déjà bien amorcée. Pour marquer le cinquantième anniversaire de la bombe atomique sur Hiroshima, le Musée de l'air et de l'espace, l'un des musées fédéraux gérés par la Smithsonian Institution et l'un des plus visités des Etats-Unis (8,2 millions d'entrées par an), avait décidé d'exposer le fuselage du bombardier, restauré depuis dix ans pour 1 million de dollars, et de monter autour de cette pièce maîtresse une exposition sur la fin de la seconde guerre mondiale. Début 1994, la direction du musée fit circuler un premier script de l'exposition - un document de quelque 500 pages, intitulé *Un carrefour : la fin de la seconde guerre mondiale, la bombe atomique et les origines de la guerre froide* - parmi des groupes d'historiens et d'anciens combattants.

L'AMERICAN LEGION, la plus importante organisation d'anciens combattants, avec 3,1 millions d'adhérents, « sidérée » par « le message négatif et la ferveur idéologique » qui, selon ses dirigeants, marquaient le projet d'exposition, prit l'affaire en main ; à l'automne, pendant trente-quatre heures de discussions, ses experts et ceux de la Smithsonian revirent ensemble, page par page, le texte, les photos et les illustrations. De nombreuses modifications furent introduites. Pourtant, note Phil Budahn, de l'American Legion, « nous n'étions pas satisfaits ». Lors du débat qui s'est ouvert

dans les colonnes des journaux, une phrase de ce texte, toujours la même, a été citée en exemple, une phrase qualifiant la guerre dans le Pacifique : « Pour la plupart des Américains, c'était une guerre de vengeance. Pour la plupart des Japonais, c'était une guerre pour la défense de leur culture contre l'impérialisme occidental. » Pour les familles des dizaines de milliers d'Américains massacrés à Pearl Harbor, Iwo Jima ou Okinawa, pour les prisonniers de guerre américains torturés par les Japonais, voilà qui est, en effet, dur à avaler, même cinquante ans plus tard.

Une lecture attentive du script initial, qui n'a jamais été rendu public mais dont quelques exemplaires circulent à Washington, donne une image beaucoup plus nuancée. Si l'attaque de Pearl Harbor qui, le 7 décembre 1941, entraîna les Etats-Unis dans la guerre, est traitée brièvement (les auteurs peuvent toutefois faire valoir que le sujet de l'exposition était la fin de la guerre, pas le début), les Japonais sont loin d'y apparaître sous un jour favorable. Leur férocité au combat, leur cruauté à l'égard des prisonniers, leur propagande qui amenait les civils à se suicider plutôt que de tomber dans les mains des Américains, il n'en est fait aucun mystère. Mais il n'est fait aucun mystère non plus de la riposte américaine, de l'horreur aveugle des bombardements aériens des villes japonaises (100 000 morts en une nuit, le 10 mars 1945, à To-

kio) et surtout des ravages humains des deux bombes atomiques, le 6 août 1945 sur Hiroshima et le 9 août sur Nagasaki. Le passage d'exposition concerne la manière dont fut prise la décision de fabriquer la bombe atomique d'abord, puis de l'utiliser ensuite ; à l'issue de ce passage, toutes les interrogations sont permises. Là se trouve le cœur du problème, le point le plus sensible de cet épisode de l'histoire américaine, comme le montrent les modifications apportées par l'American Legion. Pour Kai Bird, auteur, en 1992, d'un important ouvrage sur cette période - *The Chairman: John McCloy* (John McCloy, vice-secrétaire à la guerre de Roosevelt puis de Truman, était favorable à l'utilisation de la bombe atomique, après avertissement pour obtenir la reddition des Japonais) - « Cela ressemble à un formidable roman policier ; comment un petit groupe d'hommes a pris une telle décision et réussi à garder le secret pendant plus de trente ans. » Pendant trente ans, pour les Américains, la seule version d'Hiroshima, c'est que le recours à l'arme nucléaire était le seul moyen d'amener les

nant, ajoute Kai Bird, l'histoire découvre que, en gros, on a menti. Si c'est vrai, alors c'est un crime. Mais nous, les Américains, nous ne nous imaginons pas avec une histoire sangninaire. Nous avons une histoire glorieuse. Reconnaître que nous avons commis un tel crime serait anti-américain. »

**C**RIANT au « nettoyage historique » après l'inter-vention des anciens combattants, les historiens ont contre-attaqué et apporté de nouvelles modifications. A la cinquième version, la coupe était pleine. L'American Legion faisait intervenir les témoins du Congrès et demandait le limogeage du directeur du Musée, ainsi que l'annulation de l'exposition. Sur le second point au moins, conservateurs et anciens combattants ont obtenu pratiquement gain de cause puisque, finalement, l'Enola Gay sera exposé. Il n'y aura pas d'exposition sur le débat. « Après la guerre, regrette l'historien Barton Bernstein, professeur à Stanford et l'un des meilleurs spécialistes de la question, un certain nombre de hauts responsables militaires américains ont jugé approprié d'exprimer leurs

« Maintenant, l'histoire découvre que, en gros, on a menti. Si c'est vrai, alors c'est un crime. Mais nous, les Américains, nous ne nous imaginons pas avec une histoire sangninaire »

Japonais à se rendre rapidement, d'éviter une invasion du Japon qui aurait coûté la vie à un million de combattants américains. Un certain nombre de documents officiels classés secrets, devenus accessibles dans les années 60, puis la découverte des carnets du président Truman en 1978, ont permis de nuancer ces affirmations et, au moins, de jeter les bases d'un débat sur les motivations des dirigeants de l'époque. Le chiffre de 63 000 vies américaines épargnées, et non pas un million, a par exemple été avancé. « Mainte-

doutes [sur le recours à la bombe atomique], parfois même leurs objections. S'ils ont pu le faire sans que leur patriotisme soit mis en doute, il est consternant que leurs opinions soient aujourd'hui considérées comme indignes d'être lues et entendues par les Américains. »

Protagonistes de la troisième bataille, les auteurs des *Précipices nationaux pour l'histoire des Etats-Unis* ainsi que d'un second ouvrage consacré aux mêmes préceptes pour l'histoire mondiale - *National Standards for United States History: Exploring the American Experience and World History: Exploring Paths to the Present* - ont, eux aussi, été taxés de révisionnisme.

Publiés en novembre, après deux ans et demi de travaux effectués à la demande de l'Administration (à l'époque républicaine) par plusieurs groupes d'universitaires, ces *Précipices* se voulaient des lignes directrices, sans caractère contraignant, pour l'enseignement de l'histoire à l'école, primaire et secondaire. C'est peu de dire qu'ils ont provoqué un tollé dans les milieux conservateurs : Rush Limbaugh, chanteur radio-phonique de la droite, les a immédiatement destinés « aux chiottes ». Renonçant à l'étude statique et passive de l'histoire, les *Précipices* entendent privilégier l'acquisition du sens critique chez les élèves, accorder une plus grande place au rôle des femmes et des minorités ethniques dans l'histoire des Etats-Unis, ne limiter plus l'étude des civilisations à celle du monde occidental.

L'une de leurs critiques les plus acerbes, Lynne Cheney, qui fut aussi l'une de leurs commanditaires, dénonce un dénigrement systématique de l'Amérique : le premier livre contient dix-neuf références à McCarthy ou au maccarthysme, dit-elle, mais pas une seule à Thomas Edison, l'inventeur de la lampe à incandescence, ni aux frères Wright, les premiers hommes à voler. Le 18 janvier, le Sénat américain, par 99 voix contre 1, a voté une résolution condamnant les *Précipices*. La moindre des choses lorsque l'on bénéficie de fonds fédéraux, ont souligné les sénateurs, est d'avoir « la décence de respecter les contributions de la civilisation occidentale, de l'histoire, des idées et des institutions des Etats-Unis à la liberté et la prospérité dans le monde ».

Notre compréhension de l'histoire est toujours susceptible de changer, insistent ceux qui l'écrivent et la réécrivent : l'histoire est « révisionniste ». Il leur reste à en convaincre les élus du peuple américain.

Sylvie Kauffmann

DEMAIN : LES JAPONAIS FACE À LEUR HISTOIRE



**A l'approche du cinquantième anniversaire de la bombe atomique sur Hiroshima, un âpre débat s'est instauré entre Américains sur la lecture de leur passé**

م. كذا من الامم



## Qui est Jacques Chirac ?

par Jean-Louis Bianco

LES médias nous en avaient fait la révélation. Ce sont maintenant les troisèmes couteaux du microcosme qui prennent le relais. Comme si souvent depuis vingt ans, le Chirac nouveau est arrivé. On lui découvre cette année un parfum de rose tout à fait inédit. Mais les Français s'interrogent : qui est donc Jacques Chirac ?

Pour qu'il n'y ait aucun malentendu, je crois volontiers ce que disent ses amis : c'est un homme sympathique, fidèle en amitié, et qui semble enfin capable de quitter le masque crispé et le débit mécanique qui ont fait la fortune de ses imitateurs. Est-ce suffisant pour qu'il devienne le prochain président de la République ?

Pour les réunions publiques, Jacques Chirac est une providence : je ne connais pas un autre homme politique dont on puisse trouver, sur autant de sujets, une position et son contraire.

Sa philosophie politique ? Elle a connu au moins deux virages à 180 degrés. C'est le même Jacques Chirac qui a appelé, vers la fin des années 70, à un « travailisme à la française », pour, dix ans plus tard, en 1986, célébrer les vertus de l'ultralibéralisme à la Reagan et à la Thatcher. Aujourd'hui, l'artiste tente le grand écart en combinant, dans son programme, les diminutions d'impôts de Madoin et les augmentations de dépenses de Séguin.

Quel Jacques Chirac croire ? Celui qui s'est déclaré favorable au droit de vote des étrangers aux élections locales ou celui qui, en 1992, évoque les « odeurs » qui montent des appartements d'immigrés ? Il est vrai que, dans le premier cas, il se trou-

vait à Bruxelles et qu'il a démenti, après avoir constaté le retentissement de sa déclaration et que le second propos, si l'on en juge par les images de la télévision, avait été tenu après un banquet RPR un peu trop arrosé !

Sur l'Europe, Jacques Chirac multiplie les virages acrobatiques à une fréquence encore plus rapprochée.

### Je ne peux pas croire que les Français préfèrent le Frégoli de la politique à un président citoyen

C'est bien pourquoi il inquiète, comme j'ai pu le constater, beaucoup de nos partenaires européens. Qui croire ? Celui qui déconçait, depuis l'hôpital Cochin, le « parti de l'étranger » ou celui qui, non sans contorsions, a fini par appeler à « voter » oui au référendum sur le traité de Maastricht ?

Au moins, me dira-t-on, vous n'allez pas contester la réalité du virage social de Jacques Chirac. Hélas, l'action passée du premier ministre et du maire de Paris ne plaide pas en sa faveur. Qui, sinon Jacques Chirac et Edouard Balladur, ont supprimé entre 1986 et 1988 l'impôt sur la fortune ? Où y a-t-il le plus de demandeurs de logements sociaux, sinon à Paris ? Depuis quelques mois, le maire de Paris a découvert la réquisition des logements vacants. Je me rappelle pourtant les cris d'orfraie qu'il poussait lorsqu'en 1992 Marie-Noëlle Lienemann, ministre du logement, avait tenté quelques mesures de réquisition.

Quant au programme de Jacques Chirac, il est aussi peu social que

son action passée. Il ne suffit pas de s'agiter comme un cabri en criant « le social, le social ! » pour convaincre l'opinion. Comme le relevait *Le Monde* daté 19-20 février, Jacques Chirac est toujours pro-Séguin dans les apparences mais pro-Madoin, beaucoup plus fortement, dans le contenu de ses propositions. S'il a repris à son

compte la formule du chef de l'Etat pour dénoncer ceux qui « s'enrichissent en dormant », il ne propose, à la différence de Lionel Jospin, aucune mesure pour taxer davantage le patrimoine ou les plus-values. Quant aux droits de succession, est-il vraiment social de minorer la valeur d'une entreprise alors que le ménage modeste qui hérite d'un pavillon de banlieue serait davantage taxé ?

Enfin, sous couleur d'une simplification, la proposition d'une allocation familiale unique revient à privilégier les riches, puisque aujourd'hui la moitié des prestations familiales sont versées sous conditions de ressources.

En réalité, Jacques Chirac et Edouard Balladur sont comme deux marques de lessive distribuées par le même fabricant : l'Etat RPR, dont on mesure déjà les ravages, à travers le verrouillage des grands groupes économiques français.

En face, les Français découvrent ou redécouvrent Lionel Jospin. D'après un récent sondage CSA-La

Tribune, c'est lui, devant Jacques Chirac et Edouard Balladur, que nos compatriotes jugent le plus capable de répondre aux grands problèmes qui se posent en France. Lionel Jospin vient en tête pour l'emploi, l'éducation, la protection sociale, la lutte contre les inégalités, les questions de société, les institutions et les libertés, l'économie, la construction de l'Europe.

Il est le seul, parmi les trois principaux candidats, à proposer une vision nouvelle de la société, qui « choisit sans ambiguïté l'engagement européen, quitte à tendre d'en élargir la dimension sociale et le contrôle démocratique », et qui « marie sans équivoque l'économie de marché avec l'innovation sociale » (Alain Duhamel).

Je ne peux pas croire que les Français préfèrent le Frégoli de la politique à un président citoyen.

Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de la présidence de la République, ancien ministre, est conseiller régional (divers gauche) de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## Le paraphe et l'amertume

par Paul Veyne

JEAN-NOËL JEANNENEY vient de me demander de signer en faveur de la candidature Jospin. D'accord, il faut laisser sa place à l'espérance : j'ai signé. Mais avec un goût amer dans la bouche. Cela me rappelle l'année 1960, en pleine guerre d'Algérie, quand le Parti socialiste envoya des cartes postales où il se représentait lui-même en proue de navire et où il demandait ce qu'on pensait de lui. Je me souviens d'avoir répondu : « Commencez par vous débarrasser de Guy Mollet, et alors seulement on n'aura pas envie de rire en vous voyant prendre des airs de figure de proue. »

Bon, je suis démocrate, j'ai appelé à voter Jospin, mais à certaines conditions que je vais énumérer.

La première est que les socialistes anciens essaient d'avoir des idées, car cela fait longtemps qu'on ne leur en connaît pas. On ne les a jamais vus qu'en gestionnaires honnêtes ou malhonnêtes du capitalisme. De politique socialiste, il n'en existe aucune. Il nous en faudrait une. Alors, qu'ils la trouvent au qu'ils se taisent.

Deuxième condition : qu'ils se

débarrassent carrément de leur moribond, Mitterrand. Que leurs yeux s'ouvrent sur ce personnage. On ne leur demande pas d'être des ingrats, mais de donner la preuve qu'ils sont capables de s'arracher à une fascination imbécile ou roublarde.

Troisième condition : s'ils veulent être pris au sérieux, que leur parti change de nom. Pour le principe. Qu'il cesse de s'appeler « socialiste » et qu'il prenne une nouvelle dénomination. Parce que cela suffira à provoquer un effet traumatique, chirurgical, sur les vieux fidèles imbéciles et par rapport à la tradition.

C'est à ce prix seulement que l'on consent à appeler à voter Jospin.

Que les socialistes essaient de comprendre que leur cher appareil de parti n'est pas tout ; s'ils veulent être pris au sérieux, qu'ils se disent que ceux qui vont voter pour eux, mobilisant une dernière réserve d'espérance, ne leur donnent qu'un chèque sans provision.

Paul Veyne est professeur au Collège de France

## Le purgatoire

par Bertrand Cousin

UN commentateur autorisé de l'actualité politique, M. Bernard Pons, a promis aux parlementaires du RPR ayant soutenu la candidature d'Edouard Balladur un long purgatoire, dans l'hypothèse d'une élection de Jacques Chirac à la présidence de la République.

Il ne faut pas trop gémir devant la perspective d'une telle punition : voici quelques siècles ou eo d'autres pays, le fait d'avoir choisi le camp du perdant entraînait inexorablement la spoliation des biens, le viol des épouses, l'esclavage des enfants et la mort dans d'atroces conditions du chef de famille. « *Vae victis !* » Malheur aux vaincus ! A telle enseigne que, dans certaines cités grecques sur le point d'être submergées par des barbares, les familles se suicidaient en se précipitant d'un point élevé, tandis que les guerriers s'entre-tuaient pour éviter d'être capturés vivants.

Bernard Pons nous propose, avec une exquise délicatesse, une version moderne, heureusement édulcorée, de cette tragédie grecque. Je m'attarderai d'abord sur la notion de « purgatoire ». C'est l'antichambre du paradis, là où il faut expier ses péchés avant d'accéder à la béatitude si le repentir est total. L'Elysée, il est vrai, autorise une métaphore céleste. Mais comment

est-il possible d'imaginer un seul instant que l'accès de son candidat à la présidence équivaille à un accès au paradis, lieu divin où s'arrête l'histoire de l'homme, où les conflits se dissolvent, où les âmes reposent pour l'éternité ? Conception bien curieuse de la fonction présidentielle où le bonheur s'allie à l'immobilité.

Non, mon engagement n'a pas pour motif médiocre d'accéder à une nomenclature assoupie. La situation de la France est telle que la sueur, l'abnégation, la fatigue seront les seules récompenses pour

parfois des ressentiments d'amertume.

Celles et ceux qui ont croqué la pomme devront-ils être entachés d'un péché originel si grave qu'il a fallu attendre le concile de Trente, au XVI<sup>e</sup> siècle, pour admettre, non sans hésitation, que les descendants d'Eve avaient une âme ?

Celles et ceux qui ont déclaré « croire en la France » devront-ils payer cette tare patriotique au poiteau d'exécution d'une fratrie civile ?

Nous avons fondé notre choix sur une appréciation de la capacité

### Si Balladur est élu, je serai joyeux ; si c'est Chirac, je serai quand même content

ceux qui accèdent aux leviers de commande.

Je développerai, ensuite, la notion de « punition ». Deux candidats légitimes issus du mouvement gaulliste sont entrés en compétition, faute de la mise en œuvre des primaires à la française qui nous aurait évité la troisième redistribution de *Règlement de comptes à OK Corral*. Et puis, de part et d'autre, les spadassins ont tôt commencé à porter des coups, à exciter les esprits, à voter au gémissement. Les dégâts sont si importants que les sentiments d'amitié deviennent

de Jacques Chirac ou d'Edouard Balladur à exercer la fonction présidentielle. Mais, que diable !, la victoire de l'un ne doit pas être considérée comme un désastre national pour ceux qui soutiennent l'autre ! Il y aura une gradation dans la satisfaction : si Balladur est élu, je serai joyeux ; si c'est Chirac, je serai quand même content. Alors, chers compagnons, du calme !

Bertrand Cousin est député (RPR) du Finistère.

## Pour Edouard Balladur, plus que jamais

par Jean-Pierre Fourcade

AU moment où les tentatives, s'amplifiant, et bien que je m'oppose, ment politique auquel j'appartiens depuis vingt ans se sont prononcées en faveur de Jacques Chirac, il me paraît opportun de manifester clairement ma position pour le premier tour de l'élection présidentielle. Depuis que la campagne s'est ouverte et que les projets des principaux candidats sont connus, le débat d'idées semble laisser place à l'émotion de vieilles rancunes et à l'affirmation de choix peu en rapport avec l'état actuel de notre société. Faire reculer le chômage, faciliter l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle, consolider la protection sociale et construire une Union européenne plus démocratique et plus efficace devraient constituer des objectifs communs, chaque candidat proposant des moyens spécifiques pour les atteindre.

Or, qui constatons-nous ? Des attaques personnelles sans cesse renouvelées, un faux débat sur la manière de conduire les réformes, un appel permanent à tous les corpora-

liser. Les institutions politiques que le général de Gaulle a mises en place exigent que le président de la République soit un homme de sang-froid et de grand rayonnement international. Les autres candidats se liguent contre Edouard Balladur et feignent de considérer qu'il n'a pas les qualités requises pour occuper la fonction suprême. S'agissant de faire prévaloir les intérêts à long terme de la France, il n'est que temps de se ressaisir et de se rassembler autour de lui. C'est l'appel que je tiens à lancer aujourd'hui.

Européen convaincu, il me paraît le plus qualifié pour conduire la démarche française vers la monnaie unique, chef de file de la construction européenne. La crise actuelle des changes montre à l'évidence qu'il est temps de s'engager résolument dans cette direction, seule issue à l'instabilité chronique dont nos entreprises et nos citoyens risquent de pâtir durablement.

Certes, dans l'univers politique actuel, ces qualités sont moins prisées que l'appel au changement, l'enthousiasme verbal ou la critique systématique de l'action d'autrui. Mais prenons garde à ne pas nous tromper d'élection : il s'agit de porter à la tête de l'Etat un homme capable du recul nécessaire par rapport aux appareils politiques et aux coteries par-

tiennes. Les institutions politiques que le général de Gaulle a mises en place exigent que le président de la République soit un homme de sang-froid et de grand rayonnement international. Les autres candidats se liguent contre Edouard Balladur et feignent de considérer qu'il n'a pas les qualités requises pour occuper la fonction suprême. S'agissant de faire prévaloir les intérêts à long terme de la France, il n'est que temps de se ressaisir et de se rassembler autour de lui. C'est l'appel que je tiens à lancer aujourd'hui.

Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre, est sénateur des Hauts-de-Seine (groupe des Républicains et Indépendants) et président d'honneur des Clubs Perspectives et Réalités.

## Nostalgie Mitterrand

par Georg Hoffmann-Ostenhof

DE TOUTE FAÇON cette élection sera triste. Une chose est certaine : quel que soit le prochain hôte de l'Elysée, François Mitterrand s'en va. Et avec lui le dernier grand homme politique de l'après-guerre. Pour beaucoup de Français qui aspirent au changement après quatorze ans de présidence Mitterrand, il n'y a pas lieu de se lamenter. Mais pour les autres Européens, son départ est une perte. En France aussi s'ouvre l'ère de la médiocrité politique.

Quoi que l'on pense de sa politique, on doit bien constater que l'homme a fasciné. Et même les révélations sur son passé, qui ont soulevé une grande émotion il y a quelques mois, montrent, de manière impressionnante, l'itinéraire d'un pur-sang politique qui n'a pas emprunté ses visions à d'autres, mais les a formées au cours d'une biographie pleine de contradictions, et qui a su allier passion et intuition politique avec la culture littéraire et le calcul rationnel, le cynisme machiavélique avec la fidélité aux principes républicains.

Il n'est nul besoin d'être particulièrement sentimental pour être ému à la lecture du tout récent entretien accordé au *Figaro* par l'homme d'Etat moribond qui sait faire montre de sagesse et d'humour, tout en restant proche des réalités.

Avec lui disparaît un élément de la fascination qui rayonnait encore de la politique française : nous autres, Européens du Nord et du Centre, enfermés dans la rigidité des appareils des partis de masse, admirons la souplesse de la politique française. Avec quelle facilité les partis naissaient et disparaissaient, les forces politiques se regroupaient dans des rassemble-

ments, comment des alliances et des pôles se formaient et se dissolvaient. Et surtout avec quelle élégance les modes politiques allaient et venaient.

Mais la France a perdu le monopole de la souplesse en politique : depuis quelques années, le reste de l'Europe a fait connaissance avec la rapidité des changements et la mortalité des structures établies - et elle n'en est pas outre mesure heureuse. Les modes politiques éphémères ne produisent pas toujours le bon goût.

Le retrait de François Mitterrand de la scène politique est de nature à éveiller de l'inquiétude en Europe. Lui, le socialiste, était avec le chrétien-démocrate Helmut Kohl le garant de l'axe franco-allemand, cœur et moteur de l'intégration européenne. Or tous les « poids lourds » de la politique française qui se prononçaient pour le renforcement de l'intégration européenne ont renoncé à se présenter.

C'est un fait que la droite française, à côté des anti-européens du PCF et des socialistes dissidents de Jean-Pierre Chevènement, prend un tournant de plus en plus eurosceptique. Son aile extrême s'aile vers toujours été sur cette ligne : Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers attaquent de front les eurocrates de Bruxelles et le traité de Maastricht. Chez les gaullistes, on peut constater à tout le moins une attitude ambiguë à l'égard de l'intégration européenne.

Edouard Balladur rejette à l'évidence ce document de la CDU qui prétend résoudre la contradiction entre l'élargissement et l'approfondissement de l'Union européenne en différenciant un « noyau dur » d'une périphérie. Ap-

paremment règne à Matignon la peur d'avoir à affronter au sein de ce noyau dur une Allemagne renforcée. La contre-proposition balladurienne d'une « Europe à géométrie variable » se rapproche plutôt du concept britannique d'une Europe à la carte.

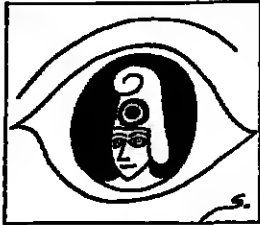
Certes, Jacques Chirac a fait connaître au cours de la campagne son approbation de la construction européenne définie par Maastricht, mais la politique qu'il mènera comme président est rien moins que certaine : il doit compter avec les sentiments anti-européens de sa base.

Le seul des candidats qui ne laisse aucun doute sur son engagement européen est le socialiste Lionel Jospin. Cela promet, en dépit de ses critiques du système mitterrandien, la poursuite de la politique européenne du président sortant.

En ce moment, il semble qu'il n'ait aucune chance face à la marche triomphale du candidat Chirac. Mais les événements des derniers mois ont prouvé que la vie politique française, si cartésienne et si claire, n'est pas exempte de miracle. Après la si longue popularité d'un Edouard Balladur dépourvu de charisme en dépit de la crise économique et de la situation sociale explosive, après le miracle de la chute et de la résurrection du maire de Paris dans la faveur des électeurs, peut-être allons-nous assister à un troisième miracle. Lionel Jospin, entré en lice comme outsider, et qui a déjà dépassé Edouard Balladur dans les sondages, pourrait alors espérer vaincre Jacques Chirac.

Les Français savent ce qu'ils ont à faire. L'Europe, elle, voterait Jospin.

Georg Hoffmann-Ostenhof est éditeur à l'hebdomadaire autrichien Profil



VU DE VIENNE

### Il n'est que temps de se ressaisir et de se rassembler

tismes, une grande discrétion sur le calendrier de réduction des déficits publics et sociaux, des ralliements d'autant plus spectaculaires que les sondages changent de sens. A croire que l'honnêteté intellectuelle a disparu des écrans et des tribunes, à croire qu'il suffit, pour entraîner un vote positif, d'affirmer la volonté de changement ou de dire que l'action du gouvernement n'a abouti à aucun résultat tangible.

C'est pourquoi je maintiens mon entier soutien au plus sérieux des candidats, à savoir Edouard Balladur. Il a réussi, en deux ans et en dépit d'un héritage particulièrement lourd, à redonner une place convenable à la France sur la scène internationale, à remettre l'économie en croissance et à entreprendre de vraies réformes en matière d'immigration, de sécurité, de protection sociale et d'aménagement du territoire. Il propose aux Françaises et aux Français un projet basé sur la confiance et la responsabilité au lieu de s'en remettre à la réglementation et à la centralisation. Au surplus il me paraît doté de deux qualités essentielles : il réfléchit avant

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### QUELLE FRANCE ?

Le choix que nous avons à faire est simple : voulons-nous une France digne de ses plus hautes traditions (Condorcet, l'abbé Grégoire, Jules Ferry, Jean Jaurès etc.) ? Je crois que c'est notre vraie richesse, c'est-à-dire une France libre, fraternelle, intelligente et généreuse, ouverte, accueillante à tous les malheureux de la Terre. Ou la prétensions-nous repliée sur elle-même, « beauf », franchouillarde, patriarcale et chauvine ? Si c'est ça, nous n'avons que l'embaras du choix. Si c'est la première que nous voulons, Jospin pourrait être notre candidat. Aura-t-il l'audace de le dire, ensuite le courage et l'effort d'en montrer le chemin ? C'est ce que nous attendons de lui.

Charles Trocisé Saint-Etienne

#### JEAN GUITTON EXCLU

Spéculateur assidu de la campagne pour l'élection présidentielle, je ne peux que me réjouir du captivant débat d'idées qui nous est enfin proposé par les candidats en lice. Cependant, je voudrais revenir sur une petite phrase prononcée par l'un d'eux, Jacques Chirac, il y a déjà quelques semaines, et qu'il avait à l'époque attribuée à Jean Guilton. Au moment où le (futur ex 7) maire de Paris voit sa cote de popularité remonter dans les enquêtes d'opinion, il semble opportun de préciser que la citation « *Etre dans le vent : une ambition de feuille morte...* » émane en réalité de Gustave Thibon.

Patrick Giraud Poissy (Yvelines)



# Le Monde

## Terreur anti-kurde

**B**OMBARDEMENTS aériens, utilisation massive de blindés, tirs d'artillerie, le tout appuyé par quelque trente mille hommes : depuis trois jours, l'armée turque mène dans le nord de l'Irak une opération d'ampleur sans précédent contre les rebelles kurdes de Turquie réfugiés dans cette région montagneuse. En lutte depuis des années contre les militants kurdes du PKK - le Parti des travailleurs -, le gouvernement d'Ankara s'est souvent octroyé, dans le passé, un pareil droit de poursuite au-delà de sa frontière avec l'Irak. Il avance que les hommes du PKK - qui ne se privent pas d'utiliser le terrorisme - trouvent refuge dans cette partie du Kurdistan irakien qui échappe depuis 1991 au contrôle du gouvernement de Bagdad. Mais l'opération en cours dépasse par son ampleur toutes celles précédemment conduites par l'armée turque et, plus encore que par le passé, revêt pour les Européens l'air d'un véritable canouvier.

Car cela fait à peine trois semaines que l'Union européenne, en dépit du triste bilan du régime d'Ankara en matière de droits de l'homme, a conclu avec la Turquie un accord d'union douanière spécifiant que le gouvernement de M<sup>me</sup> Tansu Ciller changerait de comportement vis-à-vis de son importante minorité kurde. A l'évidence, il n'en est rien. L'opération de cette semaine confirme que les autorités turques n'ont aucunement l'intention de tenir leur parole. Elles paraissent décidées à poursuivre l'unique politique mise en œuvre depuis plu-

sieurs années contre les Kurdes : la guerre, la guerre à outrance. L'opération menée en Irak vient couronner une campagne de terreur des troupes turques contre les Kurdes à l'intérieur même de la Turquie. Aucun observateur indépendant ne nie que le PKK utilise des méthodes terroristes particulièrement brutales. Mais jamais Ankara n'a tenté ces dernières années de véritable dialogue politique avec ses Kurdes. Au contraire, le gouvernement central répond plus que jamais aux revendications autonomistes par la torture - systématique - et une brutalité dans la répression qui n'a rien à envier à celle du PKK.

Plus encore, ces derniers mois ont vu Ankara multiplier les procès contre toute personne - journaliste, écrivain, député - osant défendre la cause des Kurdes. Dès lors, l'intervention militaire en Irak ne peut que placer les membres de l'Union européenne dans l'embarras et inciter le Parlement européen à refuser - à juste titre - de ratifier l'accord d'union douanière avec la Turquie.

Les ministres des affaires étrangères de la trilogie européenne (Allemagne, Espagne, France) devaient être reçus jeudi 23 mars à Ankara et demander des « clarifications » au gouvernement turc. Déjà, l'Allemagne, la France et la Belgique ont - timidement - dénoncé l'opération militaire en cours. Elle a, en revanche, trouvé grâce aux yeux de Washington, qui redoute la déstabilisation d'une Turquie membre de l'OTAN et maillon stratégique essentiel entre l'Orient et l'Occident.

Jachère  
par Honoré



AU FIL DES PAGES/POLITIQUE

## Le relatif et le positif

LA gauche, la droite, cette distinction a-t-elle encore un sens ? La question n'est pas neuve mais, outre qu'une échéance électorale d'importance la remet dans l'actualité, les bouleversements historiques intervenus ces dernières années et l'actualité d'une crise persistante avivent les imaginations et suscitent des réponses renouvelées. En voici deux, l'une de type mécaniste, l'autre fondée sur la nécessité d'adapter les doctrines aux besoins du temps.

Jacques Généreux, professeur de sciences politiques, ne nie pas la distinction gauche-droite mais en relativise considérablement la dualité, en se fondant sur la réalité des actions politiques conduites au titre d'idéologies opposées. La gauche, constate-t-il, s'est convertie au libéralisme et la droite récupère la notion de solidarité dans la lutte contre l'exclusion. La confusion des rôles ne provient pas, selon lui, de la lucidité qui aurait saisi les acteurs devant le constat de leurs erreurs : elle tient au mode de fonctionnement du système et, particulièrement, à deux pesanteurs structurelles de la démocratie. La politique, explique-t-il, est avant tout politicienne, ce qui, à ses yeux, ne condamne pas les hommes politiques, eux-mêmes contraints par la pression du marché et les attentes ou exigences de leurs concitoyens, lesquelles ne correspondent pas forcément aux mesures qu'il leur faudrait prendre.

Pour remédier à ces effets pervers du système démocratique, l'auteur suggère d'agir sur les points faibles. Du côté des acteurs, il propose d'accroître les délais d'action des dirigeants (mandats de six ans) afin de limiter la succession des échéances électorales, de coupler les élections législatives et présidentielles, de lier la démission du président à la dissolution éventuelle de l'Assemblée nationale, afin d'éviter les blocages de la cohabitation, de séparer les mandats locaux et nationaux, ces derniers procédant d'un scrutin de liste. Du côté du marché politique, il suggère plusieurs moyens d'améliorer la capacité de jugement des électeurs, notamment par des audits de l'action gouvernementale et par l'obligation faite aux chaînes de télévision de diffuser quotidiennement une information pédagogique et institutionnelle, établie sous l'égide d'un organisme d'Etat, indépendant du gouvernement, et d'accorder un droit d'antenne aux citoyens.

### Le clivage gauche-droite entre la confusion et la rationalisation

Le dialogue auquel se prêtent Claude Imbert, directeur de la rédaction du *Point*, et Jacques Julliard, éditorialiste au *Nouvel Observateur*, sur la pérennité de l'affrontement gauche-droite, témoigne de l'importance de l'enracinement culturel dans l'incarnation politique. Au fond, qu'est-ce qui vous range dans un camp plutôt que dans un autre, sinon ce que l'on a vécu et ressenti, sinon la vision que l'on se fait du monde et des hommes ?

Autant le dire tout de suite, ce dialogue ne tranche pas la question du clivage historique et n'a pas, au reste, ce genre de prétention. Il n'en est pas moins très intéressant et, en plus, extrêmement tonique. Parce qu'ils sont journalistes, parce qu'ils ont du style pour exprimer leurs idées, parce que chacun est un rebelle dans le camp qu'il assume, non sans le critiquer, ils se gardent de la langue de bois et savent rendre vivante une confrontation qui aurait pu rester théorique. Tous deux veulent s'initier aux composantes, aux références, aux figures, aux succès, aux erreurs et aux blocages de la droite et de la gauche, depuis les origines historiques de ces idéologies jusqu'à leurs illustrations dans les épreuves du XXI<sup>e</sup> siècle et de l'actualité récente, trouveront là une visite guidée et contradictoire et, ce qui ne gâche rien, fondée pour partie sur des itinéraires personnels.

La confrontation est tonique parce que ses protagonistes s'y prêtent de bonne foi et lucidement, et que les occasions qu'ils ont de se rejoindre n'ocultent pas ce qui continue à les distinguer, à défaut de les séparer complètement. Claude Imbert s'assume de droite mais modérément, rationnellement, en se démarquant du conservatisme ; Jacques Julliard se reconnaît dans la deuxième gauche, soucieuse de rester en prise avec le réel. Tous deux sont débarrassés du débat théologique (sur la querelle du régime, la question religieuse, la question sociale), ce qui leur permet de passer « du métaphysique au positif ». Leurs sensibilités se nuancent sur la place qu'il convient de faire à l'ordre et au progrès, sur la justice sociale, les mœurs, l'immigration, le dépassement de l'idée nationale, l'interventionnisme en politique étrangère, la capacité d'adaptation des mécanismes sociaux, l'Etat-providence, etc. Chacun reste fidèle à son socle de référence, mais c'est d'une autre gauche et d'une autre droite, par rapport aux vieux schémas, qu'ils nous entretiennent avec une belle santé.

André Laurens

\* Droite, gauche, droite, de Jacques Généreux, Pion, 278 pages, 125 F. La Droite et la Gauche, de Claude Imbert et Jacques Julliard, Robert Laffont-Grasset, 281 pages, 119 F.

## Les salaires et la vertu

**S**UR fond de grégoire sociale chez Renault, dans la fonction publique corse, à la SNCF ou encore à la RATP, le débat sur la politique salariale, l'une des principales controverses de cette campagne présidentielle, risque de laisser des traces au lendemain du scrutin. Edouard Balladur l'a bien compris, qui répète à l'envi qu'il ne tiendra, lui, « ni propos démagogiques ni promesses électorales ». Excellent principe : à trop annoncer que l'on va raser gratis, on prépare forcément des lendemains qui déchantent.

A demi-mots, c'est évidemment Jacques Chirac qui est visé par ce rappel à l'ordre, car il a multiplié des promesses, qui ne sont pas toutes compatibles. En fait-il une illustration ? On la trouve dans sa proposition, d'inspiration très libérale, d'augmentation du salaire direct. La logique de cette réforme est implacable : si l'on relève la rémunération des salariés en diminuant d'autant les charges sociales auxquelles ils sont assujettis, les rémunérations apparentes s'en trouvent certes améliorées, mais, en contrepartie, le droit à la santé pour tous, garanti par des comptes de la Sécurité sociale en équilibre, peut, à terme, s'en trouver menacé.

Dans la critique de M. Balladur, on relève cependant une faille, car le premier ministre, comme lui-même, de nombreuses entorses aux principes vertueux qu'il énonce. Quelque 1,3 milliard de francs

pour les agriculteurs, 1,5 milliard pour les fleuristes, 200 millions pour les pêcheurs, une rallonge de 1,5 milliard pour les collectivités locales, 800 millions de plus pour les prêts d'accès à la propriété, 100 millions pour les conditions de travail à l'hôpital : de jour en jour, la liste des petits cadeaux - non financés dans le budget de 1995 - s'allonge.

Dans le domaine de la politique salariale, M. Balladur a lui-même changé son fusil d'épaule. Jusqu'à ces derniers mois, il aimait à paraphraser un rapport fameux du Plan, constatant que la France avait manifesté une « préférence collective pour le chômage » et avait eu le tort de donner la priorité aux salaires plutôt qu'à l'emploi. Changement de ton : sous la pression de son adversaire, le premier ministre admet aujourd'hui qu'il faut faire « quelque chose » pour les salaires, même si « ce n'est pas à l'Etat de donner des directives ». Joignant tout de même le geste à la parole, le gouvernement débourse près de 100 millions de francs pour les fonctionnaires corses.

Dans ce débat sur les salaires, il y a donc une hypocrisie : aucun candidat ne joue vraiment cartes sur table. Avec le SMIC qui, selon la loi, doit être revalorisé chaque année le 1<sup>er</sup> juillet, c'est pourtant l'un des premiers dossiers qui attendent le futur gouvernement : faudra-t-il, ou non, décider un « coup de pouce » ? Pour l'heure, les promesses sont aussi nombreuses qu'évasives.

## L'immigration sans naïveté ni démagogie

Suite de la première page

Ce décalage a aussi permis à l'extrême droite d'avancer les chiffres les plus extravagants sans être contredit. Le langage courant confond d'ailleurs allègrement les notions d'« étranger » et d'« immigré », pour le plus grand bonheur de ceux qui ne peuvent admettre que l'on puisse être français avec un physique d'Arabe, d'Asiatique, ou d'Africain noir.

Sous le dogme de l'égalité se sont donc développées des pratiques moins reluisantes : les rapports de police parlent d'« individus de type nord-africain » en oubliant leur nationalité souvent française, et la population d'« étrangers » donnée par les maires pour certaines cités correspond, en réalité, aux habitants à la peau foncée. Il n'est d'ailleurs pas besoin d'être raciste pour constater que le lieu de naissance et celui de scolarisation, la date d'arrivée en France, l'itinéraire des parents, voire la pratique religieuse, expliquent bien des comportements.

Telles sont précisément quelques-unes des données recueillies par les enquêteurs de l'Insee auprès des 13 000 personnes choisies pour l'enquête de l'INED. Cette démarche méritoire a permis d'embrasser, bien au-delà des seuls étrangers, la population des jeunes Français de la première et parfois de la deuxième génération suivant l'immigration. Plutôt que de continuer à manier un vocabulaire hypocrite propice aux manipulations, l'étude saisit la question ethnique à bras-le-corps, transgressant un tabou sans pour autant encourir la moindre suspicion de xénophobie ou de ségrégation.

La démarche, fruit de deux années de travail d'une équipe de dix chercheurs de l'Insee et de l'INED conduite par Michèle Tribalat, livre une foule d'informations nouvelles, parfois inattendues. On apprend ainsi que près de neuf jeunes d'origine algérienne sur dix considèrent le français comme leur langue maternelle et que seuls 11 % d'entre eux songent parfois à revenir dans le pays de leurs parents, alors que cette tentation effleure 28 % des enfants d'Espagnols. Au chapitre religieux, on découvre que les béurs sont moins pieux que les fils d'immigrés portugais et que les Algériens sont les moins pratiquants des musulmans de France. De la hausse des unions mixtes à l'ascension sociale des enfants d'ouvriers immigrés en passant par le taux d'inscriptions sur les listes électorales et les performances scolaires étonnantes des filles d'origine espagnole, l'enquête de l'INED fourmille d'indications nouvelles qui témoignent que « l'assimilation est à l'œuvre ».

Après la publication de ce travail, il sera plus difficile de faire, de bonne foi, l'amalgame entre Maghrébin et Islamiste, entre Africain et polygame, mais aussi d'assimiler chaque « beu-

rette » au cliché de la jeune fille libérée (elles sont souvent sous la coupe de leurs parents et leur réussite scolaire n'a rien d'exceptionnel). Au total, le monde de l'immigration apparaît beaucoup plus disparate que les discours globalisants ne le laissent entendre. Les immigrés entrés en France depuis vingt ans ne représentent même pas « toute la misère du monde » brandie par Michel Rocard comme symbole des limites de la générosité française : la plupart sont des citadins longuement scolarisés dans le pays d'origine.

### SIGNAUX DE DÉFIANCE

Restent les réels obstacles à l'intégration, désormais analysés avec précision, parmi lesquels se distinguent les énormes difficultés d'insertion professionnelle des fils d'Algériens et leur anormal taux d'exemption dans l'armée française, le repli communautaire des Turcs, la polygamie dans l'ethnie africaine minoritaire des Mandés, la montée d'une pression sociale ethnique dans les quartiers-ghettos. La preuve est ainsi apportée qu'il est possible d'aborder de front les questions d'immigration sans tomber ni dans la naïveté ni dans la démagogie. La leçon devrait être entendue avec profit tant à gauche, où l'on a longtemps pratiqué la politique de l'autruche avant de se lancer dans une répression mal assumée, qu'à droite, où l'on continue d'agiter devant l'opinion le mythe de la fermeture étanche des frontières et de multiplier les signaux de défiance à l'adresse d'une population irrémédiablement ancrée en France.

De ce point de vue, la publication par la presse de l'enquête de l'INED soutenue par le Haut Conseil à l'immigration, en dépit des réticences de ses propres commanditaires gouvernementaux, pourrait « libérer » ce pleine campagne électorale un débat nécessaire que, hormis M. Le Pen évidemment, aucun candidat ne souhaite visiblement affronter, comme si la question était réglée.

Jacques Chirac n'a aucune raison de rappeler aux électeurs le projet de remise en question du droit du sol qu'il défendait en 1987, à une époque où il se faisait fort de concurrencer le Front national sur ce terrain. Edouard Balladur, dont le gouvernement a écorné le droit d'asile et le droit du sol, et restreint le droit de séjour des étrangers, estime qu'il a déjà accompli l'essentiel. Quant à Lionel Jospin, il annonce le rétablissement d'une législation libérale sur la nationalité mais se garde de promettre l'abrogation des lois Pasqua sur l'immigration, sous prétexte de ne pas refaire des immigrés le bœuf émissaire du débat électoral. Ce sont pourtant des questions aussi essentielles que la cohésion sociale dans les quartiers populaires, la pratique des droits de l'homme mais aussi l'image de la France à l'étranger qui se jouent à travers les politiques de l'immigration.

Philippe Bernard

\* Une présentation de l'enquête est parue, jeudi 23 mars, dans le bulletin *Population* et sociétés de l'INED, et des extraits seront prochainement publiés dans *Insee Première*. Un livre intitulé *Faire France*, présentant une synthèse destinée au grand public, paraîtra le 12 avril, aux éditions La Découverte.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.  
Directeur : Jean-Marie Colombini, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ;  
Directeur : Alain, directeur général ; Noël-Jean Bessemer, directeur de la rédaction ;  
Eric Platon, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué ;  
Rédacteurs en chef : Thomas Ferracci, Edwy Plenel, Robert Solé ;  
adjoints au directeur de la rédaction : Bruno de Camas, Laurent Goussier,  
Danielle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig ;  
Manuel Lucbert, directeur du Monde des débats ; Alijo Toulon, conseiller de la direction ; Daniel Vernet,  
directeur des relations internationales ; Alain Tourment, secrétaire général de la rédaction ;  
Médiateur : André Laurens ;  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président ;  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fauvet (1949-1952),  
André Laurens (1952-1963), André Fontaine (1963-1991), Jacques Lescaze (1991-1995) ;  
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,  
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombini, président du conseil de surveillance ;  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 13, RUE FAUCHER 75001 PARIS CEDEX 15  
TEL : (1) 40-45-25-26 Télécopieur : (1) 40-45-25-99 Tél : 306-8064  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-40-30-10 Tél : 361-3111

هكذا من الامم



## ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 24 MARS 1995

**LUXE** Tous les indicateurs sont au vert pour LVMH, le numéro un mondial du luxe. Son résultat consolidé de 6,4 milliards de francs en 1994, pour un chiffre d'affaires de 28 mil-

liards, propulse le groupe en tête des firmes françaises pour le bénéfice. **BERNARD ARNAULT**, son président depuis six ans, n'envisage pas de changer sa stratégie qui s'appuie

sur les cosmétiques et parfums et la maroquinerie d'une part, les vins et les spiritueux d'autre part. **AVEC GUINNESS**, la réorganisation des participations et, avec Guerlain, l'in-

tégration des activités ont encore consolidé chacune des deux branches l'an dernier. **DANS LA PRESSE** avec *La Tribune-Desfossés* et l'hebdomadaire *Investir*, Bernard Ar-

nault confirme que LVMH n'est pas candidat au rachat du *Figaro*, mais refuse de commenter toute rumeur de prise de participation par un autre biais.

# LVMH affiche le plus gros bénéfice des sociétés françaises pour 1994

Dans un entretien au « Monde », Bernard Arnault, président du groupe Louis-Vuitton-Moët-Hennessy, affirme que son groupe ne déviara pas de la stratégie suivie depuis six ans. La sortie programmée du Crédit lyonnais du tour de table ne posera pas de problème

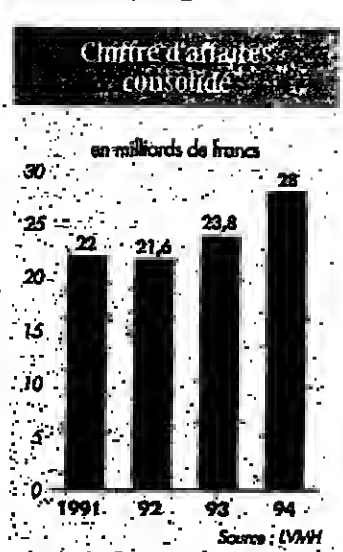
ON NE CHANGE PAS une équipe qui gagne, dit-on. On ne change pas une stratégie qui paie, assure Bernard Arnault, PDG de Louis-Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH) en présentant ses chiffres 1994 : un résultat net en hausse de 23,4 %, à 6,4 milliards de francs, hors élément exceptionnel, et de 79,7 %, à 6,42 milliards, en tenant compte de la réorganisation des participations croisées avec Guinness ; un chiffre d'affaires en progression de 17 %, à 28 milliards ; et un endettement pratiquement ramené à zéro. LVMH sera sans doute au premier rang des profits pour 1994.

Cela fait six ans que je suis président, rappelle Bernard Arnault au Monde, dans son bureau du septième étage de l'immeuble moderne de LVMH, avenue Hoche, à Paris. Cela fait six ans que le groupe exerce les mêmes métiers. Les rachats d'entreprises se sont faits « à vitesse modérée. Nous allons persévérer dans la même voie », ajoute-t-il. M. Arnault, les parfums et cosmétiques continueront donc à cohabiter avec les vins et les spiritueux. Un quadruple que Bernard Arnault n'a pas créé, mais auquel il reconnaît de nombreuses vertus. Certes, la rentabilité des capitaux investis dans les produits de luxe est trois fois supérieure à celle des capitaux investis dans les vins et spiritueux, mais « les cycles économiques sont différents ».

15 % à 20 %, même si les marques les plus prestigieuses, notamment celles du groupe - Moët & Chandon, Pommery, Ruinart, Veuve Clicquot... - ont moins régressé. « Aujourd'hui, le marché est ossifié, la reprise sera lente », avec une hausse des prix proche de celle de l'inflation. En hausse de 8 %, le résultat opérationnel de la branche a enregistré en 1994 les premiers effets de ce retour à meilleure fortune.

En revanche, la récession au Japon pèse toujours sur les ventes de cognac. En cinq ans, la consommation y a chuté d'un tiers. L'espoir, c'est donc la Chine, malgré ses droits de douane exorbitants, « où le cognac se boit à table et dans les bars. Shanghai, se réjouit Bernard Arnault, en compte déjà 2 000, très nombreux, où les hommes d'affaires viennent s'entretenir au karaoke ».

Mais le patron de LVMH a un regret : l'absence quasi-totale de cognac dans les foyers français. L'habitude de boire des digestifs s'est perdue et l'introduction de la publicité sur l'alcool empêche de promouvoir de nouvelles façons de le consommer. « Le cocktail Hennessy Martini est à la mode outre-Atlantique, constate-t-il, déplorant une réglementation hexagonale « curieuse » dont « l'objectif de lutte contre l'alcoolisme n'est pas atteint ».



Le chiffre d'affaires de LVMH en 1994 intègre l'activité du parfumeur Guerlain.

Les nuages se font rares, en revanche, dans les parfums et produits de beauté, les bagages et la maroquinerie. Le résultat opérationnel de la première branche a augmenté de 31 %, celui de la seconde de 33 %. L'activité parfum a reçu le renfort de Guerlain. Dior Svelte, le nouveau

soin amincissant du corps, « est un très grand succès commercial, surtout aux États-Unis », note M. Arnault qui résume, non sans humour, les accusations d'inefficacité portées en France par certaines associations de consommateurs.

Enfin, Louis Vuitton Malletier, marque reine du groupe, demeure, avec un taux de rentabilité de 25 % sur le chiffre d'affaires, « le secteur le plus porteur et le plus profitable du groupe. C'est le fruit, ajoute-t-il, de notre aptitude à fabriquer des produits artisanaux ». Le chiffre d'affaire a augmenté l'an dernier de 19 %, à l'étranger comme en France où le groupe ouvrira, à la fin de l'année, une nouvelle boutique, en face de l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris.

Une réussite enviée que Bernard Arnault explique, notamment, par la maîtrise de l'intégrité de la chaîne, production-distribution. Une production dans laquelle LVMH investit. « À l'heure où l'on parle du transfert des activités industrielles vers les pays à bas salaires, LVMH embauche des ouvriers pour travailler à l'exportation », explique Bernard Arnault, exemplé à l'appui. Dior a ouvert une usine en 1993, Vuitton s'installe dans l'Allier et Givenchy transfère une partie de sa production dans une usine récemment rachetée.

Des résultats en hausse régulière,

des marchés porteurs... Il reste à LVMH une interrogation et un défi. L'interrogation, c'est la sortie programmée du Crédit lyonnais de l'un des holdings de contrôle, Arnault & Associés, dont la banque publique détient 24 %. L'occasion de remettre à plat la cascade de sociétés contrôlant LVMH ? « Cette cascade s'est

synergies. « Nous y allons très progressivement », reconnaît Bernard Arnault, tout en citant quelques exemples, comme cet outil de production de Kenzo utilisé pour fabriquer la ligne Bazar de Christian Lacroix, la production et la commercialisation des sacs Lacroix par Louis Vuitton ou encore ce petit

## Bernard Arnault et la presse

Le démenti n'est simple qu'en apparence. Déjà propriétaire de *La Tribune-Desfossés* et du magazine économique *Investir*, « LVMH ne se développera pas dans la presse », assure Bernard Arnault. Pas plus que Dior, autre société de la galaxie Arnault, LVMH ne rachètera donc pas *Le Figaro*, *Le Nouvel Économiste*, ni même la Générale occidentale, comme on lui prête, plus souvent qu'à son tour, l'intention. Mais lui-même au son holding familial SEBP, ou celui qui contrôle l'ensemble de ses sociétés, Arnault & Associés ? « Il n'y a rien de précis, rien en cours », répond-il simplement.

considérablement réduite », se contente de remarquer le patron du groupe qui règne sur le numéro un mondial du luxe via cinq sociétés intermédiaires dont il détient à chaque fois la majorité.

Le défi, c'est de réussir, dans une période où LVMH privilégie la croissance interne, à concilier « un système fédéral » revendiqué d'entreprises de taille moyenne gérées de manière autonome, avec la nécessité économique de développer des

centre commercial en construction dans l'île très touristique de Saipam, dans l'archipel des Mariannes, dans lequel toutes nos marques seront représentées. « Il y a encore deux ans, conclut Bernard Arnault, la mobilité interne était très difficile. Aujourd'hui, nous avons les jeunes par les perspectives de carrière et les possibilités de transfert que LVMH autorise. »

Pierre-Angel Gay

## Les lessiviers se lancent à l'assaut de la parfumerie de luxe

### LE PRIX DU RAISON

Les premiers apportent la croissance, les seconds contribuent à la stabilité. Il n'y a donc aucune raison de modifier l'équilibre trouvé l'an dernier avec Guinness et qui fait de LVMH le détenteur de 20 % du brasseur d'outre-Manche, et de ce dernier, l'actionnaire à 34 % de la filiale vins et spiritueux, Moët-Hennessy. L'équilibre est d'autant plus fort que la branche retrouve la santé. « Le marché du champagne sort d'une crise structurelle dont les premiers signes étaient perceptibles dès 1990, raconte Bernard Arnault : une hausse des prix excessive, un surstockage et une offre déséquilibrée, supérieure à la capacité d'absorption du marché. » Autant de déséquilibres désormais corrigés. Le prix du raisin a chuté d'un tiers, le prix de vente d'une bouteille « a baissé d'un bon

AU CONTRAIRE de la bijouterie, de la fourrure, de la haute couture, et de la maroquinerie, touchées par la « crise » du début des années 90, la parfumerie-cosmétiques n'a subi qu'un tassement de son taux de croissance (de +12,3 % en 1991 à +4,2 % en 1992, en France par exemple). De quoi susciter des envies et inciter, du joaillier Boucheron au cristalier Lalique, nombre de maisons à lancer leur jus. De quoi accélérer aussi l'irruption, sur ce marché convoité du parfum évalué à 360 milliards de francs dans le monde (53 milliards pour le seul marché français), des puissants fabricants de produits de grande consommation américains ou européens : l'américain Procter &

Gamble et, dans une moindre mesure, son compatriote Johnson & Johnson, l'anglo-néerlandais Unilever, pour ne rien dire de l'allemand Beiersdorf.

Des lessiviers nullement impressionnés par l'échec cuisant rencontré par l'américain Colgate-Palmolive avec Helena Rubinstein dans les années 80. « L'échec fut si cuisant, se remémore un professionnel, que lors de son rachat au niveau mondial par l'Oréal, en 1988, celle-ci n'avait quasiment plus d'existence dans son pays d'origine, les États-Unis. »

### « VIRAGE RÉUSSI »

Le déploiement massif des fabricants de produits de grande consommation dans la parfumerie et les cosmétiques de luxe s'explique aisément. « Les grands parfumeurs américains ou allemands paraissent en panne de croissance sur leurs activités hors hygiène-beauté, au sur la consommation de masse en hygiène-beauté, explique une récente étude du cabinet Eurustaf, consacrée à l'industrie mondiale du luxe. Ils n'accepteront pas indéfiniment d'être dominés par les acteurs français et japonais

sur les marchés de prestige. »

Unilever (Skip, Omo, etc.), par exemple, ne dit pas autre chose, quand l'un de ses responsables remarque que, « sur une partie du segment des produits de toilette, une partie du marché va vers le luxe, 20 % environ ». Le groupe en a tiré les conséquences, s'offrant, dès 1989, le groupe Fabergé-Elizabeth Arden ainsi que Calvin Klein. Avec Fabergé, il devenait l'un des premiers groupes de produits de grande diffusion. Avec Elizabeth Arden et Calvin Klein, il s'ancrait dans le luxe. « Un virage réussi », confie, unanimement ou presque, ses concurrents, qui rappellent aussi ses licences Scherer et Lagerfeld.

L'américain Procter & Gamble (Ariel, Monsieur Propre, Pampers...) s'était lancé dans la bataille relativement tôt, rachetant dès 1986 la société Richardson-Vicks, qui lui ouvrait le marché grand public avec Oil of Olaz et Vidal Sassoon. « Notre intérêt pour la parfumerie de luxe a démarré en 1991, année où nous avons racheté Max Factor et Betrix au groupe Revlon », explique-t-on chez Procter & Gamble. Dans la corbeille figu-

raient, en effet, les licences d'Hugo Boss et de Laura Biagiotti. Un redéploiement que le groupe a accéléré, l'an dernier, en rachetant Giorgio Beverly Hills à Avon et annonçant un accord avec Ferragamo pour la sortie d'un parfum.

Venu des détergents, l'allemand Beiersdorf, qui était totalement absent des cosmétiques en 1989, y réalise désormais 40 % de son chiffre d'affaires par rachats successifs et entend figurer parmi les cinq premiers mondiaux à l'horizon 2000. Ses parfums Coty figurent parmi les plus vendus aux États-Unis et en Grande-Bretagne, sa ligne de produits de soins et de maquillage Margaret Astor est diffusée en Espagne et sur les marchés germaniques. Johnny Halliday prépare activement le lancement mondial de Nikos. Plus modestement, enfin, Johnson & Johnson s'est adjugé, coup sur coup, Roc et Neutrogena...

« Tous ne réussiront pas », remarque Vincent Bastien, directeur général de Sanoï-Beauté, la filiale spécialisée d'Elf-Aquitaine, en rappelant l'irruption, il y a quelques années, des géants de la pharmacie dans le même secteur. Une irruption qui, à l'exception notable de Sanoï justement, propriétaire désormais des parfums Yves Saint Laurent, s'est souvent soldée par des échecs. Mais il n'empêche, la pression des grands lessiviers s'annonce forte, au risque d'engendrer une guerre d'escalade et un matriage publicitaire, dans un secteur où le coût de lancement d'un parfum est déjà égal à son... chiffre d'affaires, la première année. La distribution sélective en souffre déjà. « Si Guerlain n'avait pas été repris par LVMH, il serait mort », lance un professionnel.

P.-A. G.

## Amplitude Monde

Sicav actions internationales

### Dividende exercice 1994

Le conseil d'administration de la Sicav AMPLITUDE MONDE a arrêté les comptes de l'exercice 1994 et a proposé de fixer à 19,50 francs le dividende net versé par action.

Décomposition du dividende net (en francs) :	
• Obligations françaises non indexées	10,18
• Actions françaises	3,81
• Autres titres de créances négociables	5,51
<b>TOTAL</b>	<b>19,50</b>

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 11 avril 1995 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 11 juillet 1995).

### Crédit d'impôt

Selon la réglementation fiscale, le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action au 30.12.1994 : 704,05 francs

Gestion : SOGEPSTE S.A.

Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

## ENIM

CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES DE LA MEDITERRANEE

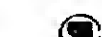
### SUCCÈS A HONG KONG

ENIM, dont la Division Escaliers est spécialisée dans les équipements lourds de Métros, vient de remporter successivement les trois grands contrats d'escaliers mécaniques et de trottoirs roulants qui étaient en appel d'offres internationaux en 1994, dans le cadre de la construction du nouvel aéroport de CHEK LAP KOK :

- l'équipement de la nouvelle ligne de métro (Le Link) reliant le nouvel aéroport au réseau du M.T.R.C. (Métro de HONG KONG),
- la réalisation des escaliers mécaniques de l'aéroport,
- et celle des trottoirs roulants correspondants.

Ces trois contrats représentent un ensemble de 150 escaliers mécaniques et de 50 trottoirs roulants pour un total de 300 millions de francs, les travaux étant à réaliser entre 1995 et 1997.

La référence de fiabilité du matériel en service depuis de longues années au Métro de HONG KONG est à l'origine de ces succès, qui confirment la position de leader de ENIM en matière d'escaliers de Services Publics dans la compétition internationale.



Lors de sa réunion du 20 mars 1995, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice 1994.



Les conditions dans lesquelles s'est exercée l'activité salinière en 1994 ont été aussi peu favorables qu'en 1993 : météorologie hivernale clémente, récoltes de sel de mer handicapées par des pluies abondantes, accentuation de la pression de la concurrence et du développement des produits à prix « réduits » (premiers prix, marques distributeurs, ...).

L'activité viticole, qui, en 1994, a vu les ventes de produits conditionnés globalement progresser en volume et régresser en valeur, a été filialisée le 20 septembre 1994, avec effet rétroactif au 1er janvier 1994, au sein de la Société Domaines Listel, dont 50,1 % du capital ont été cédés, le 31 décembre 1994, au Groupe Val d'Orbièvre, qui en devient l'opérateur industriel.

Le résultat social de la Compagnie, fortement marqué par les conséquences financières de la filialisation de l'activité viticole, s'élève à 140,9 MF contre 63,9 MF en 1993.

Le résultat consolidé, qui tient compte de plus-values résultant de la cession de 50,1 % du capital de Domaines Listel, s'élève, après dotation au fonds de retraite, à 46,9 MF contre 63,5 MF en 1993. A noter qu'il inclut, par mise en équivalence, une quote-part du résultat, très faiblement bénéficiaire, de Domaines Listel.

La Compagnie, désormais recentrée sur la seule activité salinière, a entrepris d'examiner divers axes de développement, pour la mise en oeuvre desquels elle dispose de moyens financiers accrus grâce à son désengagement du secteur viticole.

Dans ce contexte, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée le 19 juin 1995 de maintenir le dividende par action à 22,50 F, avoir fiscal compris.



## Bruxelles rejette les thèses françaises sur la déréglementation de l'électricité

La Commission européenne voudrait clore le dossier avant l'été

Plus proche des thèses libérales défendues par les Britanniques que des positions françaises, la Commission a établi, pour les ministres européens, un document de travail sur la déréglementation de l'électricité. Ses conclusions inquiètent EDF, qui dénonce une mise en péril du service public et de la péréquation des tarifs.

DEPUIS QUATRE ANS, l'Europe tente, non sans une certaine difficulté, de concevoir un « marché intérieur de l'électricité ». Bruxelles se heurte aux conceptions opposées des différents Etats, emmenés d'un côté par la Grande-Bretagne, défenseur d'une thèse très libérale préconisant l'accès des tiers aux réseaux (ATR), de l'autre par la France, favorable à un marché plus régulé comprenant un acheteur unique.

Mercredi 22 mars, la Commission européenne, sur proposition de Christos Papoutsis, commissaire responsable de l'énergie, a établi un document de travail soulignant que les deux systèmes défendus peuvent coexister, à condition que la notion d'acheteur unique soit aménagée pour répondre « aux respects des principes d'objectivité, de transparence et de non discrimination ». Elle propose en particulier d'autoriser des producteurs indépendants à construire des centrales pour répondre à la demande de clients industriels. Un type de concurrence contre lequel EDF s'est toujours élevé.

Ce document, qui sera étudié le 6 juin, lors du prochain conseil des ministres de l'énergie, a immédiatement été critiqué avec force par EDF et de manière plus diplomatique par le ministre de l'Industrie. Gilles Ménage, président

d'EDF, affirme dans un communiqué que ces propositions « remettent gravement en cause les principes fondamentaux de l'organisation du système électrique français : indépendance énergétique, sécurité de l'approvisionnement à long terme, égalité de traitement entre les clients et péréquation des tarifs ».

De plus, ces dispositions, si elles étaient adoptées, « compromettraient durablement l'exercice des missions de service public définies dans la loi de 1946 ». Dans l'après-midi, une réunion d'information était organisée avec les organisations syndicales pour évoquer la situation. Le conseil d'administration de l'entreprise, qui se réunit vendredi 24 mars, évoquera ce projet. Après avoir sonné l'alerte, en réagissant négativement, l'établissement public entend prouver que ce document est contraire à l'esprit de précédentes dispositions européennes de janvier 1994.

**DIFFICILE CONCILIATION**  
Ce nouvel incident de parcours illustre la difficulté de concilier deux points de vue divergents. Les commissaires européens ont toujours été plus sensibles à la thèse britannique de l'ATR, soutenue par les Allemands. Cet accès des tiers au réseau permet à l'industriel d'acheter son électricité,

là où il le souhaite, selon le tarif instantané le plus intéressant. Les monopoles d'électricité doivent alors ouvrir leur réseau afin de permettre le transport et la vente aux clients d'une énergie produite par d'autres firmes. Les Français, soutenus par les pays d'Europe du Sud, rejettent cette option jugée incompatible avec une stratégie à long terme guidée par des investissements lourds.

De plus, cette solution permettrait à certains producteurs de s'approprier des clients rentables et supprimerait le principe de péréquation des tarifs. EDF préconise une mise en concurrence, non en aval au niveau du client, mais en amont au niveau de l'importation et de l'exportation. L'entreprise publique abandonnerait son monopole dans ce domaine mais le garderait pour la distribution. Cette notion n'empêcherait pas cependant une entreprise de passer un contrat avec une firme étrangère, car l'acheteur unique serait obligé de distribuer l'énergie.

Les négociations en coulisse vont être après d'ici juin, d'autant que la Commission aimerait en finir avec ce dossier. En cas de nouveau désaccord, elle n'exclut pas de décréter la libéralisation sans l'agrément du conseil des ministres.

Dominique Gallois

## Edouard de Royère abandonne la présidence de L'Air liquide

Son successeur, Alain Joly, actuel directeur général du groupe, sera le premier président choisi hors de la famille fondatrice. Un passage de témoin sans à-coups à la tête du leader mondial des gaz industriels

LE PRÉSIDENT de L'Air liquide, Edouard de Royère, a créé la surprise, mercredi 22 mars, en annonçant qu'il quitterait ses fonctions dans deux mois, à l'issue du conseil d'administration du 23 mai qui suivra l'assemblée générale des actionnaires. Alain Joly, actuel numéro deux du groupe, sera proposé pour succéder à son père, Edouard de Royère, diplômé de l'école supérieure de commerce de Paris, avait succédé en 1985 à son beau-père, Jean Delorme, fils de Paul Delorme, fondateur de L'Air liquide en 1902. Le fils de famille, entré dans l'entreprise dès 1966, s'est imposé comme le patron incontestable d'une entreprise gagnante.

L'Air liquide a toujours choyé ses actionnaires. Le titre incarne pour les boursiers la valeur de père de famille exemplaire : résultats en progression régulière et dividendes généreux, avec attribution d'actions gratuites régulières. Pour attirer la fidélité de ses 300 000 actionnaires, Edouard de Royère a créé en 1993 les dividendes majorés. Ce système, qui a soulevé à l'époque une polémique, permettait aux actionnaires de toucher, dans certaines conditions, un dividende majoré de 10 %. Le succès a été immédiat puisque 100 000 por-

teurs sont aujourd'hui concernés, représentant 34,8 % du capital.

Cette formule a bien servi L'Air liquide, qui n'a guère le choix puisque son capital, entièrement réparti dans le public, n'est pas verrouillé. Car Edouard de Royère accepte la sanction des marchés financiers : il a refusé les stratégies franco-françaises qui

son résultat net de 117 %. Edouard de Royère a su prendre les virages technologiques nécessaires. Ainsi, il s'est associé dans les années 80 à l'américain Du Pont pour développer une nouvelle technologie de production de Pzote. Le groupe, qui fournit aussi bien Ariane, les hôpitaux ou les industries de l'environnement, se plaît à rappeler

### Un PDG exemplaire

Exemplaire, Edouard de Royère, patron de L'Air liquide, l'est à double titre. Cité par ses pairs comme le paragon du président aux petits soins pour ses actionnaires et à l'écoute de son conseil d'administration, il constitue une quasi-exception dans le paysage capitaliste français. Mais c'est aussi l'un des rares patrons soucieux de sa succession. Membre de la famille Delorme, fondatrice de l'entreprise dont il a gravi tous les échelons, à la façon d'un dirigeant allemand ou japonais, M. de Royère affirme, dans un entretien accordé au *Figaro*, avoir pensé à sa succession « dès que j'ai pris ma présidence ». Mieux : par souci de continuité le PDG sortant affirme qu'il faut que ce successeur « soit choisi dans l'entreprise ». Alain Joly, à la différence de M. de Royère, deviendra le premier président à ne pas appartenir au clan des fondateurs, il aura en revanche comme son prédécesseur fait, depuis 1962, toute sa carrière dans le groupe.

consistent à limiter les droits de vote au sein d'une société, comme l'ont fait Danone ou Lafarge-Copée, ou à faire entrer des amis dans le capital pour constituer un noyau dur. Pour éviter toute offre publique d'achat hostile sur la société, il faut que celle-ci soit bien valorisée en Bourse. L'Air liquide, en contrepartie, n'a jamais eu à diversifier ses ressources pour s'autocontrôler. Enfin, la société n'a jamais investi dans des noyaux durs de sociétés privatisées. « L'actionnaire nous apporte des capitaux et nous fait confiance pour que nous les gérons au mieux dans une optique industrielle. Si nous participions à ces noyaux durs, nous aurions (...) une rentabilité sans doute moindre », déclarait Edouard de Royère à *La Tribune-Desfossés* du 25 janvier.

Le succès de L'Air liquide est avant tout industriel. Le groupe, qui a annoncé, le 22 mars, un résultat net par part du groupe en progression de 10,2 % à 2,452 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 31,752 milliards de francs (en croissance de 4,5 %) dégage une rentabilité qui s'établit à 8,6 % du chiffre d'affaires, contre 6,5 % en 1985 lors de l'arrivée d'Edouard de Royère. En dix ans, son chiffre d'affaires a progressé de 60 % et

que la moitié de ses ventes sont réalisées dans des applications qui n'existaient pas il y a sept ans. L'Air liquide a aussi développé l'internationalisation de son groupe, via des filiales détenues à 100 %. En 1986, il repart, pour un peu plus de 1 milliard de dollars, le numéro cinq américain des gaz industriels, Big Three. Le groupe réalise outre-Atlantique près de 30 % de son chiffre d'affaires. Ayant investi en Allemagne de l'Est après la chute du mur, c'est vers l'Asie, notamment la Chine, que se tourne sans attendre L'Air liquide.

Enfin, le groupe poursuit une politique sociale exemplaire. Il a peu licencié pendant les années de crise et s'est restructuré en interne pour réduire les niveaux de décision de six à trois. Estimant sa tâche achevée, Edouard de Royère passe la main.

Ar. L.

### RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

## Avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte de Rhône-Poulenc S.A.

Les actionnaires de Rhône-Poulenc S.A. sont convoqués à l'Assemblée Générale Mixte de la société, qui doit se tenir sur première convocation, le vendredi 31 mars 1995, à 10 heures au siège social, 25, quai Paul Doumer à Courbevoie. Au cas où cette Assemblée ne pourrait délibérer faute de quorum, elle serait convoquée à nouveau le jeudi 13 avril 1995 à 9 h 30 au Palais des Congrès, Salle bleue - niveau 5 - 2, place de la porte Maillot - 75017 Paris. Les actionnaires seront accueillis à partir de 8 h 45.

### POUR ASSISTER ET/OU VOTER AUX ASSEMBLÉES

Si vous êtes actionnaire nominatif, vous recevrez directement de Rhône-Poulenc toutes les informations relatives à cette Assemblée.

Si vous êtes actionnaire au porteur, vous pouvez vous procurer le dossier de convocation aux Assemblées, soit auprès de l'établissement qui gère votre compte-titres, soit auprès de la :

Société Générale  
Service Assemblées  
BP 1135

44024 NANTES Cedex 01  
qui est mandatée par Rhône-Poulenc S.A.

Si vous désirez assister personnellement aux Assemblées, votre établissement transmettra votre

### PRINCIPAUX POINTS À L'ORDRE DU JOUR

#### Assemblée Générale Ordinaire

- Rapport de gestion et rapport des Commissaires aux comptes.
- Approbation des résolutions et des comptes de l'exercice 1994.
- Affectation des résultats et fixation du dividende.
- Délégation à donner au Conseil d'émettre des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société.



#### Assemblée Générale Extraordinaire

- Reconstitution des Certificats d'Investissement Priviliégiés (CIP) et des Certificats de droit de vote en actions privilégiées «B».
- Autorisation à donner au Conseil de procéder à diverses émissions.

demande, avec le certificat d'immobilisation de vos titres, à la Société Générale, qui vous adressera en retour, à votre domicile, la carte d'admission à présenter à l'Assemblée.

Si vous ne pouvez ou ne souhaitez pas assister personnellement aux Assemblées, vous pouvez exercer vos droits de vote en utilisant la formule de pouvoir ou de vote par correspondance, jointe au dossier de convocation : elle sera transmise, par votre établissement, à la Société Générale, accompagnée du certificat d'immobilisation de vos titres. Pour être pris en compte, les votes par correspondance devront parvenir à la Société Générale trois jours, au moins, avant la date de l'Assemblée.

Pour assister à la partie ordinaire de l'Assemblée et prendre part au vote, il faut posséder au moins 10 actions, pour la partie extraordinaire, il suffit de posséder 1 action.

Si vous souhaitez recevoir :

- une synthèse du compte rendu de l'Assemblée,
  - la lettre aux actionnaires (trimestrielle),
  - "Rhône-Poulenc en Bref", (résumé du Rapport Annuel),
- veuillez contacter le service des relations avec les actionnaires, Rhône-Poulenc, 25 quai Paul Doumer, 92408 Courbevoie cedex N° Vert : 05.40.53.43

Minitel 3616 CLIFF Rhône-Poulenc

**RHÔNE-POULENC**

## Bill Gates s'associe dans le cinéma avec Steven Spielberg

LE PATRON et fondateur de Microsoft, continue de tisser sa toile d'araignée dans le multimédia. Après des alliances avec des compagnies de télécommunications, des constructeurs d'ordinateurs et d'autres sociétés d'électronique (*Le Monde* du 15 mars), Bill Gates a annoncé, mercredi 22 mars, la conclusion d'un partenariat avec DreamWorks SKG, la société de production cinématographique créée en octobre 1994 par le réalisateur Steven Spielberg, le musicien David Geffen, et l'ancien chef des studios Walt Disney, Jeffrey Katzenberg.

Cet accord comprend deux volets. D'une part, Microsoft s'est engagé à prendre une participation minoritaire dans le capital de DreamWorks. L'investissement, dont le montant n'a pas été précisé par les intéressés, pourrait être de l'ordre de 100 millions de dollars (500 millions de francs). Deux jours auparavant, Paul Allen, co-fondateur de Microsoft, avait annoncé, en son nom, une entrée au capital de DreamWorks légèrement inférieure à 20 %, pour un montant de 500 millions de dollars. D'autre part, Microsoft et DreamWorks créent une société commune, DreamWorks Interactive, détenue à parts égales par les deux entreprises. Son capital de départ sera au minimum de 100 millions de dollars. Elle sera spécialisée dans la conception de logiciels multimédia, jeux d'aventure, histoires interactives... Les concepts

et personnages pourront être tirés de productions DreamWorks. Mais la société envisage aussi d'acquiescer les droits sur des scénarios et des personnages auprès d'autres studios. Les outils de Softimage, une société de logiciels d'animation acquise récemment par Microsoft, seront largement mis à profit pour le développement. Les premiers titres signés DreamWorks Interactive devaient apparaître sur le marché à l'été 1996.

L'entreprise, qui sera basée à Los Angeles, disposera aussi d'une unité de développement à Seattle, où se trouve le siège de Microsoft. Ce partenariat pourrait alimenter les craintes de ceux qui redoutent que Microsoft n'abuse de sa position de force dans les logiciels pour s'étendre à tous les domaines du multimédia. Mais il impressionne aussi par sa cohérence. Aux critiques, Bill Gates aura beau jeu de répondre que son investissement direct dans le cinéma n'est que mineur. L'essentiel de l'effort porte en effet sur la création d'une entreprise demeurant dans le métier de base de Microsoft, à savoir le logiciel. Mais cette alliance le met aussi en position privilégiée pour suivre l'industrie du cinéma - dont il dépend en amont pour la création de ses jeux - et de disposer de droits sur des films dont on peut légitimement penser qu'ils figureront en bonne place dans les palmiers.

Annie Kahn

La BNP a d  
un bénéfice net de

Le m  
l'assurance q





## La BNP a dégagé en 1994 un bénéfice net de 1,6 milliard de francs

La Banque nationale de Paris confirme avoir acquis 5 % de la Compagnie de Suez

La BNP, troisième banque française, a poursuivi en 1994 la phase de transition et de convalescence, annoncée, à la veille de sa privatisation

en octobre 1993, par son président Michel Pébereau « avant un retour à une rentabilité normale ». Elle s'est traduite par une progression

de 62,7 % de son bénéfice net à 1,656 milliard de francs en 1994, à la suite notamment d'un recul des provisions de 31,8 %.

L'ANNÉE 1994 s'est, en fait, résu-  
mée pour la Banque nationale de  
Paris (BNP) à une course de vitesse  
entre la baisse de son revenu brut  
d'exploitation et la réduction des  
provisions. Trois facteurs négatifs  
ont concouru au recul de 5,7 % du  
produit net bancaire (le chiffre d'aff-  
aires des banques) à 39,3 milliards  
de francs : une baisse des encours  
de crédits à la suite de la réduction  
de l'endettement des entreprises ;  
une contraction des marges en rai-  
son de la vigueur de la concurren-  
ce ; un fort repli des activités de  
marché, lié notamment au krach  
obligataire. En revanche, trois élé-  
ments ont eu des effets plus favo-  
rables : les bonnes performances  
enregistrées sur le marché des ac-  
tions ; le développement de la col-  
lecte de ressources et des place-  
ments d'assurance-vie ; la reprise  
par certains pays débiteurs de leurs  
paiements.

Au final, « les bonnes nouvelles ont  
été insuffisantes pour couvrir les  
mauvaises », et en dépit d'une  
baisse de 1 % de ses frais de gestion,  
« pour la première fois dans l'histoire  
de la BNP », le résultat brut d'ex-  
ploitation recule de 16,6 % à  
10,4 milliards de francs. La hausse  
du bénéfice net consolidé (part du  
groupe) à 1,656 milliard est donc la  
conséquence d'une baisse des pro-  
visions à 7,4 milliards de francs,  
contre 10,8 milliards en 1993. Les

provisions pour risques spécifiques  
reculent de 32,5 % du fait de la di-  
minution du nombre des défail-  
lances d'entreprises. En revanche,  
la BNP a fait un effort supplémen-  
taire de 2,1 milliards de francs de  
provisions pour les risques immobi-  
liers. La couverture des créances jo-  
gées douteuses est portée à 52 % au  
niveau du groupe, et à 66 % pour la  
France.

L'environnement défavorable  
aux banques et la pression de la  
concurrence n'ont pas facilité la  
tâche de Michel Pébereau en 1994,  
et l'année 1995 s'annonce « encore  
difficile ». Du coup, le président de

la BNP s'est à nouveau emporté  
contre les distorsions de concurren-  
ce. Il a comparé l'exclusivité de  
la distribution du livret A par les  
Caisses d'épargne à la possibilité  
qu'aurait dans l'automobile un  
constructeur de vendre une voiture  
sans payer la TVA. Mais le sujet im-  
médiate de courroux de M. Pébe-  
reau, c'est le Crédit lyonnais. Il a in-  
diqué qu'il attendait les réponses  
aux questions posées au gouverne-  
ment conjointement par la BNP et  
la Société générale sur le plan de  
redressement du Lyonnais (*Le  
Monde* du 23 mars). Revenant sur le  
calcul, établi par les deux banques

privées, qui fait apparaître une pos-  
sible « subvention d'exploitation » de  
7 milliards de francs pour le Crédit  
lyonnais en 1995, M. Pébereau a  
souligné que « seule la SNCF reçoit  
une subvention équivalente ». Enfin,  
sur les achats de titres du groupe  
Suez par la BNP, M. Pébereau a in-  
diqué que sa banque avait acquis  
environ 5 % du capital de la  
Compagnie. « dans le cadre de ses  
activités de placement financier » en  
informant le groupe Suez de l'évo-  
lution mensuelle de sa participation  
et qu'elle avait cessé ses achats.

E. L.

## Le CCF progresse pour la onzième année consécutive

« LE CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE (CCF) a une  
mauvaise santé de fer, se plaît à dire Charles de Croiset,  
son président. Depuis douze ans, on essaie de transformer  
nos inconvénients en avantages. » Cette formule est plus  
qu'un vœu pieux puisque la banque a annoncé, le  
23 mars, une progression de 11,8 % de son bénéfice net  
consolidé, à 1,2 milliard de francs. La baisse du produit  
net bancaire, en retrait de 2 %, à 9 milliards, et l'ac-  
croissement de 7 % des charges d'exploitation et amor-  
tissements, provoqué par les opérations de croissance  
externe réalisées à la fin 1993, ont été compensés par  
une réduction importante de la dotation nette aux pro-  
visions. Tout en maintenant le taux de couverture des  
risques clientèle à un niveau élevé, les provisions ont été  
ramenées à 880 millions de francs, en baisse de 42,8 %.

Autre motif de satisfaction pour la banque, régulière-

ment citée comme « opérable », le renforcement des  
fonds propres, qui dépassent aujourd'hui 13,7 milliards  
de francs (+ 26,4 % par rapport au 31 décembre 1993). Au  
moment où les engagements passés du Crédit lyonnais dé-  
fraient la chronique et où les imprudences d'un trader  
ont conduit à la faillite de la banque britannique Bar-  
ings, le patron du CCF rappelle le premier devoir d'une  
banque : la sécurité de l'argent déposé dans ses coffres,  
« quitte à être ringard ». Celle-ci ne se juge pas unique-  
ment « par les bons résultats mais par la qualité du bi-  
lan », car à l'heure où le marché s'agrandit, « il est plus  
important d'être plus fort que d'être plus grand ». Le di-  
vidende a été fixé à 4,50 francs par action de 25 francs  
nominal, contre 4,30 francs en 1993.

Ba. S.

## Des banques commerciales renoncent à aider le Mexique

DES BANQUES COMMERCIALES AMÉRICAINES ET JAPONAISES au-  
raient renoncé, selon le *Financial Times* du 23 mars, à fournir un crédit de  
3 milliards de dollars (15 milliards de francs) au Mexique (lire également  
page 5). Un responsable du Trésor mexicain a indiqué que des change-  
ments dans le plan de sauvetage permettraient de se passer de ces crédits  
privés. Mais selon des banquiers, l'impossibilité de réunir les 3 milliards de  
dollars reflète la peur croissante qu'inspire l'économie mexicaine, jugée  
en plus mauvaise situation qu'on ne pouvait l'imaginer en janvier. La  
ligne de 3 milliards de dollars placée sous la responsabilité de la Citibank  
et J. P. Morgan faisait partie intégrante du plan de sauvetage du Mexique  
annoncé le 31 janvier. Selon ce plan, les États-Unis, plusieurs autres pays,  
des banques privées et le Fonds monétaire international (FMI) doivent  
apporter une aide totale de 47,5 milliards de dollars au Mexique.

### DÉPÊCHES

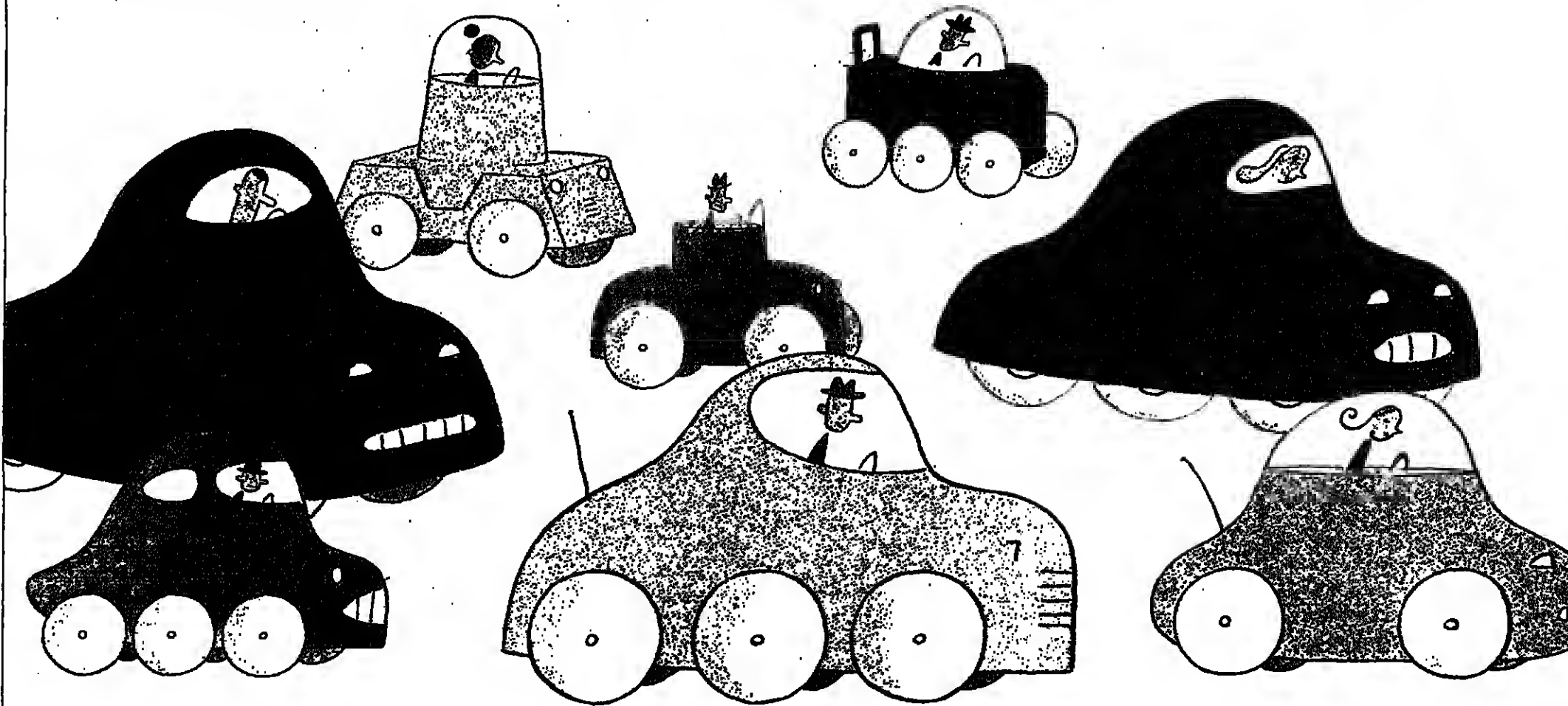
■ **BOUYGUES TÉLÉCOM** : le directeur général de cette filiale de  
Bouygues a été remis en liberté sans inculpation. Il avait été placé en  
garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de Versailles, mardi  
21 mars, dans le cadre d'une affaire de fausses factures dans le domaine  
du BTP en Ile-de-France (*Le Monde* du 23 mars). « Il est sorti de la PJ, et n'a  
pas été mis en examen », a indiqué un porte-parole du groupe.

■ **COMPAGNIE DES SIGNAUX** : la société de Yavir Sabag, qui avait été  
candidat à une prise de participation dans Bull, se tourne vers la société  
ACRI (Advanced Computing Research Institute), créée par l'ancien PDG  
de Bull, Jacques Stern, pour développer des supercalculateurs, et placée  
en liquidation judiciaire depuis le 25 février. Conduisant un plan de re-  
prise, elle s'est associée à la société Défense Conseil International (ex-  
Cogepag, détenue à 49,9 % par l'État) et cherche d'autres partenaires. Le  
tribunal de commerce de Versailles a autorisé, lundi 20 mars, la solution  
de reprise présentée par la Compagnie des signaux qui va investir 20 mil-  
lions de francs dans Acri tandis que Défense Conseil International ap-  
portera 15 millions. La moitié environ des 120 salariés devraient conserver  
leur emploi.

■ **UNIROYAL** : le directeur de l'usine de pneumatiques, Richard Cas-  
sel, a été condamné, mardi 21 mars, à quatre mois de prison avec sursis  
par le tribunal correctionnel de Compiègne, en raison de la dispersion  
« musclée » d'un piquet de grève le 30 juin 1994 devant l'usine Uniroyal de  
Chailly (Oise). Le tribunal a retenu que M. Cassel avait fourni une aide  
logistique au commando, dont le chef a été condamné à un an de prison  
avec sursis. — (Corresp.)

■ **MOTOROLA** : le géant américain des télécommunications a indiqué  
dans un communiqué reçu le 23 mars à Paris, « en réponse à des infor-  
mations erronées » selon lesquelles il aurait offert de prendre 17 % dans le  
capital du groupe Bull, qu'il a proposé au gouvernement français d'accroître  
la collaboration avec Bull sur le développement du système d'ordinateur  
PowerPC. « Si cette proposition est acceptée et si certaines conditions sont  
satisfaites », Motorola « prendrait une faible participation dans le capital du  
groupe Bull ».

## Le nouveau contrat Profil, l'assurance qui s'adapte au profil de chacun.



Chaque automobiliste n'a pas besoin des mêmes protections.  
Tout dépend du kilométrage qu'il effectue, de l'âge de son véhicule, de l'usage  
qu'il en fait. C'est pourquoi les Mutuelles du Mans Assurances ont conçu le nouveau  
Contrat Profil qui s'adapte aux besoins de chacun. Vous ne payez que pour  
les protections que vous choisissez. C'est ça, l'autre logique de l'assurance.

Pour plus d'informations sur le nouveau Contrat Profil, appelez vite votre conseiller Mutuelles du Mans Assurances.



les mutuelles du mans  
assurances

L'autre logique de l'assurance

■ LA BOURSE DE TOKYO a clôturé jeudi en baisse de 0,57 %, soit la cinquième séance consécutive de recul. L'indice Nikkei est tombé à son plus bas niveau depuis 31 mois.

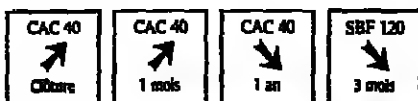
■ LE DOLLAR s'échangeait jeudi matin 23 mars à 1,40 mark, 88,60 yens et 4,96 francs. La veille, il avait chuté à l'annonce d'un déficit commercial américain plus fort que prévu.

■ LA CAISSE NATIONALE DES AUTOMOBILES a lancé un emprunt obligataire de 1 milliard de francs d'une durée de douze ans. L'opération est pilotée par le Crédit agricole.

■ LE TAUX DE RENDEMENT des bons du Trésor mexicains à 28 jours s'est établi à 82,65 % lors de l'adjudication hebdomadaire. Le peso est tombé à 7,18 pour 1 dollar.

■ LA MAISON DE TITRES japonaise Nomura prévoit une perte nette de 22 milliards de yens pour l'exercice 1994-1995 après un bénéfice de 42,6 milliards précédemment.

## LES PLACES BOURSIÈRES

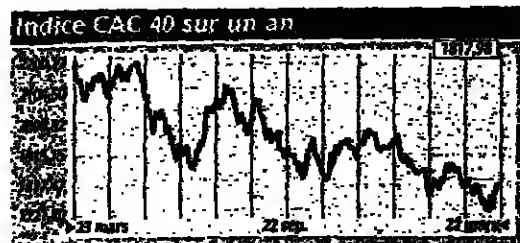


## Prises de bénéfice à Paris

APRÈS CINQ SÉANCES consécutives de hausse, la Bourse de Paris s'orientait à la baisse jeudi 23 mars, à la veille de la liquidation boursière de mars. En repli de 0,66 % l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,32 % à 1 812,19 points.

Les pressions sur le dollar se confirment jeudi matin notamment face au yen. Le franc belge souffre également après la démission, mercredi soir, de Frank Vandendriessche, le ministre belge des affaires étrangères qui a avoué l'existence d'une caisse noire du Parti socialiste flamand alors qu'il en était le président en 1991. Le franc français perd également de son assurance face au mark. Ces rezzous monétaires donnent prétexte aux opérateurs pour réaliser quelques bénéfices après une hausse de 4,7 % en cinq séances. Mercredi soir, le mois de mars s'achève gagnant de 0,7 %.

Les valeurs de la consommation continuent à jouer des faveurs des analystes. Les résultats 1994 de BIC ont été bien reçus à la Bourse, progressant de 4,3 %. Hausse de 2,8 % de Va-



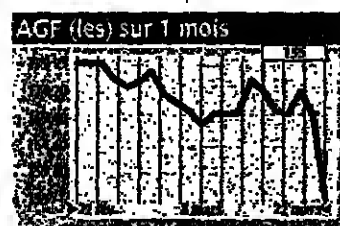
léo et de 1,6 % du CIP Pédicure. Immobilière Phénix recule de 6,7 %, Ingénico, de 3,6 % et AGF, de 3,2 %. GAN régresse de 3 % et Suez, de 2,15 % après la précision apportée

mercredi soir par Michel Pébereau. Le PDG de la BNP a confirmé avoir acheté des titres Suez et détient à présent 5 % du capital de la compagnie financière.

## AGE, valeur du jour

L'ACTION AGE (Assurances générales de France) a enregistré la plus forte baisse du 22 mars à la Bourse de Paris en perdant 8,7 % à 155 francs, avec 7,5 millions de titres échangés. C'est la conséquence de l'annonce d'une réduction de moitié (à 3 francs) du dividende 1994 et d'une diminution de 10 % du bénéfice net par titre au groupe à 880 millions de francs (Le Monde du 22 mars). La plupart des analystes ont révisé en baisse leurs prévisions de résultats pour 1995, à

l'image de la firme de courtage Horne Govey, qui a ramené son estimation de bénéfice net de 2,1 milliards de francs à 1,4 milliard.



## La chute se poursuit à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO s'est repliée pour la cinquième séance consécutive jeudi 23 mars, s'inscrivant en clôture à son plus bas niveau depuis trente et un mois. L'indice Nikkei a perdu en tout 91,44 points, soit 0,57 %, à 15 813,41 points. Au vu des perspectives défavorables des sociétés du fait de la chute de la Bourse peu avant la fin de l'année fiscale le 31 mars, les investisseurs en appellent à des mesures gouvernementales pour venir en aide au marché.

Pour sa part, Wall Street a clôturé mercredi 22 mars à moins de 1 point de son dernier record, gagnant une dizaine de points vers la fin de la séance grâce à une baisse des taux d'intérêt à long terme qui ont fini inchangés. L'indice Dow Jones s'est inscrit en fin de séance à 4 082,99 points en hausse de

10,38 points (+0,25 %). Quelque 314 millions d'actions ont été échangées. L'ouverture positive de Wall Street a permis à la Bourse de Londres de poursuivre sa progression mercredi après avoir été affectée en début de séance par des prises de bénéfices. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 4,7 points (0,15 %) à 3 197,7 points.

## INDICES MONDIAUX

	Cours au 22/03	Cours au 23/03	Var. %
Paris CAC 40	1812,19	1812,19	+0,25
New York DJ	4082,99	4082,99	+0,01
Tokyo Nikkei	15813,41	15813,41	-0,57
Londres FT100	3197,7	3197,7	+0,15
Francfort Dax 30	1982,66	1982,66	+0,01
Francfort Commerzbank	736,81	741,17	+0,59
Bruxelles C20	1465,27	1475,08	+0,67
Bruxelles Generali	1299,38	1308,08	+0,67
Milan MIB 30	1375,19	1399,1	+1,75
Amsterdam C20	267,70	268,10	+0,15
Madrid IBEX 35	264,57	267,57	+0,38
Stockholm Allshare	1127,34	1136,1	+0,77
Londres FT30	2393,90	2394,20	+0,01
Hong Kong Hang S.	8599,11	8580,31	-0,04
Singapore Straits	2081,03	2085,07	+0,39

## NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	22/03	23/03
Alcoa	40	37,87
American Express	33,12	32,75
Allied Signal	38,50	38,50
AT & T	52,75	52,75
Bathelien	14,50	14,50
Bearing Co.	48,63	49,25
Caterpillar Inc.	49,62	50,37
Chemical Corp.	48,13	47,75
Coca-Cola Co.	59	58,37
Disney Corp.	55,50	55,25
Du Pont Nemours & Co.	57,75	57,75
Eastman Kodak Co.	51,75	52
Exxon Corp.	65,75	64,62
Gen. Motors Corp.	40,37	40,62
Gen. Electric Co.	54,50	54,37
Goodyear T & Rubber	34,62	34
IBM	81,75	82,25
Intl Paper	73,12	72
J.P. Morgan Co.	59,37	59,37
McCormick & Co.	55,25	55,87
Merck & Co.	44,12	44,62
Minnesota Mining & Mfg.	56,75	57,50
Philip Morris	66,62	67
Procter & Gamble Co.	62,37	62,37
Sears Roebuck & Co.	51,50	51,50
Tesco	65,12	64,75
Union Carb.	30,50	30,62
Intl Technol.	65,87	66
Westinghouse Electric	14,25	14,37
Woodworth	18	17,37

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 22/03	Var. %
HAUSSES, 12h30	2303	2303
Américain (100 p.)	27,40	+0,74
BIC 1	751	+0,34
SPIN 2	880	+0,32
Genève (100 p.)	482	+0,25
Marine Westland 1	347,80	+0,29
Bourgeois 1	391	+0,24
C.F.C. 1	344,00	+0,23
LMH Most Watson 1	889	+0,20
Renet 1	725	+0,19
Colas 1	780	+0,18

## BAISSES, 12h30

	Cours au 22/03	Var. %
Immo. Pêche 1	47,10	-0,43
Créd. Fon. France 1	391	-0,26
BIS 1	336,10	-0,17
Immo. 1	75,20	-0,13
COGECOR 1	313	-0,10
GAN 1	155	-0,06
Labinal 1	775	-0,05
C.C.F. 1	207,20	-0,05
Suez 1	265,30	-0,05
AGF-Fin. Gen. France	150,50	-0,03

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

	22/03	23/03
SEANCE, 12h30	2303	2303
LMH Most Watson 1	177370	1562550
Cartier 1	34785	3128725
Orléans Data 1	97530	4544456
Estimoteur 1	201180	3767406
BF Aquitaine 1	9265	31556440
Sand 1	110725	3204502
BIC 1	4995	3146600
Alcatel Alsthom 1	71366	29599020
Total 1	105007	26380150
Lyonnaise Eau 1	6760	29125537

## LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	22/03	23/03
Allied Lyons	520	526
Barclays Bank	6,11	6,08
B.A.T. Industries	4,40	4,30
British Aerospace	4,93	4,93
British Airways	4	3,96
British Gas	2,95	2,96
British Petroleum	4,21	4,21
British Telecom	3,92	3,85
B.T.R.	3,16	3,12
Cadbury Schweppes	4,51	4,52
Cornwall	2,53	2,52
Glaxo	7,05	7,08
Grand Metropolitan	3,91	3,93
Guinness	4,21	4,22
Hanson Plc	2,36	2,36
Great L.	5,69	5,70
H.S.B.C.	2,11	2,10
Imperial Chemical	7,11	7,13
Longwell	5,36	5,32
Lyons Bank	4,08	4,09
Martins and Spencer	5,22	5,18
National Westminster	5,80	5,85
Perini Oriental	4,73	4,73
Reuters	4,01	4,01
Schroder and Smith	7,22	7,24
Shell Transport	5,22	5,22
Smithline Bechtel	4,39	4,35
Tate and Lyle	12,34	12,27
Unilever Ltd	10,50	10,48
Wellcome	8,95	8,85
Zeneca	8,95	8,85

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 22/03	Var. %
HAUSSES, 12h30	2303	2303
Espe Verres	691	+0,15
Manitou	430	+0,09
Techint (100 p.)	109	+0,09
Sophaire (100 p.)	608	+0,06
Casale	51	+0,02

## BAISSES, 12h30

	Cours au 22/03	Var. %
Reyrol Ind. L. 2	989	-0,13
Reyrol Ind. L. 1	989	-0,13
CPH	188	-0,06
Franspar 2	99	-0,02
N.S.C. Schanz Ny	99	-0,02

## INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	22/03	23/03
Ind. plus SBF 120	2283	2283
Ind. plus SBF 250	1780,4	1780,4
Ind. Second Marché	2347	2347

## FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

	22/03	23/03
Allianz Holding N	2433	2415
Basf AG	252,20	252,80
Bayer AG	345,80	344
Bay HypoWechselt	377	377
Bayer Vertriebsbank	418,50	418,50
BfW	690	695
Commerzbank	322	324
Continental AG	191	193
Daimler-Benz AG	628,70	631,50
Deutsche Bank AG	418,50	418
Deutsche Bank AG A	137,50	137,50
Deutsche Bank AG FR	678	682
Dresdner AG AG FR	391,30	390,80
Henkel VZ	540	535
Hoechst AG	295,50	295,50
Karstadt AG	395	398
Kaufhof Holding	425,50	425,50
Leitz AG	845,80	841
OTL Lufthansa AG	178,60	180
Man AG	347	344,50
Mannesmann AG	381,50	383,50
Metallgesellschaft	110,50	110,20
Preussag AG	410	414,50
Rhen AG	451,50	451
Schering AG	1058	1050
Siemens AG	653,50	656,20
Thyssen	254,30	257,20
Veba AG	518,50	520
Viel AG	516,50	516
Wella AG	1000	1005

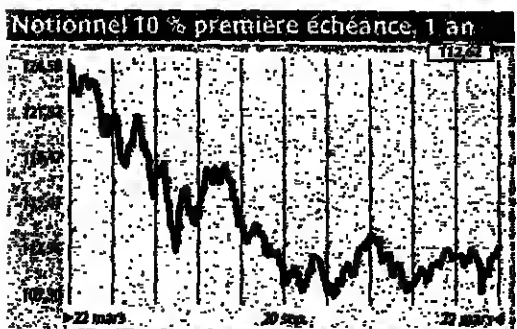
## LES TAUX



## Recul du Matif

L'ÉCHÉANCE JUIN du contrat notional du Matif - le contrat à terme sur obligations d'Etat françaises - a ouvert, jeudi matin 23 mars, en baisse de quatorze centièmes à 112,18. Les taux courts français se tendent légèrement, jeudi matin. Les taux à trois mois remontaient à 8,30 %, tandis que le contrat Pibor 3 mois du Matif échéance juin cédait 16 centièmes à 92,15. Le taux de l'argent au jour le jour était stable à 7,85 %.

Le dollar américain à la suite de l'annonce du mauvais chiffre de la balance commerciale au mois de janvier. Pénalisés par le recul du franc (à 3,5450 pour 1 mark), les taux courts français se tendent légèrement, jeudi matin. Les taux à trois mois remontaient à 8,30 %, tandis que le contrat Pibor 3 mois du Matif échéance juin cédait 16 centièmes à 92,15. Le taux de l'argent au jour le jour était stable à 7,85 %.



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 22/03	Taux au 23/03	Indice des prix
France	7,80	7,80	1,60
Allemagne	4,90	4,90	2,60
Grande-Bretagne	5,75	5,75	2,60
Italie	7,87	7,87	2,60
Japon	2,10	2,10	2,60
Etats-Unis	5,75	5,75	2,60

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 22/03	Taux au 23/03	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,74	7,75	100,32
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,79	7,79	101,35
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,92	7,92	101,91
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,01	8,01	102,32
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,29	8,30	103,46
Obligations françaises	5,20	5,19	101,43
Fonds d'Etat à TME	-0,52	-0,52	98,34
Fonds d'Etat à TRE	-0,33	-0,33	98,83
Obligat. franc. à TME	-0,49	-0,47	99,64
Obligat. franc. à TRE	+0,16	+0,14	100,21

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 22/03	Vente 22/03	Achat 23/03	Vente 23/03
Jour le jour	7,85	7,85	7,85	7,85
1 mois	8,38	8,38	8,38	8,38
3 mois	8,31	8,31	8,31	8,31
6 mois	8,20	8,20	8,20	8,20
1 an	7,78	7,78	7,78	7,78

## MATIF

	Échéance 22/03	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIONNEL 10 %						
juin 95	131998	112,60	112,66	112,36	112,32	112,32
Sept. 95	189	112,28	112,28	112,16	111,56	111,56
Déc. 95	2	112,18	112,18	112,18	111,85	111,85
Mars 96						
Pibor 3 MOIS						
juin 95	42215	92,33	92,44	92,30	92,31	92,31
Sept. 95	10032	93,11	93,20	93,07	93,07	93,07
Déc. 95	6305	93,28	93,31	93,20	93,20	93,20
Mars 96	2075	93,15	93,21	93,08	93,08	93,08
ECU LONG TERME						
juin 95	1462	82,28	82,32	82,04	82,08	82,08
Sept. 95						

## CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	Échéance 22/03	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
Mars 95	22882	1819	1844	1817	1835	1835
Avril 95	694	1834,50	1849	1820	1835,50	1835,50
Mai 95	491	1824,50	1841,50	1824,50	1832,50	1832,50
Juin 95	1463	1810	1831	1810	1815,50	1815,50

## LES MONNAIES



## Le dollar en baisse

LE DOLL



RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 23 MARS  
Liquidation : 24 mars  
Taux de report : 5,88  
Cours relevés à 12h30

CAC 40  
PARIS  
-0,51%  
CAC 40  
1808,71

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

COMPTANT

Une sélection  
Cours relevés à 12h30  
JEUDI 23 MARS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

SECOND MARCHÉ

Une sélection  
Cours relevés à 12h30  
JEUDI 23 MARS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

SICAV

Une sélection  
Cours de clôture le 22 mars

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, and % Compens. It lists various French stocks and their market performance.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS

1 ou 2 = catégories de cotation; sans indication catégorie 3; M coupon détaché; D droit de détachement.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS

1 ou 2 = catégories de cotation; sans indication catégorie 3; M coupon détaché; D droit de détachement.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS

1 ou 2 = catégories de cotation; sans indication catégorie 3; M coupon détaché; D droit de détachement.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE

3615 CODE LEMONDE

TOUS LES COURS DE LA BOURSE

3615 CODE LEMONDE

TOUS LES COURS DE LA BOURSE

3615 CODE LEMONDE

TOUS LES COURS DE LA BOURSE

3615 CODE LEMONDE

TOUS LES COURS DE LA BOURSE

3615 CODE LEMONDE

TOUS LES COURS DE LA BOURSE

3615 CODE LEMONDE



## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**CLIMATOLOGIE** Les ministres des pays qui ont signé, en 1990, le traité de Rio sur les changements climatiques se réunissent à Berlin du 28 mars au 7 avril pour débattre

des mesures à prendre afin de lutter contre les conséquences du « réchauffement global » de la planète. ● LES GAZ à effet de serre, issus notamment de la combustion

du charbon ou du pétrole, pourraient, estiment les chercheurs, entraîner une hausse moyenne de la température de 1 degré au cours des trois prochaines décennies.

Mais il ne s'agit là que du résultat de calculs réalisés sur ordinateurs à l'aide de modèles numériques, donc sujet à révision. ● LES NÉGOCIATIONS risquent d'être aussi dif-

ficiles que celles sur la réduction des armements. Toute mesure corrective aura forcément des conséquences économiques et sociales très importantes.

## Un sommet mondial doit étudier la surchauffe de la planète

La réduction des rejets de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique, est à l'ordre du jour d'une rencontre des ministres des pays signataires du traité de Rio

**JUSQU'À QUEL POINT** les gouvernements sont-ils prêts à endosser les obligations qu'ils se sont créées en signant le traité sur le changement climatique à Rio en 1990 ? Un début de réponse se-

tion de la couche d'ozone pourrait servir de modèle. Deux protocoles, signés à Montréal et à Londres, ont été adjoints à ce document. Ils mettent hors la loi les chlorofluorocarbones (CFC), des gaz largement utilisés dans les systèmes de réfrigération, qui sont à l'origine du processus de destruction des molécules d'ozone dans la stratosphère.

### LA VOIX DE LA RAISON

Dans un document publié récemment, l'Union européenne a annoncé qu'elle souhaitait un délai de deux ans pour que des études supplémentaires soient menées avant l'ouverture de la négociation proprement dite sur la réduction de l'effet de serre. C'est sans doute la voix de la raison, dans la mesure où les divergences actuelles des participants au sommet de Berlin concernant les bases d'un éventuel protocole rendent difficile toute action

concrète dans l'immédiat. En effet, si le réchauffement global constitue une véritable menace, la réduction de ses effets exigera un effort immensément coûteux. Il faut donc s'assurer que toute action en ce sens serve réellement les intérêts légitimes de toutes les parties. Or, les questions d'équité qui entourent ce problème ont été très peu discutées.

Il pourrait être dangereux de fixer des quotas nationaux sans avoir la certitude que les gouvernements présentent des estimations correctes de leurs rejets actuels de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub> ou gaz carbonique). Il convient, par ailleurs, de prendre en compte les autres gaz à effet de serre, comme le méthane, dont les émissions sont encore plus difficiles à évaluer.

Sur quelles bases les négociations vont-elles débiter à Berlin ? Globalement, les pays industrialisés, principaux consommateurs

de combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) générateurs de dioxyde de carbone, semblent prêts à réduire leurs émissions au niveau des années précédentes (par exemple, 1990). Mais certaines organisations non gouvernementales comme Greenpeace réclament des limites plus basses. Il est vrai que si le réchauffement global est une réalité, une telle mesure ne sera pas suffisante pour stabiliser la température moyenne à la surface du globe. D'autant plus que l'industrialisation des pays en développement entraînera forcément un accroissement de la consommation globale de combustibles fossiles.

### POMME DE DISCORDE

La prise en compte des autres gaz à effet de serre représente une deuxième pomme de discordance. Le problème, c'est que le méthane, le plus redoutable d'eux, provient pour une

grande part des rizières, donc des pays en développement dont le riz constitue la nourriture de base, et qui sont exempts, pour l'instant, des restrictions d'émission de gaz à effet de serre.

Enfin, le débat risque encore d'être plus chaud quand les ministres aborderont la manière dont le contrôle du rejet de ces gaz doit être traité dans le protocole. De nombreux pays signataires considèrent probablement comme une atteinte injustifiable à leur souveraineté tout système de contrôle qui sortirait du cadre strictement national. Une des solutions proposées prévoit que les quotas annuels d'émissions de gaz à effet de serre seraient directement proportionnels à la taille des populations qui en sont la source. Les pays en développement se verraient ainsi dotés de permis de rejets supérieurs à leurs besoins actuels et pourraient en revendre une partie

aux pays industrialisés dont la dotation serait, en revanche, un peu maigre.

Ce scénario présente le double avantage de créer un flux de crédits vers les pays les plus pauvres et d'inciter les autres à plus d'efficacité dans l'utilisation de l'énergie. Malheureusement, une telle mesure n'évase pas le problème du contrôle international des émissions. Elle risque, en outre, de décourager la régulation des naissances dans des pays où la surpopulation pose d'énormes problèmes.

Il serait surprenant, on le voit, que les deux ans de délai demandés par l'Europe suffisent à résoudre des problèmes politiques et techniques aussi complexes. Même si — ce qui n'est pas certain — tous les gouvernements concernés font preuve d'une réelle volonté d'y parvenir.

John Maddox

## nature le Monde

ra disponible dans quelques jours à Berlin. La première conférence de toutes les parties signataires du traité de Rio sur les changements climatiques s'y réunira du 28 mars au 7 avril. Le sommet ministériel (qui succédera à une réunion d'experts) doit, notamment, se prononcer sur la régulation des émissions de gaz à effet de serre qui entrent dans le cadre du traité.

Depuis cinq ans, les esprits ont quelque peu évolué. Un quasi-consensus semble s'être dégagé parmi les signataires sur la nécessité d'établir un protocole (qui a force de loi au plan international) fixant des limites annuelles pour l'émission des gaz à effet de serre dans le monde. Le débat porte désormais plutôt sur le point de savoir quand ce protocole devrait être signé et sur quelles bases. Le traité de Vienne pour la protec-

### Questions sur les experts

L'analyse technique sur laquelle s'appuient les gouvernements pourrait être mise en question à Berlin. Ce rôle de conseil scientifique est assuré principalement par le groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), une création conjointe de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations unies pour l'environnement. Bien que les comités et groupes de travail du GIEC soient composés de scientifiques reconnus, la plupart de ses publications ne reflètent pas complètement, estiment certains chercheurs, la variété des opinions de la communauté scientifique, qui reste partagée sur l'importance des effets potentiels du réchauffement global et sur la rapidité avec laquelle ils risquent de se faire sentir. Ajoutant que le travail du groupe est parfois présenté de manière un peu « biaisée » par les services de communication des agences qui le parrainent, ces chercheurs souhaitent que les ministres trouvent les moyens de replacer le GIEC dans une optique « plus objective ».

## Les difficultés sont à la mesure des incertitudes scientifiques

LES NÉGOCIATIONS sur le réchauffement global de la planète posent des problèmes techniques et diplomatiques aussi redoutables que les discussions sur le contrôle des armements. Elles auront même des conséquences économiques et politiques plus importantes, alors que les incertitudes techniques sont plus grandes pour ce qui concerne le climat que dans le cas des armes...

C'est le gaz carbonique issu de la combustion des corps fossiles comme le charbon, le pétrole ou le gaz qui fait figure d'accusé principal. Sa concentration dans l'atmosphère a augmenté d'un tiers depuis 1880, la moitié de cet accroissement étant survenue au cours des trente-cinq dernières années. Mais d'autres gaz dits « à effet de serre » participent aussi au phénomène : le méthane (CH<sub>4</sub>), l'oxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) et les CFC, employés dans les systèmes de réfrigération et désormais bannis en raison des dommages qu'ils causent à la couche d'ozone.

Dès les années 50, certains chercheurs ont estimé que l'accumulation de ces gaz dans l'atmosphère entraînerait une augmentation de la température moyenne à la surface du globe. Ils n'ont pas été entendus. Les tendances climatiques semblaient les contredire et de nombreux climatologues inclinaient plutôt à penser que nous allions plutôt vers un nouvel âge glaciaire. Pourtant, durant la dernière décennie, la température moyenne a été en légère hausse.

Les mesures de la température, ou d'autres indicateurs climatiques comme la fonte des glaces de l'Antarctique, ne suffisent pas, cependant, à mettre en évidence un réchauffement global du climat, et il sera probablement impossible d'acquiescer à cette certitude à ce sujet pendant encore plusieurs années.

Les chercheurs en sont donc réduits à faire tourner leurs ordinateurs pour tenter d'estimer, par le calcul, les conséquences de l'accumulation des gaz à effet de

serre. Les modèles numériques prévoient une hausse de la température moyenne de 1 degré au cours des trente ou cinquante prochaines années. Mais les incertitudes sont grandes. Il en est de même pour les conséquences de ce réchauffement éventuel. On ignore quelles parties du globe seraient les plus touchées. Si la Sibérie pourrait tirer bénéfice (notamment pour l'agriculture) d'un climat plus chaud, le Sahel verrait probablement sa situation s'aggraver. Enfin, la hausse des températures entraînerait une élévation du niveau des océans qui pourrait mettre en danger certaines zones littorales.

Des scientifiques continuent pourtant d'affirmer que le réchauffement global n'est pas une menace réelle. Ils soulignent que les modèles numériques ne prennent pas en compte la vapeur d'eau, qui est aussi un gaz à effet de serre. Ils estiment que des changements dans la circulation atmosphérique pourraient accélérer l'effet de radiation de la Terre vers l'espace, réduisant d'autant l'effet de serre. L'élévation de température pourrait ainsi, disent-ils, accroître la couverture nuageuse, donc le pouvoir réfléchissant de l'atmosphère.

### ÉQUITÉ ENTRE PAYS ?

Reste que tous les indices sont convergents. Les esprits évoluent et, désormais, ce sont les sceptiques plutôt que les tenants du réchauffement qui sont pressés de prouver leurs assertions. Ils ont contre eux un fait incontestable : sans l'effet de serre dû au gaz carbonique, présente naturellement dans l'atmosphère avant l'ère industrielle, la Terre serait trop froide pour être habitée (sa température moyenne serait de -18 degrés). Comment imaginer qu'un accroissement d'un tiers de sa concentration puisse n'avoir aucun effet ?

Cela posé, reste l'autre aspect de la question. La lutte contre cette menace climatique soulève

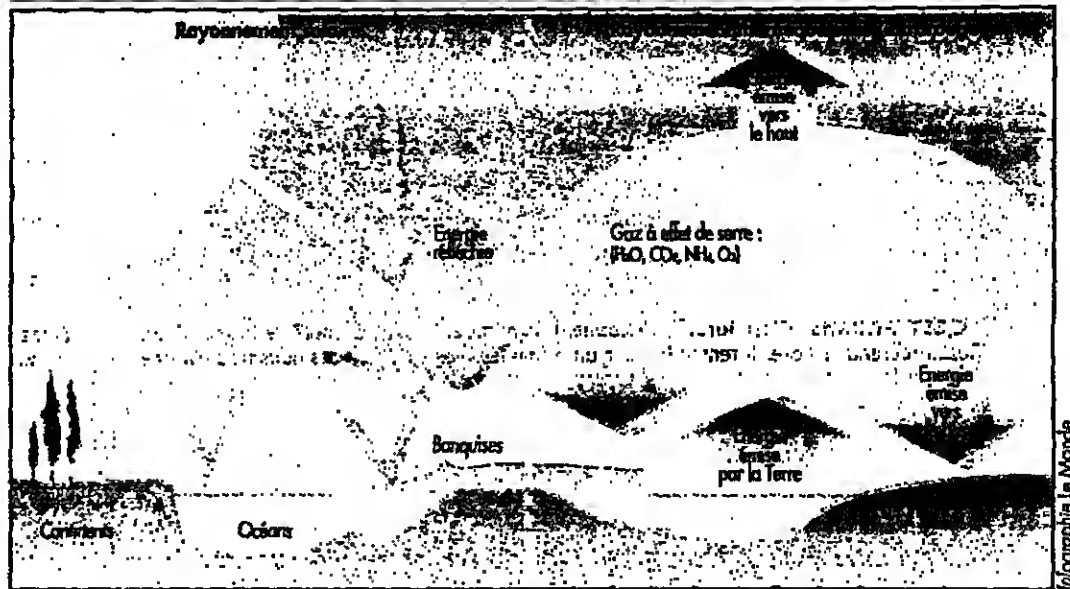
d'énormes difficultés économiques et sociales. Le traité de Rio reconnaît la nécessité d'une restriction des émissions de gaz à effet de serre, et les membres de l'Union européenne ont fait la preuve de leur sérieux en acceptant de ramener en l'an 2000 leurs rejets de gaz carbonique à leur niveau de 1990. Mais cela ne suffira pas. Il faut aussi tenir compte du méthane — quinze fois plus redoutable que lui, molécule pour molécule — et dont la concentration dans l'atmosphère a doublé depuis 1880. Ce gaz, responsable d'un quart de l'effet de serre, est issu d'activités humaines aussi hétéroclites en apparence que la riziculture, l'élevage, le traitement des eaux usées et les ordures ménagères, ainsi que des sites d'extraction de la houille ou du pétrole.

Un système efficace de lutte contre le réchauffement global exigera donc le contrôle détaillé et obligatoire d'un grand nombre d'activités dans le monde entier que tous les gouvernements ne sont pas prêts à accepter. Plus difficile encore : le problème de l'équité. Les pays pauvres affirmeront, à juste titre, que leur développement ne peut pas être contrarié par des restrictions qui devraient être appliquées au premier chef aux pays industrialisés, principaux consommateurs de combustibles fossiles.

Les mêmes disputes pourraient intervenir entre pays développés. C'est ainsi, par exemple, que la France, où 75 % de l'électricité est d'origine nucléaire, pourrait, avec raison, revendiquer une restriction dans l'usage des combustibles fossiles moins importante que celle qui serait imposée à sa voisine, l'Allemagne. De tels arguments, qui, tous, sont sous-tendus par des intérêts économiques importants, donneront lieu inévitablement à des contentieux dont la résolution exigera sans doute quelques années de débats.

J. M.

### La machine thermique Terre



Un tiers environ de rayonnement solaire qui atteint la Terre est réfléchi et renvoyé directement vers l'espace par les nuages, la surface des glaciers et des banquises, les terres et les océans (à gauche). Le reste de cette énergie (soit environ 240 watts par mètre carré) est absorbé et redistribué sous forme de rayonnement infrarouge par la surface du globe, les nuages et l'atmosphère (à droite), qui se comportent exactement comme un radiateur de chauffage central. C'est là qu'intervient l'effet « à effet de serre » : la capacité d'absorption du « radiateur » que constitue l'atmosphère dépend, en effet, de leur concentration dans l'air. Plus cette dernière est élevée, plus il sera chaud.

## Le malentendu

LE DÉBAT autour des changements climatiques illustre bien les liaisons particulières qui se sont tissées entre la science et la politique durant ces dix dernières années. Des relations qui, se plaçant désormais certains chercheurs, sont trop souvent caractérisées — notamment dans le domaine de l'environnement — par « un sérieux problème de communication », voire un total malentendu.

Du trou d'ozone à l'effet de serre en passant par l'appauvrissement de la biodiversité, ce sont les scientifiques qui ont tiré la sonnette d'alarme. Ce sont eux qui, inquiets du déséquilibre que semblait révéler leurs observations et leurs mesures, ont alerté l'opinion publique et les décideurs. En cela, ils remplissent leur mission. Généralement plutôt bien.

Leur inquiétude est, certes, solidement argumentée. Mais elle est aussi soigneusement nuancée. En novembre 1994, l'Académie des sciences française a souligné une nouvelle fois que si l'équilibre climatique du globe semble effectivement menacé, de sérieuses incertitudes demeurent. C'est ainsi, par exemple, que l'on sait très peu de chose sur la manière dont le dioxyde de carbone, principal gaz à effet de serre, est absorbé par les océans, et presque rien sur la façon dont il influence l'activité chlorophyllienne des plantes qui en sont de grandes consommatrices. En clair, soulignent-ils, la gigantesque machine thermique que

constitue notre globe est extrêmement complexe, et l'on est loin d'en avoir percé tous les mystères.

Hélas, la politique préfère trop souvent les dogmes aux nuances. Circonstance aggravante, en ces temps hautement médiatiques, ce sont surtout les idées simples qui font les Audimat républicains et les sondages en hausse. Très vite, les scientifiques ont été emportés dans la tourmente. D'un extrême à l'autre de l'échiquier de l'écologie politique, on invoque leurs travaux. Soit pour réclamer des mesures radicales et immédiates, au mépris des conséquences néfastes qu'elles pourraient avoir sur le plan économique ; soit pour refuser toute action sous prétexte que « l'on n'est sûr de rien ». Flattés ou, plus simplement, soucieux de gagner une notoriété toujours utile quand il s'agit de décrocher des crédits pour leurs laboratoires, certains chercheurs — heureusement peu nombreux — résistent mal à la pression et ont parfois tendance à forcer leur propos, dans un sens ou dans l'autre.

### REFUGE

La dérive déborde désormais largement le cadre de l'environnement. Les lauréats du prix Nobel deviennent des oracles que l'on consulte sur les sujets les plus divers, souvent fort éloignés de leur spécialité. En politique comme en diplomatie, le « chercheur au CNRS » fait référence. Tout se passe comme si certains voulaient trouver du côté de la science un

sobstitut à l'effondrement des idéologies. La cote du marxisme ayant sombré avec l'URSS, celle du capitalisme vacillant face à la montée du chômage et de l'exclusion, le scientisme pourrait, effectivement, apparaître comme le dernier refuge des amateurs de certitudes. Mais gare, alors, au retour de balancier dont la vogue récente de l'ésotérisme et des « pseudo sciences » sont peut-être les premiers symptômes.

« Le malentendu est total, explique un chercheur dans le domaine de l'environnement. Les décideurs nous réclament des recettes quand nous ne pouvons leur fournir que des connaissances. » Terre d'élection de la complexité et des phénomènes chaotiques, les problèmes d'environnement et de climatologie relèvent, par définition, de la conjecture. Par ailleurs, toute action corrective dans ces domaines a forcément des conséquences positives et négatives.

C'est là qu'intervient le rôle fondamental du politique qui est d'arbitrer. A Berlin, les ministres des pays signataires du traité de Rio seront au pied du mur. Il leur faudra engager enfin un vrai débat politique. S'ils reculent, fuient leurs responsabilités, l'histoire et la planète risquent de ne pas le leur pardonner.

Jean-Paul Dufour

\* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale Nature.

هذا من رايه



# Les footballeurs de l'En Avant Guingamp envisagent sereinement la première division

En leader du championnat de deuxième division, le club longtemps présidé par M. Le Graët se rend à Marseille, vendredi 24 mars

Il y a moins de deux ans, l'Olympique de Marseille était champion d'Europe et l'En Avant Guingamp descendait de deuxième

**GUINGAMP**  
de notre envoyé spécial  
« Guingamp, sans le foot, ce serait triste ». Ce simple constat du patron du Milord Pub est partagé par la clientèle. Et bien au-delà. Qui oserait imaginer la petite ville sans les chaudes soirées au stade du Rou-dourou, sans les cohortes de supporters qui envahissent régulièrement la place du Centre ? Au moins autant que le football qui dynamise le commerce local. C'est par la magie du club d'En Avant que cette commune de 8 000 habitants, au cœur des Côtes-d'Armor, s'est taillée une notoriété d'envergure nationale.

Depuis la montée de son équipe en deuxième division en 1977, Guingamp s'est habituée à jouer dans la cour des grands. Ceux-ci ne s'étonnent plus, au bout du voyage dans les Côtes-d'Armor, de ne découvrir qu'un gros bourg. Cette saison, les Bretons ne se contentent plus de côtoyer Dunkerque ou Châteauroux, ils font la course en tête, devant des métropoles comme Marseille, Toulouse et Nancy. Du coup, un délicieux frisson parcourt la ville. Et si l'équipe accédait à la première division ? A dix journées de la fin, Guingamp en prend le chemin, malgré un périlleux détour par le stade-vélodrome vendredi. Quelle divine surprise ce serait pour

division en National 1. La rencontre Marseille-Guingamp, vendredi 24 mars, en match avancé de la 33<sup>e</sup> journée du cham-

pionnat de deuxième division, permettra aux joueurs bretons, surprenants leaders du championnat, d'étaonner leurs possibilités

et d'avoir un avant-goût de l'ambiance de la première division qu'ils se préparent à découvrir.

ans, « l'idée de réduire notre aide ne nous est même pas venue à l'esprit ». La parenthèse, il est vrai, a été brève : une seule défaite en championnat, et un parcours exceptionnel en Coupe de France, seulement interrompu en huitième de finale par le Paris-SG. « C'est là que nous avons acquis notre copilot confiance », résume Hubert Fournier. Pour Francis Smerecki, techni-

moïn. « Il faudra trouver des joueurs capables, comme Francis Smerecki et sa famille, de s'acclimater à l'atmosphère quasi rurale de l'endroit. Cet aspect, ainsi que l'adhésion à « l'esprit d'En Avant », sera aussi important que les conditions financières. Avec un budget que les dirigeants évaluent à moins de 35 millions de francs (contre 17 millions actuellement), Guin-

En Avant n'est pourtant pas dans le dénuement. La sage gestion de Noël Le Graët, président de 1971 à 1991 avant de prendre la direction de la Ligue nationale de football (Le Monde du 18 mars) l'a mis à l'abri des retournements brutaux de situation.

Le club s'est enrichi de ne pas avoir de dettes. Il dispose d'un stade récent de 16 000 places - le double de la population locale - qui pourrait faire l'affaire en D1 moyennant quelques aménagements, voire une dérogation de la Ligue nationale. Mais il est surtout riche du soutien fidèle de toute une région. Rippoz, un sponsor qui vient de renouveler pour la quatrième fois son contrat jusqu'à fin 1997, en est l'illustration.

« Comme à chaque fois, nos négociations n'ont pas duré plus de deux minutes », affirme M. Salvatori. Pour Unicopa (4 000 salariés et 15 000 producteurs), l'alliance avec En Avant relevait d'une stratégie de lancement d'une marque à destination du grand public. Aujourd'hui, elle est devenue naturelle. Le retour sur investissement n'est pas quantifiable, mais, dit Gaston Salvatori, « tout le monde le sent ». Personne ne comprendrait un retrait, assure-t-il, « même ceux qui, en 1984, m'occusaient de jeter l'argent par les fenêtres ». Principal employeur local, il reconnaît qu'il ne parviendrait pas d'autre club qu'En Avant : « Il y a un peu de citoyenneté dans notre démarche de sponsoring ».

Jean-Jacques Bozzomet

## Nantes domine toujours la D1

Le FC Nantes a encore amélioré son record d'invincibilité en championnat, en battant Le Havre (3-2), mercredi 22 mars, lors de la 30<sup>e</sup> journée du championnat de France de première division. Menés 2-0, les Nantes sont revenus au score grâce à un doublé du jeune Franck Ribéry, avant de s'imposer sur un but de Patrice Loko, qui consolide ainsi sa première place au classement des marqueurs, avec un total de 19 buts. Lyon, vainqueur de Montpellier (2-1), maintient l'écart de 10 points avec les leaders, tandis que le Paris-SG a encore cédé du terrain en perdant à Lille (1-0). L'attaquant brésilien Sonny Anderson a largement contribué au « carton » de la soirée, en marquant quatre des six buts de l'AS Monaco face aux Girondins de Bordeaux (6-3). Au cours de ce match, l'attaquant bordelais Christophe Dugarry a été victime d'une entorse à la cheville droite. Cette blessure pourrait le rendre indisponible pour le match des éliminatoires du championnat d'Europe Israël-France, le 29 mars à Tel-Aviv.

clien habitué aux données statistiques de la deuxième division, « cette équipe serait aujourd'hui dans le dernier tiers du classement D1 comme Bastia ou Nice ». L'accession en première division ne l'obsède pas encore, mais il a déjà sans doute quelques idées sur « les quatre ou cinq joueurs ayant le talent et l'expérience de l'étage du dessus pour nous donner un coup de

gamp serait le plus petit club de D1. Une perspective qui n'effraie pas les gestionnaires maison, habitués à tirer sur la ficelle. « Ici, tout l'argent va sur le terrain », explique Francis Smerecki. Le siège du club, où le personnel appointé se compte sur les doigts d'une seule main, devra attendre encore un peu pour le coup de pioche et les réparations qui s'imposent depuis longtemps.

## Christophe Tiozzo rêve d'un sursis

**C'EST PROMIS.** C'est juré. Christophe Tiozzo reprend la boxe. Il remontera sur un ring. On le reverra danser entre les cordes, dans ce lieu de peine et de souffrance auquel il doit sa gloire. Dans trois mois, dans six mois, qu'il importe, Tiozzo sera de nouveau Tiozzo, boxeur, Français, et champion du monde. Pour annoncer son come-back, il a choisi l'enceinte d'un tribunal, où il comparait, mercredi 22 mars à Paris, pour une affaire mineure de transport d'arme prohibée. C'est devant la justice, devant le président de la deuxième chambre correctionnelle, qui a du mal à cacher son scepticisme, que l'ex-champion a fait sa déclaration. « Quelle est votre profession ? », interroge Bruno Laroche. « Boxeur professionnel », rétorque Christophe Tiozzo. « Je croyais que vous aviez arrêté », s'étonne le président. « J'ai repris l'entraînement », assène l'ex-champion du monde.

La salle d'audience semble alors découvrir

le miracle. Tiozzo, le bouffi, le boxeur détruit par les lésions en trop et les nuits trop blanches, a retrouvé la ligne. Engoncé dans son jean à peine un peu étroit, il ne pèse plus que 90 kilos, quinze de moins que lors de ses mois de galère, mais dix de plus que le champion qu'il promet de redevenir.

### MÉFIANT

Car il veut convaincre, Christophe. Il n'a pas d'entraîneur, pas de manager. Soit. Mais il ne quitte plus le gymnase-club où il travaille quotidiennement sa condition physique. Pour tant, même sa mère, qui a voulu l'accompagner au tribunal, laisse percer ses doutes. « Je n'y crois pas beaucoup à ce retour, avoue Roberte, en une discrète confession. Il s'est enrôlé. C'est à cause de cette affaire de procès. J'ai des photos d'avant. Vous auriez vu comme il était beau, il était musclé. » Lui, seul dans son coin, se contente d'assurer qu'à 84-85 kilos il entrera à nouveau les gants.

Tiozzo se réveille si fort en boxeur. Aujourd'hui, il s'entraîne. « Je m'entraîne », traduit-il. Il touche un salaire mensuel de 10 000 francs d'une société dont il est actionnaire et dont le gérant, Jean-Christophe Courrière, est son ancien manager. Il ne travaille pas. Et les journées sont longues à ne rien faire, quand on n'a pas encore trente-deux ans. Il sait que l'homme Christophe Tiozzo n'intéresse plus personne, qu'il n'y avait que le champion du monde des super-moyens pour allumer les sunlights. Entre mars 1990 et avril 1991, Tiozzo a été le roi. Il n'est plus grand-chose. Mais il n'en veut à personne. « C'est absolument normal que l'on ne parle plus de moi », affirme-t-il, sans amertume.

Et puis il est devenu méfiant. Bien sûr, il aime toujours autant la fête, les virées nocturnes, et les amis faciles qui disparaissent au bout de la nuit. Mais il fait beaucoup plus attention à ses fréquentations. Il ne veut plus se retrouver devant le tribunal, à cause de types

comme ce fameux « Riquet » qui lui avait confié son revolver 38 spécial, auquel il tenait compagnie le soir où il a été abattu. Sur le ring, c'est sûr, il n'aura plus à se défier des voyous, qui, dit-il de lui-même, sont attirés par les boxeurs comme par un aimant.

Alors, tout cela ne lui laissait finalement pas le choix. Au bord du néant, Christophe Tiozzo a opté pour la boxe, sans même peut-être y croire vraiment. Mais il s'est trouvé la meilleure raison du monde, et il la confesse en un demi-sourire. Que pourrait-il bien faire en dehors du ring ? « Je ne sais pas chanter, je ne sais pas danser ».

Cette perspective de rédemption par le sport n'a pas tout à fait convaincu le tribunal. Alors que le substitut du procureur avait requis une simple amende, Christophe Tiozzo a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende.

Pascal Ceaux

## Le badminton français est en voie de développement

A l'Open de Paris, les joueurs tricolores se mesurent à l'élite de la discipline

**ILS S'EN SOUVIENNENT.** Le sourire aux lèvres. C'est un jour de juin, en 1985, qu'il leur a été permis de jouer à plus bel avenir. Le Comité international olympique (CIO) accordait au badminton la distinction suprême de devenir un sport olympique. Pour la fédération française, créée en 1979, tout a presque commencé là. « Nous sommes passés d'un statut de petit sport à celui d'un sport olympique », dit Etienne Thobois, le numéro un français, venu défendre ses chances à l'Open de Paris, qui se dispute à la Halle Carpentier jusqu'au 26 mars.

Tous ceux qui pensaient que le badminton était un sport de jardin en seront pour leurs frais. Adulte en Indonésie, Malaisie, Chine ou Corée, où les meilleurs, comme les joueurs de tennis, vivent grassement de leur raquette, le badminton est un sport, un vrai : « Lorsque quelqu'un se moque, nous lui proposons de jouer », dit Fabrice Vallet, entraîneur national adjoint. Notre malice est de le mettre par terre en quelques échanges. Il comprend. Rapidité, endurance, force explosive, le badminton, qui se joue au meilleur des trois sets, sans le moindre temps de pause, est une discipline complète et spectaculaire : la vitesse du volant de 3 g peut atteindre 320 km/h ; celui-ci est propulsé par une raquette de 90 g. Aussitôt adouci par le CIO, le

badminton a droit aux égards. Le ministère de la jeunesse et des sports accorde ses faveurs. Désormais, les athlètes vont jouer de contrats de formation universitaire ou professionnelle, ou d'horaire aménagés dans leurs emplois. La fédération française de badminton (FFBA) passe du bénévolat au professionnalisme. On installe un directeur technique national, Gérard Morel, nommé en 1987 : « Tout a été très vite », dit-il. En 1988, le Centre national de badminton a été implanté à l'Insep où l'équipe de France a pu s'entraîner sérieusement quinze à vingt heures par semaine. Nous y avons préparé les athlètes pour les Jeux olympiques de Barcelone, en 1992. Nous avons eu quatre joueurs qualifiés. Pour une petite nation de badminton, ce n'était pas mal. Ils ont été éliminés aux premiers tours, mais l'essentiel était d'être là. L'équipe de France prépare la suite avec force : « Notre objectif, c'est Atlanta », tonne Gérard Morel. Avec un budget de 2,5 millions de francs, la FFBA peut espérer.

### FORMATION EN DEUX TEMPS

L'équipe de France reste modeste. Etienne Thobois, par exemple, est cent neuvième joueur mondial. « Malgré l'histoire du volant en France, il nous manque une culture, note Fabrice Vallet. La Suède ou le Danemark, qui sont les deux meil-

leurs nations européennes, comptent près d'un million de licenciés. Il a donc fallu tout inventer. Et d'abord un système de sélection des enfants. En 1992, un centre d'entraînement voit le jour au Creps de Châteaufort-Malabry, qui accueille les meilleurs cadets de France. Ceux-là ne sont plus si ardu à dénicher, la

maturité précoce, explique Fabrice Vallet. D'un garçon de douze ans, on ne peut pas attendre de son niveau dans dix ans. Le badminton est, en effet, inhérent au développement musculaire. Les joueurs arrivent à maturité à vingt-sept, vingt-huit ans ».

A l'exemple des grandes écoles européennes, les Français ont adop-

### Une fédération en forme olympique

Depuis la décision du CIO de faire du badminton une discipline olympique, en 1985, la fédération française (FFBA) a vu ses troupes passer de 6 000 à 35 000 licenciés. Entre 1994 et 1995, le nombre a, par exemple, augmenté de 30 %. Aujourd'hui, 765 clubs existent dans le pays. Les installations privées sont rares. Un terrain de badminton est signalé à l'Aquaboulevard, porte de Versailles, à Paris.

Pour les joueurs amateurs, les principaux rendez-vous du badminton sont les Jeux olympiques, les championnats du monde et d'Europe, les All England Championships, qui viennent d'être disputés à Birmingham, et les Internationaux malaisiens, chinois ou coréens. L'Open de Paris est une épreuve du circuit européen, d'un niveau plus modeste.

tâche facilitée par le formidable engouement des écoles, collèges ou lycées pour le badminton. Classé vingt-septième sport scolaire individuel il y a dix ans, il serait, aujourd'hui, le deuxième.

Dès 1996, des centres régionaux vont être ouverts où les gamins venus des clubs pourront espérer atteindre le haut niveau. « Le badminton n'est pas du tout un sport à

té une formation en deux temps. Un apprentissage technique, celui de tous les secrets des coups du badminton, l'offensive ou la défense, l'amortie ou le smash, le service qu'il faut frapper le plus haut possible pour ne pas offrir l'extrême : le bouchon, à l'adversaire : « L'acuité visuelle, par exemple, est absolument indispensable pour placer ses coups », dit Fabrice Vallet.

Bénédicte Mathieu

**SKI DE VITESSE :** le Français Philippe Goitschel est devenu champion du monde de ski de vitesse, mercredi 23 mars à Ylläs (Finlande) en atteignant la vitesse de 178,64 km/h. Le skieur français a devancé le Suédois Bengt Jonsson et le Finlandais Esa Mäkelä. Chez les dames, la Canadienne Cheryl Sandercock s'est imposée en atteignant 167,93 km/h. - (AFP)

**DOPAGE :** la rameuse canadienne Silken Laumann, qui a remporté, dimanche 19 mars, la médaille d'or en quatre de couple, lors des compétitions d'aviron des Jeux panaméricains à Mar del Plata, a été déclarée positive à l'issue d'un contrôle. Des traces de pseudo-éphédrine ont été retrouvées dans ses urines. Silken Laumann, qui est la seule des quatre membres de l'équipe canadienne à avoir subi un test après la finale, avait remporté une médaille de bronze aux Jeux olympiques de Barcelone en 1992. Il s'agit du troisième cas de dopage révélé au cours de ces Jeux panaméricains, après les deux haltérophiles, le Péruvien Rolando Marchinero et le Hondurien Nelson Roberto Stanley Bolton, contrôlés positifs à la nandrolone (Le Monde du 22 mars). - (AFP, Reuters)

**TENNIS :** Monica Seles veut toujours rejouer au tennis, mais oublier l'attentat dont elle a été victime le 13 avril 1993 au tournoi de Hambourg « n'est pas facile », a affirmé le père de la championne, qui décrit la vie de sa fille comme un « colzaire » dans une interview au quotidien USA Today. Monica Seles réclame 10 millions de dollars de dommages et intérêts à la fédération allemande de tennis dans le procès en appel contre son agresseur Günther Parche qui s'est ouvert mardi 21 mars à Hambourg.

**FOOTBALL :** le championnat de Russie sera parainé en 1995 par un fabricant danois de gomme à mâcher, Stimorol. L'accord signé mercredi 22 mars, à Moscou, prévoit que le groupe danois versera au total 9 millions de dollars. Le vainqueur du championnat de première division - qui se déroule du printemps à l'automne - recevra environ 500 000 dollars. Cet appui financier, le premier du genre à être mis en place dans l'ex-URSS, devrait faire le plus grand bien à un football russe dont les vedettes ont pour la plupart cédé aux sirènes de l'Occident. - (Reuters)

## RÉSULTATS

FOOTBALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE D1	
30 <sup>e</sup> journée	
Lyon-Montpellier (à Besançon)	2-1
Metz-Maratiques	0-0
Bastia-Saint-Etienne	2-1
Auxerre-Rennes	2-2
Monaco-Bordeaux	6-3
Caen-Nice	0-0
Nantes-Le Havre	3-2
Lille-Fans SG	1-0
Cannes-Sochaux	0-0
Classement : 1. Nantes, 66 ; 2. Lyon, 56 ; 3. Paris SG, 51 ; 4. Lens, 49 ; 5. Cannes, 48 ; 6. Auxerre, 44 ; 7. Le Havre, 44 ; 8. Monaco, 43 ; 9. Bordeaux, 41 ; 10. Metz, 40 ; 11. Strasbourg, 39 ; 12. Maratiques, 36 ; 13. Rennes, 34 ; 14. Lille, 34 ; 15. Bastia, 32 ; 16. Saint-Etienne, 31 ; 17. Montpellier, 30 ; 18. Caen, 29 ; 19. Nice, 29 ; 20. Sochaux, 23.	

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE	
23 <sup>e</sup> et 24 <sup>e</sup> journées (matchs en retard)	
QPR-Chelsea	1-0
Manchester United-Arsenal	3-0
Nottingham Forest-Leeds	3-0
Southampton-Newcastle	3-1
Tottenham-Liverpool	0-0
Classement : 1. Blackburn, 76 ; 2. Manchester United, 76 ; 3. Newcastle, 63 ; 4. Nottingham Forest, 60 ; 5. Liverpool, 59 ; 6. Leeds et Tottenham, 52 ; 7. Wimbledon, 48 ; 8. Queens Park Rangers, 44 ; 9. Sheffield Wednesday et Coventry, 43 ; 10. Norwich, 42 ; 11. Manchester City, 41 ; 12. Arsenal et Chelsea, 40 ; 13. Aston Villa et Everton, 39 ; 14. West Ham, 37 ; 15. Southampton, 36 ; 16. Crystal Palace, 34 ; 17. Ipswich, 23 ; 18. Leicester, 21.	

COUPE D'ESPAGNE	
Quarts de finale	
Athletic Bilbao-D. LA COROGNE	0-0 (tab. 0-3)
VALLADOLID-MADRID (0-2)	4-0 (0-1)
Rayo Vallecano (0-2)-S. GUON	0-1 (1-0)
Les clubs qualifiés sont en majuscules	

COUPE DE BELGIQUE	
Quarts de finale	
ALST (D1)-Antwerp (D1)	4-1
Beveren (D1)-GIEREN (D1)	0-2
Seraing (D1)-FC BRUGES (D1)	1-2
ANDERLECHT (D1)-FC Malines (D1)	2-0

VOILE	
COUPE DE L'AMERICA	
Demi-finales	
Coupe Louis-Vuitton : Team New Zealand bat One Australia de 39 sec. ; Rag Heuer Challenge bat Agip de 57 sec.	
Classement : 1. Team New Zealand, 3 pts ; 2. Rag Heuer Challenge, 2 ; 3. One Australia, 1 ; 4. Agip, 0.	
Coupe Citizen : Young America bat Stars and Stripes de 28 sec.	
Classement : 1. Young America, 4 pts ; 2. Mighty Mary, 3 ; Stars and Stripes, 1.	



## VOYAGES

## La fable de la maison Picassiette

Durant plus de trente ans, Raymond Isidore embellit de mosaïques sa modeste propriété de Chartres, aujourd'hui classée monument historique

## CHARTRES

L'art brut ne trouve sa justification que dans l'excès. Amateurs, nous sommes tous des artistes de l'impossible, des créateurs du vide; il ne nous manque que la foi pour nous élever. Seuls les meilleurs d'entre nous savent pousser leur inspiration au-delà du courage de l'absurde et des souffrances du ridicule.

Quand il entreprend de maquiller ses pots de géraniums en les fardant d'éclats de céramique et de porcelaine, Raymond Isidore n'imagine pas encore l'ampleur du burlesque auquel il s'enchaîne, mais l'option qu'il vient de prendre pour meubler une existence qui lui semble dépourvue de tout mérite paraît sans retour. Le résultat est à la hauteur de ses trente-trois années passées sur le motif, à la recherche d'une jubilation laissée en permanence dans l'innocence de la liberté. Bienheureux ceux qui naviguent au royaume de l'imaginaire.

Moins ambitieux, moins sonore, que le Palais idéal de Ferdinand Cheval, facteur à Hauterives, dans la Drôme, le propos de Raymond Isidore rejoint celui de son confrère - comme lui diplômé en architecture spontanée - dans l'exploit en persévérance. Tous les deux vivent sur le pays: Cheval glane du moellon durant ses tournées, Isidore cueille tout ce qui brille et scintille dans ses patrouilles de cantonnier. Gestes rudimentaires et conviction profonde.

## MARQUETEUR DE VAISSELLE

Ils sont bâtisseurs, concepteurs, maîtres d'œuvre. Patrons et indépendants. Aucun vrai compte à rendre à personne, sinon à se méfier de la malveillance publique qui aurait tôt fait d'interpréter de travers la « cabalistique » dont s'enveloppent leurs manœuvres. Campagnard, Cheval jouit du statut de fonctionnaire à l'âme originale, il amuse; citadin, Isidore intrigue, dé-

range. Tous les deux sont agités par une seule pensée: essayer de traduire en clair ce que les voix venues d'en haut leur suggèrent de réaliser.

A Chartres, la maison Picassiette n'est pas une farce, c'est une fable. La fable de celui qui croyait au ciel et qui ne le pratiquait pas de façon vraiment orthodoxe. Un malentendu des trompettes séraphiques officielles, lancé dans une interprétation libre du « aimez-vous les uns les autres », corrigé à la hausse sous les influences et les réflexions issues d'un fameux et coloré petit boulot de Romain.

« Je pense la nuit, aux autres qui sont malheureux. Je voudrais leur expliquer. L'esprit m'a dicté ce que je devais faire pour embellir la vie. Beaucoup de gens pourraient en faire autant, mais non, ils n'osent pas. Moi, j'ai pris mes mains et elles m'ont rendu heureux. Je voudrais être un exemple. » Voilà comment il parlait monsieur Isidore, balayeur du cimetière de Saint-Chéron, marqueur de vaisselle cassée, mosaïste de l'improbable et dont l'ouvrage finirait par être certifié monument historique, en novembre 1983, sous la vigilance amusée et pointue de l'astucieux Jack Lang.

Comment s'organise la vocation quand on est encore sec de toute vue d'ensemble du sujet, sans révolte contre quiconque, sans combat déterminant à mener? A la va comme l'air pousse, répond Raymond Isidore, au petit bonheur la chance. C'est en s'acharnant que l'on devient vraiment désinvolte; qu'on prend de la hauteur. Moi, voyez-vous, j'ai toujours regardé mes pieds et ce qui se trouvait autour. A la Compagnie des tramways d'Eure-et-Loir, où me situent un moment les meilleurs de mes biographies, je ne pilotais pas les machines, je les balayais. Plus tard ce sont les chemins et les routes, les places et les carrefours que j'épousais. Près des morts, ce sont leurs allées et leurs venelles que j'entretenais. Une vie passée au ras du sol,

au plus près du rien. Ermite de la poussière, chevalier du caillou. Des mines de réflexions et un gisement considérable, là, sous mes croque-nots, toutes ces ludolies de couleur, toute cette pierrerie laissée dans l'abandon. Trésor pour pauvre. Tentation de l'incertain.

## VITRIFICATION EN FORCE

Alors, dans les années 30, il achète un bout de terrain en dehors de la ville et se met à construire sa bicoque. La stricte, la trois pièces à la spartiate avec jardin minimal. En même temps, ses prises de guerre s'accroissent. On le voit charriant avec volonte de pleines carrioles de verroterie, d'éclats de poterie, de débris de toute nature. Le Sam'suffit terminé, il passe à l'action; en douceur, comme pour ne pas effrayer son monde. Il commence par l'intérieur avec des peintures et des bas-reliefs, puis surviennent les mosaïques. Son œuvre, son grand ouvrage.

Les voilà qui grimpent aux murs, qui s'accrochent aux tuyaux du poêle, qui recouvrent le sol, qui montent à l'assaut du mobilier. La cuisine y passe, le poste de radio, les chaises, la table, les bœufs, les rayonnages. Tout ce qui se trouve à portée d'Isidore est immédiatement saisi et vitrifié en force. Même traitement pour le salon. Entièrement pris en charge par l'artiste. Du multicolore comme s'il en pleuvait, pas un recoin laissé à l'abandon. La chambre est le chef-d'œuvre. Pièce maîtresse, la machine à coudre, en état de marche, malgré le fort tonnage de ciment et de céramiques qui la recouvre. Oasis à droite, avec caravane et palais oriental, vue de Chartres et bords de l'Eure sur le mur du fond. Lit, table de nuit, armoire et bougeoirs sont mis aux normes selon l'ordonnement général. Seuls les draps et les couvetures ont été épargnés.

Le passe-temps devient passion. Conforté dans sa démarche, le fureur coloriste prend les murs exté-



rieurs de sa demeure comme témoins de sa dextérité désormais affermie. Le ciment fuse, les allégories jaillissent. Plus rien ne peut résister au solitaire aujourd'hui propriétaire d'uo savoir à toute épreuve et définitivement ennemi de la surface lisse. Isidore s'offre ses rêves à la colle forte d'un destin qu'il vient de sauver du naufrage le plus probable.

En 1952, il ne reste que sa ferme à ne pas avoir été pétrifiée dans le périmètre qu'il s'est fixé pour mener sa première campagne. Les théories se sont affinées, l'espace manque. Il faut gagner du terrain. Rebondit vite, une chapelle! On peut dire, enfin, car toute cette affaire devait bien un jour trouver un oratoire dans sa course. Quinze années de création, plus ou moins évasive, lui ont donné beaucoup de matière à Raymond Isidore. Là, il est interdit de soute dans cette pièce, d'un prétexte tout à fait bluffant; on se retrouverait, serrés dans un agencement parfaitement distingué, les grands personnages de la

saga du cantonnier: Chartres, les madones, Jérusalem, le chien, le berger. Technique parfaite et coup de chapeau au bonhomme.

La suite de la visite sera plus pittoresque, plus défilante encore: la cour ocre, le tombeau noir, le trône noir, la maison d'été, le jardin, le parvis de Jérusalem, pour se conclure, on s'en serait donné, par le tombeau de l'Esprit, où justement « repose l'esprit ». C'est écrit. Raymond Isidore est mort en 1964. Vingt ans après, il entrerait chez les élus du patrimoine national. Ce qui n'est pas un mauvais score pour un ramasseur de morceaux de potiches brisées.

Jean-Pierre Quélin

★ Maison Picassiette, 22, rue du Repos, Chartres, tél.: 37-34-10-78. Ouverture au public: du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre; de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 2 novembre au 31 mars, pour les groupes sur rendez-vous en téléphonant au 37-36-41-39.

## VENTES

## Serrures et secrets

CE QU'ON APPELLE aujourd'hui la ferronnerie, c'est-à-dire l'art de travailler le fer, se nommait autrefois serrurerie. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, tous les ouvrages demandant des connaissances artistiques et techniques étaient exécutés par les serruriers: non seulement les serrures et tout ce qui s'y rapporte, mais aussi grilles, rambarde et ferrures.

Environ trois cents objets en fer seront vendus dimanche 26 mars à Drouot, illustrant l'extrême variété de cette production. Composée de plusieurs collections, cet ensemble concerne la serrurerie fine et classique.

Les clés sont accessibles entre 200 et 1 500 francs. Une des plus anciennes, datée de l'époque romaine (entre le XI<sup>e</sup> et le XII<sup>e</sup> siècle), présente un anneau circulaire et mesure seize centimètres (estimation: 1 000 à 1 500 francs). Les modèles des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles sont annoncés en moyenne entre 500 et 1 000 francs, ceux des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> entre 200 et 800 francs.

Les serrures, toutes en état de marche et accompagnées de leur clé, soit d'origine, soit refaites à la même époque, valent de 500 à 4 000 francs. Un modèle pour coffret, probablement exécuté à Paris vers 1490, présente une entrée à secret recouverte d'un dragon ailé et un décor gravé et repoussé sur les côtés (3 000 à 4 000 francs).

## CLOUS FORGÉS

Loquets, verrous et targettes voient leurs prix varier de 100 à 800 francs. Exception faite d'une targette provenant du château de Chambord ornée du monogramme de François I<sup>er</sup>, un « F » surmonté d'une couronne royale, réalisée vers 1530 (de 4 000 à 5 000 francs).

Les poignées de fenêtres du XVIII<sup>e</sup> siècle sont annoncées entre 100 et 200 francs. Mêmes prix pour celles des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, sauf une poignée en fer forgé d'un décor à facettes, estimée de 600 à 800 francs. Les entrées de serrures d'ameublement XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> se vendent entre 100 et 600 francs suivant la beauté du décor et l'ancienneté.

Pyramides, cubiques ou à tête sphérique, les clous étaient bien sûr forgés à la main, la plupart du temps par les serruriers. Un exemplaire cubique et sa rondelle (une platine de renfort souvent décorée) ornée de motifs concentriques, un travail réalisé en Navarre au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle, se vendra sans doute autour de 1 000 francs. Les autres modèles sont estimés entre 200 et 800 francs.

Des heurtloirs des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles complètent ce panorama. On attend 5 000 à 6 000 francs d'un très beau modèle au marteau en forme de serpent à queue torsadée, provenant de Gascogne. Les autres sont estimés entre 1 000 et 5 000 francs.

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, dimanche 26 mars. Exposition la veille de 11 heures à 18 heures et le matin de la vente de 11 heures à 12 heures. Étude Hoebeaux-Courcier, 23, rue Le Peletier, 75009 Paris. Tél.: 47-70-82-85. Expert: A.-P. Guerry, 15, rue Alexandre-Dumas, 19100 Brive. Tél.: 55-24-28-14.

FOIRES ET SALONS: Paris, avenue du Maine, Paris, hippodrome d'Auteuil, Chatou, jusqu'au 26 mars; Rosny-sous-Bois, Rouen, 23 mars-1<sup>er</sup> avril; Coblentz-sur-Marne, Bordeaux-Lac, Alençon, 24-26 mars; Tours, 24-27 mars; Angers, Valence, Châteauroux et Coutras (33), 25-26 mars.

## PARTIR

## CROISIÈRES SUR SEINE

■ Ils sont bâtisseurs, concepteurs, maîtres d'œuvre. Patrons et indépendants. Aucun vrai compte à rendre à personne, sinon à se méfier de la malveillance publique qui aurait tôt fait d'interpréter de travers la « cabalistique » dont s'enveloppent leurs manœuvres. Campagnard, Cheval jouit du statut de fonctionnaire à l'âme originale, il amuse; citadin, Isidore intrigue, dé-

range. Tous les deux sont agités par une seule pensée: essayer de traduire en clair ce que les voix venues d'en haut leur suggèrent de réaliser.

A Chartres, la maison Picassiette n'est pas une farce, c'est une fable. La fable de celui qui croyait au ciel et qui ne le pratiquait pas de façon vraiment orthodoxe. Un malentendu des trompettes séraphiques officielles, lancé dans une interprétation libre du « aimez-vous les uns les autres », corrigé à la hausse sous les influences et les réflexions issues d'un fameux et coloré petit boulot de Romain.

« Je pense la nuit, aux autres qui sont malheureux. Je voudrais leur expliquer. L'esprit m'a dicté ce que je devais faire pour embellir la vie. Beaucoup de gens pourraient en faire autant, mais non, ils n'osent pas. Moi, j'ai pris mes mains et elles m'ont rendu heureux. Je voudrais être un exemple. » Voilà comment il parlait monsieur Isidore, balayeur du cimetière de Saint-Chéron, marqueur de vaisselle cassée, mosaïste de l'improbable et dont l'ouvrage finirait par être certifié monument historique, en novembre 1983, sous la vigilance amusée et pointue de l'astucieux Jack Lang.

Comment s'organise la vocation quand on est encore sec de toute vue d'ensemble du sujet, sans révolte contre quiconque, sans combat déterminant à mener? A la va comme l'air pousse, répond Raymond Isidore, au petit bonheur la chance. C'est en s'acharnant que l'on devient vraiment désinvolte; qu'on prend de la hauteur. Moi, voyez-vous, j'ai toujours regardé mes pieds et ce qui se trouvait autour. A la Compagnie des tramways d'Eure-et-Loir, où me situent un moment les meilleurs de mes biographies, je ne pilotais pas les machines, je les balayais. Plus tard ce sont les chemins et les routes, les places et les carrefours que j'épousais. Près des morts, ce sont leurs allées et leurs venelles que j'entretenais. Une vie passée au ras du sol,

au plus près du rien. Ermite de la poussière, chevalier du caillou. Des mines de réflexions et un gisement considérable, là, sous mes croque-nots, toutes ces ludolies de couleur, toute cette pierrerie laissée dans l'abandon. Trésor pour pauvre. Tentation de l'incertain.

Alors, dans les années 30, il achète un bout de terrain en dehors de la ville et se met à construire sa bicoque. La stricte, la trois pièces à la spartiate avec jardin minimal. En même temps, ses prises de guerre s'accroissent. On le voit charriant avec volonte de pleines carrioles de verroterie, d'éclats de poterie, de débris de toute nature. Le Sam'suffit terminé, il passe à l'action; en douceur, comme pour ne pas effrayer son monde. Il commence par l'intérieur avec des peintures et des bas-reliefs, puis surviennent les mosaïques. Son œuvre, son grand ouvrage.

Les voilà qui grimpent aux murs, qui s'accrochent aux tuyaux du poêle, qui recouvrent le sol, qui montent à l'assaut du mobilier. La cuisine y passe, le poste de radio, les chaises, la table, les bœufs, les rayonnages. Tout ce qui se trouve à portée d'Isidore est immédiatement saisi et vitrifié en force. Même traitement pour le salon. Entièrement pris en charge par l'artiste. Du multicolore comme s'il en pleuvait, pas un recoin laissé à l'abandon. La chambre est le chef-d'œuvre. Pièce maîtresse, la machine à coudre, en état de marche, malgré le fort tonnage de ciment et de céramiques qui la recouvre. Oasis à droite, avec caravane et palais oriental, vue de Chartres et bords de l'Eure sur le mur du fond. Lit, table de nuit, armoire et bougeoirs sont mis aux normes selon l'ordonnement général. Seuls les draps et les couvetures ont été épargnés.

Le passe-temps devient passion. Conforté dans sa démarche, le fureur coloriste prend les murs exté-

rieurs de sa demeure comme témoins de sa dextérité désormais affermie. Le ciment fuse, les allégories jaillissent. Plus rien ne peut résister au solitaire aujourd'hui propriétaire d'uo savoir à toute épreuve et définitivement ennemi de la surface lisse. Isidore s'offre ses rêves à la colle forte d'un destin qu'il vient de sauver du naufrage le plus probable.

En 1952, il ne reste que sa ferme à ne pas avoir été pétrifiée dans le périmètre qu'il s'est fixé pour mener sa première campagne. Les théories se sont affinées, l'espace manque. Il faut gagner du terrain. Rebondit vite, une chapelle! On peut dire, enfin, car toute cette affaire devait bien un jour trouver un oratoire dans sa course. Quinze années de création, plus ou moins évasive, lui ont donné beaucoup de matière à Raymond Isidore. Là, il est interdit de soute dans cette pièce, d'un prétexte tout à fait bluffant; on se retrouverait, serrés dans un agencement parfaitement distingué, les grands personnages de la

saga du cantonnier: Chartres, les madones, Jérusalem, le chien, le berger. Technique parfaite et coup de chapeau au bonhomme.

La suite de la visite sera plus pittoresque, plus défilante encore: la cour ocre, le tombeau noir, le trône noir, la maison d'été, le jardin, le parvis de Jérusalem, pour se conclure, on s'en serait donné, par le tombeau de l'Esprit, où justement « repose l'esprit ». C'est écrit. Raymond Isidore est mort en 1964. Vingt ans après, il entrerait chez les élus du patrimoine national. Ce qui n'est pas un mauvais score pour un ramasseur de morceaux de potiches brisées.

Jean-Pierre Quélin

★ Maison Picassiette, 22, rue du Repos, Chartres, tél.: 37-34-10-78. Ouverture au public: du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre; de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 2 novembre au 31 mars, pour les groupes sur rendez-vous en téléphonant au 37-36-41-39.

CE QU'ON APPELLE aujourd'hui la ferronnerie, c'est-à-dire l'art de travailler le fer, se nommait autrefois serrurerie. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, tous les ouvrages demandant des connaissances artistiques et techniques étaient exécutés par les serruriers: non seulement les serrures et tout ce qui s'y rapporte, mais aussi grilles, rambarde et ferrures.

Environ trois cents objets en fer seront vendus dimanche 26 mars à Drouot, illustrant l'extrême variété de cette production. Composée de plusieurs collections, cet ensemble concerne la serrurerie fine et classique.

Les clés sont accessibles entre 200 et 1 500 francs. Une des plus anciennes, datée de l'époque romaine (entre le XI<sup>e</sup> et le XII<sup>e</sup> siècle), présente un anneau circulaire et mesure seize centimètres (estimation: 1 000 à 1 500 francs). Les modèles des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles sont annoncés en moyenne entre 500 et 1 000 francs, ceux des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> entre 200 et 800 francs.

Les serrures, toutes en état de marche et accompagnées de leur clé, soit d'origine, soit refaites à la même époque, valent de 500 à 4 000 francs. Un modèle pour coffret, probablement exécuté à Paris vers 1490, présente une entrée à secret recouverte d'un dragon ailé et un décor gravé et repoussé sur les côtés (3 000 à 4 000 francs).

CLOUS FORGÉS

Loquets, verrous et targettes voient leurs prix varier de 100 à 800 francs. Exception faite d'une targette provenant du château de Chambord ornée du monogramme de François I<sup>er</sup>, un « F » surmonté d'une couronne royale, réalisée vers 1530 (de 4 000 à 5 000 francs).

Les poignées de fenêtres du XVIII<sup>e</sup> siècle sont annoncées entre 100 et 200 francs. Mêmes prix pour celles des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, sauf une poignée en fer forgé d'un décor à facettes, estimée de 600 à 800 francs. Les entrées de serrures d'ameublement XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> se vendent entre 100 et 600 francs suivant la beauté du décor et l'ancienneté.

Pyramides, cubiques ou à tête sphérique, les clous étaient bien sûr forgés à la main, la plupart du temps par les serruriers. Un exemplaire cubique et sa rondelle (une platine de renfort souvent décorée) ornée de motifs concentriques, un travail réalisé en Navarre au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle, se vendra sans doute autour de 1 000 francs. Les autres modèles sont estimés entre 200 et 800 francs.

Des heurtloirs des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles complètent ce panorama. On attend 5 000 à 6 000 francs d'un très beau modèle au marteau en forme de serpent à queue torsadée, provenant de Gascogne. Les autres sont estimés entre 1 000 et 5 000 francs.

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, dimanche 26 mars. Exposition la veille de 11 heures à 18 heures et le matin de la vente de 11 heures à 12 heures. Étude Hoebeaux-Courcier, 23, rue Le Peletier, 75009 Paris. Tél.: 47-70-82-85. Expert: A.-P. Guerry, 15, rue Alexandre-Dumas, 19100 Brive. Tél.: 55-24-28-14.

FOIRES ET SALONS: Paris, avenue du Maine, Paris, hippodrome d'Auteuil, Chatou, jusqu'au 26 mars; Rosny-sous-Bois, Rouen, 23 mars-1<sup>er</sup> avril; Coblentz-sur-Marne, Bordeaux-Lac, Alençon, 24-26 mars; Tours, 24-27 mars; Angers, Valence, Châteauroux et Coutras (33), 25-26 mars.

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56

lecture en texte intégral.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

PHILATÉLIE

LA POSTE mettra en vente générale, lundi 27 mars, un timbre à 3,70 F pour le centenaire de la naissance de Jean Giono (Le Monde du 10 mars).

Jusqu'ici, le portrait de Giono n'était apparu que sur une flamme d'oblitération mise en service à Manosque en 1975, reprise en ce début d'année. Son nom figure sur un timbre de Monaco de 1976 - à l'effi-

gion de Colette à qui il a succédé en 1954 à l'Académie Goncourt - pour

le 25<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Conseil littéraire de la principauté. Monaco l'a inscrit à son programme philatélique pour le 8 mai prochain, en compagnie de Marcel Pagnol.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par Olivier Lacombe-Girard, gravé par Pierre Albusson, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

★ Vente anticipée à Manosque (Alpes-de-Haute-Provence), les 25 et 26 mars.

Bureau de poste « premier jour » ouvert au centre Jean-Giono, 1, boulevard Elémir-Bourgas.

★ Souvenirs philatéliques: A. Sias, 299 A, avenue Jean-Moulin, 04100 Manosque.

EN FILIGRANE

● Enveloppes, timbres et médailles. Dix lecteurs remportent, par tirage au sort, une enveloppe « premier jour » du timbre du 50<sup>e</sup> anniversaire du Monde émis en Nouvelle-Calédonie et médaille (Le Monde du 10 février): J. Royer (75), M. Fournier Ingram (47), S. Bosquet (25), A. Tautou (17), A. Eymerie (96), R. Abouaf (75), Y. Laveugle (75), H. Godbert (92), J. Mathieu (75) et M. Lepetit (75).

● Thémalor à Toul. Toul accueille les 31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril, le championnat de France de philatélie scolaire dans le cadre de Thémalor'95 (salle polyvalente Valcourt). Outre une exposition régionale thématique, plus de deux cents collections scolaires seront exposées, avec pour enjeu un voyage à Genève pour une classe entière, sur le thème « Protégeons notre santé ». Parmi les animations prévues: stands de négociants, atelier jeunesse, bureau de poste temporaire et présence du graveur Eugène Lacaque (souvenirs philatéliques: M<sup>me</sup> BP 18, 54200 Toul Cedex).

● Sites et monuments du monde. L'Arc de triomphe, le Taj Mahal, Stonehenge, l'île de Pâques et six autres sites historiques sont représentés sur une série de dix valeurs émises en février par les Maldives.

● Sports timbrés. Parution de la 29<sup>e</sup> édition de l'imposant catalogue Domfil bilingue (espagnol/anglais)

consacré aux timbres de sports: 1 738 pages, 47 000 références, nombreuses illustrations, cotation se référant aux catalogues Yvert et Tellier, Michel Scott et Unifilato. Sont inclus jeux (échecs, etc.), scoutisme et pionniers de l'aviation (Domfil, Deportes, 9 800 pesetas plus port, Saint-Antoni 3, Apartado de Correos 271, E-08201 Sabadell, Espagne).

● Marcophilie. L'Union marcophilie réunit les philatélistes spécialisés en marques postales, des origines à nos jours. Au sommaire des Feuilles marcophiles, bulletin trimestriel remarquable que cette association, qui vient d'enregistrer sa 4 000<sup>e</sup> adhésion, diffuse: A propos des oblitérations des bureaux de l'ex-Empire ottoman sur timbres français entre 1854 et 1902; 1914-1918: Lourdes et l'Alsace-Lorraine, etc. (Union marcophilie, Lucien Bridelance, 19, avenue du Châtelet, 77150 Lésigny).

Jeux de mots

36 15 LEMONDE

RAFAL

Hélie les hommes

GRANDS

ou FORTS

SAINT-LAZARE

14, Place de la République

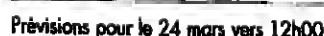
43 87 34 64

A 90000, 60, Rue S. Martin

من لاصح



**L'ANTICYCLONE** qui nous influence actuellement s'affaiblit légèrement en se décalant vers le sud. Une première perturbation va s'infiltrer sur les côtes de la Manche dans la journée de vendredi. Avec les pressions encore élevées, elle n'apportera qu'un renforcement de la nébulosité. Samedi, la dégradation se confirmera sur les régions les plus septentrionales alors que la nuit se bénéficiera d'une journée douce et ensoleillée.



### Indice de pollution

en points

Date	Indice de pollution
12	5
13	4
14	5
15	3
16	4
17	3
18	4
19	3
20	4
21	3
22	4

Source : AIRPARIF

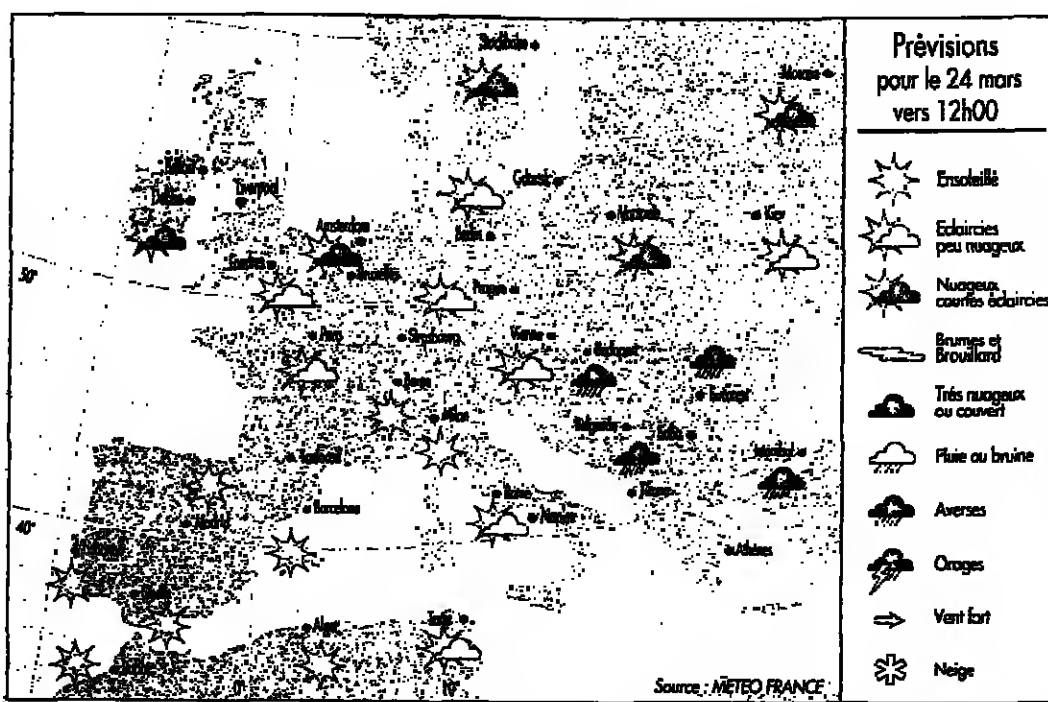
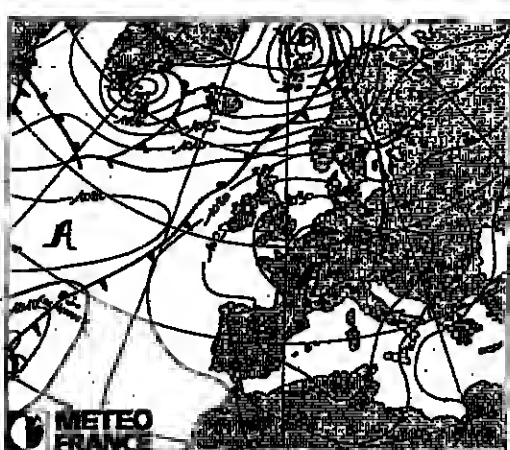
Sur les côtes nord de la Bretagne et la pointe du Cotentin, le ciel présentera un aspect grisâtre dès vendredi matin. Les nuages pourront même donner localement un peu de bruine. En journée, la couche nuageuse se déformera, permettant quelques apparitions du soleil. Ces nuages s'étendront en matinée vers la Haute-Normandie et le Pas-de-Calais emménageant cependant quelques éclaircies. Un peu plus dans l'intérieur, du sud de la Bretagne à la Normandie intérieure et aux Flandres, les nuages arriveront disloqués et alterneront avec de belles éclaircies. Sur ces régions, il faudra se méfier des bancs de bruyillard matinaux plus fréquents que les jours précédents.

Les Pays de Loire au Centre, à l'ouest de la France et à la région Champagne, où il y aura beaucoup d'impression de beau temps qui persistera, malgré quelques nuages élevés dans le ciel l'après-midi.

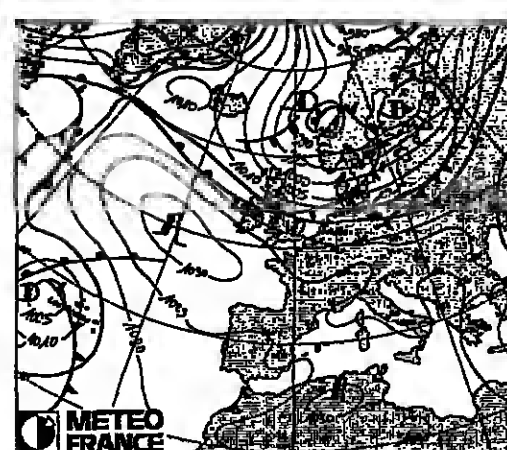
Sur le reste du pays, le soleil brillera dans un ciel tout bleu après la dissipation rapide des quelques brumes ou brouillards qui se sont formés ici nâ là. Le vent d'ouest soufflera du littoral vers le nord de la Corse et atteindra 60 km/h en rafales l'après-midi.

Les températures matinales seront encore fraîches. De faibles gelées se produiront sur l'est et le centre du pays et jusqu'à l'intérieur des régions méditerranéennes. Des froûtes belges au Sud-Ouest, les températures resteront faiblement positives, alors que sur les régions côtières elles seront comprises entre 3 et 6 degrés, voire 8 dans le Sud-Est. L'après-midi, le mercure variera entre 12 et 14 degrés près de la Manche, 13 à 16 sur le reste de la moitié nord et 15 à 20 sur la moitié sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

[illegible]

Situation le 23 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 25 mars, à 0 heure, temps universel

SUIVANT un communiqué de Moscou, le gouvernement soviétique a notifié à l'ambassadeur de Turquie la dénonciation du pacte d'Amsterdam et a déclaré qu'il avait conclu avec le gouvernement d'Ankara le 17 décembre 1925. La raison invoquée est que « par suite des changements importants intervenus depuis le début du conflit mondial, ce traité ne correspond plus à la situation actuelle et qu'il doit être révisé ».

Comment, pendant la guerre actuelle, la Turquie s'est-elle acquittée de son rôle de « gardienne des Détroits » ? S'il faut en croire les critiques de la presse soviétique, de façon assez peu favorable aux Alliés, au moins durant tout le temps que subsista le prestige allemand. C'est seulement le 15 juin 1944 que le gouvernement d'Ankara déclara qu'il s'efforçait d'empêcher « l'ennemi » de citer du transit par les Détroits, et le 2 janvier dernier qu'il autorisa le passage du matériel de guerre Allié pour l'URSS.

D'autre part, la déclaration de guerre à l'Allemagne et au Japon par Ankara, le 23 février, après la conférence de Yalta, a modifié encore la situation, du fait que, la Turquie étant maintenant belligérante, « le passage des bâtiments de guerre, d'après l'article 20 de la convention de Montreux, est entièrement laissé à sa discrétion ».

On comprend que la Russie ne puisse plus s'accommoder d'un tel régime et qu'elle en désire la révision dans un sens plus conforme au rôle qu'elle entend jouer désormais dans le monde et en Méditerranée. La prochaine conférence de San Francisco aura vraisemblablement à s'occuper de cette question, en même temps qu'elle permettra à la Turquie, qui y siègera au côté de l'Union soviétique, de discuter les intérêts communs des deux pays.

(24 mars 1945.)

## PROBLÈME N° 6525

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

**HORIZONTALEMENT**  
I. S'il s'en mettent plein la poche, c'est parce qu'ils pensent à leurs enfants. – II. Ne fatigue pas le Saint-

**Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements**  
**1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Iry-sur-Seine Cedex - TEL : 33 1 49 40 32 30.**

**Je choisis**  
la durée suivante : France Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas Autres pays de l'Europe occidentale

<input type="checkbox"/> 3 mois	536 F	572 F	790 F
<input type="checkbox"/> 6 mois	1038 F	1 123 F	1 560 F
<input type="checkbox"/> 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

**LE MONDE (ISSN : 0047-1227) is published daily for 800 pages by LE MONDE - 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Iry-sur-Seine Cedex, France, except on Sundays and on public holidays in France, and on certain working days in Belgium, the Netherlands and the United Kingdom.**  
**POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, rue de la Harpe 1050, Luxembourg, L-1024-5319.**  
**POW: les abonnements sont acceptés aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 5330 Pacific Avenue Suite 404**

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Pays : ..... 501 MQ 001  
Ci-joint mon règlement de : ..... FF par chèque bancaire ou  
postal ; par Carte bleue n° .....  
Signature et date obligatoires

**Changement d'adresse :**

- par écrit 10 jours avant votre départ.
- par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

**Renseignements :** Portage à domicile ● Suspension vacances.

- Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

<b>Le Monde</b>	<b>40-65-25-2S</b>
<b>Télématique</b>	<b>3615 code LE MONDE</b>
<b>Documentation</b>	<b>3617 code LMOOC ou 36-29-04-56</b>
<b>CD-ROM :</b>	<b>(1) 43-37-66-11</b>
<b>Index et microfilms :</b>	<b>(1) 40-65-29-33</b>
<b>Abonnements Minitel :</b>	<b>3615 LE MONDE accès ABO</b>
<b>Cours de la Bourse :</b>	<b>3615 LE MONDE</b>

Films à Paris et en province :  
(7)36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'Administration.

Commission paritaire des journaux et publications  
n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde :  
12, rue M. Gunsbourg.  
94852 Ivry-cedex.  
PRINTED IN FRANCE.

**Le Monde  
PUBLI-CITE**

Société filiale de la SA  
Le Monde et de Médias  
et Négoc Europe SA

Président-directeur général :  
Jean-Marie Colombari  
Directeur général :  
Gérard Morax  
Membres du comité  
de direction :  
Dominique Alduy, Gislène Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées  
75409 Paris Cedex 08  
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

■ **ÉTATS-UNIS.** Les autorités américaines de l'aviation civile (FAA) ont homologué le nouveau système de dégivrage de l'avion

■ **ÉTATS-UNIS.** Les autorités américaines de l'aviation civile (FAA) ont homologué le nouveau système de dégivrage de l'avion de transport régional franco-italien ATR-72. L'ATR a fini, à partir de juin, la ligne pour cet ATR. L'installation du nouveau système sur les avions soixante-quatre ATR-42 (40 places) et 72 (70 places) en exploitation aux États-Unis. — (AFP)

■ **ILE-DE-FRANCE.** Le préfet du Val-d'Oise menace de fermer l'aérodrome d'affaires et de loisirs de Cormeilles-en-Vexin, près de Pontoise, le week-end. Privés des services de contrôleurs aériens en fin de semaine, les pilotes décollent et atterrissent à vue, ne respectant pas toujours les couloirs aériens ni les altitudes réglementaires. — (AFP)

■ **SUISSE.** Crossair, filiale de Swissair spécialisée dans les vols court et moyen-courriers, va reprendre en novembre le service court-courrier de Balair, autre filiale charter de Swissair qui vient d'être dissoute. Crossair a annoncé qu'elle allait acheter dix jets supplémentaires destinés au transport régional. - (AFP)

■ **POLYNÉSIE.** Le syndicat des armateurs de Polynésie française a suspendu *siné die* en début de semaine le trafic maritime inter-îles. Cette décision est la conséquence de la rupture des négociations entre ce syndicat et le gouvernement territorial sur un problème de droit d'entrée concernant l'importation de cinq cargos. Si un accord n'est pas rapidement trouvé, seule la flottille administrative pourra assurer le ravitaillement des archipels et le transport des passagers entre Papeete, Moorea et les îles du Vent. (AFP)

■ **FRANCE.** Cinquante maîtres cuisiniers de France, dont leur président, le chef alsacien Jean Schilling, ont testé le nouveau plateau repas élaboré par les services de la restauration des Wagons-Lits qui devait être mis en service sur le TGV Paris-Bruxelles, jeudi 23 mars. Le menu a été jugé équilibré, agréable, appétissant et reflétant bien la gastronomie française. Les chefs ont également bien noté le service.

**Samedi 25 mars**

- **CITÉ DES SCIENCES** : exposition « Les canaux de Paris » (37 F + prix d'entrée), 10 h 30, sortie du métro Condamine-Cadoux, côté pair (Monuments historiques).
- **MÉTIER DU PÈRE-LA-CHAISSE** (60 F), 11 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escallier roulant (Vincent de Laigle).
- **LA COUR DES COMPTES** (50 F), 11 heures, 13, rue Cambon (Elisabeth Roman).
- **MUSÉE D'ORSAY** : exposition Whistler (55 F + prix d'entrée), 11 h 15, 1, rue de Bellechasse sous la verrière (Mathilde Hager).
- **MUSÉE D'ORSAY** : visite par affranchi, Claude Monet, 12 heures (34 F + prix d'entrée); exposition Whistler, 14 h 30 (23 F + prix d'entrée) (Musées

- **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les antiquités romaines, 11 h 30 ; la sculpture des pays du Nord, 14 h 30 (*Musées nationaux*).
- **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 14 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (*Paris autrefois*).
- **MUSÉE CARNAVALET** (25 F + prix d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 14 h 30 ; Paris grand écart, 1895-1945, 15 heures (*Musées de la Ville de Paris*).
- **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Carthage (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (*Musées de la Ville de Paris*).
- **MUSÉE DU LOUVRE** : les nouvelles salles (50 F + prix d'entrée), 14 h 50, sortie du métro Palais-Royal sur le terre-plein central (*Elisabeth*

## Le Grand Prix du

Demain dans les  
Archéologie  
Demain dans les  
**Le III**

Romans),  
 ■ **L'ACADÉMIE FRANÇAISE** et l'Institut : histoire et fonctionnement (50 F, 9 h, entrée), 15 heures, 23, quai de la Seine (Christiane Marlet).  
 ■ **CHÂTEAU DE VINCENNES** (25 F + prix d'entrée), 15 heures, entrée principale du château (Paris et son histoire).  
 ■ **L'HÔTEL DE VENDÔME** et les collections minéralogiques de l'école des mines (40 F, prix d'entrée), 15 heures, 60, boulevard Saint-Michel (Approche de Paris).  
 ■ **LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).  
 ■ **LA MAISON DE VICTOR HUGO** et la place des Vosges (45 F + prix d'entrée), 15 h 30, 6, place des Vosges (H. Brumfield).  
 ■ **MARAIS** : le quartier de la place des Vosges (50 F), 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul côté escalier roulant (Claude Marti).

[illegible]

## Le Grand Prix du Brésil sans Senna

*Demain dans les pages « Sports »*

## Archéologie et politique

Demain dans les pages « Sciences »

# Le Monde



**LIEUX ALTERNATIFS** Le réseau Trans Europe Halles regroupe dix-neuf centres culturels indépendants européens, lieux de croisements politico-artistiques d'une

grande vitalité. Il vient d'établir son quartier général à Paris, à l'Hôpital Éphémère. ● FEUILLETER l'album de famille de Trans Europe Halles revient à passer en revue

treize ans de cultures d'opposition : la mouvance post-soixante-huitarde, tiers-mondiste et anti-bourgeoise, les projets communautaires de la décennie suivante et la

priorité donnée à la création, aux arts plastiques et à la musique dans les années 80. ● CRÉE EN 1970, le Melkweg (la Voie lactée) d'Amsterdam, haut lieu de la contre-culture

européenne, s'agrandit. Tandis que d'autres sont en butte aux coupes budgétaires, il prend du ventre. Une nécessaire évolution, nous dit son directeur, Cor Schloesser.

## La contre-culture européenne résiste à la normalisation

Fidèles aux traditions de rupture et d'indépendance, les dirigeants des « lieux alternatifs » sont confrontés à des problèmes de création et de gestion. Une cinquantaine d'entre eux, venus de quinze pays, se sont réunis à Paris pour renforcer leurs liens

ILS ONT ÉTÉ GAGNÉS par les ondes successives de la contestation et de la mode : des gauchistes libertaires y ont brûlé Staline, des féministes ont projeté des films de femmes, des accros du Tibet ont dessiné des mandalas. Dix ans plus tard, des punks ont trimballé cheveux roses et épingles à nourrice. Puis, des gays ont averti des dangers du sida et des artistes-squatters de ceux de la révolte molle sur fond de techno-dance. Comment quali-

Confort moderne de Poitiers... Ici, on commente aussi la société civile, en n'oubliant pas les principes autogestionnaires de naguère. « Le processus, dit un des directeurs de The Junction de Cambridge (Royaume-Uni), est plus important que le produit. » Le point central de la convivialité, la marque d'appartenance à la confrérie des lieux indépendants est le fameux café-restaurant, tendance végétarienne. Beaucoup fré-

en 1983 avec sept de ses pairs, Philippe Grumberg, directeur des Halles de Schaerbeek, cite Edgar Morin : « Une communauté de destin. »

Des communautés qui s'installent le plus souvent dans des friches industrielles. Tous sont nés « de lieux urbains très forts à qui ils ont redonné une âme par le biais de la culture ». Presque tous furent squatters, avant de passer des conventions avec les municipalités, ou de bénéficier des largesses, relatives, des pouvoirs publics. En 1987 à Zurich (Suisse), la Rote Fabrik - aujourd'hui presque une institution - s'était vue ainsi octroyer 60 millions de francs suisses par une « votation » populaire pour sa rénovation. Depuis, les temps sont durs.

A Vienne, en Autriche, l'ancienne fabrique de locomotives WUG a été reconstruite en école libre à la fin des années 70. « Dans un premier temps, c'était une opération « anti-bourgeoise », explique en souriant sa directrice Sabine Schebrak. Puis, nous avons essayé de construire un pont entre plusieurs secteurs résistants de la société, les artistes, les militants, les femmes militantes, les personnes âgées, réfugiés turcs... Nos actions et notre image ont été récupérées par les sociaux-démocrates. Aujourd'hui, l'extrême droite nous est totalement opposée, elle pèse beaucoup lors des votes budgétaires. Les temps à venir s'annoncent moins confortables. »

Véronique Mortaigne

### Des champions de la récupération

Les centres culturels indépendants sont des champions de la récupération urbaine. A Gand (Belgique), le Vooruit s'est installé dans une Maison du peuple du début du siècle. A Ljubljana (Slovénie), le Retina a profité des locaux de l'Armée. A Bergen (Norvège), on peut contempler le soleil de minuit depuis le Kulturhuset, une ancienne usine de conserves de sardines du bord de mer. Comme le Melkweg d'Amsterdam, le Mejeriet de Lund (Suède) est une ancienne laiterie. La Kultur Fabrik de Luxembourg fut un abattoir. A Berlin, la communauté fondatrice de Puffa Fabrik a transformé la succession de petits studios où Fritz Lang visionnait les rushes en ferme. Elle élève des animaux, fait son pain, programme des concerts technos ou des numéros de cirque. La Rote Fabrik occupe à Zurich les 14 000 m<sup>2</sup> d'une ancienne usine. Seule exception, à Leipzig (Allemagne), le Moritzbastei a élu domicile dans un château du XIX<sup>e</sup> siècle.

fier ces vaisseaux résistants de la contre-culture ? A « lieux alternatifs », une appellation politiquement connotée (le pacifisme allemand, la lutte antinucléaire...), le réseau Trans Europe Halles, réuni à Paris le samedi 11 et dimanche 12 mars, préfère désormais celle, plus sage, de « centres culturels indépendants ».

Sur le fond, la démarche ressemble à celle du Théâtre du Soleil, installé en 1970 à la Cartoucherie de Vincennes (sur un terrain du ministère de la défense) ou à celle de Peter Stein, créateur de la Schaubühne, un ancien théâtre au pied du mur de Berlin, que le metteur en scène avait choisi pour signifier son refus du monde de l'argent et du théâtre à l'italienne. La philosophie - la rupture, l'éphémère et l'urgence - est la même, mais pas la fiche signalétique.

Du célèbre Melkweg d'Amsterdam au très politique WUG de Vienne, les adhérents de Trans Europe Halles sont d'abord des lieux pluridisciplinaires - cinéma, vidéo, théâtre, arts plastiques, musique -, dotés d'une programmation intensive - au moins quatre cents concerts et spectacles par an. Ils brassent : artistes locaux, stars montantes, vedettes pop, films cultes, festivals de reggae ou rave party, tournées africaines, ateliers de tag. Les Tambours du Bronx à Vienne, une pièce d'Harold Pinter à la Kulturfabrik de Cologne, des rockers japonais, Pizzicato Five au Melkweg, un forum « Agir ensemble contre le chômage » au

quentent le Melkweg d'Amsterdam on les Halles Schaerbeek de Bruxelles pour « cette sensation douce et enrichissante de s'écarter un verre pendant qu'à côté, un film est projeté, un concert se déroule, une expo m'attend », dit une utilisatrice. Pour définir l'essence de Trans Europe Halles, le réseau qu'il a fondé

Le « réseau » s'élargit et devient agressif

TRANS EUROPE HALLES, organisation informelle jusqu'en 1986, est aujourd'hui une association de droit belge, qui regroupe dix-neuf centres culturels européens. Réunis à la mi-mars à l'Hôpital Éphémère (l'ancien hôpital Bretonneau, occupé par des artistes) jusqu'à sa démolition prochaine : « L'insécurité fait avancer, comme le disait Bordage, chargée de la coordination européenne. Nous ne devons jamais oublier que nous sommes « jetables. »

QUATRE NOUVEAUX VENUS En attendant, Trans Europe Halles est le gardien des bons principes. L'indépendance d'abord, et son corollaire supposé, l'autofinancement. « Au Confort moderne de Poitiers, explique Fazzette Bordage qui en fut l'une des fondatrices, nous avions inclus une clause dans les conventions passées avec l'État ou la ville stipulant que ceux qui avaient la charge du lieu restaient entièrement libres de son usage. » La salle poitevine tient pourtant la lanterne rouge en matière d'autofinancement (37 % des 3,5 MF de son budget). A l'inté-

neur du réseau, les situations sont d'ailleurs disparates : les budgets vont du raisonnable (18 millions de francs annuels pour le Melkweg d'Amsterdam, autofinancé à 75 %, 20 millions de francs pour la Rote Fabrik de Zurich, dont plus de la moitié proviennent de subventions communales et cantonales), au très peu (le Bloom de Megazzo, proche de Milan), et au presque rien (la Kultur Fabrik de Luxembourg ou le Retina de Ljubljana).

« Trans Europe Halles fut longtemps un moyen de coopération entre personnes isolées, poursuit Fazzette Bordage. Aujourd'hui, nous devons être plus techniques, fonctionner comme un véritable réseau, car, au moment où les nationalismes étroits s'affirment, les lieux alternatifs ont besoin d'être reconnus pour pouvoir survivre. » A la Kultur Fabrik de Luxembourg, on reconnaît ainsi les bienfaits de l'adhésion à Trans Europe Halles : un financement du Fonds européen de développement (FED) est en passe d'être débloqué, donnant ainsi une existence officielle à un lieu que ni la ville ni l'État ne voulaient voir.

La réunion a été l'occasion de compter ses forces. Aux côtés des sociétaires, les prétendants étaient nombreux à l'Hôpital Éphémère, venus d'Europe de l'Ouest, mais aussi d'Israël, de Pologne ou d'Afrique du Sud. Dans les prochains mois, quatre nouveaux lieux vont intégrer Trans Europe Halles : la Friche Belle de Mai, installée à Marseille sur les anciens terrains de la Seita, l'Espace Jeumont de Saint-Denis de la Réunion (des anciennes forges), le Noorderlig à Tilburg (au sud de la Hollande) et l'association Hôpital Éphémère, en instance de démantèlement (Le Monde du 21 février 1995). « Nous écartons, poursuit la responsable du bureau européen, les projets qui sont trop proches des pouvoirs publics. Ainsi, celui du Transformadors de Barcelone n'a pas été retenu, malgré notre envie d'intégrer l'Espagne au réseau, car ce centre culturel, par ailleurs passionnant, est entièrement sous la coupe de la mairie. » N'est pas gardien du temple qui veut.

V. Mo.



### La Voie lactée d'Amsterdam en danger d'embourgeoisement

AMSTERDAM de notre correspondant

C'est une ancienne fabrique de lait en briques rouges, posée en plein cœur d'Amsterdam. Pour y entrer, il faut traverser un petit pont métallique qui enjambe un canal. Quelques florins acquittés à la caisse donnent accès à un dédale d'une dizaine de salles disparates. A droite, la salle de concert (750 personnes), où l'on peut entendre du reggae ou de la world music, les spécialités de la maison. On y trouve aussi un café-restaurant, une galerie de photos, des ateliers, bref, la panoplie complète d'un centre multiculturel.

Baptisé La Voie Lactée (Melkweg en néerlandais) à sa naissance, au début des années 70, ce bâtiment est devenu un mythe, un temple de la contre-culture. Hippie dans sa jeunesse, rock et « black » dans son adolescence, latino, ral, africain ou antillais dans les années 90. Des générations de Néerlandais et de touristes y ont coosommé moult joints afghans vendus sur place sans que le bureau de police d'en face s'en inquiète, conformément à la tolérance qui règne aux Pays-Bas vis-à-vis des drogues douces.

Mais aujourd'hui, le Melkweg accomplit son évolution culturelle, une expression que son directeur, Cor Schloesser, préfère à celle de révolution, car, dit-il, « l'évolution permet de mieux atteindre ses objectifs que la révolution ». Le Melkweg s'agrandit en annexant un bâtiment voisin pour y construire une nouvelle salle (1 200 places debout). Le Melkweg, qui n'était à ses débuts qu'un simple projet d'été, en profite pour redessiner son espace et sa façade : un nouveau pont viendra doubler celui existant, une tour abritant un escalier mordera sur la façade, tandis qu'une serre de verre prolongera vers l'extérieur les portes d'entrée.

Mais le changement est loin de se limiter à un agrandissement et à une opération cosmétique. « Tout a commencé au début des années 80, se rappelle Cor Schloesser, quarante-huit ans, cofondateur du Melkweg et président de l'association Trans Europe Hall. Le centre

attirait de plus en plus de visiteurs : c'était plein à craquer tous les soirs. 270 000 visiteurs annuels. Pas de quoi se plaindre a priori. Mais les gens ne venaient pas au Melkweg pour y voir tel ou tel concert ou exposition. Ils venaient pour être là, pour l'ambiance. Or les artistes étaient insatisfaits et disaient : « Ils ne sont pas là pour nous. » Il fallait que ça change sous peine d'être tués par notre succès. »

### Le dealer a disparu, les contrats publicitaires arrivent

Du jour au lendemain quasiment, les tarifs des concerts ont été modulés en fonction de la qualité du groupe, le dealer maison a disparu et le théâtre a pris plus de place (même si la musique représente une grande part des 15 millions de francs de recette annuelle, qui s'ajoutent aux 3,5 millions de subventions municipales).

C'est ce mouvement que Cor Schloesser veut accélérer, au risque d'embourgeoiser le Melkweg. Car les premières générations de visiteurs ont vieilli et ont fait des enfants. La trentaine, voire la quarantaine entamée, ces adeptes des premières heures sont plus exigeants dans leurs sorties, qu'ils ont rarement. D'où la création d'une salle plus confortable et qui permettra la venue de groupes ou de compagnies théâtrales impossibles à produire actuellement. L'opération coûtera une douzaine de millions de francs, dont la moitié subventionnée, et le reste provenant de fonds propres, de contrats avec une marque de bière ou d'un possible partenariat avec une marque de soda. Sur ce dernier point, Cor Schloesser hésite encore : quid de l'image du temple de la contre-culture patronné par une boisson brassant des milliards de dollars ? Mais en vingt-cinq ans, le monde a bien changé. La Voie Lactée peut-elle échapper au mouvement ?

Alain Franco

### En Limousin, nous cultivons aussi le Talent



مركز لادام



## Le Théâtre du Bolchoï est confronté à la crise la plus grave de son histoire

Grogne des artistes, faillite financière, l'Opéra moscovite reflète les problèmes de la société russe

Fondé en 1776, vitrine de la culture soviétique depuis que Staline lui avait octroyé un statut exceptionnel, le Bolchoï est aujourd'hui au bord de

l'implosion : bâtiment dégradé, finances ruinées, artistes découragés, préférant chanter à l'ouest, intervention de Boris Eltsine, « démis-

sion » du maître Iouri Grigorovitch. Le grand Opéra de Moscou a annulé une représentation de ballet, pour la première fois de son histoire.

MOSCOU

de notre correspondant  
Le capitalisme a bœufé de plein fouet le Bolchoï Teatr, le « grand théâtre », gloire de la Russie. Fondé en 1776, doté en 1946, grâce à un oukaze de Staline, d'un statut exceptionnel, de salaires et de privilèges sans précédent pour ses artistes, le monstre sacré du théâtre soviétique (2 000 employés) est aujourd'hui ruiné et, comme le reste du pays, déchiré par les querelles de clans. La crise a pris depuis quelques semaines les proportions d'une tragédie. « La désintégration du Bolchoï est un crime contre la culture russe », s'indignent les *vestisti* dans un gros titre en première page. Même *L'étoile rouge* (*Krasnaya Zvezda*), le quotidien de l'armée, s'en émeut : il voit dans le « scandale » du Bolchoï « l'un des signes de la maladie qui ronge la société russe : l'individualisme féroce de type américain ».

Scandale, car pour la première fois en deux cent dix-neuf ans d'histoire, une représentation a été annulée. Des spectateurs venus d'Allemagne, du fond de la Russie, pour assister, vendredi 10 mars, à *Roméo et Juliette* de Prokofiev (la meilleure rentrée en devises) ont en la surprise de voir les danseurs apparaître sans costume sur la scène, tout « déshabillés » pour danser. Iouri Grigorovitch, leur directeur artistique depuis trente ans, démissionnaire, venait d'être interdit d'entrée au théâtre par l'administration : sa « démission » était acceptée. « Monarque absolu qui a mené à la dégradation absolue », selon ses détracteurs, Iouri Grigorovitch était contesté pour son autoritarisme. Mais l'intervention de « l'administration » et des politiciens, de Boris Eltsine lui-même, qui « préfère le tennis au théâtre », a rassonné le corps des artistes autour du vieux « maître ».

« Le théâtre s'est transformé en hall de gare. On ne sait jamais quel nom mettre dans le programme car les artistes sont tout le temps partis »

de Iouri Grigorovitch les a menacés de sanctions, comme des soldats russes refusant de monter au front en Tchétchénie. Pour ne pas voir le Kremlin assiéger par des ballerines en grève, Boris Eltsine a tenté d'éteindre l'incendie en supplantant le poste de directeur et en « transférant » Vladimir Kokonine vers celui de directeur exécutif.

Le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine a aussitôt nommé un nouveau directeur artistique, le danseur étoile Vladimir

Vassiliev. Cinquante-quatre ans, prix de l'Académie de danse de Paris, il avait été sacré meilleur danseur du monde en 1964, avant de démissionner du Bolchoï à la fin des années 1980. Mais ces démissions n'ont pas mis fin à l'affaire. Natalia Bessmertnova, une des plus anciennes danseuses du Bolchoï, maître de ballet, meneuse de la fronde et femme de Grigorovitch, a annoncé, lundi 20 mars, sa démission après trente-quatre ans de service. Elle ne veut pas « être le témoin de la mort de ce trésor de l'art russe », n'a plus « la force d'empêcher l'effondrement du premier théâtre du pays ».

En septembre 1994, Boris Eltsine s'est enfin décidé à réformer le grand théâtre, dont l'étoile pâlisait. Le président russe soutient alors les réformes du directeur général Vladimir Kokonine, qu'il venait de nommer. Le Bolchoï avait sombré dans la misère. Avec la libéralisation politique, l'ouverture des frontières et la fin des subventions, beaucoup de vedettes, de toute façon embauchées et payées à vie, sont parties travailler à l'étranger. « Le théâtre s'est transformé en hall de gare. On ne sait jamais quel nom mettre dans le programme car les artistes sont tout le temps partis », se plaignait le directeur. Il ajoutait, à l'AFP : « Je suis obligé de payer des chanteurs qui ont perdu leur voix, car ils sont salariés ». Les artistes présentent une autre version. Selon leur syndicat, le Bolchoï ne voit pas beaucoup de 24 milliards de roubles attribués chaque année par l'État car « l'administration préfère les faire fructifier dans certaines banques ». Une pratique juteuse et courante dans la Russie d'aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, de l'avis général, les représentations sont souvent mauvaises. Les stars s'envolent et les plafonds se fissurent. Et la dernière tournée du Bolchoï à Londres, en juillet 1994, a été un échec : il a fallu annuler des représentations. Pour tenter de mettre fin à cette humiliation nationale, Boris Eltsine, en septembre, remplace le système d'embauche à vie par des contrats temporaires. Mais beaucoup d'artistes refusent alors que l'on touche à leurs « avantages acquis » du socialisme. Ils entrent en conflit avec leur directeur et le président russe.

Pour la plupart d'entre eux, « il est plus facile de vivre avec un salaire même modeste que de signer un contrat temporaire », juge Vladimir Kokonine, dont les talents artistiques sont cependant plus limités que les performances bureaucratiques. La question d'argent envenime les rapports entre Kokonine et le directeur artistique Grigorovitch, qui règne au Bolchoï depuis plus longtemps que Brejnev, Andropov, Tchernenko et Gorbatchev réunis l'ont fait au Kremlin. « Comme un tsar », selon une étoile évincée.

Avant de partir pour la France, Grigorovitch a accordé un entretien au très officiel journal du gouvernement russe, *Rossiiskaia Gazeta* : « Ces prétendues réformes m'ont conduit à la destruction du Bolchoï, la destruction d'un collectif de création », a-t-il dit. Personne ne croit qu'il a quitté définitivement la scène. Personne ne veut croire que le Bolchoï va mourir. On attend, à Moscou, un coup de théâtre qui ne viendra peut-être pas.

Jean-Baptiste Naudet

## Le gagaku de Tokyo à la Cité de la musique

Vingt-six musiciens et danseurs donnent des œuvres rituelles de la cour impériale du Japon

TOKYO

de notre correspondant

La musique traditionnelle connaît un regain d'intérêt parmi les jeunes, alors que la génération précédente avait été surtout attirée par la musique classique occidentale. Est-ce dû à la politique du ministère de l'Éducation qui a commencé à réintroduire la musique traditionnelle classique dans l'enseignement général, au besoin d'affirmer une identité propre dans une société fortement marquée par le cosmopolitisme culturel ? Toujours est-il que les instruments traditionnels connaissent un regain de popularité. Que ce soit les spectaculaires tambours (*taiko*), ou la harpe horizontale (*koto*), la flûte en biseau de bambou (*shakuhachi*) au son plaintif dont l'art est influencé par la quête spirituelle du zen, le *biwa* (luth à quatre cordes) dont s'accompagnaient au Moyen Âge les moines aveugles chantant les grandes épopées, ou le luth à long manche et à trois cordes (*shamisen*), au son mélancolique si particulier lié à l'univers des geishas. Cet engouement tient peut-être aussi au fait que la musique n'est pas un simple divertissement mais, une « voie », un exercice spirituel.

Le gagaku, musique instrumentale de cour, est sans doute l'une des formes les plus élaborées et les plus anciennes de musique classique japonaise. Composée de danses, de poèmes chantés et de pièces instrumentales qui ont des fonctions à la fois rituelles et profanes, ce genre fut introduit de Chine et de Corée entre le VII<sup>e</sup> et le IX<sup>e</sup> siècle. Le gagaku comprend quatre genres : joué lors des cérémonies du culte shinto (religions premières du Japon), le *mitakura* a une vocation rituelle ; les *kagen* (pièces instrumentales), *bugaku* (pièces dansées) et *utamono* (pièces vocales) ont, en revanche, une fonction profane. La forme classique du gagaku remonte au IX<sup>e</sup> siècle. Après avoir périéclité à partir du XIII<sup>e</sup> siècle (période où la classe des guerriers était au pouvoir), ce genre retrouva son prestige au cours des siècles de gouvernement des shoguns Tokugawa (XVI<sup>e</sup>-milieu du XIX<sup>e</sup> siècle). Il était alors joué par deux orchestres, l'un résidait au palais impérial de Kyoto, l'autre à Edo (ancien nom de Tokyo) résidence des shoguns. Ces deux orchestres furent réunis à la suite de la restauration de Meiji (1868) et donnèrent naissance à l'actuel orchestre du palais impérial.

Celui-ci ne se produit en public qu'exceptionnellement, mais ses musiciens ont formé deux organisations privées qui donnent des concerts à l'extérieur. Certains de ses interprètes descendent de lignées de musiciens remontant à plus de dix siècles, nous dit Shintchi Sakata, héritier d'une grande famille de musiciens du *biwa* qui joue de la cithare importée de Chine (*kin*). Les membres de l'orchestre impérial doivent aussi savoir jouer la musique classique occidentale : l'hymne national japonais, *Kimigayo*, a été composé au XIX<sup>e</sup> siècle par un des chefs du département de gagaku de la maison impériale et un musicien allemand.

L'orchestre impérial pratique le gagaku classique. Les pièces instrumentales et dansées sont réparties en deux catégories selon leur provenance : *saha* (littéralement « de gauche ») et *uho* (« de droite »). La première comprend des compositions originaires de la Chine et du Sud-Est asiatique, la seconde des pièces d'origine coréenne et parfois mandchoue.

« MÉTÉOROPHONIE »  
Les instruments changent d'une composition à une autre : la flûte japonaise (*kagurabue*) sert dans les musiques liées au culte shinto ; la flûte coréenne (*komabue*), plus petite, est réservée à la musique *uho*. Un instrument à anche double est employé dans tous les genres. Un orgue à bouche (*hichiriki*), des instruments à cordes et des instruments à percussion complètent l'orchestre.

Les pièces instrumentales du gagaku donnent à la première audition une curieuse impression de cacophonie. Cette « météorophonie », explique Akira Tamba, vient de ce que « tous les instruments jouent la même mélodie mais avec des ornements différents, ce qui produit des dissonances et donne l'impression d'entendre plusieurs mélodies hétérogènes ». Musique formelle qui convie au respect de l'événement qu'elle accompagne par son rythme lent et hiératique, le gagaku est « sublime mais à petite dose » estime un amateur occidental.

Philippe Pons

\* Musique et danses rituelles shintoïstes et traditionnelles de la cour du Japon, les 23, 24 et 25 mars, à 20 heures ; le 26, à 16 h 30. Les 24 et 26 mars, l'orchestre du Conservatoire se joindra à l'orchestre de gagaku de Tokyo pour interpréter *Rituel en memoriam Maderna* de Pierre Boulez sous la direction du compositeur. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris. Métro Porte-de-Pantin. Tél. : 44-84-44-84. De 60 F à 260 F.

## En 75 minutes de mélodrame, Claude Préy retrouve son alphabet

SOMMAIRE SOLEIL, de Claude Préy. Mise en scène Mireille Laroche. Avec Anne Barbier (la chanteuse), Gigi Caciuléanu (le danseur), Erila Guimaraes, Claude Lavoix, Véronique Roth et Pascal Delage (claviers). PÉNICHE OPÉRA, face au 100, quai de Jemmapes, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Stallgrud, les mardis, mercredis, vendredis et samedis, à 21 heures. Jusqu'au 15 avril. Tél. : 43-40-04-15. 100 F et 120 F.

S'il s'agissait d'angoisse existentielle, on penserait à Erwartung de Schoenberg pour le genre (monodrame pour une femme seule) et la durée (limitée). Si le sujet prétendait à prolongement historique et réflexions politiques, on évoquerait *La Mort de Klinghoffer* de John Adams. Car l'opéra initial est la même : les passagers d'une croisière en Méditerranée sont pris en otage. Mais on ne peut comparer à rien ces 24 « journées » musicothéâtrales dont le personnage en péril est le langage et l'heureux survivant l'alphabet. *Sommeil* est le vingt-septième « opéra » de Claude Préy, qui ne se préoccupe pour un auteur lyrique - de fait, le plus prolifique de l'après-guerre française - ni vraiment pour un créateur de théâtre musical. Pour la bonne raison qu'il ne se prend pour rien, qu'il ne se « croit » pas, comme disent les enfants, et qu'il va son bonhomme

de chemin. Seul ? Pas tout à fait. Ses *Liaisons dangereuses* ont beaucoup tourné, ses monologues linguistiques (*La Grand-Mère française*) ont fait les grandes heures du Festival d'Avignon lorsqu'Anna Prucnal leur prêtait son solide accent d'Europe centrale. Surtout, Claude Préy a toujours en destin lié avec la Péniche Opéra où ont été créés *Utopopols* en 1980, *O comme Eau* en 1984 et *Le Rouge et le Noir* en 1987.

Mireille Laroche, baronne de cet établissement aquatique, aime l'œuvre de Claude Préy, aime la mettre en scène et sait, comme sans y toucher, faire fonctionner sa mécanique de précision sans trop en dire ni trop en montrer. Car l'auteur est pudique, rétif à théoriser sur ses jeux de mots et ses parodies ironiques visant tout à tour, ou ensemble, tous les poncifs langagiers et les lieux communs musicaux que l'histoire a accumulés.

LE PRINCIPES DE « LA DISPARITION »

L'ensemble, d'une éclatante virtuosité artisanale (tant pour le texte que pour le son) met en

appétit sans que, comme dans la nouvelle cuisine, n'apparaissent jamais un plat de résistance consistant. L'esthétique est celle du fragment ou, plutôt, de la suite à la française où se succèdent danses lentes et rapides. Chaque tableau (il y en a vingt-quatre comme les heures

de la journée) a son allure, son instrumentation, son rythme, parfois très synthétique avec superposition de bande préenregistrée, parfois moyenâgeuse, délicieusement archaïque. Les notes du célesta s'écoulent parcimonieusement, comme des gouttes d'eau limpides.

L'auteur écrit ses livrets lui-même. Celui de *Sommeil* s'inspire d'un poème sans masochisme le principe emprunté à Georges Pérec de *La Disparition*. Rescapé de la prise d'otage, l'héroïne est une chanteuse. Elle a oublié toutes les lettres et tous les phonèmes de sa langue maternelle, sauf ceux qu'elle a vus inscrits avant la catastrophe sur le prospectus de la croisière du Club Med : *Sommeil* soleil.

Flottant dans l'une de ces blouses sans ceinture

fournies par les hôpitaux psychiatriques, puis ayant retrouvé son allure de séductrice pour yachts de luxe (un danseur mondain, Gigi Caciuléanu, lui fait d'ailleurs le coup du tango), elle remonte étape par étape de la lettre au discours, de l'état de fœtus à l'âge adulte, de l'inné au souvenir. A la fin sont énoncés les noms des passagers disparus sans que cet exercice ne bascule dans le drame. Cette « disparition » n'a rien de tragique puisqu'elle énonce métaphoriquement ce que répètent les linguistes : la langue française s'effrite.

Anne Rey

## La mode de la « génération Prozac »

LA MODE ne zappe plus, elle « clique ». On ne voyage plus avec des valises, mais avec un CD-ROM. Cette saison marque de manière très nette l'avènement d'une



COLLECTIONS  
femme virtuelle dessinée à la souris d'ordinateur. Pour elle, la jambe fine des années 50, les matières brillantes des années 60, l'esprit underground des années 70, le noir des années 80... La transition est là : il n'y a plus de passé, de futur, mais un no woman's land illimité, où chacun recompose des images illustrées par le décor, les coiffures, le maquillage, tout un environnement auquel le vêtement sert d'alibi, et la musique de support.

Le mannequin-caméléon éclipe le top-model usé par son propre rôle. Ainsi, à côté des blondes de

L'est, deux nouvelles vedettes conquièrent les podiums : Sybil Buck, une Garbo aux cheveux rouges, Christelle, belle comme une impératrice chinoise sous sa coiffure afro. Commencés dans la nostalgie, les défilés de l'hiver 95-96 se sont achevés par une virée interactive, signée par l'inoce, originaire de Corée, où elle possède soixante-quatre boutiques : montres spatiales en blouson plat métallisé, zippées, nouvelles mantes de l'âge électronique en petit manteau de vinyle à reflets « hniogrammes ». Mais toutes fines sous leur manteau à col plante carnivore et leur bustier-carapace à battants, ces nouvelles astronautes urbaines véhiculent davantage la peur que l'optimisme.

Les matières de l'an 2000 séduisent les créateurs de mode. Au royaume du laqué, du métallisé, des aspects-miroirs, le tissu le plus protecteur est poids plume, l'im-

perméable à l'aspect du papier (la nouvelle fibre « Tyvek » de Du Pont de Nemours). Les jeunes créateurs sont les premiers à renouveler le langage de la mode par celui des tissus. Les lignes sont plus nettes, comme découpées au laser. Tout est nettoyé, épuré, pour « nouvelles femmes Prozac », ayant échangé le vestiaire de la dépression, contre celui de la vitesse et de l'efficacité. Rien ne débordé, tandis que les silhouettes monochromes, rouges, orange, noires, évacuent le détail.

Mais le retour de cette simplicité a parfois quelque chose d'inquiétant. Pour Jean Toulou (APC), voici venue l'ère des « combattants urbains » : treillis de drap marine, pull de commando, chemises à col baleiné pour nouveaux pygmées qui usent du costume comme d'un masque de protection. Comme pour se démarquer d'un établissement obsédé par la jennesse (des nouvelles mères liftées style

poupée Barbie aux cadres d'IBM autorisés à s'habiller en « décontracté », le vendredi), ne se « rhabille », avec une prédilection pour le noir, le beige dit « mastic ».

Restent les derniers rêveurs. Qu'ils aient dépensé plus de 7 millions de francs (Thierry Mugler) ou à peine 10 000 francs (Sybil), il semblent unis par les mêmes obsessions. Dans leur défilés, les femmes ont des bijoux, allument des cigarettes, on les sent très parfumées. De Christian Lacroix à John Galiano, ces derniers conteurs font briller les derniers feux d'un âge d'or européen. Yves Saint Laurent voit pour l'hiver sa muse en noir. Noir moelleux des grandes redingotes, noir velours, noir smoking, cheveux et sourcils à semelle de strass, soleils noirs d'une passion un peu négligée ces temps-ci : « Que les femmes soient heureuses ! »

Laurence Benaim

KLEIST  
JOURDHEUIL  
LA BATAILLE  
D'ARMINIUS  
NANTERRE  
AMANDIERS

du 7 mars au 9 avril • 46.14.70.00

Du 17 mars au 14 avril,  
«Tourbillons» de Georges  
Aperghis, avec Martine Viard  
et Jeanne Vitez, au Théâtre  
Nanterre-Amandiers.  
Location au 46 14 70 00

ECOUTEZ VOIR



## La mort d'Etienne-Martin, le sculpteur des « Demeures »

Créateur d'une œuvre complexe, négligée pendant de nombreuses années, Etienne-Martin est mort à Paris, d'une crise cardiaque, mardi 21 mars, à l'âge de quatre-vingt-deux ans

ETIENNE-MARTIN, le sculpteur des « Demeures », est mort d'une crise cardiaque, mardi 21 mars, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Peut-être va-t-on enfin s'apercevoir de l'ampleur et des enjeux de cette œuvre complexe, négligée pendant de nombreuses années, pour la raison essentielle qu'elle ne paraissait pas répondre aux normes de la modernité. Elle ne s'inscrivait pas, en effet, dans la perspective de radicalisation formaliste, à l'américaine, de la sculpture. Il a fallu qu'un homme de l'art contemporain comme Harald Szeemann, à Berne - qui, lui non plus, n'était pas dans les normes de l'époque -, s'y intéresse et la montre d'abord dans sa fameuse exposition « Quand les attitudes deviennent formes », puis à la Documenta de Kassel, pour la sauver, dans les années 70 de l'oubli. Mais cela a-t-il suffi ?

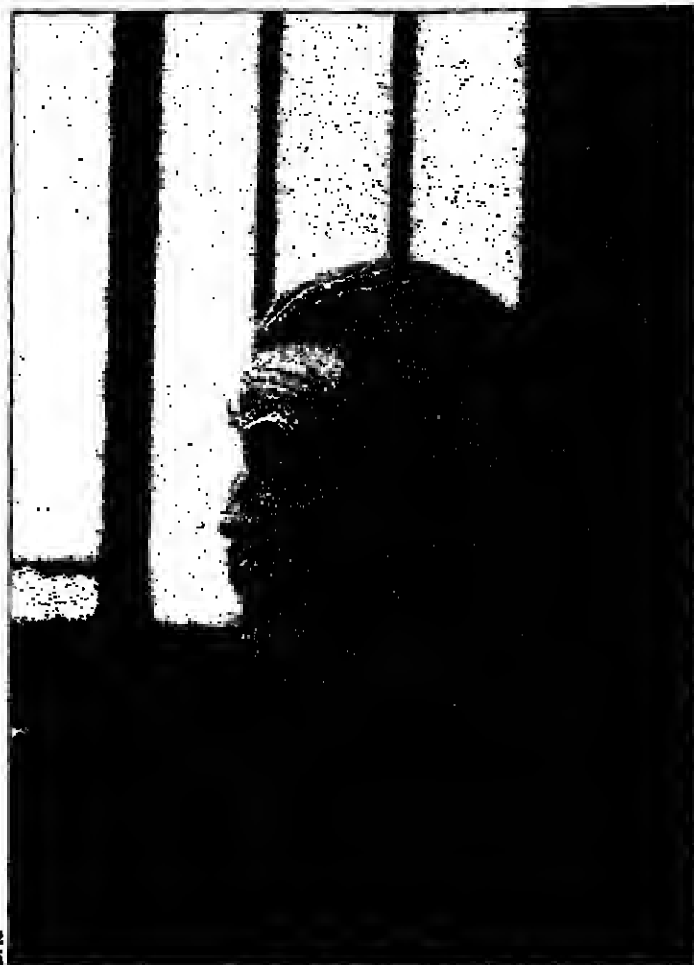
En France, dans les années 60, Etienne-Martin a été apprécié, mais non sans réserves. Ses exécutés vantaient ses sculptures onueuses tirées de vieilles souches de bois et bûtaient sur le Manteau (1962) - une sculpture molle, portable, faite de pièces de jute, de bouts de cuir, de boudins de passenterie et de cordes. Il a fallu attendre 1984 pour que le Musée national d'art moderne lui consacre une exposition, qui n'était pas, elle non plus, « sans réserves ». Sinon, comment expliquer l'existence de l'espace de la mezzanine accordé à cet homme ?

Depuis, les expositions se sont, certes, multipliées, en province, mais aucune grande rétrospective Etienne-Martin n'a encore été organisée. Ne serions-nous toujours pas en mesure d'envisager le parcours de l'artiste dans sa totalité ? De le comprendre enfin de l'inté-

rieur, dans la logique d'une œuvre pensée en dehors des modes, sans le moindre désir de séduire, et qui peut prendre, de fait, toutes sortes de tournures baroques et traditionnelles - volutes, volutes, volutes - comme abominables, ou résolument brutes et pouvant passer pour très avant-gardistes, donc plus qu'acceptables. De comprendre ce parcours d'Etienne-Martin comme le produit d'une discipline intérieure, d'une réflexion sur le temps ; le temps de l'histoire et au-delà, qui ne pouvait qu'abstraire le sculpteur des phénomènes d'actualité. Un sculpteur-philosophe qui a fréquenté, en athée, les mystiques comme saint Jean de la Croix et Maître Eckart, et s'est nourri de la lecture du tao, ou de Gurdjieff.

Partagé à ses débuts, dans les années 30, entre une figuration réaliste et une vision de poète, il s'est d'abord attaché à l'expression du visage humain, « l'énigme par excellence », mais s'est écarté du portrait d'amis proches pour sculpter d'autres visages venus de loin : les figures mythiques qui peupleront ses « Nuits », comme celle de Booz (1953), peu avant que son travail ne s'organise autour des « Demeures », des lieux de mémoire où remontent les souvenirs personnels ancrés dans la maison natale de Loriol, dans la Drôme. « Je me suis souvenu de mon enfance et j'ai dessiné ma maison. Une maison. Cette maison, c'est moi. Moi avec mes contradictions, et les pièces sont le cheminement de ma pensée, de ma vie avec toutes les époques », dira un jour Etienne-Martin.

**PRÉSENCE POSTHUME À LA TGV**  
« Les « Demeures » auront l'aspect complet d'une architecture élevée pleine de secrets, seront élevées comme une tour de Babel, bourgeoise de langues, ressembleront à un relief de calcaire tendre travaillé par le temps, ou à un squelette de la préhistoire. Le



L'artiste dans son atelier de la rue du Pot-de-Fer.

Manteau d'oripeaux somptueux, qui peut s'enfiler comme un poncho et s'orne de tout un circuit de formes organiques, sera aussi une « Demeure ». Il y en aura d'autres, tantôt rayonnantes et solaires, coquilles à partir d'écoïques souches de bois à peine retallées, tantôt repliées, modelées « en plâtre », s'assoient, et dont le dessin des cavités intérieures épouse l'architecture du corps humain, redessine une bouche, une arête nasale, une orbite, un sexe...

Etienne-Martin a produit une vingtaine de « Demeures » au fil de sa vie. Il les a numérotées et nommées : *Fil du temps*, *Puits-fontaine*, *Univers matériel*, *Mur-verseau*, *Terrasse de la terre et de l'air*. Le tirage en bronze de cette dernière a été commandé par l'Etat, en 1990, pour Clermont-Ferrand. L'ultima : « Demeure », à laquelle le sculpteur travaillait à la veille de sa mort, et qui est encore chez le fondeur, doit prendre place sur le parvis de la toute nouvelle Bibliothèque nationale de France, qui va être inaugurée dans quelques

jours par le président de la République.

Etienne-Martin l'a conçue comme toutes ses dernières « Demeures », en donnant des développements toujours plus complexes, toujours plus secrets à ces pièces pleines de recoins qui constituent l'épine dorsale de son œuvre sculptée : une très belle coconstruction mentale doublée d'une forte présence physique, tout entière enracinée à la pensée des lieux premiers de l'homme, lieux de sa venue au monde, de sa croissance, de ses peurs et de ses enchantements, et du désir de connaissance. Soit une aventure singulière nourrie de souvenirs et de fantasmes personnels placés quelque part entre terre et ciel, hommes et dieux, présent et passé. Une aventure pour laquelle la limite n'est pas celle du mur qui, enclôt, mais au contraire l'ouverture, le « trou » des origines ; le vide autour duquel toute les formes se développent organiquement et s'ouvrent au monde.

Geneviève Breerette

### CINÉMA

■ Deux festivals de cinéma auront lieu en République tchèque durant l'été. Celui de Karlovy Vary, qui annonce sa trentième édition (30 juin-8 juillet), s'était vu retirer, en décembre 1994, la prestigieuse catégorie « A » des festivals (Cannes, Berlin...) au profit d'un nouveau festival du « Golem d'or » qui aura lieu à Prague du 9 au 17 juin. Furieux de se voir « rétrogradés », les organisateurs de Karlovy Vary avaient protesté auprès de la Fédération internationale des associations de producteurs de films (FIAPF) qui avait alors invité les deux villes à organiser un festival 1995 en commun, prévoyant que la République tchèque pourrait perdre la catégorie « A » au profit d'un autre pays d'Europe orientale. Mais les deux manifestations, d'ont po s'entendre et ont laissé à la FIAPF le soin de décider auquel des deux festivals trait la catégorie « A ». - (AFP)

### MUSIQUE

■ Stéphane Martin, directeur de la musique au ministère de la culture, répond aux orchestres français qui l'ont mis en cause, lundi 20 mars, lors de leurs états généraux. « Il n'y a pas de désengagement de l'Etat, ni de volonté de mettre en concurrence les orchestres permanents et les ensembles spécialisés », écrit Stéphane Martin qui rappelle la proposition du ministre de la culture « de chartes d'objectifs réunissant l'ensemble des bailleurs de fonds de chaque orchestre et déterminant, sur une base pluriannuelle, sa mission de diffusion en fonction des autres instruments de la politique musicale financée par les mêmes collectivités. »

### ART

■ Un tableau de Louis-Léopold Boilly (1761-1845), volé le 18 mars au Musée des beaux-arts de Tournai (Nord), a été retrouvé lundi 20 mars à Lille. Estimé 1 million de francs, *Régiment de trente-cinq têtes d'expression* a été découvert par les gendarmes lors d'une perquisition effectuée dans le cadre d'une enquête sur un vol de meubles.

### ARCHITECTURE

■ L'architecte italien Renzo Piano sera nommé, vendredi 24 mars, ambassadeur de l'architecture à l'Unesco par son directeur général, Federico Mayor. A l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire, l'Unesco vient de confier à l'architecte les travaux de réhabilitation de ses bâtiments parisiens. - (AFP)

### Biographie

1913. Naissance à Loriol (Drôme).  
1929-1933. Etudes à l'Ecole des beaux-arts de Lyon. Rencontre fructueuse avec l'écrivain amateur d'art Marcel Michaud.  
1934. Premier séjour à Paris. Etienne-Martin travaille à l'Académie Ranson. Il se lie d'amitié avec le sculpteur François Stahly et avec les peintres Manessier, Le Moal, Vera Pagava.  
1936. Il adhère au groupe « Témoignage » que fonde, à Lyon, Marcel Michaud.  
1938. Premier séjour à Paris, 11, rue du Pot-de-Fer.  
1942. Il vit dans la communauté d'Oppède, animée par l'architecte Bernard Zehrfuss.  
1943-44. Il sculpte à Dieulefit, avec Henri-Pierre Roché, puis à Montargis, dans l'Orne.  
1946-47. Rencontre le critique d'art Michel Tapié, Brancusi, Henri Michaux, Dubuffet et Gurdjieff, dont il fréquentera la communauté.

1949. Installation dans un nouvel atelier à Paris, 7, rue du Pot-de-Fer.  
1949. Reçoit le prix de la Jeune Sculpture.  
1954-58. Début des « Demeures ». Nombreuses expositions, à Rome, Paris, Berne, Eindhoven, Bruxelles.  
1966. Grand prix national des arts à Paris. Grand prix international de la sculpture à la 33<sup>e</sup> Biennale de Venise.  
1968-72. Chef d'atelier à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Election à l'Académie des beaux-arts. Rétrospective au Musée Rodin. Participation à la Documenta 5, organisée par Harald Szeemann.  
1984. Le Centre Pompidou expose les « Demeures » ; la galerie Artcurial, un ensemble de sculptures en bois.  
1988. Exposition à la chapelle de la Salpêtrière.  
Depuis 1990. Expositions en province et au Japon. Plusieurs commandes publiques en France.

## Le colloque « Le cinéma vers son deuxième siècle »

Deux jours de réflexion sur l'avenir de l'invention des frères Lumière

AFIN DE FÉDÉRER les approches sur le passé du cinéma et envisager son avenir, trois thèmes principaux ont été retenus par les organisateurs du colloque qui s'est tenu à Paris, au Théâtre de l'Odéon, les 20 et 21 mars. Le premier traitait du cinéma comme représentation du monde et de ce qui allait changer avec l'arrivée de l'image virtuelle, le deuxième des formes du récit cinématographique vu sous l'angle du statut du personnage et des relations avec les autres arts, le troisième du spectacle collectif et de son avenir, alors que les films sont majoritairement regardés sur petit écran.

De nombreux cinéastes donnaient à la manifestation son ampleur et son sens. Aux côtés de réalisateurs français eux-mêmes très différents (Claire Denis, Costa

Gavras, Olivier Assayas, Jean-Jacques Beineix, Claude Lanzmann, Romain Goupil, Maurice Dugowson...), on trouvait le Malien Souleyman Cissé, le Portugais Manoel de Oliveira, Raoul Peck (Haïti), Carlos Diegues (Brésil), Alain Tanner (Suisse), Paolo et Vittorio Taviani (Italie), Youssef Chahine (Egypte)... et Stanley Donen, James Gray et Jerry Schatzberg, bien que de nombreux Américains aient décliné l'invitation du ministère de la culture et l'Association Premier Siècle.

### DÉBATS PLURIDISCIPLINAIRES

Les débats ont eu lieu l'écueil du ressassement corporatiste grâce à la participation de producteurs (Philippe Carassonne, Daniel Toscani du Plantier, Marin Karmitz, Reiner Moritz), de critiques (Jean Douchet, Shigehiko Hasumi, Alalo Bergala, Noureddine Sall), d'hommes de télévision (Jérôme Clément, René Bonnell), de chercheurs et d'universitaires (Hubert Damisch, Régis Debray, Alain Le Dider, Marc Ferro, Pascal Ory, Theodor Zeldin, Alain Renard), de psychologues (Daniel Siboo, Gérard Miller), d'hommes de théâtre (Bernard Sobel, Jérôme Deschamps), et d'un architecte (Michel Cantal-Dupart).

L'historien Pascal Ory a proposé de lire la totalité du cinéma en geste dans la séance inaugurale des frères Lumière ; Robert Kramer a analysé avec finesse les effets des trois âges de la technique (la pellicule, la vidéo, le numérique) ; Siboo fait des stimulantes suggestions sur la nature du personnage et le type d'identification qu'il suscite ; Kiarostami a proposé un beau texte sur le « cinéma mal-faqué » qui ne trouve son achèvement que dans le regard du spectateur ; Dominique Paini décale la thèse de Walter Benjamin pour

mettre en évidence, sous les auspices de Barthes, la chaîne interactive des rapports tactiles qui unissent le spectateur et le corps filmé ; Bergala a subitement médité à partir de quatre personnages « fin de siècle » (l'assassin mutique de *L'Argent* de Bresson, Van Gogh selon Pialat, le personnage joué par Moretti dans son *Palombella Rossa* et le JLG du plus récent film de Godard).

N'oublions ni les robotatifs paradoxes de *Toscani du Plantier* sur la salle comme avenir de la télévision, ni la provocation de Lars von Trier lisant un document baptisé *Dogme 95* qui énonce les articles d'un « *vœu de chasteté cinématographique* », ni le témoignage de Merzak Allouache sur l'utilisation des images de synthèse par le FIS pour faire apparaître le nom d'Allah dans le ciel, ni ceux du Russe Andreï Smirnov ou du Roumain Lucian Pintilie sur la ruine matérielle et morale de leurs pays, ni les réflexions de Kaboté sur la nécessité pour les peuples colonisés de reprendre leur propre image en mains, ni celles de Noureddine Sall à propos du cinéma comme art des pauvres agonisant d'une encore plus grande pauvreté (celle des scénarios comme celle

des spectateurs) à qui Régis Debray faisait indirectement écho dans son analyse sur le cinéma comme moment de la démocratie.

Ces perspectives disparates tendaient vers une inquiétude et un espoir sur le futur du cinéma que les participants ont traité avec la sollicitude réservée à un ami malade dont on ne veut pas croire l'état désespéré. Un cinéma qui, par d'étranges détours, fut symbolisé par les figures récurrentes d'Eisenstein et de Forrest Gump, de Chariot et de Jean-Luc Godard.

La fin des débats appartenait aux politiques, avec le discours de Jacques Toubon à l'Odéon, puis de François Mitterrand à l'Elysée. Chacun dans son style, polémique et polarisé sur l'efficacité immédiate chez le ministre, se plaçant dans une perspective plus générale du statut des arts dans l'histoire et la société chez le président, l'un et l'autre ont souligné l'importance de la bataille culturelle planétaire dont le cinéma est aujourd'hui l'enjeu, et la détermination de la France à continuer d'y jouer un rôle de premier plan en entraînant à sa suite ses partenaires européens.

Jean-Michel Frodon

### LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

200 000 livres : romans, biographies, essais...  
Le Monde Éditions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.  
La sélection du Monde des livres.

36 15 LEMONDE

**Théâtre Ouvert Inaccessibles Amours**  
de Paul Emond  
par Abbès Zahmani  
21 mars - 14 avril  
42 62 59 49  
**ÉCOUTEZ VOIR**

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS  
Tél. 48-00-20-20 - Tél. 48-00-642 289  
Informations téléphoniques : 48-00-30-17  
ou sur minitel, 36-17 Drouot  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

*Sauf indications particulières, les acquisitions auront lieu le veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente. Régimeur O.S.P. 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 46-76-46-46.*

**DIMANCHE 26 MARS**

S.6. 15h : Judaica. Peintures juifs de l'Ecole de Paris...  
ABERDAM - ANTICHER - CHAGALL - EPSTEIN -  
GOLDBERG - HAYDEN - KARS - KIKOINE - KREMBEINE -  
MAINE-KATZ - MONDZAIN - ORLOFF - PASCIN -  
SEITZER - TOMASSE - VOLOVICK. Mes LOUDMER.

S.7. Art contemporain. Art primitif.  
Mes Catherine CHARBONNEAUX

S.10. Tapis anciens. Mes ROGEON

S.13. Livres anciens et modernes. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S.16. Art de la Chine ancienne.  
Mes BOSCHER, STUDER, FROMENTIN

**MARDI 28 MARS**

S.1. Tapis anc. et mod. Art islamique. Meubles et objets d'art.  
Tapisseries. Mes DELORME et FRAYSSE.

**MERCREDI 29 MARS**

S.3. Editions originales contemporaines. Mes RENAUD

S.4. 11h et 14h30 : SURREALISME. Collection Line et Patrick WALDBERG. Livres. Revues. Tracts et documents. Dessins. Tableaux. Photos. ARP - L. CARRINGTON - ERNST - LABISSE - MAGRITTE - MALKINE - MAN RAY - MASSON - MIRO - SIMA. Mes LOUDMER

**JEUDI 30 MARS**

S.9. Livres rares anciens et modernes en différents genres.  
Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

**VENREDI 31 MARS**

S.2. Collection de M.-X. Art du Japon. Netsuke, Kozuka, Fuchi Koshin, Iro.  
Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

S.13. Mobilier. Mes ROGEON

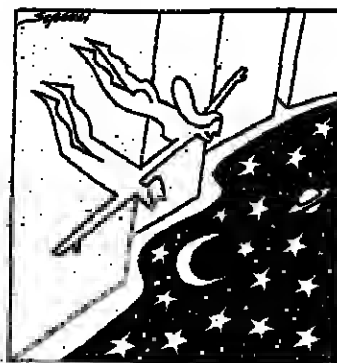
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009) 47.70.67.68  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Anbois (75002) 42.60.67.67  
Catherine CHARBONNEAUX, 134, rue du Fg Saint-Honoré (75008) 43.59.66.56  
DELORME et FRAYSSE, 14, Avenue de Messine (75008) 45.62.31.19  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (Ancienement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009) 42.46.61.16  
LOUDMER, 7, rue Roissin (75009) 44.79.50.50  
RENAUD, 6, rue George Bonillies (75009) 47.70.48.95  
ROGEON, 16, rue Mithon (75009) 48.78.81.06

هذا من الاملا



# La bande à Manu

Chœurs et voix de la francophonie, un concert pour fêter les vingt-cinq ans de l'ACCT



L'AGENCE de coopération culturelle et technique, organisation qui regroupe quarante-quatre États francophones, a été créée en 1970. A l'heure où la définition restrictive de la francophonie n'a plus cours, l'ACCT a réuni des musiciens africains, canadiens, français pour un concert festif. Le saxophoniste Manu Dibango est un des piliers de la défense du français en tant que style de vie et de liberté de pensée. Yannick Noah viendra reprendre avec lui son *Saga Africa* qui a tant

plu aux petits. Quelques chanteurs de *Sarménia*, version n° 2, entourent l'abbé Thibault. On y entend Margot, Thierry Pastore et Pierre Vassiliu. L'Afrique sera représentée par le joueur de kora Saaba Djan (Sénégal), le chanteur Seta Touré, et l'un des meilleurs bluesmen africains, le Malien Lobi Traoré.

\* La Cigale, 120, boulevard de Rochechouart, Paris-18°. M° Anvers. 20 heures, le 23. Tél.: 42-23-15-15. 120 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

### Deux œuvres

de Marcel Landowski  
C'est l'autre anniversaire important de l'année. Plus âgé de dix ans que Pierre Boulez, Marcel Landowski est né à Pont-Labbé il y a quatre-vingt ans. Ancien directeur de la musique de Malraux, bras droit de M. Chirac pour la culture, secrétaire perpétuel à l'Académie des beaux-arts, il reçoit l'hommage des Concerts Colonne qui jouent *Edina* et *Un enfant appelle pour soprano* (Anne-Marie Wierst), violoncelle (Dominique de Villancourt) et orchestre. Direction, Olivier Hoit. *Basilique Sainte-Clothilde*, 23, rue Las Cases, Paris-7°. M° Solferino. 20 h 30, le 23. Tél.: 42-33-72-89. De 80 F à 180 F.

### Keziah Jones

Le rapport quasi charnel qu'entretient ce Nigérien de sang royal avec sa guitare en fait une sorte de Jimi Hendrix afro-funk. Un nouvel album, *African Space Croft*, ne corripse pas tout à fait la tendance linéaire de ses mélodies, mais sa présence scénique leur donne de l'ampleur.

\* Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19°. M° Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 23. Tél.: 42-00-14-14. Location Fnac. 100 F.  
Heather Nova  
Peut-être parce qu'elle fut élevée sur un bateau au large des Bermudes, cette jeune Anglaise affectionne les métaphores marines et océanes. Son chant est d'une mélancolie baignée par l'onde amère. *Le Divin du Monde*, 75, rue des Martyrs, Paris-18°. M° Pigalle. 20 h 30, le 23. Tél.: 42-55-48-50. Location Fnac et Virgin. 90 F.  
Dionne Warwick  
Burt Bacharach  
Entre deux musiques de film, Burt Bacharach a signé avec le parolier Hal David une pléiade de chansons : *I Say a Little Prayer*, *Make It Easy on Yourself*, *Don't Make Me Over* - dont la meilleure interprète fut souvent Dionne Warwick. Pianiste et chef d'orchestre, il accompagne à nouveau l'élégante diva de la soul. *Palais des Congrès*, 2, place Porte-Maillot, Paris-17°. M° Porte-Maillot. 20 h 30, le 23. Tél.: 40-68-00-05. De 190 F à 410 F.

## ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

### VERNISSAGES

Eduardo Chillida  
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8°. M° Miromesnil. Tél.: 45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 23 mars au 6 mai.  
Le Rijksmuseum d'Amsterdam et la peinture néerlandaise  
Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7°. M° Assemblée-Nationale. bus : 63, 83, 84, 94. Tél.: 47-05-85-99. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 23 mars au 21 mai.

### PARIS

Martine Aballá, Julio Galán  
Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debel-lyme, Paris 3°. M° Filles-du-Calvaire. Tél.: 42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi.  
Accrochage des collections photographiques de Brassai  
Centre Georges-Pompidou, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4°. M° Rambuteau. Tél.: 42-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 24 avril.  
Jean-Michel Alberola, Matthew Barney, Marc Newson  
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 6°. M° Raspail. Tél.: 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 avril.  
Jean-Michel Alberola, Matthew Barney, Marc Newson  
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 6°. M° Raspail. Tél.: 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 avril.  
Jean-Michel Alberola, Matthew Barney, Marc Newson  
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 6°. M° Raspail. Tél.: 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 avril.

78-01-91. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.  
Jean-Pierre Bertrand  
Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris 3°. M° Chemin-Vert, Saint-Paul. Tél.: 42-78-40-44. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 avril.  
Gyöfia Bosu  
Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles, Paris 6°. M° Bastille. Tél.: 42-78-32-24. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.  
Louise Bourgeois  
Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4°. M° Rambuteau. Tél.: 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 10 avril.  
Bibliothèque Nationale, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne, Paris 2°. M° Palais-Royal et Bourse. Bus 20, 29, 39, 48, 65. Tél.: 47-03-01-12. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 18 avril. 35 F.  
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debel-lyme, Paris 3°. M° Saint-Sébastien-Froissart. Tél.: 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 3 avril.  
Calum Innes  
Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 26, rue Saint-Gilles, Paris 3°. M° Chemin-Vert. Tél.: 42-78-43-21. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.  
Lorenzo Camillo  
Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli, Paris 4°. M° Saint-Paul. Tél.: 42-78-13-44. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 avril.  
Carthage, l'histoire, sa trace et son Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8°. M° Champs-Élysées-Clemenceau. Tél.: 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 2 juillet. 40 F.  
Jean Cocteau (1891-1963)  
Bibliothèque Nationale, galeries Mansart, 58, rue de Richelieu, Paris 2°. M° Bourse, Quatre-Septembre, Palais-Royal. Tél.: 47-03-81-70. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 18 juin. 22 F.  
C'est à vous Monsieur Godebski  
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, place Georges-Pompidou, Paris 4°. M° Rambuteau. Tél.: 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 mai. 27 F.  
Philippe Cognée  
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4°. M° Hôtel-de-Ville. Tél.: 42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.  
Cremonini  
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Sur-

couf, Paris 7°. M° Invalides. Tél.: 45-55-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 27 mai.  
De Delacroix à Matisse  
Galerie Schmitz, 396, rue Saint-Honoré, Paris 1<sup>er</sup>. M° Concorde. Tél.: 42-60-36-36. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 13 avril.  
Dogon  
Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris 16°. M° Victor-Hugo. Tél.: 45-00-01-50. De 11 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 avril. 20 F. gratuit le mercredi.  
Willie Doherty  
Galerie Jennifer Flay, 7, rue Debel-lyme, Paris 3°. M° Saint-Sébastien-Froissart. Tél.: 42-77-19-37. De 10 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.  
Double mixte  
Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>er</sup>. M° Concorde. Tél.: 42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 17 avril. 35 F.  
Adrienne Farb  
Galerie Zürcher, 56, rue Chapon, Paris 5°. M° Arts-et-Métiers. Tél.: 42-72-82-20. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 avril.  
Yvette Guilbert  
Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris 2°. M° Bourse, Palais-Royal, Quatre-Septembre, bus 39, 48, 67, 74, 85. Tél.: 47-03-81-10. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril. 22 F. 35 F. billet jumelé avec l'exposition Louise Bourgeois, estampes.  
Markus Hansen  
Galerie Gilles-Peyroulet, 7, rue Debel-lyme, Paris 3°. M° Bastille. Tél.: 42-74-50-20. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.  
Jeux de nappes  
Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 4°. M° Châtelet-les-Halles. Tél.: 42-33-62-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 30 avril. 30 F.  
Joël Kermarrec  
Galerie Claude Lemand, 16, rue Littré, Paris 6°. M° Montparnasse-Bienvenue. Tél.: 45-49-26-95. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 avril.  
Catherine  
Galerie Karsten Grève, 5, rue Debel-lyme, Paris 3°. M° Saint-Sébastien-Froissart. Tél.: 42-77-19-37. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 avril.  
Luigi Mainolfi  
Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6°. M° Saint-Germain-des-Prés. Tél.: 43-54-10-98. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 avril.

Marcel Mariën (1920-1993)  
Centre Walloon-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4°. M° Rambuteau-Châtelet-les-Halles. Tél.: 42-71-26-16. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril.  
Didier Menckonli  
Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6°. M° Odéon. Tél.: 43-26-91-10. De 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 8 avril.  
Papel Papei  
Galerie Jean Fournies, 44, rue Quincen-poux, Paris 4°. M° Rambuteau. Tél.: 42-77-32-31. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 15 avril.  
Florence Paradisi  
Galerie des Archives, 4, impasse Beau-bourg, Paris 3°. M° Rambuteau. Tél.: 42-78-05-77. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.  
Peintures italiennes du Musée de Beaux-Arts de Nantes  
Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris 6°. M° Luxembourg. Tél.: 42-34-25-95. De 11 heures à 18 heures. Fermé jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 17 avril. 31 F. mardi : 21 F.  
Pascal Pinault  
Galerie Nadia Obadia, 8, rue de No-mandla, Paris 3°. M° Filles-du-Calvaire. Tél.: 42-74-67-68. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 avril.  
Galerie et sculptures  
Galerie Lahumière, 4, place Thorigny, Paris 3°. M° Saint-Sébastien-Froissart. Tél.: 42-77-27-74. De 9 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 29 avril.  
Riera i Arago  
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alge, Paris 1<sup>er</sup>. M° Tuilleries. Tél.: 42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 20 mai.  
Rodin, Whistler et la muse  
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7°. M° Varenne, RER Invalides, bus 28, 49, 69, 82, 92. Tél.: 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. A part du 1<sup>er</sup> avril jusqu'à 17 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 27 F. (billet jumelé avec la visite du musée).  
Whistler (1834-1903)  
Musée d'Orsay, place Henry-de-Mon-therland, quai Anatole-France, Paris 7°. M° Solferino. Tél.: 40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; jeudi nocturne jusqu'à 21 h 45 ; dimanche à part de 9 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 avril. 36 F. dimanche : 24 F. (billet jumelé avec la visite du musée). 53 F.  
Robert Wlérick  
Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bour-delle, Paris 15°. M° Montparnasse-Bien-venue, Falguère. Tél.: 45-48-67-27. De 10 heures à 17 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 14 mai. 27 F.

## CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivités et des reprises

### NOUVEAUX FILMS

#### L'ANNÉE JULIETTE

Film français de Philippe Le Guay, avec Fabrice Luchini, Valérie Stroth, Philippe Leroy-Besquiers, Marine Deltenne, Didier Flamand (1 h 25).  
Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Haute-Fauvette, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 16<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16<sup>e</sup> (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gange, THX, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
LES RENDEZ-VOUS DE PARIS  
Film français d'Eric Rohmer, avec Clara Bellar, Antoine Bastier, Mathias Megard, Aurélien Rauscher, Serge Renko, Michael Kraft (1 h 40).  
14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 8<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Convention, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
SELECTION  
ANITA  
de Nikita Mikhalkov, avec Anna Mikhalkov. Franco-russe, couleur et noir et blanc (1 h 40).  
VO : Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 6<sup>e</sup> (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).  
L'APPAT  
de Bertrand Tavernier, avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos, Marie Ravel. Français (1 h 55).  
Interdit-12 ans.  
Rex, 13<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-69-12) ; Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
LES MISÉRABLES  
Film français de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah, Alessandra Martines, Annie Girardot, Clémentine Célarié, Philippe Léotard (2 h 50).  
Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex (le Grand Rex), 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-69-12) ; Breagne, 6<sup>e</sup> (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, 8<sup>e</sup> (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille,

12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 16<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16<sup>e</sup> (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17<sup>e</sup> (36-68-31-34) ; Pathe Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gange, THX, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
LES RENDEZ-VOUS DE PARIS  
Film français d'Eric Rohmer, avec Clara Bellar, Antoine Bastier, Mathias Megard, Aurélien Rauscher, Serge Renko, Michael Kraft (1 h 40).  
14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 8<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Convention, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
SELECTION  
ANITA  
de Nikita Mikhalkov, avec Anna Mikhalkov. Franco-russe, couleur et noir et blanc (1 h 40).  
VO : Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 6<sup>e</sup> (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).  
L'APPAT  
de Bertrand Tavernier, avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos, Marie Ravel. Français (1 h 55).  
Interdit-12 ans.  
Rex, 13<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-69-12) ; Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
LES MISÉRABLES  
Film français de Claude Lelouch, avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah, Alessandra Martines, Annie Girardot, Clémentine Célarié, Philippe Léotard (2 h 50).  
Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex (le Grand Rex), 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-69-12) ; Breagne, 6<sup>e</sup> (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, 8<sup>e</sup> (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille,

avec Inés Medeiros, Isach de Bakolé, Edith Scob, Pedro Hestnes, Sandra Dó Canto Brandão, Cristiano Andrade Alves.  
Portugais-français (1 h 50).  
VO : Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 5<sup>e</sup> (43-54-15-04).  
L'EMIGRÉ  
de Youssef Chahine, avec Youssra, Michel Piccoli, Mah-moud hemida, Khalid el-Nabouli, Saïd el-Semary. Égyptien (2 h 08).  
VO : Gaumont Opéra Impérial, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathe Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).  
EMMÈNE-MOI  
de Michel Spinoza, avec Karin Viard, Antoine Badier, Inés de Medeiros, Eric Savin, Bruno Putzulu, Didier Bénureau. Français (1 h 20).  
Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-08) ; Le Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
EN MAL FAIS CE QU'IL TE PLAÎT  
de Pierre Châtelier, avec Eric Changer, Valérie Gabriel, Jean-Claude Dreyfus, Renaud Le Bas, Nathalie Ortega, Fred Sauret. Français (1 h 22). Interdit-12 ans.  
14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83 ; 36-68-69-12).  
HIGH BOOT BENNY  
de Joe Cornford, avec Marc O'Shea, Frances Tomelty. Irlandais (1 h 18).  
VO : L'Entrepôt, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63) ; L'Entrepôt, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).  
JUG/JUG  
de Jean-Luc Godard, avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Ségulin. Français (1 h 20).

La Pagode, 7<sup>e</sup> (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).  
JUSTE CAUSE  
de Arne Glimcher, avec Sean Connery, Laurence Fishburne, Kate Winslet, Blair Underwood, Ruby Dee, Ed Harris. Américain (1 h 45).  
Interdit-12 ans.  
VO : Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-70-38) ; réservation : 40-30-20-10).  
VF : Rex, 13<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
VF : Rex, 13<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
VF : Rex, 13<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
VF : Rex, 13<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
VF : Rex, 13<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-22-27) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).  
VF :



## Bruxelles sauve les quotas de diffusion

La Commission européenne propose, sur une période de dix ans, de maintenir et même de renforcer les règles telles qu'elles ont été instituées par la directive Télévision sans frontières

BRUXELLES  
(notre correspondant)

L'obligation qui impose aux chaînes de télévision de diffuser une majorité de programmes européens, et à laquelle sont si attachés les Français, pourrait être maintenue pendant dix ans. Ce point essentiel de la réglementation européenne sur l'audiovisuel serait, en outre, renforcé par la suppression de la clause qui, dans le texte en vigueur, précise que les quotas ne sont à respecter que «chaque fois que cela est réalisable». C'est sur cet amendement de la directive Télévision sans frontières que la Commission européenne s'est prononcée, mercredi 22 mars, à une majorité de 13 voix sur 18 (deux absents).

Les ministres de la culture et de la communication devront se prononcer sur cette réforme lors de leur réunion lundi 3 et mardi 4 avril à Luxembourg. Marcelino Oreja, le commissaire à l'audiovisuel, présentera ensuite la directive réformée à la commission de la culture du Parlement européen, mercredi 5 avril. La nouvelle directive doit être adoptée selon la procédure de co-décision qui exige le feu vert du conseil des ministres ainsi que celui du Parlement. Une procédure qui pourrait réclamer deux années de débats, la garantie des quotas protégerait ainsi l'industrie européenne des programmes pendant au moins deux ans, lui laissant le temps de devenir compétitive face à la concurrence américaine.

Un renforcement auquel l'Union

européenne pourrait contribuer par des incitations financières importantes. Marcelino Oreja a annoncé son intention de souder les ministres sur cet aspect du dossier et a indiqué que la suggestion d'Edith Cresson, commissaire chargée de la recherche et de la formation, de prélever une taxe de 0,5 % sur les télécommunications (600 millions d'euros par an soit 4 milliards de francs environ) pour affecter aux programmes en y incluant les nouveaux médias et la production de logiciels était «une formule intéressante».

La proposition d'aménagement de la directive de 1989, enfin adoptée par la Commission de Bruxelles, apparaît comme un compromis entre le camp libéral, opposé au maintien des quotas de diffusion et ceux qui considèrent qu'ils constituent le levier le plus efficace pour inciter les chaînes à acheter ou produire des œuvres européennes.

### CLAUDE ÉCHAPPAITRE

Dans ce débat difficile, les seconds bénéficiaient d'avantages tactiques qu'ils ont su exploiter. La directive de 1989, même si une révision s'imposait, n'en devenait pas pour autant caduque. En d'autres termes, les quotas de diffusion, restant en vigueur aussi longtemps qu'un accord ne venait pas les modifier. Les producteurs européens sont ainsi protégés contre tout dérapage du Conseil. La clause d'échappatoire, qui fait que la contrainte des quotas ne s'impose que «chaque fois que cela est réalisable», autorisait des in-

terprétations multiples. La Commission se devait donc d'éliminer cette source de conflits.

### UNE BASE DE CALCUL ÉLARGIE

Les «libéraux», de leur côté, ont obtenu que les quotas disparaissent au bout de dix ans. «C'est la volonté politique qui a été clairement exprimée. Les commissaires ont estimé que dix années devraient suffire pour assurer la promotion d'une industrie de programmes», a expliqué Marcelino Oreja.

Reste à savoir comment seront calculés ces quotas d'œuvres européennes. Pour éviter de mécontenter les diffuseurs, la Commission a proposé de les prendre en considération sur une base large qui comprend certes les films, séries et autres fictions, ainsi que les documentaires et les dessins animés mais également les variétés et «plateaux» de toutes sortes. Soit une définition bien trop large aux yeux l'association de producteurs Eurocinéma.

Autre élément de souplesse, les nouvelles chaînes, dont les opérations débuteront après l'entrée en vigueur de la directive, bénéficieront d'un délai de trois ans avant d'avoir à respecter les quotas.

Quant aux chaînes dites thématiques, dont les programmes sont spécialisés, elles pourront choisir entre quotas de diffusion et quotas d'investissements. Dans ce cas, leur budget d'investissement à l'achat ou la production d'œuvres européennes. Les professionnels considèrent que ce concept de budget d'investissement est diffi-

cilement contrôlable et auraient préféré que l'obligation porte sur une fraction du chiffre d'affaires.

Quel encadrement réglementaire appliqué à la vidéo à la demande, qui se développe? L'écart du champ de la directive ne risque-t-il pas de donner aux diffuseurs un moyen de contourner ses contraintes? Une majorité de Commissaires n'en a pas jugé ainsi. La vidéo à la demande sera donc réglementée avec l'ensemble des nouveaux services.

Le vote qui s'est exprimé signifie un respect renforcé des obligations de la directive de 1989. En contrepartie, ses contraintes ont été limitées dans le temps. Ce n'est donc pas un projet de directive affaiblie qui est maintenant soumis au Conseil et au Parlement. Les États membres ne sont d'aucune manière incités à adopter, face aux quotas, une attitude plus laxiste.

Philippe Lemaître

■ ALLEMAGNE: La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a donné, mercredi 22 mars, son accord à la directive européenne Télévision sans frontières votée en 1989. La Cour estime qu'en approuvant la directive, le gouvernement a agi de manière constitutionnelle, mais qu'il a porté atteinte aux droits des États fédérés en approuvant les quotas de diffusion qui sont considérés comme une atteinte à la liberté éditoriale des chaînes. L'audiovisuel est un ressort exclusif des seize Länder et non du gouvernement fédéral.

## Canal Plus et Bertelsmann créent une société commune d'acquisition de droits

LA CRÉATION d'une «société commune d'investissement» dans le domaine de l'acquisition de programmes audiovisuels a été annoncée, mercredi 22 mars, par Canal Plus et le groupe de communication allemand Bertelsmann. Cette association est la suite logique d'un accord-cadre signé en juillet 1994 et pour trente ans entre les deux groupes, dans le but de développer leurs activités dans le secteur de la télévision payante en Europe. Cette nouvelle entité, intitulée Canal Plus UFA, réunit à part égale les filiales d'acquisition de droits des deux groupes, Canal Plus Droits audiovisuels et UFA Films und Fernseh.

Cette société, dont le budget d'investissement n'a pas été révélé, est selon le PDG, Pierre Lescure, une «carte supplémentaire dans un marché européen qui se dégage». Le producteur américain Michael Jay Salmon sera également associé à l'opération.

Canal Plus UFA aura deux cibles particulières: les programmes neufs et les catalogues déjà constitués. Les droits acquis n'auront pas pour but d'alimenter les chaînes contrôlées par Canal Plus ou Bertelsmann mais d'approvisionner tous les acteurs du marché, en Europe et Amérique Latine ou en Asie. «Il s'agit de faire de cette filiale un centre de profit autonome», a indiqué Michael Dornemann, PDG de la division Entertainment de Bertelsmann. Canal Plus UFA vient ainsi d'acquiescer les droits de la série d'animation *Duckman* (26 fois 28 minutes) et de la comédie

d'animation *Profession critique* (23 fois 26 minutes).

Compte tenu du cloisonnement du marché européen, les programmes visés par Canal Plus UFA seront d'abord américains. Mais, comme les majors hollywoodiennes contrôlent entièrement la distribution de leurs produits, Canal Plus UFA devra se positionner surtout auprès des indépendants ou sur des produits que les studios considèrent comme marginaux.

Interrogé sur une éventuelle alliance avec la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion), Pierre Lescure a indiqué qu'il n'entendait pas associer la CLT à l'accord avec Bertelsmann. Mais il a estimé qu'il pouvait «imaginer des accords technologiques», notamment sur le décodeur. «Même si la CLT a une part importante dans le capital d'Havas, pour l'instant, je n'ai pas l'habitude d'une vie commune extraordinaire avec la CLT», a-t-il conclu.

■ PRESSE: les groupes britannique Mirror Group Newspapers (MGN) et irlandais Independent Newspapers vont accroître leur participation dans Newspaper Publishing, société éditrice du quotidien *The Independent*, en contrôlant chacun 43 % du capital de Newspaper Publishing, et en rachetant à part égale la participation de 20 % détenue par la société italienne éditrice de *La Repubblica*, Espresso International Holding SA, qui se retire. Le groupe espagnol Prisa, éditeur d'*El País*, réduira sa participation de 20 % à 12 %.

### TF 1

13.40 Feuilleton: *Les Foux de l'amour*.  
14.30 Série: *Médécine à Honolulu*.  
16.15 Jeu: *Une famille en or*.  
16.45 Club Dorothea.  
17.30 Série: *Les Garçons de la plage*.  
18.00 Série: *Premiers baisers*.  
18.30 Série: *Le Miroir de l'histoire*.  
19.00 Magazine: *Coucou!* (et 0.15).  
19.50 *La Bêtise Show* (et 1.05).  
20.00 Journal.  
20.15 Face à la Une.  
Invité: Jean-Marie Le Pen.  
20.55 *Tiercé, La Minute hippique*, *Météo*.

21.05 Téléfilm: *Rocca*.  
Coup de cœur, de Paul Planchon. L'adjointe du commissaire Rocca retrouve par hasard son grand amour de jeunesse. Malheureusement, il est recherché par la police.

22.50 Magazine: *Famille, je vous aime*.  
Invité: Marina Vlady.  
1.10 Journal et Météo.  
1.20 Programmes de nuit.  
Passions: 1.45, TF 1 nuit (et 2.50, 3.50); 1.55, L'Équipe Cousteau en Amazonie; 3.00, Histoires naturelles (et 5.05); 4.00, L'Aventure des plantes; 4.30, Côté cœur; 4.45, Musique.

### FRANCE 2

13.45 Série: *Inspecteur Derrick*.  
14.50 Série: *Dans la chaleur de la nuit*.  
15.40 *Tiercé à Saint-Cloud*.  
16.00 Variétés: *La Chance aux chansons* (et 5.15).  
16.45 Des chiffres et des lettres.  
17.15 Série: *Seconde B*.  
17.45 Série: *Code 115*.  
18.10 Série: *La Fête à la maison*.  
18.45 Jeu: *Que le meilleur gagne* (et 3.50).  
19.10 Flash d'informations.  
19.15 Studio Gabriel (et 2.10).  
Invités: Cachou, Christine Lemaire.  
19.55 *America's Cup*.  
19.59 Journal, *Météo*, Point route.

Ce soir • 20 h 50  
LA FRANCE EN DIRECT  
le grand rendez-vous  
politique de la rédaction  
Edouard BALLADUR

20.50 Magazine: *La France en direct*.  
Présenté par Bruno Mazure. Invité: Edouard Balladur.

22.30 Cinéma: *Gilda*.  
Film américain de Charles Vidor (1946, N, v.o.).  
0.25 Journal, *Météo*.  
0.50 Le Cercle de minuit.  
Présenté par Laure Adler.  
Rétrospective Théo Angelopoulos.  
2.40 Programmes de nuit.  
2.40, Bas les masques (rediff.); 4.20, 24 heures d'Info.

### FRANCE 3

13.35 Magazine: *Vincent à l'heure*.  
Invité: Michel Leroy.  
14.40 Série: *La croisière s'amus*.  
15.35 Série: *Magnum*.  
16.30 Série: *Les Minikéums*.  
17.40 Magazine: *Une pêche d'enfer*.  
18.20 Jeu: *Questions pour un champion*.  
18.50 Un film, un jeu.  
Gala de Dominique Bona.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
A 19.05, Journal de la région.  
20.10 Jeu: *Fa si la chanter*.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 Keno.

20.50 Cinéma: *Abyss*.  
Film américain de James Cameron (1989).

23.15 *Météo* et Journal.

23.50 Documentaire: *Les Dossiers de l'Histoire*.  
L'Inde, les tourments du siècle, d'Arnold Mandagaran (1<sup>re</sup> partie).  
0.50 Magazine: *L'Heure du golf*.  
La compétition: Open du Portugal.  
1.20 Musique: *Graffiti*.  
Ito, de Beethoven, par la Quintette Moragues (25 min).

Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End? (120 min).

EUROSPORT 19.00 Tennis. En direct. Tournoi de Key Biscayne (Floride): 1<sup>re</sup> demi-finale dames. 21.00 Catch. 22.00 Boule. Championnat d'Europe: poids lourds. Alexandre Gurov (Ukr)-Patrice Aouissi (Fr) à Levallois. 23.00 Natation. 0.00 Snooker. Championnats du monde de trick shots 1995 au Pilsnberg Room de Sun City (Botswana). 1.00 Tennis. En direct. Tournoi de Key Biscayne (Floride): demi-finales dames.

CINÉ CINÉFIL 20.30 En avant la musique. O. Film franco-italien de Giorgio Bianchi (1963, N). 22.00 Tarzan et les sirènes. Film américain de Robert Royce (1948, N, v.o.). 23.05 Le Bon Dieu sans confession. Film français de Claude Autant-Lara (1953, N). 0.55 Ca commence à Vera Cruz. Film américain de Don Siegel (1949, N, v.o., 70 min).

CINÉ CINÉMAS 18.45 Zardoz. Film britannique de John Boorman (1973). 20.30 Les Horaces et les Curiaces. Film italien de Ferdinando Baldi (1961). 21.55 Les Bostoniennes. Film britannique de James Ivory (1984, v.o.). 23.55 1900 (2<sup>e</sup> partie). Film italien de Bernardo Bertolucci (1976, 150 min).

### M 6

13.25 Série: *L'Homme de fer*.  
14.20 Série: *Jim Bergerac*.  
17.00 Variétés: *Hit Machine*.  
17.30 Série: *Guillaume Tell*.  
18.00 Série: *Équarlier*.  
18.54 Six minutes première édition.  
19.00 Série: *Lois et Clark*.  
Les nouvelles Aventures de Superman.  
De Gilles Nadeau et Pierre Bouteiller.  
19.15 Cinéma: *L'Année des tinétoires*.  
Film américain de Sam Raimi (1992).  
17.40 Documentaire: *Carnets de plongée*.  
De Lisa Trull.  
18.05 Cinéma: *Madame et sa fille*.  
20.05 Magazine: *Passé simple*.  
1968: le printemps de Prague.  
En août 1968, en réponse au vent de liberté qui souffle sur la Tchécoslovaquie d'Alexandre Dubcek, l'URSS envoie des chars à Prague.

20.50 Cinéma: *Quo Vadis?*.  
Film américain de Mervyn Le Roy (1951).

23.45 Série: *La Maison de tous les couchemars*.  
Le Voleur d'outre-tombe.  
0.40 Magazine: *PrépaStar* (et 3.25).  
Sabine Azema.  
2.30 Rediffusions.  
New York City: 4.20, Sports et découverte (2); 5.15, Culture pub; 5.40, La Tête de l'emploi.

### RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Edmond Charles-Roux (Monade, Jétis). 19.30 Perspectives scientifiques. L'aérodynamique, de l'architecture aux engins volants. 4. En marche vers l'homme oiseau. 20.00 Le Rythme et la Raison. La Cité de la musique: suivre le guide. 4. Diffusion et création. 20.30 Fiction. Lettres de Mireille Sorque. 21.32 Profils perdus. Hassan Farhy, architecte et humaniste (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. Narnastalgia, de l'Indochine au Viêt-nam. 3. Enfants des quatre vents. 0.05 Du jour au lendemain. Bruno Gay-Lussac (Anon). 0.50 Coda. Nuits de printemps. 4. Les jardins de l'amour.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Concert. Donné le 18 septembre 1994, à l'auditorium Stravinsky de Montreux, dans le cadre du Festival de Montreux-Vevey, par les Madrigalistes de Bâle et l'Atelier philharmonique suisse, dir. Mario Venzago: Kyrie K 341, de Mozart; Manfred, poème dramatique d'après Lord Byron op. 115, de Schumann; Peter Schwegler, récitant; Siegfried (Hummus de la forêt), Le Crépuscule des dieux (Aube et lever du soleil, Voyage de Siegfried sur le Rhin, Marche funèbre), de Wagner, Lisa Larsson, soprano; Regina Jaskolski, alto; Steve Davism, ténor; Thomas Pursio, basse. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. Compositions pour chant et piano, de Verdi; De los alamos veneno, de Rodrigo; Dos cantates populaires, d'Oratorios. 22.30 Musique pluriel. Cinq épiques, de Bruzdzewicz; Robert Szredler, violon; Passaglia ungherese, de Ugeti, par Elisabeth Chojnacka, clavier; For marimba I de Nimi, Robert van Sica, marimba; Toccata pour piano, de Krawczyk; Frank Krawczyk, piano. 23.07 Ainsi la nuit. 0.00 Tapage nocturne.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ■ Signalé dans «Le Monde radio-télévision»; □ Film à éviter; ■ On peut voir; ■ Na pas manquer; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

### CANAL +

13.35 Cinéma: *Nous ne vieillirons pas ensemble*.  
Film français de Maurice Pialat (1972).  
15.20 Documentaire: *Jean YVES*.  
Le provocateur engagé. De Gilles Nadeau et Pierre Bouteiller.  
16.15 Cinéma: *L'Année des tinétoires*.  
Film américain de Sam Raimi (1992).  
17.40 Documentaire: *Carnets de plongée*.  
De Lisa Trull.  
18.05 Cinéma: *Madame et sa fille*.  
Cros mains.  
EN CLAIR JUSQU'À 20.30  
18.30 Jeu: *Pizzarollo*.  
18.40 Magazine: *Mille part ailleurs*.  
Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.  
Invité: Sempé.  
19.20 Magazine: *Zéorama*.  
19.55 Les Guignols.

20.15 Sport: *Football*.  
En direct. Strasbourg-Lens. Match décisif de la 30<sup>e</sup> journée du Championnat de France de D1; 20.30, coup d'envoi.

22.30 Flash d'informations.  
22.35 Cinéma: *Forever Young*.  
Film américain de Steve Miner (1992, v.o.).  
0.15 Cinéma: *Que la bête meure*.  
Film français de Claude Chabrol (1969).  
2.00 Série: *Babylon 5*.  
Le Dossier poupre (3/22).  
2.40 Surprises (20 min).

### LA CINQUIÈME

13.30 Magazine: *Défi*.  
14.00 Magazine: *L'Esprit du sport*.  
Invité: Francis Huster.  
15.45 Les Écrans du savoir.  
Au fil des jours (rediff.): Inventer demain; Allô la terre (rediff.); Ma sous-bien-séance (rediff.); L'Œuf de Colomb (rediff.); «Cité» sur cinq (rediff.); Langages: espagnol et anglais.  
17.30 Les Enfants de Joël.  
18.00 Les Grands Châteaux d'Europe.  
Caracosse.  
18.30 Le Monde des animaux.  
La vie dans les extrêmes: altitudes, moins de 4000 mètres.

### ARTE

19.00 Magazine: *Confetti*.  
Une promenade dans le Saint-Tropez hivernal.  
19.30 Documentaire: *Haute Surveillance*.  
De Michael Busse et Maria-Rosa Bobbi.  
Les méthodes de vidéo-surveillance du milieu urbain au monde du travail.  
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique: *Marchands de mort*.  
Proposée par Milka Pavlicevic et Otto Willert.  
20.41 Publicité d'urgence.  
20.42 La Matraque tous usages.  
De Martyn Gregory et Gerhard Mader.  
21.00 Question à Myr Etchegaray (et à 21.55, 23.50, 0.15).  
21.05 Documentaire: *Terrain miné*.  
Le carnage à fleur de terre. De Willy Setzer (v.o.).  
21.25 Documentaire: *Contrats explosifs à l'éuropéenne*.  
De Jacqueline Péard.  
21.50 Téléfilm: *L'Affaire Luciana*.  
De Jack Gold, avec David Suchet, Jürgen Prochnow.  
Un cargo chargé de transporter une installation de retraitement d'uranium, et assuré pour 20 millions de dollars, explose en pleine mer. D'après une histoire vraie qui secoua l'Autriche.

23.45 Faites des tracteurs, pas des chars!  
Des armures décrochent, d'Ulrike Grop.  
0.05 Documentaire: *Les Recettes d'une mort sophistiquée*.  
Des ames nouvelles pour de nouvelles guerres, de Marlies Schäfer.  
0.30 Spectacle musical: *L'Orchestre de Barbe-Bleue*.  
De Thomas Struck, Ulrich Tukur et Ulrich Walter (110 min).

### CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Quatuor Mozart. Film franco-canadien de Jean-Pierre Bekolo (1992). 21.20 Les Larmes sacrées du cocodille. 21.30 30 millions d'amis. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. 22.40 37\*5 le soir. Rediff. de TF 1 du 15 février. L'aventure: la liberté menacée? 0.00 Strip tease. 0.15 Tell Quel. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).  
PLANÉTÉ 20.00 BD: Silence. De Christophe Hell. 20.30 Force brute. De Robert Kirk (4/52). 21.15 Compagnons et compagnes. De Karine Douplizky. 22.05 Retour vers l'oubli. De Christophe Naggon. 23.05 USA: la loi des armes. De Folke Rydén. 0.00 Animaux de toutes les Russies. De Gérard Calderon et Jean-Claude Cottoli (4/4).  
PARIS PREMIÈRE 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.00). 19.45 Archives. 20.00 Écran total. 21.00 Sylve et le landreau. Film français de Claude Autant-Lara (1945, N). 22.40 Écran total. 23.10 Orchestre radio-symphonique de Stuttgart. Concert enregistré à Stuttgart en 1981, dir. Sergiu Celibidache. Œuvres de Debussy, Mendelssohn.

0.30 Concert: Jimmy McGriff-Hank Crawford Quartet. Enregistré au Festival Jazz à Vienne (Isère) en 1994 (85 min).  
CANAL 1 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi! 18.00 Les P tits Lardons; 18.20, Tip top dip; 18.25, Sébastien parmi les hommes; 18.55, Jeux vidéo; 19.00, Montre-moi ta ville; 19.15, Jeux vidéo; 19.20, Rébus. 19.30 Série: Zorro (30 min).  
CANAL JIMMY 20.00 Les Adolescents. Film franco-italien d'Alberto Lattuada (1961). 21.30 Quatre en un. 22.00 Chronique du front. 22.05 Raging Bull. Film américain de Martin Scorsese (1980, v.o.). 0.15 Souvenir. Diffusé pour la première fois le 29 juin 1967 (70 min).  
SÉRIE CLUB 19.50 Série: L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série: Les deux font la loi. 20.45 Série: Salut champion (et 0.10). 21.40 Série: Mission impossible. 22.30 Série: Code Quantum. 23.20 Série: Équarlier. 0.05 Le Club. 1.00 Série: La Comtesse Chary (50 min).  
MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du Groove. Le Groovy Bus. Prague. 21.30 Rock Legends. Rita Mitsouko. 22.00 Radio Mag. 0.00 Blah-Blah Groove. 0.30 Blah-Blah Métal. 1.00 Vidéoclips. MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and Butt-Head. 23.00 The

### CÂBLE

W 11.15 Les Foux de l'amour. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Quatuor Mozart. Film franco-canadien de Jean-Pierre Bekolo (1992). 21.20 Les Larmes sacrées du cocodille. 21.30 30 millions d'amis. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. 22.40 37\*5 le soir. Rediff. de TF 1 du 15 février. L'aventure: la liberté menacée? 0.00 Strip tease. 0.15 Tell Quel. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).  
PLANÉTÉ 20.00 BD: Silence. De Christophe Hell. 20.30 Force brute. De Robert Kirk (4/52). 21.15 Compagnons et compagnes. De Karine Douplizky. 22.05 Retour vers l'oubli. De Christophe Naggon. 23.05 USA: la loi des armes. De Folke Rydén. 0.00 Animaux de toutes les Russies. De Gérard Calderon et Jean-Claude Cottoli (4/4).  
PARIS PREMIÈRE 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.00). 19.45 Archives. 20.00 Écran total. 21.00 Sylve et le landreau. Film français de Claude Autant-Lara (1945, N). 22.40 Écran total. 23.10 Orchestre radio-symphonique de Stuttgart. Concert enregistré à Stuttgart en 1981, dir. Sergiu Celibidache. Œuvres de Debussy, Mendelssohn.

20.30 37\*5 le soir



# Arte met en accusation les « marchands de mort »

Une soirée thématique de la chaîne européenne lève un coin du voile sur le commerce des armes. Des échanges qui impliquent d'abord les gouvernements

ON LES APPELLE des « marchands de mort ». Eux-mêmes répliquent que c'est un peu facile, voire commode, dès lors que cela permet d'éviter de réfléchir et d'évacuer les débats de fond. Comme si les vendeurs d'armes dans le monde agissaient de leur propre initiative. Rien n'est plus faux, ni plus simpliste. Les véritables « marchands de mort » ne seraient pas plutôt les États, c'est-à-dire des gouvernements élus ou tout autre régime plus ou moins représentatif. Ce sont bien des responsables politiques qui soutiennent les industries de l'armement, qui les financent, pour partie par des fonds publics, et qui, au nom des intérêts nationaux, les incitent à prospecter le client.

Arte évoque un commerce qui s'entoure volontiers de mystères mais qui, en réalité, ne fait que très rarement appel à des clandestins. Ces mines qui parviennent à la planète, ces métaux électriques qui pourraient être d'autodéfense mais qui servent aussi à torturer, ces armes « modernes » dites NBC (nucléaire, biologique et chimique) qu'on a de la peine à contrôler par traité, cet attirail mis au point par des bureaux d'études est vendu, cédé d'occasion, offert parfois par des États reconnus et fiers de vanter leurs technologies « de pointe ».

Après la chute du mur de Berlin, on a cru que les deux mondes de la « guerre froide » en Europe avaient cessé de se regarder en chiens de faïence et que, désormais, les contribuables pouvaient espérer toucher « les dividendes de la paix ».

SI C'EST PAS NOUS QUI FAISONS  
PÊTER LA PLANÈTE, D'AUTRE LE FERONT.



En clair, les dépenses militaires devaient décliner. Il n'en a rien été, ou si peu que cela fut très vite oublié. C'était compter sans le baril de poudre sur lequel vivent bien d'autres secteurs exposés : le Proche et le Moyen-Orient, l'Asie-Pacifique... Là, les budgets de défense sont en expansion. Mais, même en Europe, les conflits régionaux, sur des bases ethniques ou territoriales, voire religieuses, ne se sont pas évaporés et, pour prendre le cas de l'ex-Yugoslavie, les armements débloquent en dépit de l'embargo.

## ASSURANCE-SURVIE

Si le commerce international des armes – il a représenté entre 1990 et 1993, quelque 30 milliards de dollars annuels pour les « bonnes » armes

et 22 milliards pour les « moins bonnes » – continue sur sa lancée, c'est parce que les États sont face à un dilemme : exporter ou disparaître. Une fois posé le principe que la sécurité d'un pays est un acte de souveraineté, un gouvernement est condamné à organiser la protection du territoire dont il est responsable ou il prend le risque de se déclarer « État ouvert » et il sera à la merci d'un agresseur.

Chaque pays veut donc détenir les armes de sa sécurité. C'est en quelque sorte son assurance-survie. Et, pour garantir cet effort de défense, il exporte ou il importe. En la matière, où la lutte entre le glaive et le bouclier pour disposer des armes les plus efficaces est quasi permanente, la suffisance, c'est-à-dire la

production pour soi, limitée aux stricts besoins, n'a pas de sens. Ni politique : l'autarcie pour sa propre sécurité est une option hasardeuse. Ni économique : refuser d'exporter revient à choisir de ne pas rentabiliser un secteur industriel et c'est aussi se mettre en situation de refuser à un pays client le droit intangible qu'il a d'assurer la défense de ses citoyens.

Pour tout pays, l'alternative est simple, exprimée en termes marchands : ou il vend le surplus de sa production, en respectant les usages du commerce international et ses propres règles, ou bien il achète à autrui, selon les mêmes procédures. A ne s'en tenir qu'à ces considérations commerciales, Arte montre, à travers un documentaire allemand intitulé *Faites des tracteurs, pas des chars*, que les États de l'ex-bloc de l'Est – experts dans l'art d'exporter des armes en abondance – sont incapables de se recycler ou de se diversifier.

« Les armures ne décrochent pas facilement », est-il noté. On ne passe pas du jour au lendemain du missile nucléaire à la machine à laver. La Russie, en ce moment, illustre la thèse selon laquelle une privatisation à marche forcée aboutit à un désastre. De surcroît, la conversion des entreprises n'est possible que si le pouvoir a défini une autre stratégie de sécurité et si les esprits y ont été préparés.

Jacques Isnard

★ Arte : « Marchands de mort », jeudi 23 mars à 20 h 40.

## Le fou du faux

par Agathe Logeart

CE SERAIT EN ESPAGNE. On dirait que ce gros monsieur barbu au teint rouge gagne bien sa vie en prédisant l'avenir d'une façon un peu particulière. Il n'aurait pas besoin de boule de cristal, de tarots, ni de l'habituelle quincaillerie des voyants. Ce qu'il lui faudrait, ce serait deux seins de femme, prête à les lui remettre en mains – si l'on peut dire – propres, car toucher des seins provoquerait chez lui des visions. La lumière est dorée, dans l'antre du voyant, une échoppe encombrée d'un bric-à-brac de sphinx. La jeune femme se démaude, et l'homme met ses mains sur la poitrine de la dame. Elles y passent un bon bout de temps, et l'on en déduit que la vision doit être longue à venir. Alors on attend. Le voilà les yeux révulsés, marmonnant des paroles indistinctes. Il n'a pas l'air de trouver cela trop désagréable, comme exercice.

En Amérique, une galerie de peinture accroche des toiles peintes par des chats. Elles se vendent très cher. Les chats sont des artistes, comme chacun sait. Et quand ils trempent leurs pattes dans des pots de peinture, qu'ils les passent ensuite sur des toiles, cela donne des œuvres d'art ; d'autres préfèrent sculpter leur lit. Bientôt, les chats exposeront à Paris. Toujours en Amérique, une compagnie aérienne appelée « Fantasy Flights » organise, moyennant 350 dollars, des vols d'une heure pour couples qui auraient décidé de « s'envoyer en l'air », en l'air. C'est le commentaire qui le dit. Après avoir sif-

flé une coupe de champagne avec une fraise dedans, un monsieur guide sa femme à l'intérieur de l'avion. Elle a un bandeau sur les yeux, car c'est une surprise pour leur anniversaire de mariage. Un lit aux draps à carreaux les attend. A l'atterrissage, ils ont l'air très contents.

En Nouvelle-Calédonie, un restaurant a fait des chauves-souris et des asticots les spécialités de la maison. Les asticots peuvent se manger crus ou cuits, les chauves-souris en daube ou grillées.

Ça, le monde est bien fou ! Il n'a pas tort, Jean-Pierre Foucault, qui en a fait le titre de son émission, sur TF 1. Et si « le monde est fou », Foucault est son prophète. Car le « concept » de ce que les programmes de la télévision appellent sans rire « un divertissement » consiste à deviner si les « reportages » qu'il nous montre sont de vraies histoires ou de pures inventions. Les comparses de l'animateur et le public doivent démêler le vrai du faux. Franchement, on a oublié les réponses. Peut-être les chats mangent-ils des asticots en faisant l'amour à des chauves-souris pendues au plafond d'un avion après avoir prédit l'avenir d'un gros monsieur qui fait de la peinture avec ses seins... A moins que ce ne soit le contraire, quelle importance, au fond ? Car, une fois que l'on a bu la coupe de cette émission jusqu'à la lie, le reste des programmes, et l'information en particulier, est comme par contagion infesté du même doute, oscillant entre vrai et faux, en une indistincte bouillie.

VENDREDI 24 MARS

### TF 1

13.40 Feuilletton : Les Feux de l'amour.  
14.30 Série : Médecin à Honolulua.  
16.15 Jeu : Une famille en or.  
16.45 Club Dorothée.  
17.30 Série : Les Garçons de la plage.  
18.00 Série : Premiers baisers.  
18.30 Série : La Miracle de l'amour.  
19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.00).  
19.50 La Bébé Show (et 1.50).  
20.00 Journal.  
20.20 Face à la Une.  
Invités : Adèle Laguerre, Dominique Vignat.  
20.40 La Minutia hippique, Météo.

20.45 Téléfilm : La Collège Saint-Vincent. De John N. Smith, avec Johnny Morina (1/2).

22.30 Magazine : Combien ça coûte ? Invité : Alain-Dominique Perrin, PDG de Carif.

23.55 Magazine : On n'est pas couché. Avec Mimie Mathy et Dominique Farrugia.  
1.55 Journal et Météo.  
2.05 Programmes de nuit.  
Millionnaire : 2.35, TF 1 nuit (et 4.10, 4.50) ; 2.45, Le Chânoir ; 4.20, L'Aventure des plantes ; 5.00, Musique ; 5.10, L'Équipe Couteau en Amazonie.

### FRANCE 2

13.45 Série : Inspecteur Derrick.  
14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit.  
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.10).  
16.40 Des chiffres et des lettres.  
17.15 Série : Secret de la...  
17.35 Série : Code Lisa.  
18.05 Série : La Fête à la maison.  
18.45 Jeu : Le meilleur gagne (et 3.25).  
19.10 Flash d'informations.  
19.15 Studio Gabriel (et 1.30).  
19.55 America Cup.  
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.50 Téléfilm : L'Homme de mes rêves. De Georges Lautner, avec Michel Leeb, Fiona Gelin.  
Un instituteur, auteur de pièces de boulevard, voit son heure de chance arriver le jour où un célèbre acteur du Théâtre-Français tombe en panne dans son village.

22.30 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. De la cuisine au chef-d'œuvre.  
23.45 Variétés : Taratata. Émission présentée par Nagui. Spécial duo Native. Avec Liane Foly, de Palmas, Rachel des Bois, Silencers.  
1.00 Journal, Météo.  
Journal des courses.  
1.55 Programmes de nuit.  
Track ; 2.55, Trail Blazers : sous la mer en photosphère ; 3.55, 24 heures d'Info ; 6.00, Dessin animé.

### FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.  
14.45 Série : La Croisière s'annule.  
15.35 Série : Magnum.  
16.30 Les Miniforceurs.  
Titin : Coke en stock (4) ; Denver ; Lady Luck ;...  
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.  
18.20 Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
Le Tourné de feu, de François Thibaut.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
19.00 Journal de la région.  
20.10 Jeu : Fa si la chance.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 RMC.

20.50 Magazine : Thalassa. En direct du fort Saint-Jean à Marseille. Trou de mémoire. La grotte Couzeq, la plus importante découverte préhistorique depuis Lascaux.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Alexandre Arcady. Pakistan : la cité de Lahore ; France : la Monnaie de Paris ; Russie : les huzars du cercle polaire.  
22.55 Météo et Journal.  
23.30 Magazine : Strip-tease. Le Club des enfants gâtés : La Princesse Mina ; Mais que fait la police ? Une belle histoire d'amour.  
0.10 Court métrage : Libre court. Marcelle, parole, de Patrick Cazals.  
0.20 Musique Graffiti.  
Los Divinos (15 min).

### M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.  
14.20 Série : Jim Bergerac.  
17.00 Variétés : Hit Machine.  
17.30 Série : Guillaume Tell.  
18.00 Série : Nick Mancuso.  
18.54 517 minutes, première édition.  
19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures du Suprême.  
19.54 Six minutes d'informations, Météo.  
20.00 Portrait de campagne.  
Robert Hue.  
20.05 Série : Madame et sa fille.  
20.35 Magazine : Capital.  
Présenté par Emmanuel Chén.

20.45 Téléfilm : Qui a tué Vicky Gilmore ? De Charles Corré, avec Charlotte Ross.  
Une jeune fille est retrouvée morte après une dispute avec une amie, rivale en amour.

22.30 Série : Aux frontières du réel.  
23.30 Série : Les Contes de la crypte.  
0.00 Magazine : Secrets de femmes. Un voyage peut en cacher un autre ; Excuse-moi.  
0.30 Magazine : Dance Machine Club.  
Fréquentar ; 3.25, Harley Davidson ; 4.20, Coup de griffe (Marlène et François Giraud) ; 4.40, La Rite de l'emploi ; 5.10, 0.50 Coda. Nuits de printemps (5).  
FRANCE-ARUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courcheille, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand (transmis simultanément sur Mitteldeutscher Rundfunk et

### CANAL +

13.35 Cinéma : Made in America. Film américain de Richard Benjamin (1992).  
15.20 Documentaire : Les Tortues.  
16.25 Cinéma : Tango argentino. Film argentin de Goran Paskaljevic (1992).  
18.05 Canaille peluche. Crocs malins.  
En clair jusqu'à 20.35  
18.30 Jeu : Pizzarolo.  
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.  
19.20 Magazine : Zérorama.  
19.55 Les Guignols.  
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Téléfilm : La Femme dangereuse. De Gilles Béhat, avec Christine Boisson, Bernard Yello.  
Une femme, innocente et sensuelle, surprend un cambrioleur et s'en prend. Il sera l'outil de sa liberté, le libérateur d'un mari, avocat véreux, et d'un amant, mercenaire sans foi ni loi.  
22.15 Magazine : Courants d'aires. Estelle Volpato à San Francisco.  
23.00 Flash d'informations.  
23.05 Cinéma : Le Temps d'un week-end. Film américain de Martin Brest (1992).  
1.35 Concert : Peter Gabriel.  
Cinéma : Guelwaar. Film franco-sénégalais d'Ousmane Sembène (1991, v.o.).

### LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi.  
14.00 Découvertes. Les seigneurs mayas (rediff.).  
15.45 Les Écrans du savoir. Au fil des jours : Inventer demain ; Alla la Terre ; Les Grandes inventions ; Question de temps ; Langues : espagnol et anglais (rediff.).  
17.30 Les Enfants de John.  
18.00 Guerriers des temps anciens. Les Temples. 1/3. Les Chevaliers du temple, ordre militaire et religieux composé essentiellement de moines guerriers, avaient pour mission de libérer la Terre Sainte des musulmans.  
18.30 Le Monde des animaux. La vie dans les extrêmes : les lacs de soude.

### ARTE

19.00 Magazine : Confront. Le festival des cerfs-volants de Diéppe.  
19.30 Documentaire : Paysages. 3. Bierre-les-Semur, de Jean-Luc Porchon et Pierre Zucca. Dernière chaque paysage, il y a toute une histoire, celle des hommes, des sociétés, et leur évolution. Une émission aussi austère dans la forme qu'extroquante pour l'esprit. Ne pas manquer !  
19.55 Documentaire : Les Enfants de Shiva. De Robert Gariné et Aljos Ostor. Chaque année au Bengale à feu la fête Gajan consacre à Shiva, le dieu de la destruction et de la renaissance.  
20.30 8 1/2 Journal.

### CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Montagne. 20.30 Évasion. 21.00 Strip-tease. Rediff. de la RTBF du 1<sup>er</sup> mars. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 17 mars. 0.00 Sortie libre. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).  
PLANÈTE 19.40 La Beauté du monde. De Guy Baskin (6/6). Tasmanie : vers le sud. 20.25 Vers pour les USA. De Jean-Marie Mivondo. 21.20 Une vie sans frontière. D'Ian Henning. 21.45 Force brute. De Robert Kirk (4/52). Forces amphibies. 22.35 Compagnons et compagnes. De Karine Douplitzky. 23.20 Retour vers l'oubli. De Christophe Nageon. 0.25 USA... la loi des armes. De Folke Ryden (55 min).  
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.40). 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. 22.00 Musiques en scènes. 22.30 Un bal masqué. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi. Enregistré au Royal Opera House de Covent Garden en 1975 (130 min).

CANAL J 17.35 Les Triplets. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. Émission en direct. C'est comme moi ; 18.00, Les P'tits Lardons ; 18.20, Futé-rusé ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Tip top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Ribbus. 19.30 Série : Zorro.  
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Roger Miller. 20.30 Série : Les Envieuses. 21.20 Série : Au nom de la loi. 21.50 Destination séries. Star Trek (1/2). 22.15 Chronique moscovite. 22.20 Série : Dream On. 22.30 Série : Seinfeld. La Source. 23.15 Country Box. 23.40 La Semaine sur Jimmy. 23.50 Série : New York Police Blues. 0.40 Série : Les Chevaliers du gel (25 min).  
SÉRIE CLUB 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 0.10). 22.30 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. Secret défense (50 min).  
MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 L'Invité de marque. Invité : Robert Tenillehau. 21.30 Autour du Groove. 22.00 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).  
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The

Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (120 min).  
EUROSPORT 19.00 Course de camions. 19.30 Football. En direct. Championnat de France de D2. 3<sup>e</sup> journée : Marseille-Guingamp. 20.00, début du match. 22.00 Formula 1. Championnat du monde. Grand Prix du Brésil à Interlagos : essais. 23.00 Nation. Championnats de France d'hiver. 2<sup>e</sup> journée. 0.00 Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse : présentation de la saison 95. 1.00 Tennis. En direct de Key Biscayne (Floride) : demi-finales messieurs.  
CINÉ CINÉFIL 18.40 Le Bon Dieu sans confession. Film français de Claude Autant-Lara (1953, N.). 20.30 Le Major-dome. Film français de Jean Delannoy (1965, N.). 22.00 L'Homme d'Arac. Film britannique de Robert J. Flaherty (1934, N., v.o.). 23.20 L'Homme du Sud. Film américain de John Ford (1945, N., v.o.). 0.50 Education de prince. Film français d'Alexandre Esway (1938, N., 85 min).  
CINÉ CINÉMAS 21.00 Faux-semblants. Film canadien de David Cronenberg (1988). 22.50 L'Homme à la chaussure rouge. Film américain de Stan Dragoti (1985, v.o.). 0.25 Orca. Film américain de Michael Anderson (1976, 90 min).

### RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Jean Bastiaire (Civisme, mode d'emploi). 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine. Nouvelle appréhension de la douleur (2). 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La Cité de la musique : suiviez le guide. 5. Prospectives. 20.30 Radio archives. L'œuvre d'art est un crime parfait. 21.32 Musique : Black and Blue. L'Orchestre national de jazz et le blues. Avec Laurent Cuny. 22.40 Les Nuits magnétiques. Nostalgie, de l'Indochine au Vét-nam. 4. Les mythes de la France jeune. 0.05 Du jour au lendemain. Michel Chailou, écrivain. 0.50 Coda. Nuits de printemps (5).  
FRANCE-ARUSIQUE 19.05 Domaine privé. Gérard Courcheille, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand (transmis simultanément sur Mitteldeutscher Rundfunk et

Saarländer Rundfunk). Hommage à Maurice Le Roux. Donné le 23 mars au Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre national de France, dir. Victor Pohl ; Vingt Regards sur l'Enfant Jésus (extraits), de Messiaen ; Concerto pour piano et orchestre n° 24, de Mozart, Michel Béroff, piano ; Le Credo des métamorphoses, de Le Roux ; Chants et Danses de la mort, de Moussorgski, Boris Martinovic, basse ; Suite scythe pour orchestre op. 20, de Prokofiev. 22.30 Musique pluriel. Hommage à TS Eliot, de Goubaidoullina ; Figure pour piano, de Reverdy, Jay Gouille, piano ; Sonate pour violoncelle op. 1, de Meyer, par Reinhold Konupp, violoncelle. 23.07 Ainsi la nuit. Les Sept Jours de la Passion pour chœur à cappella (extraits), de Gretchaninov, par la Chapelle symphonique de l'État russe, dir. Valeri Polyarski. 0.00 Jazz club. Concert donné le 21 mars au salon Muzora, par le big band, dir. Serge Adam : Quoi de neuf docteur ?

### Les interventions à la radio

RTL, 7 h 50 : Nicole Notat (à l'invitation de Michèle Cotta).  
France-Inter, 20 heures : « Multimédia et livre : l'écran va-t-il tuer le papier ? » (à Le téléphone sonne).

20.40 Téléfilm : Un professeur insolite. De Rolf Silber, avec Sébastien Koch. Un jeune Néo-Zélandais se fait passer pour un professeur. Il établit le contact avec les élèves. Il en va tout autrement avec les enseignants...

22.15 Documentaire : Le Dossier B. Enquête de Claire Devillers. Réalisé par Wilburg Leguabé. Un reportage-fiction à travers l'architecture de Bruxelles. Avec deux dessinateurs de bandes dessinées : François Schuiten et Benoît Peeters.

23.10 Cinéma : Voyage surprise. Film français de Pierre Prévert (1946, N.).

0.55 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Valli. Brit Awards 1995 ; Top Live (rediff.).  
2.10 Série : Johnny Staccato. 11. The Poet's Touch, de Robert Parrish, avec John Cassavetes (v.o., rediff., 24 min).







# Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 24 MARS 1995

## Les Misérables de Bai Xianyong

Dans la pénombre des jardins de Taïpeh, de jeunes garçons se livrent à l'amour vénal.

Porté par une puissante écriture, l'écrivain chinois renouvelle le roman populaire

**GARÇONS DE CRISTAL**  
(Nie Tzu)  
de Bai Xianyong.  
Traduit du chinois  
par André Lévy,  
Flammarion, 374 p., 149 F.

Le lecteur qui découvre Bai Xianyong reçoit un choc. *Garçons de cristal* est un grand roman, traduit du chinois, magnifiquement, par André Lévy. Cette émotion, ambiguë si l'on songe que Bai Xianyong décrit un univers sombre, évoque le plaisir singulier qu'on a pu éprouver, enfant, à la lecture des *Misérables*, de *Sans famille* et, plus particulièrement, d'*Oliver Twist*. Même trouble, même délectation, même peur aussi. *Garçons de cristal* est de ces fictions qui réveillent les fonds barbares de notre moi quand lire ne « distrait » pas mais éclaire nos abîmes d'une lumière crue.

*Garçons de cristal* est un roman foudroyant. Il épuise l'intensité romanesque, sans imposer de dénouement optimiste. Il fait partie

des œuvres rares qui racontent les saccages de l'humanité mais ne dessinent pas de frontière entre bourreaux et victimes, bons et méchants, sauvés et repentis, ni ne suscitent un quelconque désir de revanche. Sans révolte, comme le narrateur Aqing, nous sommes anéantis de lucidité.

La fascination exercée par *Garçons de cristal* ne tient pas seulement à l'intrigue, immobile, fragmentée en anecdotes chaotiques, échos des pérégrinations d'un groupe de jeunes déclassés, livrés aux aléas d'une existence sans projet où l'immédiateté de la sensation et les astuces de survie ont de tous

jours effacé volonté et véritable espoir. La puissance du roman vient aussi et beaucoup de son écriture, riche et inquiétante comme un fleuve en crue, transcription poétique d'une atmosphère réaliste, transfigurée par le voile onirique de la nuit. Le lecteur, amarré tran-

chées, est embarqué malgré lui dans la cruelle efficacité d'un théâtre des ombres qu'animent d'insolites personnages. Bai Xianyong est né à Gullin en 1937. La guerre sino-japonaise, puis la guerre civile contraignent

sa famille à fuir la Chine populaire et à s'établir à Taïwan. En 1963, Bai Xianyong part achever ses études aux États-Unis où il vit depuis. Il se souvient de Taïpeh, de son jardin public et du commerce qui s'y exerçait. Il a préservé la mesure du roman populaire mais l'a adaptée aux anglosaxons actuels. En ce sens, *Garçons de cristal*, qui raconte les années 70 à Taïwan, est très proche d'un autre roman de même envergure : *Cité de la nuit*, de l'Américain John Rechy, publié en 1963, et que Bai Xianyong a certainement lu. Les ténèbres du parc de Taïpeh - comme celles de Times Square et de Central Park - abritent les jeunes exclus, victimes d'un conflit sans issue, héros pourtant, qui

créent d'autres mythes où la dérision et le délire condamnent les mensonges d'une société hypocrite. Bai Xianyong peint un monde marginal, marge dans la marge admise : « *L'histoire de ce royaume qui était notre est obscure : nul ne sait par qui ni quand il fut fondé, mais dans ce minuscule pays des plus secrets, des plus illégitimes qui soient, se sont produites nombre d'histoires douloureuses, pleines de vicissitudes, à pleurer, à chanter, bien qu'elles ne méritent guère d'être cantées à ceux qui leur sont étrangers.* »

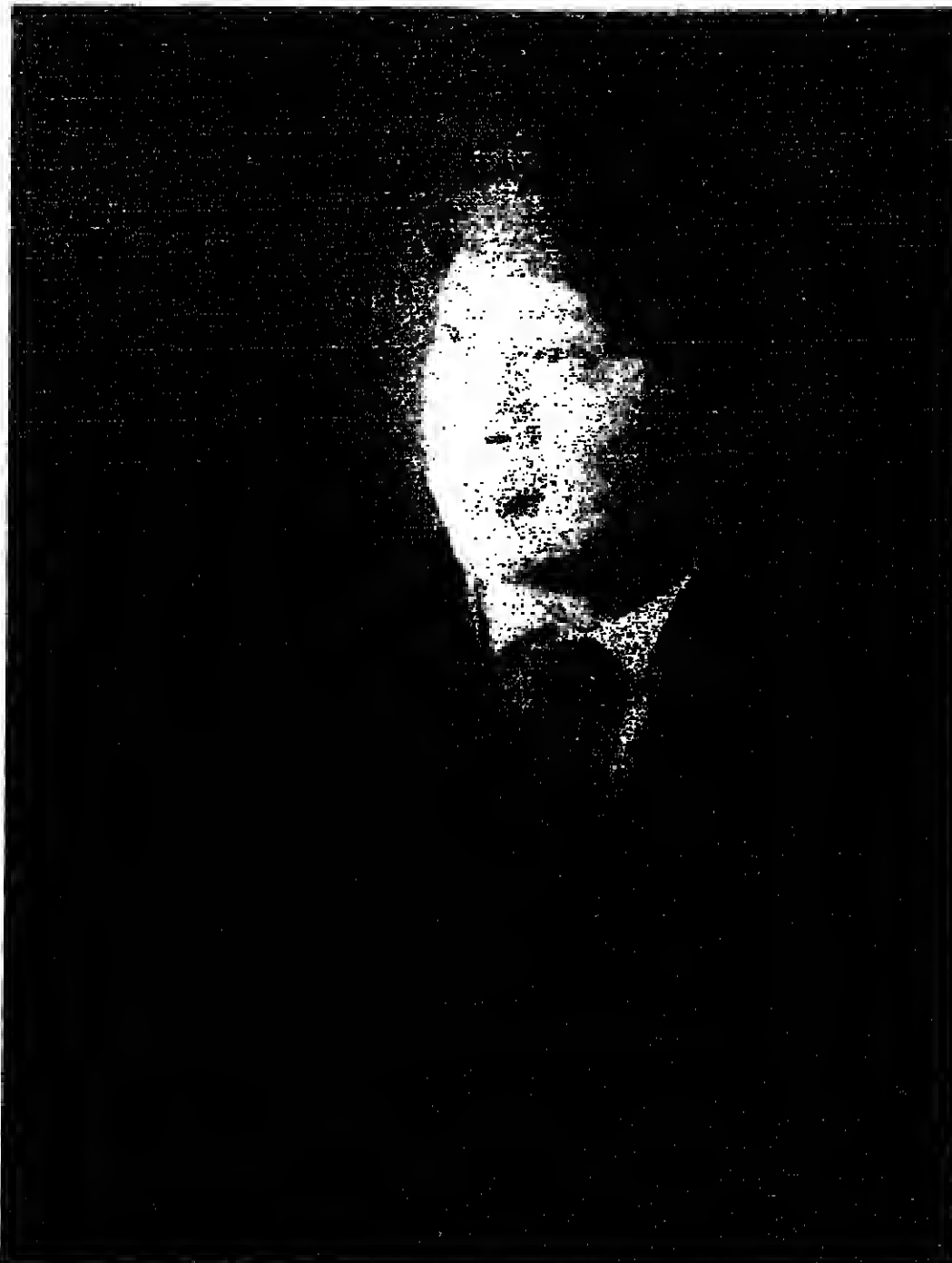
Hors de tout prosélytisme, il porte un regard de connivence et de douceur sur la prostitution masculine. Il capte la tragique beauté de la sexualité rudimentaire et de

ces deux transgressions orgueilleuses que sont la pauvreté sans espoir et l'amour sans avenir. Sur un thème périlleux, au-delà de tout voyeurisme, à peine suspecté de compassion, Bai Xianyong, en acrobate téméraire, se glisse, témoin sans a priori, entre la luxuriante profusion des fantasmes des clients et les rêves sentimentaux des proies.

On disparaît corps et biens dans ces *Garçons de cristal*. Absorbés, submergés, bousculés par un typhon dévastateur, nous sommes les bienheureux rescapés d'une saga de l'échec. Aussi grand soit le dépaysement (on se repère mal parmi les bars aux noms légers comme le bonheur, Le Printemps de la source aux pêcheurs ou La Terre de béatitude), le lecteur est rabattu dans les terres immémorables des contes qui bercent l'humanité et la réconcilient avec le malheur de mourir.

Les garçons de cristal sont des enfants fragiles, abandonnés à la rue. Expulsés de leur foyer, reniés par leur famille, fugueurs ou incompris, ils se retrouvent dans la pénombre. Ils s'y livrent à l'amour vénal, se soumettent aux anciens qui balisent leur destin éphémère, et, en fin de course, se réchauffent à la tendresse brutale d'une fatalité partagée. Ils écoutent médusés les légendes d'un monde occulte. Pour ces jeunes, corrompus et pervers mais sentimentaux et épris de sacrifices, les histoires des aînés servent d'identité collective. Enfants perdus sans collier, ils

Bai Xianyong, un regard de connivence et de douceur sur la prostitution masculine.



existent par le merveilleux qu'ils extirpent de leur déchéance. Un amateur, jouisseur dévoué au marché du sexe, ne photographierait-il pas chaque nouveau venu ? Son « *recueil d'oiseaux ou printemps de la jeunesse* » est une sorte d'album perpétuel d'une adolescence en péril, divinisée.

Fêtes, agapes, déprimés, internements, sursauts boulimiques, visites à l'hôpital d'un collègue épuisé, aventure du Dragon qui poignarde l'ami trop aimé afin de lui voler son cœur, le roman pulvérise la misère en poudre d'or. Tel un opéra baroque, *Garçons de cristal* transfigure la nuit, lune rouge sur ciel de charbon mouillé. L'envers nocturne de la ville est si bien raconté que le lecteur oublie qu'il y a un endroit où le jour se lève.

Les feux du rêve illuminent le désespoir. Le récit des retrouvailles d'Aqing et de sa mère moribonde est un atroce morceau de choix : « *Sur le moment j'eus le sentiment qu'à bien des égards nous étions après tout fort semblables, moi mère et moi. Elle avait passé sa vie à fuir, à errer, à chercher, pour finir paralysée sur ce grabat couvert d'un édredon puant de sueur, attendant la mort...* » ; la scène de l'enfant fou, battu par le « Corbeau », cruel et démoniaque patron d'une maison de passe, est d'une insoutenable précision. Le conteur métamorphose les larmes. L'écriture et le rythme très visuels sauvent l'esthétisme des événements les plus violents ; telle cette phrase fluide de pudeur qui suggère l'arrivée d'un consommateur : « *Quand il me resta seul (...), attendant silencieusement, dans le vacarme du vent et de la pluie, que la nuit s'enfonçât, que la pluie grossisse, jusqu'à ce que, soudain, une ombre énorme, dégonflante d'eau, entre, tournée vers moi ; s'approchant lentement, maladroitement, elle était d'une présence écrasante...* »

Dans l'île de Taïwan, la pauvreté se cogne à la frénésie de l'argent. Portraits de souteneurs et de putains (suffocante partie de cartes au dernier étage d'un bordel), vols, viols et commerce de la chair, les clichés des romans noirs sont exorcisés par la vision métaphorique du romancier. Bai Xianyong est un écrivain, *Garçons de cristal* un superbe roman, à des années serpent de nos maigres cannavas psychologiques. Chaque personnage vit en quelques mois des aventures prévisibles mais, héros mythique de l'ombre, il porte en miniature l'espérance trahie de l'humanité. Nénuphars sur un lac tourmenté, la pureté et la candeur hantent ces troubadours clandestins qui racontent l'odyssée des enfants rejetés par l'amour.

Hugo Marsan

## L'institution Pasteur

Pour le centenaire de la mort du savant, livres et manifestations se multiplient. Pour quelles raisons le mythe du scientifique bienfaiteur de l'humanité est-il toujours aussi actif ?

Qui célèbre-t-on, cette année, en Louis Pasteur qui mourut en octobre 1895 ?

Le savant vertueux, en premier lieu. C'est en termes moraux - l'opiniâtreté, la rigueur, l'humilité - que l'on décrit généralement son attitude de chercheur. Le scientifique immédiatement efficace, en second lieu. Ses recherches se révèlent utiles tout de suite. Leurs applications engendrent des bénéfices de toutes natures : humains, sociaux, commerciaux, symboliques. Si ce chimiste s'en était tenu à l'étude de la dissymétrie moléculaire, peut-être aurait-il eu un nom dans l'histoire des sciences. Sûrement pas des funérailles nationales. Ce n'est donc pas simplement la connaissance que l'on salue. Pasteur incarne la science, mais dans son rôle de bienfaiteur de l'humanité. Son laboratoire découvre des réponses pratiques aux questions des industriels et des agriculteurs, des remèdes à la souffrance des humbles, des armes pacifiques contre des fléaux aveugles. Les constructions théoriques passent à

l'arrière-plan. Ce qu'on retient, ce sont des résultats. Il est vrai qu'ils sont impressionnants : guérison des maladies de la bière et du vin, règles d'asepsie, invention des vaccins. Le choléra des poules, la maladie du charbon, la rage successivement vaincus. La liste n'est que partielle.

De telles découvertes sont importantes, les pertes évitées considérables, les vies sauvées sans prix. Une réalité massive soutient le mythe. On peut sourire de l'aspect « *lorgnon, tubes à essai, discours fleuris* » qui accompagne la légende de Pasteur. On peut aussi se demander comment elle s'est constituée, et à quel elle sert. Sous le bienfaiteur, on a trop ou-

bli le carriériste. Et sous le savant l'homme de pouvoir. Parmi les inventions de Pasteur, on a omis de souligner l'alliance du trône et de la paillasse. Il a joué avec art des appuis officiels et des honneurs académiques - pas seulement pour son compte mais pour la recherche. Sans doute est-il la première figure unissant de cette manière, indissociablement, le savant et l'homme public. Ses découvertes fondent sa notoriété, évidemment. Mais l'inverse est également vrai : plus il est connu, plus il connaît. On peut se demander pourquoi, aujourd'hui, le centenaire de sa mort mobilise encore tant d'énergies : déjà une dizaine de livres, des colloques, des émissions de radio et de télévision, des expositions. Serait-ce que, par temps de sida, commémorer les victorieux vaccins rassure ? Serait-ce que, par temps d'écologie, ce savant-là, encore rellement lié au monde rural, suscite comme une nostalgie ? Serait-ce que, las d'entendre évoquer certains méfaits du règne des sciences, nous prenons soudain plaisir à la célébration de ses

commencements, rêvant d'un âge d'or où la connaissance exacte aurait été forcément bonne et salvatrice ? Difficile de savoir. Difficile également de ne pas s'interroger. Contre le flot de diatribes que les mois à venir nous réservent encore, que faire ? Une seule solution : se vacciner.

Roger-Pol Droit

### Notre dossier

Au-delà de l'image du « bienfaiteur de l'humanité », Dominique Lecourt dévoile les ressorts internes de l'œuvre de Pasteur (pages X et XI). Jean-Paul Thomas recense les nouveaux ouvrages consacrés à la geste pastorielle (page X). Maurice Olender analyse le discours - en forme de charge contre le positivisme - prononcé par le savant lors de sa réception à l'Académie française (page XI).



## TAHAR BEN JELLOUN



Editions du Seuil



## L'ÉDITION

■ Les « craintes » de l'IMEC sont « vaines ». A la suite de l'article des éditeurs Christian Bourgois, Claude Durand et Antoine Gallimard (*Le Monde* du 16 mars), qui exprimaient leur « inquiétude » de voir les pouvoirs publics réduire leur soutien à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a indiqué que serait maintenue, en 1995, « une subvention très sensiblement identique à celle de 1994 ». A la direction du livre et de la lecture, on indiquait que « cette subvention, qui était, en 1994, de 4,6 millions de francs, serait au minimum de 4,2 millions cette année ». Parallèlement, l'IMEC vient de se voir confier de nouveaux fonds d'archives : ceux des écrivains Jean Tardieu, Henri Thomas, Georges Schéhadé et Michel Deguy, de l'ancien directeur du *Monde*, Jacques Favet, et du libraire Martin Flinkler.

■ Plainte contre le « photocopillage ». Six éditeurs français de littérature générale et scolaire – Minuit, La Découverte, Ellipses, Armand Colin, Calmann-Lévy, Masson – portent plainte contre X pour contrefaçon. Le Syndicat national de l'édition et le Centre français d'exploitation du droit de copie se sont joints à cette plainte qui fait suite à la publication de deux brochures de l'inspection générale de l'éducation nationale, dans lesquelles des ouvrages de ces éditeurs ont été « photocopiés ». Le décret d'application de la loi votée en janvier doit paraître ces jours-ci.

■ Un million pour le multimédia. Afin de soutenir la présence des produits multimédias en librairie et de « favoriser la constitution de stocks », le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a indiqué, lors du quinzième Salon du livre, que le Centre national du livre (CNL) dégagerait, en 1995, un budget spécifique d'un million de francs. Rappelant, d'autre part, qu'« en tant que détenteur de contenus » le ministère de la culture est « un acteur clé » de cette industrie, et soulignant le « savoir-faire » de la Réunion des musées nationaux en ce domaine, Jacques Toubon a annoncé qu'il souhaitait voir créée, dans les meilleurs délais, « une société de production et de diffusion des produits multimédias du ministère, filiale de ses établissements publics ». Par ailleurs, trois éditeurs – Eyrolles, Flammarion et Gallimard – ont décidé de lancer un « club des libraires multimédias » destiné à offrir aux professionnels des formations, conseils et aides pour l'achat et l'usage de produits multimédias.

■ Un accord entre le Musée du Louvre et Apple France. Le Musée du Louvre et la société Apple France ont annoncé au Salon du livre un important accord de coproduction portant sur une collection de quatre CD-ROM concernant une histoire encyclopédique des techniques de la création plastique, de l'Antiquité à nos jours. Un budget de 10 millions de francs sera consacré à ce projet dont le premier titre, *L'Art de la peinture*, devrait être disponible à la fin de l'année 1995.

■ Les Editions de l'Atelier lancent la collection « Perspectives ». « Peut-on se résigner à la perte de crédibilité de la politique, ou désarroi de la gauche et de l'écologie politique ? » Pour tenter de répondre à cette question, les Editions de l'Atelier lancent, en mars, les quatre premiers titres de la collection « Perspectives » : *Quelle transformation de la société ?*, de Jean-Christophe Cambadélis, Yves Cochet et Gilbert Wasserman ; *Quelle économie pour l'emploi ?*, de Lydia Brovelli, Alain Lipietz, Pierre Moscovici et Claude Quin, *La nation, l'Europe, le monde*, d'Alain Archimbaud, Félix Damette et Michel Rocard ; et *Quelle démocratie, quelle citoyenneté ?* de Philippe Herzog, Blandine Kriegel, Joël Roman et Dominique Vayonnet. (Editions de l'Atelier, 12, avenue Sœur-Rosalie, 75013 Paris. Tél. : (01) 44-08-95-15.)

■ Onze personnalités du monde des lettres et de l'édition décorées. Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, a remis plusieurs décorations à l'occasion du Salon du livre, notamment à l'écrivain et éditeur Yves Berger et à Alain Grund, ancien président du Syndicat national de l'édition, qui ont été faits chevaliers de la Légion d'honneur ; les écrivains Christine de Rivoyre, Valère Novarina, Theodore Zeldin ont été élevés à la dignité de commandeur des arts et lettres ; Julian Barnes, Albert Camus, Augustin Gomez-Arcos et Gabriel Matzneff ont été faits officiers des arts et lettres.

## Sous le signe de Rushdie

Succès d'affluence pour le quinzième Salon du livre marqué par la venue de l'écrivain britannique

De l'avis de tous, « l'essai de l'année dernière a été transformé ». Et le bilan du quinzième Salon du livre, qui se tenait, comme le précédent, porte de Versailles, à Paris, dépasse les espoirs de ses organisateurs. Il est encore trop tôt pour faire état de chiffres exacts de fréquentation. Mais les premières estimations, relevées mercredi 22 mars – dernier jour du Salon – par le président du Syndicat national de l'édition, Serge Eyrolles, laisseraient présager « une augmentation de 32 % du nombre d'entrées par rapport à 1994 ». « Si ces données sont confirmées, se félicite Serge Eyrolles, nous aurons obtenu près de 177 000 visiteurs pour le seul Salon du livre, pendant six jours », c'est-à-dire mieux qu'aux époques fastes du Grand Palais.

Jean-Marc de Chauvigny, commissaire général du Salon du livre pour l'Organisation Idées promotion, ne cache pas, lui non plus, sa satisfaction d'avoir enfin « assis » cette manifestation dans son nouveau lieu. Car cette progression s'explique aussi par le « temps perdu », l'an dernier, à « convaincre les éditeurs de s'installer au Parc des expositions. Tout cela s'était fait au détriment des animations et de la communication, se souvient-il. Et la fréquentation avait finalement pâti des défections des éditeurs. »

« Dans ce type de manifestation, conclut Jean-Marc de Chauvigny, chaque mois d'édition apporte un public. » Et telle est, peut-être, la première « leçon » de ce quinzième Salon : l'affluence y a crû avec la solidarité retrouvée de la profession.

On était certes venu pour acheter, mais pas seulement. Dès lundi soir, à l'issue de la journée professionnelle, les éditeurs affichaient, réjouis, des chiffres d'affaires en hausse sensible par rapport à 1994. Plus 15 à 20 % pour Gallimard, dont la filiale jeunesse avait notamment réalisé, la recette de l'année dernière. Même chose à l'école des loisirs, ce qui confirme d'ailleurs

– un motif de satisfaction pour les organisateurs – l'affluence toute particulière du public jeune. La Fontaine a fait recette, tandis que, un peu partout, on se pressait sur les stands pour recueillir de (plus ou moins) précieuses dédicaces. Bref, résumait-on chez Gallimard, « les gens faisaient, feuilletaient, interrogeaient et – était-ce une impression ? – donnaient le sentiment de manifester, plus que les autres années, leur bonheur d'être là ».

### SATISFACTION

Les activités « non lucratives », de leur côté, n'étaient pas en reste. Comme quelques autres, le débat, pourtant technique, sur les enjeux de la numérisation affichait salle comble. De même que les tables rondes sur l'exportation à l'étranger, organisées par la direction du livre et de la lecture. On jouait à guchets fermés, si l'on peut dire, sur l'espace de démonstration du Multimédia où le numéro deux d'Apple était notamment venu des Etats-Unis présenter ses derniers « produits », et où, de plus en plus nombreux, les éditeurs français semblaient considérer, comme le ministre de la culture, Jacques Toubon, que « le multimédia est une chance pour l'édition » (lire ci-dessous les mesures d'aides annoncées au Salon pour favoriser la présence du multimédia en librairie).

Il faudrait enfin pouvoir citer la satisfaction des éditeurs espagnols, invités d'honneur, notant la « curiosité » du public français « pour la langue et la culture hispanique en général » ; ou celle des organisateurs du Salon de la revue manifestant déjà le désir d'être de la fête l'année prochaine.

Alors que le premier ministre Edouard Balladur avait inauguré la manifestation, jeudi 16 mars, et que le candidat socialiste Lionel Jospin s'était, lui aussi, prêté, dimanche, à la traditionnelle visite des stands, le maire de Paris, Jacques Chirac, ne s'est pas montré porte de Versailles.

Mais le temps fort du Salon fut,

sans conteste, la venue de Salman Rushdie. Sortant brièvement de la clandestinité, l'écrivain britannique était en effet présent, dimanche 19 mars, à une table ronde sur « les écrivains en difficulté » – co-organisée par le Centre national du livre et par le comité de défense Salman Rushdie en France –, à laquelle participaient notamment les philosophes Claude Léfort et Alain Finkielkraut, la présidente du Comité International Rushdie, Frances D'Souza, et le cinéaste Claude Lanzmann (*Le Monde* du 21 mars).

Ce débat constituait le coup d'envoi d'une visite de deux jours à laquelle l'auteur des *Versets sataniques* entendait donner un sens « spécifiquement politique ». Comme il l'avait fait à Londres, il y a quelques jours, devant les parlementaires du Conseil de l'Europe (*Le Monde* du 17 mars), Salman Rushdie a dénoncé, devant le public du Salon du livre, le « cynisme » des démocraties européennes qui, d'un côté, prônent les droits de l'homme et la liberté d'expression et, de l'autre, continuent d'entretenir des relations diplomatiques et économiques avec l'Iran. En tee-shirt et veste claire, apparemment détendu, plaisantant même à l'occasion, le grand prosaïste de la littérature a répété que « l'Iran, comme les autres pays, était vulnérable aux pressions », qu'il « ne pouvait survivre isolément » et qu'à condition de faire preuve de « volonté », les moyens existaient de le faire échouer.

Par ailleurs, l'écrivain a fait connaître sa position sur la polémique qui oppose l'un de ses anciens éditeurs, Christian Bourgois, aux éditions Plon, qui sont sorties vainqueur des enchères concernant son dernier roman *The Moor's Last Sigh* (« Le Monde des livres » du 17 février), interrogé par Alain Finkielkraut, qui observait que « l'argent, surtout dans ce cas, n'aurait pas dû être le seul critère de sélection d'un éditeur ». Salman Rushdie a répondu que « la question qui s'était posée entre Christian Bourgois et [lui] n'était pas une question d'argent », mais qu'à l'époque des *Versets sataniques*, « Christian Bourgois, qui détenait le contrat, [avait] refusé, à plusieurs reprises, de publier le livre ». « Il ne l'a fait que sous la pression publique, à force d'être gêné, embarrassé », a-t-il conclu, ajoutant que « pour Christian Bourgois, il est inconvenant de se présenter comme le héros de la première heure ». A quoi Christian Bourgois, qui avait refusé de participer au débat, rétorquait : « Si Rushdie avait pensé cela de moi, pourquoi m'aurait-il donné à publier ses deux ouvrages suivants, *Haroun* et la mer des histoires et *Patric* imaginaires ? »

Florence Noiville

## ACTUALITES

## Japon : le marché éditorial du séisme

La société japonaise est encore sous le choc du séisme qui a ravagé la ville de Kôbe, mardi 17 janvier au petit matin. En témoignage, entre autres, la floraison d'ouvrages sur le sujet : *Comment survivre en cas de séisme*, sous forme de bande dessinée ; *La Bible de la survie*, par un japonais qui a servi dans la Légion étrangère ; *Que faire lors du grand séisme ?* ; *Le Jour du grand tremblement de terre* sous Tokyo ; *Description des conséquences d'un tremblement de terre* d Tokyo... Dans les grandes librairies de la capitale nipponne, des présentoirs spéciaux sont consacrés aux livres sur les séismes et, plus particulièrement, à celui que tout le monde craint, sous Tokyo. « Êtes-vous vraiment préparé à un séisme ? », interroge une inscription, assortie de grandes photos en couleurs de Kôbe, à l'entrée de Sanseido, l'une des célèbres librairies sur plusieurs étages du quartier des bouquinistes de Kanda.

A la douzaine de titres consacrés aux mesures pratiques en cas de séisme se sont ajoutés, ces dernières semaines, plusieurs ouvrages à caractère plus scientifique. L'un des plus vendus est un volumineux atlas comportant des cartes détaillées et commentées des failles actives dans l'archipel : il vaut la coquette somme de 36 000 yens, soit 1 800 francs (mais il existe aussi une version abrégée). S'alignent également, sur les présentoirs, des piles de rééditions de classiques sur les séismes, tels le rapportage sur le grand tremblement de terre de 1923 à Tokyo par l'écrivain naturaliste du début du siècle, Katsi Tayaama (1871-1930), ou l'un des best-sellers de l'année dernière, *L'Entrée dans la phase de turbulence de la terre*, du sismologue Kichiya Ishibashi. Pour l'occasion, on a même réédité la traduction japonaise de l'un des rares livres en langue occidentale publié sur le sujet, celui du journaliste Peter Hadfield, *Tokyo séisme*, 60 secondes qui vont changer le monde (paru en français aux éditions Autrement).

■ RUSSIE : LE DOSSIER BOULGAKOV SORT DES ARCHIVES DU KGB. En 1940, il y a cinquante-cinq ans, disparaissait, à quarante-neuf ans, Mikhaïl Afanassievitch Boulgakov. Auteur de romans, de nouvelles et de nombreuses pièces de théâtre, il avait été mis au ban de la société soviétique à la fin des années 20. C'est en 1966 seulement que sera publié en URSS son chef-d'œuvre *Le Maître et Marguerite*, commencé en 1928, relu et corrigé jusqu'à sa mort. Le 10 mars, jour anniversaire de son décès, *Nezavisimaja Gazeta* (NG) a célébré la mémoire de l'écrivain en publiant des extraits du dossier « Boulgakov » tout droit sorti des archives du KGB. Ces documents semblent confirmer que ce membre de l'Union des écrivains, très critique à l'égard de son pays, aurait pourtant bénéficié du soutien de Staline, qui l'aurait aidé à deux reprises au moins, notamment après l'interdiction de sa pièce de théâtre *Les Journées des Tourbières*. Le 10 mai, date anniversaire de sa naissance (en 1891), NG devrait publier la suite du dossier concernant le point de vue des « services » sur deux de ses pièces : *Les Journées des Tourbières*, précisément, et *La Fuite*.

■ MEXIQUE : Les éditions Alfaguara ont achevé la publication des œuvres complètes de Julio Cortázar, commencées en 1990 et qui comportent vingt titres, avec son dernier roman inédit *Diario de Andrés Bello*. Cet ouvrage fait partie des trois livres – avec *El Examen* et *Divertimento* – dont Cortázar avait souhaité une publication post mortem pour des raisons politiques. Le lancement a eu lieu à l'université de Guadalajara où, depuis septembre 1994, ont lieu les différentes activités liées à la chaire latino-américaine Julio-Cortázar sur les thèmes chers à l'écrivain, des droits de l'homme au jazz en passant par la littérature ou la politique.

■ ALLEMAGNE : Les mémoires de Raul Hilberg, le grand historien de la Shoah, viennent de paraître en allemand, traduites de l'anglais sous le titre *Unherbetene Erinnerung* (« Souvenirs malvenus », éditions Fischer). L'auteur de *La Destruction des juifs d'Europe* y raconte son travail pour le War Documentation Project, une agence de renseignements sur l'Union soviétique, où il passait au peigne fin des rapports d'anciens nazis. Il évoque l'accueil difficile que reçut son travail, et la peine qu'il eut à le faire publier, à la fin des années 50, puis à le faire accepter par les critiques, notamment par Hannah Arendt, qu'il accuse d'avoir caricaturé sa théorie de la « passivité juive » face à la catastrophe.

■ FOIRE DE LEIPZIG : Depuis le haut Moyen Age, chaque printemps, le centre-ville de Leipzig se transforme en Cité du livre. Durant les années « communistes », la Foire avait perdu de sa superbe : elle n'était plus qu'une vitrine de l'édition « au-delà du mur ». Depuis la réunification, ses organisateurs veulent affirmer sa vocation de pont entre l'Est et l'Ouest : après l'édition russe en 1994, c'est l'édition tchèque qui sera cette année, du 23 au 26 mars, le pôle d'intérêt de la manifestation. Plus de 1000 éditeurs de près de 25 pays sont attendus, dont environ 200 viennent d'Europe centrale et de l'Est (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Russie, Ukraine, Kazakhstan, Biélorussie, Républiques baltes).

## BULLETINS, COLLOQUES ET SOCIÉTÉS

■ ALBERT CAMUS. Un colloque international autour du *Premier Homme* se tiendra, vendredi 24 et samedi 25 mars, dans les locaux de l'université de Marne-la-Vallée (Rens. auprès de Jean-Yves Guérin, département de lettres modernes, 2, allée de la Butte-Verte, 93166 Noisy-le-Grand, tél. : (01) 43-04-61-31). Signalons, avant la parution à l'automne, chez Gallimard, de la biographie de Camus par Olivier Todd, deux livres récents : *Le Dernier Camus* ou *Le Premier homme*, de Jean Sarracchi (Nizet, 318 p., 130 F.) et *Albert Camus et l'Inde*, de Sharad Chandra (Balland, 200 p., 110 F.).

■ BLAISE CENDRARS. Le Centre culturel suisse organise une série de manifestations autour de Cendrars, « bourlingueur des deux rives ». Un colloque international se tiendra du 31 mars au 2 avril ; vendredi 31 mars à 21 heures, Pierre Banderet lira *Vol à voile* ; enfin, une exposition consacrée au Paris de Cendrars sera inaugurée le 1<sup>er</sup> avril et se prolongera jusqu'au 21 mai (Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris). Parallèlement, plusieurs ouvrages viennent de paraître ou sont annoncés : un témoignage de Robert Guille sur le poète, datant de 1922, *Monsieur Cendrars n'est pas là* (éd. du Lhmon, 54 p., 56 F.) ; les actes d'un colloque sur *Blaise Cendrars et la guerre*, qui s'est tenu en octobre 1991 sous l'égide de l'Historial de la Grande

guerre de Péronne et sous la direction de Claude Leroy (Armand Colin, 316 p., 170 F.) ; l'édition critique – établie par Jean-Carlo Flückiger – d'un texte datant de 1917, important pour la genèse de l'œuvre de Cendrars, *L'Eubage, aux antipodes de l'Unité* (Champion, *Cahiers Blaise Cendrars*, n° 2, 358 p., 240 F.) ; enfin, une correspondance Henry Miller-Blaise Cendrars, prévue pour le mois de mai chez Denoël.

■ ELSE LASKER-SCHÜLER. Une exposition regroupant des dessins, manuscrits et éditions rares autour du poète allemand (« Le Monde des livres » du 10 mars) se tient au musée de Marbach, en Allemagne, jusqu'au 2 avril. Un catalogue a été publié à cette occasion (Schiller Nationalmuseum de Marbach-am-Neckar, tél. : 49-7144-8480).

■ UN COLLOQUE CLAUDE LOUIS-COMBET, organisé par José-Laurie Durand, se tiendra mercredi 29 et jeudi 30 mars à l'université Charles-de-Gaulle - Lille-III, sous la responsabilité de Philippe Bonneris (Rens. : M<sup>me</sup> Fayolle-Pilarski, UFR de lettres modernes, université de Lille-III, BP 148, 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex, tél. : (06) 20-33-61-33). Claude Mettra présentera vendredi 7 avril, à 18 h 30, une lecture-débat autour de deux livres de Claude Louis-Combet à la librairie Tschann, 125, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

■ ARCHIVES : DÉCOUVRIR OU REUIRE. Une soirée-débat sur ce

thème, avec Arlette Farge et Benjamin Stora, aura lieu le 29 mars à 21 heures, dans le cadre des « Revues parées » du Centre Pompidou (petite salle, premier sous-sol).

■ LA FÊTE DU LIVRE DE MOULINS (Allier) se tiendra les 31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril à la salle des fêtes et à la bibliothèque municipale, sur le thème « Parfums d'enfance ».

■ LE SALON DU LIVRE DU SUD se tiendra, les 25 et 26 mars, à Villeneuve-sur-Lot et rendra hommage à l'Algérie (Rens. : (06) 53-70-19-38).

RECTIFICATIFS

Sophie de Grouchy

Dans la critique consacrée, par François Bott, aux *Lettres sur la sympathie*, de Sophie de Grouchy, marquise de Condorcet (« Le Monde des livres » du 10 mars), le nom de l'auteur de la présentation et des notes a été mal orthographié : il s'agit de Jean-Paul de Lagrange, professeur associé au département de philosophie de l'université du Québec, à Montréal, et non, comme indiqué, de Jean-Paul Delagrave.

Freud et Binswanger

Dans l'article de Roland Jaccard sur la correspondance de Freud et Binswanger (« Le Monde des livres » du 10 mars), il fallait lire qu'ils étaient, l'un et l'autre, « obsédés par la causalité psychique de certains symptômes » et non, bien sûr, par la causalité « physique ».

## Segalen et Claudel à l'identique

Pour certaines œuvres la forme matérielle du livre, telle qu'elle a été prévue ou rêvée par l'écrivain, importe presque autant que son contenu. Plus précisément, elle constitue l'accompagnement nécessaire de l'œuvre, son écrit adéquat. Héritée de Mallarmé et des artistes de la *Revue blanche*, cette préoccupation esthétique fut notamment celle de Victor Segalen dans les premières décennies du siècle. S'adressant aux « lettrés d'Extrême-Occident », la « Collection coréenne » qu'il crée en 1914 avec l'éditeur Georges Crès est destinée à accueillir ses *Stèles*, « manuscrits restreints à une table de pierre, haut dressée, portant une inscription ». C'est à Pékin, que Segalen prépare cette édition, ainsi que celle de *Connaissance de l'Est* de Paul Claudel. Ce seront les deux premiers titres de la collection. En 1926, sept ans après la mort de l'écrivain, paraissent, à l'enseigne de la maison « Les Arts et le Livre », toujours dans la

même présentation « chinoise », ses *Odes*, composé en même temps que *Stèles*. Deux jeunes amateurs, Frédéric Chatelain et Jean-Pierre Julien ont eu l'excellente et audacieuse idée de rééditer à l'identique, à cinq cents exemplaires chacun, ces trois chefs-d'œuvre de typographie et d'imprimerie. Pour cela, ils ont trouvé, à Baoding, près de Pékin, première étape de l'expédition archéologique de Victor Segalen en 1909, une petite unité de travail de l'armée de l'air chinoise qui s'est chargée de l'impression de ces livres. Les trois ouvrages sont ainsi rendus accessibles dans leur forme d'origine, à un prix parfaitement raisonnable (respectivement 390, 380 et 330 francs).

R. K.

★ Editions Chatelain-Julien, 7, rue Marguerite, 75014 Paris ; tél./fax : 43-20-49-31. Les livres sont disponibles à la Librairie Léon Aichelbaum, 12, rue d'Ulm, 75005 Paris.

سكزا من اناصل



# Les éclopés de la vie

De nouvelle en nouvelle, Annie Saumont porte la colère de ses personnages, égarés dans le labyrinthe de l'existence  
Avec une tendresse rude, elle épouse la cause de ces êtres déboussolés

LE LAIT EST UN LIQUIDE BLANC d'Annie Saumont. Julliard, « L'Atelier », 156 p., 85 F.

Pour Annie Saumont, qui veille à ce que chaque son- rité soit à sa place, à ce que la vie qui bat, la nouvelle est, depuis longtemps, le lieu idéal pour le travail sur la langue. Elle affine de recueil en recueil, le ton simplement se faisant plus riche, les cadrages plus abrupts, la volonté de laisser parler les faits, de les emboîter, d'éviter tout commentaire étant plus évidente. Depuis son recueil : *Si on les tuait ?* La phrase paraît s'aventurer vers plusieurs possibles. Ruptures de temps, em- bardées de la narration, brusques changements de pro- noms, interpellations soudaines de ses personnages, fragments de monologues inté- rieurs : rien n'est jamais fixe.

Un univers noir d'où surgissent de rares et bouleversantes couleurs

Pourquoi une telle syntaxe synco- pée ? Parce que Annie Saumont veut saisir « quelque chose de la vie ». Quoi, de la vie ? Ce qui ne va pas, bien sûr, ce qui est disjoint. Ce que l'écrivain capte, avec une mer- veilleuse acuité àpre, ce sont les mauvaises orientations, les défauts d'alignage de tous ceux dont les dossiers ont été mis sur la mauvaise pile, tel ce garçon qui aurait pu de- venir hôtelier et qui, par erreur, de- vient mécanicien ; son existence en est démentie. Loin du voyeur- isme excité et faussement compas- sionnant des romanciers de la dé- glingue, Annie Saumont ne se contente pas d'épouser la cause de tous les éclopés de la vie dont elle promène la colère de livre en livre : elle se met exactement à leur place, entre dans leur corps, leur esprit,

leur langage. Il y a un mot qu'Annie Saumont ne supporte pas : celui d'inadapté. Il est pourtant considéré comme tel, le narrateur de « Qu'est-ce ? », qui, à la question « Qu'est-ce que tu veux faire plus tard ? », répondait invariablement : « Je veux aller chercher de l'or dans les rivières, d'entendre le vent dans les dra- peaux. » « Rien ». Mais rien n'est pas au programme de la vie. Pris au piège du chantage professionnel et sentimental de la patronne de Mar- joline-Tissus, il se met, un instant, à barbouiller d'encre les colonnades. Sa révolte silencieuse fait écho à celle des adolescents de « Les voilà, quel bonheur » qui, enfermés dans un squat, maniaient la bombe à peinture « juste pour dire qu'on est passé, qu'on repasse- ra. Qu'on veut seule- ment affirmer qu'on existe ». Lorsqu'on l'enferme, il n'aura qu'une seule exi- gence : qu'on le dispense des activi- tés qui lui sont proposées dans un but thérapeutique.

C'est justement cette visée théra- peutique qu'Annie Saumont dé- nonce, la fausse liberté qui règne dans les lieux de vie qu'on devrait plutôt appeler des centres de mal- heur. L'adolescent de « Et encore », qui vient d'entrer dans l'un d'eux, après une cure de désintoxication, n'éprouve plus vraiment le manque d'héroïne, a réussi à se reconstruire un équilibre intérieur, même si la peur le saisit, parfois, de retomber en crise. Mais l'éducateur, metteur en scène de l'atelier de théâtre - pareil à ces médecins des enfants fous qui « pratiquaient déjà cette torture : faire revivre très fort les sales quarts d'heure qu'on tentait d'oublier » -, se livre à une sorte de psy- chanalyse sauvage, au cours d'un psychodrame collectif où chacun doit raconter un coup dur qui lui



Quelqu'un qui avait besoin d'aide et qu'on n'a pas aidé

est arrivé : il ne fait que déstabiliser l'adolescent, le renvoyer à sa dérive et au souvenir atroce d'une grande fille qu'il a laissée tomber, un soir, écartelée au bord d'une avenue avec la panoplie habituelle pour se shooter. Il hurle, s'abîme à nouveau dans la profondeur de sa nuit inté- rieure. Annie Saumont ne crie pas, elle ; elle se borne à montrer l'adolescent perdu. Et c'est terrible. Il y a tou- jours, chez ses personnages, la pré- sence obsédante, dans un coin de la mémoire, de quelqu'un qui avait besoin d'aide et qu'on n'a pas aidé.

Parfois, un simple mot suffit à en ressusciter le remords : un ado- lescent qui passe l'écrit du CAP se souvient, lorsqu'un surveillant lui souffle : « Prends pas cet air de souf- firer la torture », de la scène de sup- plice collectif qu'avec ses cama- rades, sur le parking d'une cité, il a fait subir à Doumbo, un très jeune garçon noir, qui se vantait trop fort, à leur goût, de ce que son père soit mort sous la torture dans un pays d'Afrique. L'irruption de ce souve- nir lui fait multiplier les fautes d'or- thographe, rater son examen et, lui qui rêvait d'être apprenti pâtissier,

de lier les crèmes et de monter les blancs en neige, se retrouvera ma- nutentionnaire intérimaire. Il n'y a jamais de pause, de répit songeur, de véritable halte rêveuse dans l'univers d'Annie Saumont. Pourquoi ? Parce que ces ado- lescents, conduits très tôt au malheur de n'être plus jamais satisfaits de la vie ordinaire, sont tenaillés par l'appéhension du précipice et du « flop total ». Et ce manque de non- chalance qui leur donnerait le loisir des sentiments les rend incapables d'aimer. Jamais, d'ailleurs, Annie Saumont n'a autant évoqué l'amour que dans ce recueil. De la même manière qu'elle se met à la place des adolescents déboussolés, elle épouse la douleur des femmes brisées net par une trahison ou par la conscience de n'être plus aimées. Dans « Cette année, nous », l'hé- roïne, comprenant que son mari vient de la tromper avec la logeuse de la maison de la station balnéaire où ils passent leurs vacances, se borne à dire à son fils que « c'était comme si la femme ou le gendre lui avait rompu le cœur entre ses mains. Et c'est ». C'est dans les détails, dans la bana- lité du quotidien que se révèle aussi la souffrance : la charlotte glacée que rapporte, par un après-midi

torride d'été, à travers le désert d'une cité pavillonnaire, une femme qui compte fêter avec son mari un anniversaire de mariage. On doit « surveiller, ça pourrait fondre », se dit-elle sur le trajet. Et ça fond, effectivement. Parce qu'elle s'attarde à regarder de loin un ancien camarade d'études qu'elle a continué à aimer en secret. La charlotte se ramène à une flaque rose sur le sol. Mais les héroïnes d'Annie Saumont n'émettent ja- mais de plaintes narcissiques ou emphatiques. C'est juste une mélo- pée très douce qui fait glisser la phrase vers un lyrisme triste, repo- sant sur la reprise d'un même mot destiné à enchanter le chagrin.

L'écriture, un moyen de consola- tion, la seule manière de mener à bien le travail de deuil ? Pas vrai- ment. C'est le cas de la femme qui, exilée, hors saison, dans un petit hôtel de Lozère, écrit inlassable- ment (« elle écrivait ») rythme, comme un motif d'envoûtement, la nouvelle) pour tenter de recouvrir à jamais l'image de Jacob, qu'elle a aimé et qui a flambé comme une torche au cours d'un attentat à Pa- ris ; mais elle a beau vouloir noyer sa peine dans l'évocation d'un pas- sé mythique, dans l'histoire des ca- misards incendiés jadis dans les clairières de la région, les phrases s'éteignent d'elles-mêmes, sa plume retombe après le mot « ciel », et elle finit par disparaître dans le silence des heures à goût de néant.

Noir, l'univers d'Annie Saumont ? Oui. Mais quand les couleurs éclatent, même si elles sont très rares, elles bouleversent. C'est l'or des ballerines à pompons rouges qui font coquelicots dans les prés, qu'un enfant aperçoit à travers les barreaux d'un réduit de sous-sol où il est doitré avec Junia, une mère de substitution : il peut alors goûter le moment où toute la douceur du monde se rassemble et se donne, où l'on peut se permettre de se tra- ter soi-même avec de l'affection, de l'indulgence. Il y a aussi le blanc du lait « qu'on obtient en coupant l'angle marqué d'un pointillé rouge d'une boîte de carton plastifié ». Simplement, il ne faut pas trembler. Mais ce sont les tremblements des mains de Hanna - qui vit seule, dans la crainte, avec ses enfants, dans une grande maison en alumi- nium - qu'Annie Saumont scrute avec sa perspicacité ténue. Pas de quoi en faire une histoire ? Mais si. Mille. Car ces tremblements appar- tiennent à tous les vaincus de la vie que, depuis toujours, Annie Sau- mont accompagne avec la même tendresse rude, la même justesse àpre.

Jean-Noël Pancrazi

## Jour de fièvre au collège Trinité

Dans une fable où le sérieux se mue, peu à peu, en franc délire  
Yves Ravey réinvente la dialectique du maître et de l'élève

LE COURS CLASSIQUE d'Yves Ravey. Minuit, 140 p., 75 F.

Le moins que l'on puisse dé- duire du troisième roman d'Yves Ravey, c'est que la vi- sion de l'enseignement - élèves, professeurs et établissement réu- nis - qu'il contient est sombre, fantasmagorique, désespérée. Mais, aussitôt cette affirmation avancée, on doute s'insinue : la dé- duction est-elle convenable ? Est- ce bien de cela qu'il s'agit ? N'est- on pas en train, lecteur volage et insouciant, de se laisser abuser, de tomber dans le panneau perverse- ment tendu par l'auteur ?... La fable est belle pourtant, il faut la conter.

Un funeste jour, un incident d'ap- parence anodine est venu pertur- ber l'impeccable ordonnancement de la vie et des activités pédago- giques du collège Trinité, école dans laquelle - exactement comme à l'Institut Beojameota rêvé par Robert Walser (1) -, les élèves « n'apprennent rien d'autre que la soumission », et aussi « à devenir les subalternes des êtres parmi les plus méprisables qui soient et qui sont presque leurs égaux, les profes- seurs » : au cours d'une séance à la piscine, M. Pipota, professeur d'anglais, qui accompagnait son collègue chargé de l'éducation physique, a été pris à partie et mo- qué par des élèves. Alors qu'il sa- vait à peine nager et que rien ne l'obligeait à se prêter à cet exer- cice, les gaminements ont même manqué le noyer...

La grave question qui se pose alors est celle de l'origine et des causes de l'incident aquatique - question qu'il faut retourner en tous sens, poser dans toutes ses données, sans rien négliger de sa complexi- té, et à laquelle, une fois détermi- nées les responsabilités, des sanc- tions devront apporter une réponse. Le centre de gravité du récit d'Yves Ravey se constitue là

en se creusant comme un puits sans fond. Autour de l'obscurité profonde, un discours vertigineux se développe qui tient des minutes d'un interminable et fan- tomatique procès, de la froide et vide précision d'un rapport admi- nistratif, en même temps que du franc délire. Garant des lois et bras de la jus- tice, bavard et grandiloquent, M. Saint-Exupéry, « censeur des études », mène l'enquête, écoute, interroge - et frappe : « Ma tâche, explique-t-il, ce travail harassant et ingrat qui consiste à débiter le ter- rain moral sur lequel s'appliquera le règlement. » Plus « humain », plus proche des élèves et des lecteurs, Conrad Bligh, « professeur d'ocqui-

sition du savoir » au « cours clas- sique », représentant du « corps des enseignants », est l'autre voix de l'histoire : voix plus sourde, moins bruyante, s'efforçant d'être moins vide et bavard que celle de Saint-Exupéry. Il parle, rêvant d'un monde de permanence absolue, de continuité parfaite. Se souvenant, avec une douloureuse nostalgie, de ses propres études à l'« école ré- gulière », sous la houlette sadique de M. Dellilo, auteur d'une thèse sur André Gide, Conrad tente d'ex- pliquer l'apre grandeur de la mis- sion enseignante : « Ainsi vivons- nous dans ce vase clos où les choses se reproduisent sans qu'il soit néces- saire de provoquer leur change- ment. Nous nous apprendrons à re-

cueillir ces réflexions sur le rayonnement spirituel de vos profes- seurs, dont vous apercevrez chaque jour le visage qui s'attriste, qui se tend, qui devient moins apte à rire, qui se tourne vers vous par fatigue, par désespoir. »

A la fin de la fable, tout se défile, aucune continuité ne tient. L'ordre n'était qu'un cadre vide. Les vic- times étaient des coupables, et in- versement. Le discours peut bien continuer, moralisateur, normal- sateur. La voix du censeur couvre peu à peu celle de l'enseignant, qui s'éloigne, s'attriste. On songe à Kafka qui fut un jour habité par la pensée, non pas de se jeter, mais de s'écouler par la fenêtre ouverte. Le censeur : « L'amour est onéni- por lo souffrance, aurait affirmé votre professeur, alors que moi, simple censeur des études, je vous dis, entendant encore Conrad Bligh, que la souffrance ne peut rien contre l'amour. »

MONDE SPECTRAL L'histoire d'Yves Ravey, on peut s'en convaincre aisément et avec un vrai bonheur de lecture, « tient » par elle-même, sans avoir besoin de l'appui d'une morale explicite, d'un sens unique. Professeur lui-même, l'auteur connaît parfaitement le langage des sciences pédagogiques, si souvent vide et vain, si fréquem- ment comme en apesanteur au- dessus des réalités. Le monde spec- tral de l'enseignement qu'il décrit, à l'aide d'un démarquage parfait des différents discours, pensées et autres poncifs qui le soutiennent, est-il la figure ressassée, taciturne, close sur elle-même de notre propre monde ? S'agit-il d'une nou- velle version de l'insupportable dialec- tique du maître et de l'élève ? Le lecteur de la fable en décidera. Ou se laissera bercer par ce calme et hiératique délire.

Patrick Kéchichian

(1) L'Institut Beojameota, traduit de l'allemand par Marthe Robert en 1960 (Gallimard, « L'Imaginaire », 1981).

## Apprivoiser la mort

LA MORT NUE de Geva Caban. Verdier, 63 p., 64 F.

Jour après jour, pendant moins d'un mois, la narratrice de ces pages fragiles note des souffles, des regards. Pour accompagner une mère dans son chemin vers la mort « la plus naturelle qui soit, la plus légère, l'issue du cœur ». Ja- mais elle n'impose sa propre pré- sence, ni son émotion. « Nous sommes d'une lignée fière qui n'avoue pas facilement ses peurs et le fond de chagrin qui est notre lot commun. »

Au dehors, à travers les grandes vitres jamais ouvertes, elle perçoit l'air frais et lumineux de l'automne, le cri d'une foule au-dessus de l'étang d'Ursine, des sorbiers char- gés de grappes rouges : c'est dans cet état de grâce, d'apesanteur, qu'elle voudrait pouvoir choisir pour sa mère un dernier visage, souriant, jamais défilé.

Il y a dans ce petit livre si intense, si épuré, une force étrange, une sorte de goût du néant, qui té- moigne d'une intimité fascinée avec la mort. « Je veux toucher le poids de la mort, je veux entendre sa couleur, je veux la sentir, je veux l'entendre. Pas l'ombrage, pas l'ivoire, le temps exact de la mort, l'immé- diateté, l'éphémère de la mort. » Pas de place ici pour la crainte : c'est, à travers une double ascèse, une accoutumance à la désincar- nation, à l'abstraction. Les mots aident celle qui écrit à être passionnément, silencieuse- ment présente. Au fil des pages se poursuit cette histoire « en marge de l'apparence, hors des rites et des rythmes du mal et de la mort ». La narratrice trace des mots légers comme des ailes d'oiseau, des phrases impalpables, à peine murmurées, des signes arrachés à l'inachevé.

« Je n'ai rien appris de la mort. Rien appris que le désir. Et l'amour. »

Monique Petitfon

JEAN-NOËL PANCRAZI

## Madame Arnoul



HAUTE ENFANCE

GALLIMARD



## Dernières livraisons

## LITTÉRATURE FRANÇAISE

**LES COUTEAUX DE NOCENT**, de Joëlle Brière  
Le père, la mère, l'enfant. Nous ne manquons pas de romans sur ce triangle. Avec généralement, comme ici, l'enfant narrateur. Mais nous n'avons pas toujours un récit aussi bien mené où la tendresse et la cruauté, l'amour et l'incompréhension sont ainsi évoqués avec un réalisme qui fait sa part à la poésie. On va de surprise en surprise et on reçoit la dernière phrase comme un coup de couteau (Ed. La Bartavelle, 190 p., 110 F.).

**A MAINS NUES**, de Chantal Portillo  
L'amour, la mort. Deux inséparables quand l'un est fou jusqu'à être pire que l'autre, quand aimer et haïr se mêlent jusqu'à ce que la jalousie engendre la folie percée d'éclairs de raison qui ne permettent pas à la victime d'échapper à la peur. Et donnant plus à voir la progression des sentiments qu'en s'attendant à les expliciter, Chantal Portillo maîtrise ce sujet difficile. Son style en fait un cri haletant qui s'étend au rythme des dernières diastoles et systoles de son héroïne (Ed. Hors Commerce, 130 p., 80 F.).

**ALBUM**, de Régine Detambel  
Poursuivant son enquête personnelle sur son enfance, dans le style ouïprien qu'on lui connaît, la jeune romancière propose ici un album de photos sans photos. Dans le creux de l'illustration s'inscrit la marque de l'écrivain. Un regard, un geste, une lumière arrêtée l'œil, comme ils ont figé la mémoire. Habile variation sur la nostalgie, à l'écriture nette et dure, ce petit dictionnaire arbitraire mais structuré, à mi-chemin entre l'autobiographie et les petits poèmes en prose, ravira tous ceux pour qui la lecture offre des plaisirs brefs et fragmentés ou pour qui l'atelier de l'artiste a plus de charmes qu'une galerie d'œuvres peaufinées (Gallimard-Lévy, coll. « Petite Bibliothèque européenne du XX<sup>e</sup> siècle », 114 p., 55 F.).

**LE FILS DE KLARA H.**, de Max Gallo  
A travers l'histoire d'une jeune femme d'origine juive, victime d'adolescents paumés qui se réclament du nazisme, Max Gallo décrit, à sa manière, efficace et prenante, l'univers de violence et de désespoir qui marque, selon lui, l'époque contemporaine. Si « le fils de Klara H. », autrement dit Adolf Hitler, est mort officiellement il y a un demi-siècle, le monde n'a pas fini de ressentir les effets de sa folie meurtrière. « Tuez-vous les uns les autres » pourrait être la nouvelle devise des hommes. Max Gallo démontre une fois de plus sa maîtrise à se servir de l'histoire comme d'un puissant matériau romanesque (Fayard, 471 p., 140 F.).

**UN GÉNÉRAL QUI PASSE**, de Jacques Perret  
La figure de proue d'une godaillerie qui rend visite à son capitaine, un héros révolutionnaire avide de martyre qui meurt comme tout le monde, ou, tout simplement, le mystère d'un cigare encore fumant sur une terre déserte... Pour retrouver Jacques Perret le bourlingueur, le styliste élégant aux trouvailles rabelaisiennes, voici la réédition d'une série de nouvelles parues dans différents recueils (Gallimard, 220 p., 110 F.).

**MAICA**, de Gilberte D'Jian  
Paris, Bucarest, Casablanca. Ce premier roman raconte l'itinéraire d'une jeune fille issue d'un modeste milieu catholique qui, après avoir entrepris des études universitaires à la fin du siècle dernier, se retrouve enseignante dans la capitale roumaine. Elle épousera un juif au moment même où l'antisémitisme commence à s'y faire sentir. C'est elle la Maica - grand-mère, en roumain -, et c'est autour de son errance que s'articule un récit qui nous restitue, à la charnière de deux époques, le choc des univers différents (Anne Carrière, 450 p., 130 F.).

## LITTERES ÉTRANGÈRES

**CHÂTELAINE DE LA TRISTESSE**, de Florabela Espanca  
S'il avait lu les poèmes de la Portugaise Florabela Espanca, Rilke aurait immédiatement inscrit leur auteur dans son panthéon des grandes amoureuses. Florabela, romantique perdue en plein modernisme, concevait pour son frère une passion sans limite. C'est celle-ci, dit-on, qui la conduisit au suicide, en décembre 1930, le jour de ses trente-quatre ans : « J'aime la nuit triste, immense et noire / Comme cet étrange papillon fou / Que je sens toujours voler en moi ! » (choix d'une soixantaine de poèmes, traduits du portugais par Claire Benedetti, L'Esclapette, 8, rue Porte-Basse, 33000 Bordeaux, 90 p., 89 F.). Signalons également, dans cette même collection anthologique des grands noms de la poésie portugaise, un Ruy Belo et un Mario Cesariny de Vasconcelos (chaque volume, 90 F.).

**LA VARIANTE DE LUNEBURG**, de Paolo Maurensig  
Sous ce titre nabokovien, un représentant de commerce de cinquante ans publie son premier roman, enquête politico-policrière sophistiquée, construite sur les stratégies du jeu d'échecs et tout imprégnée du charme et de l'angoisse de la Mitteleuropa. Très grand succès éditorial en Italie, le récit, écrit dans un style efficace et cultivé, fait alterner plusieurs voix et remonte jusqu'aux massacres de Bergen-Belsen, devenant une réflexion troublante sur le jeu et le pouvoir, le nazisme et la montée de la classe industrielle, l'antisémitisme et la mémoire ineffaçable (traduit de l'italien par François Maspéro, Seuil, 190 p., 95 F.).

**PATATRAS**, de Giuseppe Culicchia  
Walter, héros de vingt ans, traîne une vague désespérance dans le Turin des années 80. « Il n'y avait pas de Dieu, il n'y avait rien, rien de rien » : ni communication réelle avec ceux qui l'entourent, ni engagement politique valable, ni profondeur dans une société dominée par les impératifs marchands. Cette promenade désabusée n'échappait pas aux clichés et aux facilités d'écriture. Mais le livre renvoie une image crue, sans complaisance et parfois drôle d'un monde adolescent à la dérive (traduit de l'italien par Françoise Liffan, Rivages, 150 p., 99 F.).

**ANNA, MALGRÉ TOUT**, d'Arnold Bennett  
Cela sent la naphthalène, l'Angleterre fin de siècle, les usines de céramique, l'austérité des méthodistes, les vies médiocres engourdies et résignées, les femmes et les pauvres bien à leur place. Arnold Bennett (1867-1931) - dont les Editions de l'Olivier avaient réédité, en 1993, *L'Escalier de Riceyman* - dresse le tableau sans pitié d'une société puritaine à la charité ostentatoire. Avec, malgré tout, cet humour typiquement anglais qui se hasarde en relevant le petit doigt (traduit de l'anglais par Robert Davreu, Ed. Autrement, 284 p., 120 F.).

**UN APPARTEMENT À NEW YORK**, de Jane Smiley  
Les nostalgiques du Manhattan branché des années 80 retrouveront dans ce roman tous les ingrédients indispensables à l'entretien du mythe. La nourriture, d'abord, de la cuisine chinoise que l'on va chercher au restaurant du coin au sandwich au pastirma de chez Zabar, le plus célèbre des Delis, sans oublier les crêpes Suzette des restaurants français. La drogue chic ensuite, joints et cocaïne. Voici aussi le gay, viril et mystérieux, l'obsession des plantes vertes, et les réunions de copains qui ne vieillissent pas si bien... Le tout lié par une intrigue policière un peu pâteuse (traduit de l'anglais - États-Unis - par Anne Damour, Rivages, 302 p., 129 F.).

## Le rap de Perséphone

Sapho, « soliloqueuse d'amour », a écrit sa « Voix humaine », un poème-roman dédié à la passion



Sapho : mémoire d'un amour éternel

**PATIO**  
opéra intime  
de Sapho.  
Stock, 216 p., 95 F.

Sapho, la croqueuse, dessine un carré. Le destin bat ses cartes et « l'eau de la mère » écrase ses vagues au pied des quatre murs du patio. Ils enferment le désir de l'amant, délimitent le territoire de l'écriture, inventent un théâtre de la passion. L'amante n'a de respiratoire que l'infini vertical du ciel. Le temps se consume sur place. *Patio* est un roman neuf sur un vieux thème, un poème d'éternel présent - opéra rock, rap romantique, cantique indémodable. L'héroïne, c'est elle, Sapho, une femme : « Elle n'est pas française. Elle n'est pas d'humour. Elle n'est pas retenue. Elle n'a pas de Grace Kelly. Elle est tchèque. Elle est leonine, slave et orientale et filée, affolante. Quelle est la main qui l'accompagne ? » Fantôme de feu (« Celui qui sait aimer après la mort » reste en vie », Sapho-Perséphone erre dans la mémoire d'un amour éternel.

Sapho l'écrivain ne se paie pas de phrases, c'est dire qu'elle pèse chaque ellipse sur l'alle d'un oiseau apaisé. Poésie et prose se renvoient leurs échos divinatoires. Sapho la chanteuse est un poète qui frappe aux quatre portes cardinales d'un patio dévasté. « Je te téléphone pour te dire que je te téléphone », splendeur d'une histoire de pacotille pour midinette essulée, un soir de cafard venté, place des oubliettes. Le poète scande la mélodie du désir d'amour plus proche que le désir. Sapho se shoote au grand bon-

heur des mots. Maurice (Blanchot) veille dans l'ombre où la femme amoureuse écrit. Seuls les mots peuvent contenir le trop-plein du manque. Sapho taille dans la chair vive du temps et de la mort : « Jusqu'au bout ils seront en holoine, pour que le souffle et la musique se laissent la place qu'il convient, et que tout arrive bienheureux et juste - la bonne mesure de silence et de chant, la bonne mesure de basse et de peau, la bonne mesure de murmures et de cris. » Sapho l'amoureuse court dans le patio, âme et pieds nus, corps asséché. Pour posséder un homme libre, elle délire l'homme possédé. Le patio retentit de l'effroi de la passion. Murs abolis, ce serait

le désert. Bérénice cherche Titus, Phèdre implore Hippolyte, Eurydice appelle Orphée. L'amour dévale vers sa nuit : « Elle l'aime parce qu'il lui promet d'en mourir. » Les murs du théâtre sont batus et hermétiques. Côté voyeurs, le rideau de fer est baissé. Dona Musique renverse la tête vers les cintres, elle est puits de solitude. La scène est immuable, la toile de fond voyage - Maroc, Israël, Paris, Bruxelles... chambre, restaurant, calèche -, les amants ne quittent pas le patio, partout et nulle part, lui dilué dans un nuage de cocaïne, elle roulée dans la farine du rêve : « Comment se défait de sa pesanteur ? » Pour elle, deux hommes : Franz

(Le Grand Meaulnes, Schubert, un parfum de forêts et de balcons) et Cécil-tout-près, l'homme sans nom d'être trop proche. Pour lui, deux femmes : Dona Musique-Sapho et Hélène (une histoire à Troie), femme légitime et légitimée par ses enfants. Sapho la musicienne fait une tragédie d'un vaudeville.

## SOLO BAROQUE

Sapho la romancière emprisonne dans un cube un monde qui tourne trop vite et pas rond : « Seule, la cour carrée au fuse la lumière. » Patia coupe le cordon ombilical de l'enquête psychologique. C'est un solo baroque à plusieurs voix. Eurydice raptée Orphée : « Et que sonne ta voix, ton cou est une lyre. » Perséphone surgit des enfers, Aragon pleure les yeux d'Elsa. Le poème-roman convoque les absents.

*Patio* est une audace heureuse. Chant sans âge d'un désarroi actuel. Histoire ordinaire à jamais extraordinaire. A chaque ligne, chaque vers, chaque phrase, le lecteur d'aujourd'hui reconnaît les larmes de fond qui hantent toute rupture. Sapho repoint à neuf le romantisme : « Elle, divagante, soliloqueuse d'amour, obsédée chouteuse, à tue-tête, à tue-cœur, elle revient où commencent des amours, encoillée d'écaillures mortes, prête à repartir et mettre sa tête à prix. Et elle brûle. » L'écriture comme l'amour multiplie les bénéfices de l'échec. Acrobatie de poète, rouerie de romancier, *Patio* offre un océan de revanche à qui ne renie pas la source de sa douleur. « On peut avoir le leur et l'or du leur », écrit Sapho dans un désespérant cri d'humour.

H. M.

## Le Don Juan dépité

Jules Roy en séducteur vaincu. Cinquante ans après un amour déçu, il publie ses lettres envoyées à l'infidèle. Une reconquête épistolaire tragi-comique où perce une pudeur douloureuse

**UN APRÈS-GUERRE AMOUREUX**  
de Jules Roy.  
Albin Michel, 170 p., 89 F.

Les coquins n'ont pas d'âge. Ou haut de ses quatre-vingt-sept ans, Jules Roy plisse les yeux, l'air goujard : « Méfiez-vous des écrivains : à un moment ou à un autre, ils utilisent tout ce que vous leur avez confié. Voyez, cette femme, que j'ai aimée après la guerre et qui m'a quitté, l'ingrate. Cinquante ans après, elle est venue me rapporter les lettres que je lui avais écrites, pour que ses héritiers ne les retrouvent pas... » Il faut le reconnaître, la tentation était trop forte : l'écrivain n'a pas pu s'empêcher de les publier. « Eh oui ! », conclut-il en pouffant, avant de reprendre aussitôt son sérieux de militaire : « Mais rien ne permet de reconnaître l'identité de cette chère destinataire. » Alors, l'honneur est sauf.

Le macho, pourtant, apparaît pas triomphant dans cet extrait de correspondance, et ce n'en est que plus drôle. La garce l'a quitté. Don Juan enrage. Lui faire ça, à lui. Uicé, vexé comme un pou, amoureux comme un lion en cage. Elle est partie se marier de l'autre côté de la Manche. Il lui écrit des mots enflammés avec le lyrisme gouailleux et loyal qu'on lui connaît, la supplie à genoux de revenir à lui, est à la fois Don Juan, Eivire, Hermione, Alceste, Werther ou Charles Bovary, le Triomphant, l'Humilié, le Délaissé, l'Acariâtre, le Soupirant ou le Cocu amoureux.

reux, tour à tour enflammé, jaloux, furibond, ténébreux, veuf et inconsolé. D'autant plus que quand on est, comme l'était Jules Roy, un intime de Camus, il fallait savoir veiller au grain. On ne résistait pas au charme dansant du bel Hidalgo, et la bien-aimée, avant de quitter Jules pour un infâme Anglais, ne fit pas exception. Cela aussi, « c'est dur à avaler ». Mais, pour ce qui touche à Camus - « Est-ce qu'on repousse un dieu comme lui ? » -, Julius daigne accorder son indulgence. « Je l'admire tellement, il est si grand, je l'aime si fort. Le temps a passé. Tout de même, j'en ai gros sur la patate. »

## MACHO À L'EGO FRIPÉ

On se console comme on peut. Le macho à l'ego fripé va voir du côté de la Pharmacienne ou de l'Assistante (d'édition), entre autres pas-sades faites pour remonter le cœur, et en espérant que son indolence de celle qui osa lui « préférer un Rosbif ». Entre les seins de la Pharmacienne, quelques admiratrices, « un petit cercle de poulettes de vingt ans » ou telle autre gentille personne (« Pardon si je me montre un peu muette », Julius aura tout essayé. « Je me disais naïvement, peut-être à tort, que vous auriez été heureuse de me voir

ainsi, consolé de vous par une inconnue. » En écartant les lignes, on voit bien pointer le bout de sa malice. Même à l'époque, en plein désespoir rageur, l'amoureux avait déjà, vaguement, l'humour d'en sourire. Aujourd'hui, il fait de ces fameuses lettres retrouvées (et largement retravaillées) une pièce tragi-comique en les étalant sans commentaire, à la queue leu leu, débarrassées des réponses supposées de la belle infidèle. « Mon petit mouton doré... Je ne sais pas ce que je vais devenir sans vous, je demande grâce... Vous avez réussi à m'intéresser plus à vous qu'à moi-même... Je vous aime plus que tout au monde, jusqu'à la mort et au-delà, s'il y en a un, et même s'il n'y en a pas... Je me noie, je suffoque, je vous déchire, je vous caresse, je vous mens, je vous dis des mots qui vous blessent et moi je crève sans vous, voilà ! Merci de vos bons conseils... Charmante tête de bois... Ange chéri... Ecureuil siffleur... Cher cœur... Allez, plaignez-vous. Cherchez quelqu'un d'oussi fidèle que moi, et qui vous aime mieux... Au secours ! ou secours !... Vous allez quitter l'Angleterre et me protéger des pharmaciennes ? Vraiment ?... Ne vous rengorgez pas trop sous les compliments. Méfiez-vous... Je m'ennuie, j'ai le cœur lourd comme

un chou-fleur... Plus de goût à vivre. Mes globules n'y sont pour rien... » Entre deux doléances, deux suppliques, deux diatribes, et renouant définitivement à se donner le beau rôle, Julius défoule tout son ressentiment de mâle sur sa chienne qu'il adore et qui le nargue en affichant crânement, par des portées successives, la preuve de ses nombreux coïts. « La chienne me comble de caresses. Elle est grosse, mais de là, cette garce ?... traquée par une meute de mâles que je chasse à coups de pierres et de bâtons... ces petits salauds qui passent en soupillant sous les fenêtres de leur belle... d'ignobles cabots hauts comme un pied de salade... »

## GRAVITÉ

An fond, ce n'est pas drôle. Ces lettres sont belles, sincères, amoureuses, déchirantes. Il s'y cache quelque chose d'une autre profondeur : une pudeur douloureuse, l'amour vrai qu'on a raté, la vie qui passe à côté des promesses, un destin qui dérape, envoyant valdinguer ses bougres là où ils ne croyaient pas. Cette gravité-là vous habite comme un murmure un peu sourd, même si, d'abord, on s'amuse au spectacle de l'arroseur arrosé, séducteur séduit en si mauvaise posture. A le lire, les femmes se tordront. Les hommes seront bieu obligés de sourire. Et les uns et les autres de reconnaître que l'amour a au moins ça de bon que, quand il est fini, il fait passer de délicieux moments.

M. V. R.

## Tardieu à l'air libre

**DA CAPO**  
de Jean Tardieu.  
Gallimard, 70 p., 60 F.

Jean Tardieu vit désormais « à l'air libre ». Mort le 27 janvier (Le Monde du 30 janvier), à quatre-vingt-onze ans, le poète avait choisi d'être incinéré et de laisser disperser ses cendres. « A la poudre des jours / profondément mêlées / si mes cendres étaient dispersées, / Je serais libre de renordre / invisible et présent / à l'appel d'une voix / au signal d'une main. » Et voici qu'un bon vent nous apporte quelques nouvelles de monstres sans forme d'un petit recueil, composé de textes

anciens jamais publiés, mais aussi de poèmes très récents. La mort domine, sans jamais peser ; sa mort et celle de ses amis, comme André Frénaud : « Je lui pose tout bas des questions. Mais il refuse de répondre. Voilà : il ne veut pas répondre. (...) Comme si on l'avait chassé de notre monde, très loin, ou fin fond d'un pays dont nous ne connaissons ni les couleurs, ni les sonorités, ni le langage. » Jean Tardieu a rejoint à son tour ce pays dont il apprendra vite le langage, les couleurs et les sons. Il nous laisse ce *Da capo*, non pour nous répondre, mais pour nous poser encore des questions sans réponse.

Alain Salles

**LE CERCLE DU PHÉNIX BLEU**  
vient de paraître :  
LA LOGIQUE  
DE L'INTERPRÉTATION  
Auteur : Hugues LORIENT

Vivre et Philosopher. Pour l'auteur, l'un ne va pas sans l'autre. « Tout ce que j'ai à dire est fort simple » annonce ce philosophe. On est loin des dialogues hermétiques et abstrus réservés aux initiés, et justement pour cela, on est au cœur de la philosophie.

مركزاً من زلازل



## Souvenirs d'un Européen

Coqueluche des années-30, puis oublié, le Hongrois Sándor Márai fut, à l'instar de Zweig, le chroniqueur perspicace d'un monde finissant

**LES CONFESSIONS D'UN BOURGEOIS** (Egy polgár vallomása) de Sándor Márai. Traduit du hongrois par Georges Kassai et Zéno Bianu, Albin Michel (1993), 462 p., 160 F.

**LES BRAISES** (A gyertyák csonkig égnek) de Sándor Márai. Traduit du hongrois par Marcelle et Georges Régnier, Albin Michel, 194 p., 110 F.



Sándor Márai, sage et singulier

dans « l'esprit français » du Paris des années 20 et des bourgeois bourrus, en rogne contre les « sales métèques ». « Il était plus facile pour un étranger d'être reçu par le chef de l'Etat que de pénétrer dans un intérieur bourgeois (...). La bourgeoisie parisienne se gardait des étrangers, comme si nous eussions laissé des bactéries de lèpre sur nos couvertures ».

### REGARD D'ACILE

Plusieurs fois déraciné depuis que la Grande Guerre avait pris de court sa famille, fidèle à la double monarchie, aux intérêts de la banque, aux livres et aux joies des bords, Márai acquiert un regard d'aigle pour capter l'esprit des lieux. De son enfance en Hongrie aux villes d'Europe qu'il traverse, où il fait son nid, c'est autant de rues, d'odeurs de cafés, de filles

d'une nuit : un carnet de route perspicace, ironique, tendre, tenu avec l'humilité et l'exigence d'un écrivain toujours soucieux de préférer aux déductions généralisantes l'exactitude des reportages. A côté du Berlin de l'entre-deux-guerres, sorte de carnaval à la dérive saisi de folie et de désespoir, à côté de Londres et même de Paris où il apprit à comprendre « [sa] propre étrange » et à « oïmer [sa] condition d'écrit », Budapest ne lui inspire aucune tendresse : éternelle province hantée par les potins et les représentants de commerce, où les trop riches arguent les trop pauvres et où l'on ne devient un écrivain digne de ce nom qu'au café, en faisant le poisson dans les « aquariums littéraires ».

Tout, dans ces *Confessions d'un bourgeois*, est d'une actualité déconcertante. De même que la Russie des années 80 restait étonnamment semblable à celle décrite par le marquis de Custine plus d'un siècle auparavant, les observations de Márai sur les peuples d'Europe, en 1934, ont de quoi faire désespérer des progrès de l'humanité. Quoi de plus « moderne » que la xénophobie bourgeoise, le culte de l'argent, l'Allemagne et sa « culpabilité mythique et comme impénitent », son « exigence impitoyable de l'ordre qui masquait un effroyable chaos intérieur », l'entêtement des Anglais à être toujours « différents » et à s'ennuyer « un dépit de la Chombré des lords n'engageait pas que le gouvernement prit des mesures pour lutter contre l'ennui ? ».

Dans un tout autre genre, son roman publié en 1942, *Les Braises*, n'est pas plus optimiste. Voilà,

dans le plus beau style de Márai, qui n'est pas loin de Schnitzler, deux personnages condamnés à l'incompréhension et pris dans une impasse, à la fois face au monde qui les entoure et dans la relation qui les unit. De ces deux amis de jeunesse, condisciples à l'école militaire, l'un est bien né dans l'aristocratie austro-hongroise, l'autre vient d'une famille plus modeste de Galicie. Ce décalage, l'amitié le surmonte. La jalousie amoureuse et le malentendu, en revanche, lui redonnent un mauvais souffle. Ce qui intéresse Márai, ce sont les braises sous les cendres, le sentiment désespérant de ce qui aurait pu être et qui est raté.

Dans un passage magnifique des *Confessions* – la mort de son père –, Márai prend conscience d'un monde dont il n'espère plus rien. Un monde où « d'un bout à l'autre de la planète, des petits-bourgeois effarés et geignards étaient prêts à tous les compromis pour prolonger leur existence ». Un monde où « devenu exceptionnel, l'homme d'esprit en est réduit à vivre au fond des catacombes, comme le faisaient, à l'époque des Vandales, les moines dépositaires de la connaissance ». Voilà qui n'avait pas dû plaire aux collectivistes. Márai à quelque chose de cet homme singulier, aussi perspicace que le fut Keyserling pour approcher l'esprit des peuples et la vérité d'un monde, généreusement attentif aux livres, aux hommes et à la vie, acteur et témoin de cette Europe mythique du centre et des confins qui n'allait pas tarder à mourir.

Marion Van Renterghem

(1) Albin Michel, 1992.

## Le juif de Budapest

**KADDISH POUR L'ENFANT QUI NE NAITRA PAS** d'Imre Kertész. Traduit du hongrois par Natalia Zarembo-Huzsvai et Charles Zarembo, Actes Sud, 157 p., 89 F.

Tout commence au moment où rien ne commencera plus, au moment où le narrateur renonce à tout, où c'est le « non » qui jaille comme un cri en pleine fièvre. C'est décidé, il ne donnera pas la vie, l'enfant ne naîtra pas. A la place de ce renoncement surgit un admirable récit, un fong monologue haletant comme une course de fond, une prière des morts pour celui qui est mort de ne jamais pouvoir naître, un « kaddish pour l'enfant qui ne naîtra pas ». Survivant d'Auschwitz et de Buchenwald pour retrouver, peu après, les barreaux d'un pays différemment totalitaire, l'écrivain hongrois Imre Kertész se débat entre les murs d'une impasse,

sans reprendre son souffle, comme s'il lutait à mort pour mettre à plat, à peu près froidement, un désespoir affolé. L'entreprise est vertigineuse, et le monologue s'emballe à son image. Mais qu'on n'aïlle pas dire au narrateur, comme il est de bon ton de le faire dans les salons, qu'« Auschwitz ne s'explique pas ». Ce qui ne s'explique pas, « ce n'est pas le moi, ou contraire : c'est le bien ». C'est cet homme embarqué comme lui dans le convol et qui risque sa vie pour lui rapporter sa portion de nourriture. C'est ce geste que, raisonnablement, rationnellement, l'homme « n'aurait pas dû faire ». D'Auschwitz, on ne saura rien sauf l'essentiel : ce qu'il y a avant, ce qui vient après, et qui prend un sens à partir de ce centre invisible. Sa judéité qui lui était étrangère à lui, le juif de Budapest, il l'avait apprise un jour chez ses cousins du village, comme un état de fait désagréable et peu compréhensible : en voyant entre les murs d'une impasse,

une femme chauve en robe de chambre rouge assise devant son miroir, parce que les femmes « polish » se rasaient la tête et portaient la perruque. « Je compris alors qui j'étais : une femme chauve en robe de chambre rouge assise devant son miroir ». Déroulée à reculons, la destinée est conclue dès le départ, fermée comme une explication a posteriori, une justification absolument noire. Au terme de ce cri lancé en désordre, au bout de la longue tranchée que le narrateur creuse pour s'y jeter lui-même, le piège est fermé : c'est ce qui le définit désormais (« d'avoir, par [sa] judéité, vécu quelque chose »), qui l'oblige à tout détruire : « L'assimilation me tuerait plus vite que la non-assimilation qui me tue de toute façon ». La force du récit est encore au-delà du cheminement et de la conclusion, elle tient au souffle même, à l'état de fièvre, à la réalité du précipice qui vous embarque.

M. V. R.

## H. G. Wells en avance d'une guerre

Crise économique et sociale, conflit nucléaire, gouvernement mondial : un brillant exercice de futurologie paru... en 1914, et resté inédit en français

**LA DESTRUCTION LIBÉRATRICE** d'Herbert George Wells. Traduit de l'anglais par Delpendange, illustré par Didier Lange, éd. Grama, coll. « Le passé du futur », 300 p., 135 F.

L'élégante collection « Le passé du futur », vouée à la résurrection des classiques du « merveilleux scientifique », publie ces jours-ci la traduction d'un fort intéressant roman d'anticipation d'H. G. Wells. Paru au début de l'année 1914 en Angleterre, *The World Set Free*, était jusqu'ici resté inédit en France. Si le début de la première guerre mondiale explique assez que le Mercure de France, qui s'était moqué d'une belle fidélité à l'auteur, n'ait pas fait traduire ce roman, on peut s'étonner que cela n'ait pas

été fait par la suite. Il y a cependant deux raisons qui ont pu faire reculer les éditeurs français. La première est que dans ce roman où Wells imagine qu'une guerre allait déchirer l'Europe en opposant les empires centraux aux peuples slaves et à leurs alliés, anglais et français, il situait le déclenchement du conflit en 1956, alors même qu'il devait éclater quelques mois seulement après la parution du livre, faisant apparemment de l'auteur un piètre prophète. Mais le génie visionnaire de Wells réside moins dans la prédiction d'une guerre étendue à l'échelle d'un continent entier que dans celle de l'utilisation d'armes nucléaires aux effets dévastateurs et durables par laquelle il se révèle tout bonnement en avance d'une guerre.

Son anticipation d'un conflit atomique est déjà assez remarquable au regard des connaissances

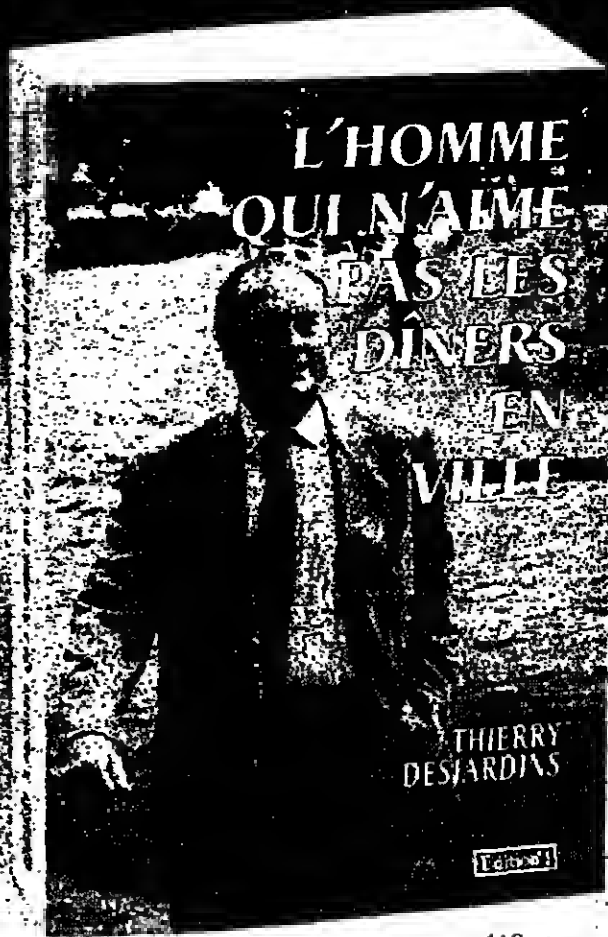
scientifiques de l'époque. Elle est plus remarquable encore dans les effets qu'il lui attribue sur l'établissement d'une paix mondiale, et tout particulièrement pour nous qui avons vécu la guerre froide et ce qu'on a appelé l'« équilibre de la terreur ».

### ENTRE ROMAN ET ESSAI

La seconde raison tient à la forme de l'ouvrage, qui procède tout autant de l'essai que du roman, de l'anticipation que de l'utopie. Ainsi le prologue du roman est une dissertation qui place l'histoire de l'humanité dans la perspective éclairante d'une double conquête : celle de l'énergie et celle de la connaissance. Il prélude au récit de la découverte d'une nouvelle forme d'énergie et des bouleversements de tous ordres qu'elle entraîne, notamment au niveau économique et social : il y a là quelques pages terribles qui annoncent les effets de la grande

crise de 1929. S'enchaînent ensuite la description apocalyptique de quelques phases du conflit, puis le récit de la création, sous l'impulsion d'un Français ingénieux mais tenace, d'un gouvernement mondial chargé d'édifier la paix, dont Wells regrettera dans une préface de 1921, qu'il soit demeuré un « rêve », et, enfin, l'évolution ultérieure de l'humanité résumée en une belle phrase : « L'homme qui cesse peu à peu de n'être qu'une créature agricole, devient de plus en plus un constructeur, un voyageur et un créateur » – qui n'est pas dépourvue de vérité rétrospective. Un dernier chapitre méditatif laisse place à des préoccupations plus lointaines et il n'est pas sans intérêt de voir Wells s'y faire l'écho des revendications féministes... *La Destruction libératrice* est un brillant exercice de futurologie, dont le temps n'a pas émoussé l'intérêt. Au contraire... Jacques Baudo

# CHIRAC LE LIVRE !



418 pages  
130 F

Les relations entre Chirac et Ballardur vont prendre, publiquement, un tour nouveau avec la publication de *L'homme qui n'aime pas les dîners en ville*.

Le Monde

Le livre de Thierry Desjardins introduit un vrai débat, à la mesure d'une élection présidentielle.

Le Figaro

Dans *L'homme qui n'aime pas les dîners en ville*, Chirac confie ce qu'il pense vraiment de Ballardur.

L'Express

Un ton nouveau pour le candidat Chirac.

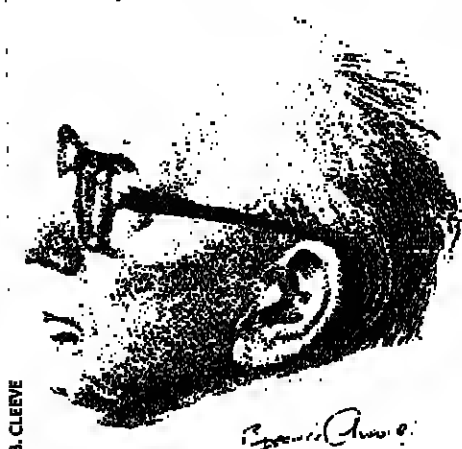
Le Parisien

Edition 1



## Histoires littéraires

PAR FRANÇOIS BOTT



FEUILLES VOLANTES  
de Georges Hyvernaud.  
Ed. Le Dilettante,  
180 p., 99 F.

## Chambres d'enfance

Très souvent, on ramasse les copies des écrivains longtemps après la fin de la classe. Longtemps après leur mort... Ainsi vient-on de rassembler les *Feuilles volantes* de Georges Hyvernaud, lequel s'éteignit le 24 mars 1983 — une année qui paraît déjà vieillotte, à la vitesse où va notre époque. Ces pages sans date accompagnent une vie comme des feuilles d'automne, on peut-être, comme les mystérieuses « virgules flottantes » dont parlent les informaticiens. On les a empêchées de se disperser et de s'égarer définitivement. C'est tant mieux car Hyvernaud est quelqu'un de très fréquentable, malgré son air bonhomme.

Né en 1902, près d'Angoulême, il eut une jeunesse non pas de l'entre-deux-mers, mais de l'entre-deux-guerres. Avant 1939, il enseignait la littérature française dans les écoles d'instituteurs, à Arras puis à Rouen. Le métier avait du charme et des avantages, malgré cette mélancolie de province que l'on ressent dans la Seine-Maritime comme dans le Pas-de-Calais. Et même si Georges Hyvernaud compare l'enseignement des « belles-lettres » avec les pompes funèbres, « *Nous autres ouais, nous travaillons dans le cadavre* », écrivait-il sur une de ses *Feuilles volantes*. Notre spécialité, c'est les morts illustres. On leur fait, à ceux-là, un enterrement qui dure des siècles. Les oraisons, les discours sur les tombes, les prières, les rites, les formules magiques, ça nous regarde. On appelle ça des leçons sur Corneille ou sur Voltaire. Mais l'histoire ne veut pas laisser les professeurs charentais mener une existence pantouflarde entre Montaigne, les parties de belote et les écrits du dimanche. Hyvernaud fit la « drôle de guerre » comme lieutenant, à deux pas de la Belgique. Fait prisonnier par les Allemands, le 29 mai 1940, il fut emmené en Poméranie, pour y passer de sinistres grandes vacances. Vous connaissez la Poméranie ? Joli nom pour un endroit si lugubre... Georges Hyvernaud prétend ne pas aimer les souvenirs. « C'est un peu répugnant, dit-il, de se replonger dans les bonheurs et les malheurs évanescents. » Pourtant, avec *La Peau* et les *Os* et *Le Wagon à vaches*, il a fait une littérature du « passé recomposé ». Même s'il n'aime pas son enfance « en tablier noir », il en parle très bien. D'une manière très juste. C'était le « temps du nez à la vitre » et des « choses cachées sous l'armoire ». « En ce temps-là, se rappelle Hyvernaud dans ses *Feuilles volantes*, il me semble qu'il faisait toujours nuit et que c'était toujours l'hiver. » Dans le camp de prisonniers, durant les nuits d'insomnie, « une route de ténèbres » ramenait le professeur charentais vers les chambres de l'enfance. Avec qui dormiez-vous à dix ans ? Avec le portrait de l'oncle Jules ou celui de la tante Aurélie, qui « fixait sur vous son regard d'aiseau » ? Des militaires, des communistes et des jeunes mariés vous adressaient-ils leurs sourires d'ontretombe, avant que le sommeil ne vous emporte ? Souvenirs d'édredons rouges, de frayeurs juvéniles et de fantômes éternels...

Pas très gai, le camarade Hyvernaud. Très bourru même et plutôt cafard, mais cela ne l'empêche pas de nous émuir. Il préfère « les vieux livres qui ont l'odeur des greniers ». Il admirait les yeux des gens — pas les yeux de tout le monde, bien sûr, mais « ces vrais regards » où se résument « le plus pur de l'homme. Ce qui est semblable au ciel et aux sources ». Malgré toutes les raisons qu'il avait d'éprouver du mépris — notamment pour les gens qui avaient perdu leurs regards d'enfance —, Georges Hyvernaud se défendait de ce sentiment trop « commode », qui « dispense de chercher l'homme au-delà de ses plus laides apparences ». En Poméranie, il s'était aperçu que nos souvenirs étaient « dans les choses ». Et que si l'on privait l'être humain de ses objets familiers, sa mémoire tournait à vide : « On m'avait tout pris. Pas seulement mon revolver, ma boussole, mes jumelles, mais les traits de mes amis, et leur voix, et le bruit de mes rues, et l'odeur de ma maison. » Les mots et les choses : seuls les premiers réveillaient encore les souvenirs. Alors, des événements très ordinaires, comme la pluie sur une vitre, devenaient magiques. En 1939, lorsqu'il avait fallu partir pour la guerre, lorsque l'existence était devenue « cette folie et ce désespoir », on avait redécouvert le sens du verbe « tenir » et de ses compléments. On révisait, en quelque sorte, sa grammaire. « Il y avait des biens à quoi on avait cru tenir », se rappelle Georges Hyvernaud. Pourtant, « la main ne se refermait pas sur eux. La main, tendrement, durement, serrait une épaule, un poignet. » Ce n'était pas à des « ambitions », ni à des « principes » que l'on était attaché. Que pouvaient les « philosophies » et les « doctrines » contre les larmes ? Aussi, des gens se mirent à réfléchir, mais ensuite, après ce « temps de nudité », presque tout le monde « rhobilla ses opinions ». « Les événements ne peuvent rien pour les hommes », conclut Hyvernaud. Pas très optimiste. Mais comment prétendre le contraire ?

Et quel était, quel serait le sort de la littérature après la « catastrophe » ? « Elle a fait son temps », affirmait Georges Hyvernaud. Il en parlait déjà comme d'une « manie évidemment anachronique », comparable à « la namismatique » et destinée à « quelques douzaines d'originaux ayant des loisirs, un fauteuil, le goût de la solitude et l'horreur du bruit ». Quant à l'ambition d'être un « classique » dans le futur, non, merci. Pour devenir, comme ce pauvre Boileau, le pensum des programmes scolaires et faire périr d'ennui des lycéens qui « rêvent de football ou de dancing », tandis qu'un « pédagogue désespéré » leur explique d'une voix lasse les beautés de votre œuvre ! Certes, Hyvernaud songeait quelquefois à l'« adolescent enthousiaste » ou à l'« ardente jeune femme » qui le lirait peut-être en 2020, mais il n'y croyait pas trop. Tous les professeurs charentais sont-ils à ce point désabusés ? Pour l'auteur de ces *Feuilles volantes*, aucune époque avant la nôtre n'avait « consenti » si facilement à « l'éphémère ». Il était fasciné par les statues. Il pensait que les sculpteurs « aggravent la matière », la « chargent d'énigmes » et lui « confèrent une qualité exceptionnelle de silence, de pesanteur et de secret », mais il redoutait que, demain, toute cette beauté et le reste de la culture ne meurent, abandonnés sur des rivages désertés par l'histoire, comme « les choses sans nom » qui pourrissent en hiver, dans la solitude des plages.

## D'autres mondes

PAR NICOLE ZAND

LA PORTE BLEUE DE BABYLONE  
de Paul Pickering.  
Traduit de l'anglais  
par Guillaume Villeneuve.  
Balland, coll. « Nouvelles  
Anglaises », 326 p., 140 F.

Hiver 1960. Un jeune diplomate anglais, Toby Jubb, qui a peut-être trop lu Hérodote, est envoyé purger sa disgrâce à Berlin pour avoir entretenu une relation coupable, à Paris, avec l'épouse de son ambassadeur. Détaché auprès des autorités militaires de l'ancienne capitale du Reich pour un poste administratif de confiance, il apprend d'un colonel américain qu'il est chargé d'une mission délicate : diriger une maison close en zone alliée — une « manière de Nations unies sexuelles » —, afin de piéger d'anciens nazis reconvertis en espions de l'Est, et spécialement l'un d'entre eux, un baron, Rollo von Hollmann. C'est ainsi que ce diplomate de latin, de grec et de persan ancien, passionné d'Antiquité et de rock and roll, son Hérodote dans ses bagages, va se retrouver à Kreuzberg à la tête d'un ancien bordel pour les officiers supérieurs de la Luftwaffe, rebaptisé Café Babylone pour les besoins de l'intelligence Service. « L'amour est notre arme », proclame Toby. Chassons

donc le baron avec les forces de l'amour. » Cet être d'une naïveté incommensurable, totalement ignorant des tensions politiques qui agitent le monde, autant que des roueries féminines, va commencer par tomber éperdument amoureux de la première prostituée rencontrée

Un roman  
d'espionnage  
tendance Monty  
Python

dans le train Hanovre-Berlin, Magda, qu'il va prendre pour une réincarnation de la déesse Ishtar, la divinité babylonienne de l'Amour et de la prostitution. Il va ensuite découvrir, émerveillé, dans le lieu qu'on lui a attribué au milieu des ruines, un trésor archéologique : la fameuse Porte bleue de Babylone, qui contiendrait, selon Hérodote, une statue en or massif de plus de cinq mètres de haut dissimulée dans son épaisseur. Ramenée là, dans le plus grand secret, par Goering, pour être entreposée dans l'attente de la victoire nazie, cette imposante Porte d'Ishtar, décorée d'un revêtement de briques émaillées où se détachaient taureaux et dragons, va devenir le symbole du nouveau commerce de Toby. Magda sera la divinité de ce bordel babylonien placé sous la tutelle du British Council et qu'il transforme en un temple dédié à l'amour, élevant la prostitution au rang de religion. Mais la légende voulait que

## CHRONIQUES

## A nous deux, Berlin !

qui se complait dans les délices de la guerre froide, encore plus décadent et dégingué que celui des Années folles, où même Christopher Isherwood ne retrouverait plus ses cabarets. Le Berlin d'avant le mur. Aussi exotique, aussi dépravé que Babylone... Un lieu schizophrénique, capitale de tous les mystères et de toutes les luxures, que l'auteur utilise comme un terrain de jeu idéal pour l'échafaudage des fantasmes de notre jeune fonctionnaire. Même s'il a le tort, après un début sur les chapeaux de roue, de se perdre — sans doute par excès de spécialisation professionnelle ! — dans les clichés d'un porno sans volupté et dans les dingeries d'un nonsense anglais qui ne passe pas toujours les frontières. Mais il sait toujours promener, sans avoir l'air de faire le guide, dans un Berlin empli de réminiscences romanesques ou cinématographiques, explorant la ville d'ouest en est par les égouts, sondant la mare de Lulu, l'ours blanc d'un zoo amputé, pour en sortir la réserve de came de l'équipe, tentant d'élucider le mystère du Soviétique dévoré par un lion et celui des femmes assassinées... La verve de Pickering, son humour, ne cessent de bousculer l'intrigue de ce thriller en rose et noir, souvent désopilant et complètement invraisemblable. C'est son charme. Et sa limite.

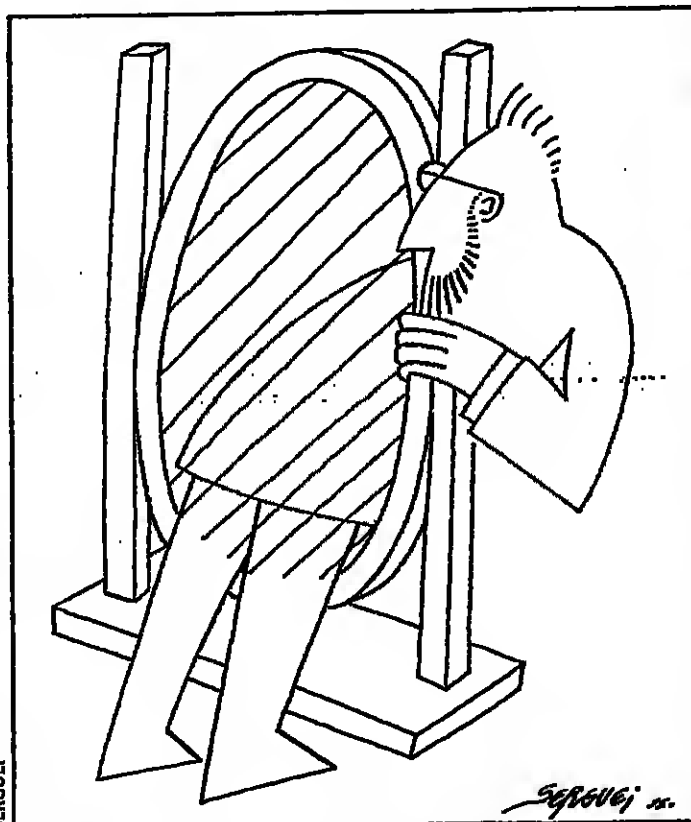
## Sociétés

PAR GEORGES BALANDIER

COMMENT DEVENIR SOCIOLOGUE  
Souvenirs d'un vieux mandarin  
d'Henri Mendras.  
Actes Sud, 335 p., 150 F.

Il est rare qu'un sociologue assume sa condition bourgeoise, revendique son attachement à l'élitisme et affirme l'utilité des « mandarins » dans la conduite et la gestion de la recherche sociale. C'est pourtant ce que fait Henri Mendras en livrant ses souvenirs — avec panache et une certaine ironie goguenarde — à l'incitation de deux jeunes sociologues. Il le fait en évoquant « son individualisme forcé », en proclamant sa liberté, qui l'a tenu à distance de l'engagement politique marqué et a entretenu sa verve critique. Il a tracé son chemin à sa façon, celui qui l'a mené vers les « terrains », où il observe la paysannerie finissante, puis vers l'observation distanciée des changements sociaux dans un second parcours. Sa présentation de soi est aussi celle d'une génération qui, sous l'impulsion d'une poignée de « vieux maîtres » — Gurwitsch, Friedmann, Le Bras — eut à réinventer les sciences sociales dans l'après-guerre. C'était « le temps des copains », de la formation sur le tas, du jeune Centre d'études sociologiques et du CNRS, encore peu bureaucraté, et de la « première revue » manifestant la renaissance : les *Cahiers internationaux de sociologie*. Henri Mendras ne cache pas son attachement à cette génération, sa fierté d'y avoir fait œuvre et d'accéder avec nombre de ceux qui la constituent à la notoriété. C'était le temps des « pionniers défrichant des terres intellectuelles neuves », qui refondent une science et contribuent à former « une nouvelle attitude à l'égard de la société ». Les passions politiques nourrissent les controverses, opposent les conceptions du savoir. Mais l'exaltation ne s'inscrit pas dans la durée. La pratique sociologique se constitue en profession, la technocratie ascendante accroît la demande d'information sociale, la multiplication des chercheurs entraîne celle des institutions. Il faut, sous l'effet du succès et du

## Autoportrait d'un sociologue



nombre, passer de l'état d'une science renaissante à celui d'une science administrée. Henri Mendras emploie une partie de ses souvenirs, parfois fantaisies, à une sorte de sociologie libre du « champ » sociologique français. Il traite alors des organisations, de l'enseignement, des domaines de la recherche et des moyens nécessaires, et des modes de diffusion des résultats. Il introduit dans son texte, par fragments, un guide à l'usage des nouveaux sociologues, une initiation au parcours. Au passage, il montre le dessous des cartes : les structures de « secte » et de « clientèle », les hiérarchies cachées établies sur les humbles, fournisseurs du « matériel », et les ritualisations entretenant la religion de l'équipe. Il dévoile le processus des carrières bien conduites. Henri Mendras a contribué par sa pratique à définir le métier de sociologue. Il a tenu son rôle avec un succès certain. Il a voulu avec constance en tirer des applications, montrer l'utilité d'une discipline

présentée en sa double fonction : aider « la société à se formuler ses propres problèmes » et « décrypter le mouvement en train de se faire ». Dans l'idéal, mais l'expérience révèle une réalité plus incommode. Mendras le donne à comprendre sans trop s'attarder. Il évoque les limites de l'objectivité et l'inscription d'un journal intime dans le texte de l'œuvre, il valorise l'« œil du sociologue » plus que ses techniques, il crédite ce qui relève de l'étonnement, de l'imagination, de la compréhension et non pas seulement de l'explication. Il se débarrasse trop vite du « traquenard de la littérature » sans traiter la question de l'écriture, alors que le savoir-faire n'évite pas la contrainte du savoir-écrire (1). Son témoignage fait apparaître l'ambiguïté inhérente à la position du sociologue, cette hésitation entre les trois tentations désignées par Raymond Aron : être le « grand prêtre » de la science sociale, le « conseiller du prince » ou le « médecin du peuple ». Avec, en arrière-plan, le rêve impossible qui aurait permis d'accomplir la triple tâche, génératrice de gloire, de pouvoir et de crédit civique. Mendras situe la sociologie entre idéologie et politique, avec la mise en garde de se laisser attirer par l'une ou l'autre. La première conduit à la « sociologie » ou à la fausse abstraction, qui est « la maladie la plus grave du sociologue ». La seconde soumet à une fascination néfaste. Le politique peut accorder du crédit au sociologue, mais il s'en méfie ou le considère comme un perturbateur montrant ce qui ne devrait pas être vu. La relation n'est jamais réussie, le dia-

logue direct se révèle impossible. Il faut accepter ce que signalait déjà l'Américain Lazarsfeld : la sociologie n'agit qu'indirectement. Dans sa rude défense du métier, Henri Mendras frappe à grands coups. Il oppose le bon sociologue à l'intellectuel, il manifeste ses détestations : du vedettariat, du parisianisme, et même de la prime normalienne propre au système français de recrutement. Il égratigne au passage Sartre et Foucault, il liquide abnèvement Mauss, dont l'œuvre n'est, selon lui, qu'« une suite d'articles et de textes avortés », abandonnés à la dévotion de « quelques fidèles ». Il n'aime guère la théorie, il la limite à sa stricte nécessité, mais il entretient avec le marxisme — dont il dit ne pas avoir une connaissance profonde — et avec les marxistes un rapport ambivalent. Jusqu'au point d'évaluer la « bonne formation marxiste bien digérée » comme la « meilleure introduction possible à la démarche des sciences sociales ». Mendras cultive le paradoxe et la causticité provocatrice. Il se veut dérangeant, ce par quoi il masque une passion retenue. Ce scepticisme à des certitudes. Il attribue aux sciences sociales la capacité d'être les « humanités d'aujourd'hui ». Il prononce finalement l'éloge de la sociologie française, de sa diversité. Il l'estime « originaire par comparaison avec les pays voisins », il y trouve plus de vitalité et de force d'imagination « que nulle part ailleurs ». Sous cet aspect, son ironie ne décourage pas l'optimisme.

(1) Sur la question de l'écriture, rappelés le remarquable numéro spécial de la revue *Communications* : L'écriture des sciences de l'homme, n° 58, 1994 (Seuil).

Tassadit Yacine

## Chérif Kheddad

ou l'amour de l'art



voix  
LA DÉCOUVERTE/ARL

INÉDIT  
Le FAIT FRANCAIS dans le monde (Tome II)  
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ  
(suite de la France 3<sup>e</sup> superpuissance)  
Ressources, économie des 43 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont bien des prolongements « territoriaux » des Etats riverains (France : 2<sup>e</sup> domaine territorial mondial). Structure des Etats d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, conférence franco-africaine (40 nations), ACCT (40 nations), et la possible UDELF (Union des Etats de langue française : 45 nations).  
250 pages, 100 F. Franco chez l'auteur :  
MARTINOT DE PREUILLE - 49560 NICHILL-SUR-FAYON  
(Tome I : 100 F. Les deux tomes 180 F. franco)

موسم الصيف



# LE FEUILLETON de PIERRE LEPAPE



**UNE ANNÉE SISYPHE**  
Journal de la fin du siècle : 1994  
d'Edgar Morin.  
Seuil, 500 p., 120 F.

**MESSE BASSE**  
Carnets 1990-1992  
d'André Blanchard.  
Érta (68, rue de Vaugirard,  
75006 Paris ; tél. : 45-44-27-77),  
262 p., 150 F.

**J**e me vois moi écrire des articles ailleurs qu'ou Monde. L'auteur d'une telle profession de foi ne peut pas être mauvais. C'est d'ailleurs l'impression dominante qu'on retire de la lecture de ce *Journal* de l'année 1994 : Edgar Morin est un homme sympathique ; ses lecteurs auront envie de mieux le connaître. Il est sensible, amical. Mieux : ce penseur de la complexité est un homme simple ; il ne fait pas le fier, il ne prend pas la pose ; et s'il travaille comme tout un chacun à façonner son buste, il ne se soucie pas de le hisser sur un piédestal. Le cas est assez rare, dans ce genre d'exercice, pour être signalé. Il a d'autant plus de mérite à pratiquer cette allure bonhomme qu'on le sent anxieux, toujours prêt à se croire mal-aimé, attentif à tout le moindre signe de relâchement qui menacerait son chaud réseau d'amitiés. On le devine susceptible, vulnérable, ombrageux comme un jeune homme, à soixante-treize ans.

Une année *Sisyphé* est le journal d'un homme qui n'est pas habitué à en tenir un. L'idée lui en a semblé bonne, mais elle ne correspond à aucune nécessité intérieure, ni intime, ni littéraire, ni intellectuelle. Morin n'a pas de parti pris sur ce que peut être un journal, magasin d'anecdotes comme chez les Goncourt, anatomie du fonctionnement de la pensée comme chez Valéry ; échafaudage de l'entreprise artistique comme chez Gide ou chez Sartre, ou conquête d'un moi dispersé comme chez Amiel ou Maine de Biran. Il ne choisit pas, c'est-à-

dire qu'il choisit une formule à mi-chemin de tout : entre l'agenda développé et la revue de presse, entre les bruits du monde et le silence de la réflexion, entre le bureau et la salle à manger, entre l'écriture élaborée et la note débrillée, entre le public et l'intime, entre le papotage et la prédication.

D'où le côté bazar du livre. On y trouve de tout, dans le plus joyeux désordre. Des idées et des bons vins, des tragédies planétaires et des plaisanteries d'Almanach Vermot, des opinions et des maux d'estomac, des règlements de compte et les aventures d'une petite chienne nommée Herminette, des considérations sur les origines de l'Univers et d'autres sur la classe Club d'Air-France et sur ses plateaux-repas qui ne sont vraiment plus ce qu'ils étaient. Au jour le jour, Morin enfourme dans le Mac qui ne le quitte pas sa petite provision de hasard, comme un bon écolier fait ses devoirs : sérieux, appliqué, vaguement ennuyé par la corvée, mais soucieux de remplir honnêtement son contrat scolaire.

**U**n autre livre s'écrit pourtant sous ces miettes, un portrait sociologique assez farce, celui des grands et des misères d'un intellectuel international en 1994. C'est Edgar Morin, mais c'est plus que lui : un type, une manière de vivre propre à une petite société dont le métier est de penser et faire savoir ce qu'elle pense. Un type que nous appellerons « Ma pomme » puisque Morin utilise cette métaphore fruitée pour désigner non sa personne, mais son personnage. « Ma pomme » commence l'année par un constat amer : « Je perds mon temps, je sacrifie les miens, mes amis, et je me perds moi-même ». Il prend donc de bonnes résolutions : quitter Paris trois jours par semaine afin de travailler et de réfléchir loin des sollicitations en tout genre, refuser les invitations, fuir les interviews, jour de la vie, de l'amitié. Tout le reste du *Journal* est une mise en chapiteau de ces heures promises.

Un intellectuel international se doit à son public comme une star du music-hall. Pis même, puisqu'il doit lui-même écrire les chansons qu'il interprète ; et on ne lui en laisse guère le temps. Il intervient sur tout et partout. Un magazine de mode lui demande pourquoi il aime les femmes ; la réunion des directeurs des ressources humaines de France Télécom ne peut se passer de son avis sur l'avenir de la communication ; l'Association des inspecteurs généraux de l'enseignement réclame ses lumières sur l'éducation de la jeunesse ; le Club Méditerranée l'emmène en croisière sur son cinq-mâts pour lubrifier les intelligences d'une brochure

de présidents-directeurs généraux ; d'autres PDG quêtent de lui la bonne parole sur le XXI<sup>e</sup> siècle dans le luxueux palais des congrès de Davos ; l'Académie du château de Beycheville a besoin de lui pour un débat sur le courage. Entre-temps, il faut encore courir vers les plateaux de télévision pour y parler de la Bosnie ou du Rwanda, colloquer d'Athènes à New York et de Montrouge à Grenade, recevoir des prix, prononcer des discours, rendre des hommages, célébrer des anniversaires, vernir des expositions, siroter des cocktails, déjeuner avec Raymond Barre, fréquenter Guy Sorman : l'enfer ; d'autant plus infernal qu'il est en général luxueux.

Le *jet-intellectuel* est nourri de mets fins et abreuvé de prestigieux châteaux. D'où les revers difficiles, les matinées nauséabondes et les siestes intempestives dans des chambres d'hôtel du bout du monde. Le penseur de symposium ne doit pas seulement avoir une tête bien faite et une langue bien pendue, il lui faut de surcroît un foie d'acier.

Quand « Ma pomme » pose sa valise entre deux avions, son cauchemar n'est pas fini. Des journalistes attendent devant sa porte ; d'autres lui téléphonent pour recueillir son avis

Somme toute, nous voilà rassurés : l'intellectuel et le monde marchent du même pas. Une année pour rien.

**L**es carnets d'André Blanchard se situent aux antipodes de ceux de Morin. Il les écrit alors que personne ne lui a rien demandé. Qui réclame André Blanchard ? La poignée de lecteurs qui est tombée, comme par hasard, sur ses deux premiers livres, ses premiers carnets ? Cela ne fait pas foule, et les éditeurs ne se bousculent pas pour publier les éclats littéraires d'un quadragénaire habitant Vesoul (1). D'autant que Blanchard ne s'intéresse pas à grand-chose ; il fait de l'écriture une fin en soi, le seul drapeau qu'il consente à brandir. Ses carnets ne parlent que de ça. Il a décidé un jour, il y a une dizaine d'années, d'être écrivain. Depuis, il s'y tient. C'est la grande affaire de sa vie, celle qui fait son bonheur et son malheur, ses enthousiasmes et ses doutes. Il répète toutes les vingt phrases : « *Nous, les écrivains.* » On s'en agace, mais on comprend que ce nageur solitaire ait besoin d'un rêve de bouée.

Il a d'ailleurs raison de revendiquer son appartenance à la secte. Il suffit de lire vingt lignes de Blanchard pour savoir qu'en effet il est du métier, sinon de la profession. Il ne s'est pas contenté de (bien) lire la correspondance de Flaubert, les carnets de Léautaud, ceux de Jules Renard et les bloc-notes de Mauriac, il a appris d'eux ce qui était utile à sa voix. Il n'a pas besoin de forcer le ton pour faire entendre la note juste.

On l'entend immédiatement, elle vient de notre tradition classique, avec son jansénisme à la fois esthétique et moral, son humour amer, son goût de la maxime et ses moments d'abandon, rares mais qui paraissent d'autant plus doux entre les séances de haire et de discipline. On peut ne pas partager les goûts et les dégoûts de Blanchard, dont la tolérance n'est pas la qualité première, mais les bûchers qu'il allume brûlent d'une belle flamme claire et il sait aussi, c'est plus rare, élever à ses dieux des autels fleuris et fervents. Ce moine-soldat de la littérature sait écrire de bien belles prières. Et trouver aussi d'exactes formules : « *Dès qu'un écrivain l'ouvre, c'est son livre qui o fôir de trop.* » On lui en proposera une autre ; elle est de Flaubert et elle lui va bien : « *Un artiste qui serait vraiment artiste, et pour lui seul, sans préoccupation de rien, cela serait beau.* »

Peut-être devrait-il mettre de temps en temps le nez à sa fenêtre plutôt que de ciseler amoureusement son profil de Léautaud franc-comtois - petites dames exclues. Mais le grand air risquerait d'asphyxier ce sombre talent, tout d'intérieur...

(1) *Entre chien et loup* a été publié en 1989 par Le Dilettante et vendu à trois cents exemplaires. De littérature et d'eau fraîche, les carnets 1988-89 d'André Blanchard, ont été publiés en 1992 par Érta.

## Ma pomme et son Mac

sur Touvier, sur Arafat, sur la lecture des jeunes ou sur la dernière intervention télévisée du président de la République. Il faut répondre au courrier qui monte en colonnes au pied de la table, discuter avec ses éditeurs, partir dans la nuit à la recherche de sa chienne, taper sur son Mac le compte rendu de la journée avant d'attraper au lit la seconde mi-temps de la Coupe du monde de football ou le dernier épisode de « *Columbo* ». Que notre intellectuel ait encore du temps à consacrer à s'informer, à penser, à écrire tient du miracle. Morin parle longuement des journaux et des revues qu'il décorique au gré d'une curiosité encyclopédique. Il ne mentionne guère de livres récents ; manque de temps ? manque de goût ?

Au bout de son marathon, Edgar Morin fait son bilan : « *Je viens de relire mes résolutions de janvier. Quel échec, quel désastre... Moi qui avais rêvé ou début 94 de réformer ma vie... Quelle année d'irrésolution aussi ! Aucun de mes problèmes personnels n'a trouvé de solution. Aucun des problèmes français n'a été résolu. Aucun des problèmes européens n'a été résolu. Aucun des problèmes mondiaux n'a été résolu.* »

### Version originale

## Printemps suédois

La vingt-troisième édition des « *Belles Etrangères* » est consacrée cette année à la littérature suédoise. Une rencontre qui réunit quatorze écrivains traduits en français ou encore inconnus

**L**es Belles Etrangères du printemps sont suédoises, cette année. Quatorze romanciers et poètes, traduits en français ou inconnus, seront en France du 28 mars au 7 avril pour nous faire connaître un peu mieux, après les rencontres des « *Boréales* » organisées en novembre dernier par l'université de Caen, leur littérature et leur pays (1).

Un petit pays (huit millions d'habitants) que domine toujours l'influence des grands océans : Strindberg bien sûr, mais aussi Selma Lagerlöf dont le *Nils Holgersson* a fait le tour du monde, et même Astrid Lindgren, qui a engendré la célèbre *Pippi Longstocking*. Un petit pays qui s'est donné le pouvoir de décerner chaque année les diplômes d'excellence du monde entier grâce à la fortune de l'inventeur de la dynamite. Une « petite » langue qui attire les traductions des diverses littératures étrangères, justement à cause de l'espoir de tout écrivain d'être un jour reconnu par la célèbre académie. Un pays qui vient, après bien des hésitations, de faire son entrée dans l'Europe et qui traverse une période difficile avec, pour la première fois, quelque 13 % de chômeurs. Un pays qui compte environ un million de non-Suédois - Polonais, Estoniens, Yougoslaves, Turcs - et même un « émigré national » grec, l'écrivain Theodor Kallifatides, né à Athènes en 1938, qui écrit en suédois (*Les Santos brûlés* et *Un long jour à Athènes*, Denoël, 1987 et 1990).

Les deux grands éditeurs qui règnent sur l'édition suédoise depuis le XIX<sup>e</sup> siècle témoignent de l'importance du livre en Suède, même si le pays, à part Stockholm, Malmö et Göteborg, est un désert

pour la librairie (quelque deux cents librairies) ; Norstedt, un imprimeur qui a fondé sa maison en 1823, et Bonnier, un libraire d'une famille juive de Dresde qui a créé la sienne en 1837 chez qui on peut voir encore, sous la signature d'Albert Bonnier, traduit du français, le premier livre édité par la maison, intitulé *Preuve que Napoléon n'a pas existé*.

### PLUSIEURS GÉNÉRATIONS

Les écrivains qui arrivent appartiennent à plusieurs générations. Certains sont déjà connus et lus en France. Trois sont membres de l'Académie : Birgitta Trotzig (née en 1929), la romancière suédoise la plus célèbre à l'étranger (six romans chez Gallimard depuis 1963), qui explore de livre en livre le malheur métaphysique, l'absence de Dieu ; Katarina Frostenson (née en 1953), poète et dramaturge, qui a traduit Michaux, Bataille, Artaud, publié son premier livre (en prose) sur Raymond Chandler et qui vient d'écrire une pièce *Sal-R* à propos de l'histoire de la Salpêtrière ; Torgny Lindgren (né en 1938), révélé chez Actes Sud par le remarquable *Chemin du serpent*, puis Prix Femina étranger 1986 avec *Bethsabée*. Les aînés sont représentés par le grand poète Tomas Tranströmer (né en 1931), le visionnaire parent d'Eliot, de Hölderlin, de Bandelaire, traduit dans une trentaine de langues (et, en France, au Castor Astral avec *Balthique et autres poèmes*, 1989), et par des romanciers accessibles en français : Per Olov Enquist (né en 1934), qui, depuis *Le Déport des musiciens* (Flammarion, 1980) et *L'Extradition des Baltes* (Actes Sud, 1985), utilise un matériau le plus souvent issu de l'actualité politique pour traquer la

réalité ; Per Christian Jersild (né en 1935), le satiriste, qui utilise le fantastique et le burlesque pour critiquer la société suédoise, depuis *L'Heure aux enfants* (Stock, 1979), *Mon âme dans un boccal* (Actes Sud, 1989) jusqu'à *La Seconde Vie de Nils Holgersson* (Bourgois, 1994) ; Göran Tunström (né en 1937), le voyageur à l'immense talent de conteur, l'auteur de *Oratorio de Noël* et du *Voleur de Bible* (Actes Sud, 1987 et 1988) ; Carl-Henning Wijkström (né en 1934), l'auteur de *La Draisine* (Actes Sud, 1986).

Les « jeunes » sont également présents, avec Stig Larsson (né en 1955), qui est apparu comme le chef de file d'une nouvelle génération, plus nihiliste, qui révisait les moralistes, notamment avec *Les Artistes*, puis *Introduction et La Comédie* (Presses de la Renaissance, 1986, 1989 et 1991), ou Klas Ostergren (né en 1955), auteur de treize livres, qui s'est retiré en Scanie, pour évoquer l'étrangeté et le désir d'amour qui habitent les êtres d'un coin reculé de la campagne suédoise (*Point d'ancrage*, Gallimard, 1991).

On voit naître chez d'autres romanciers le besoin de se rattacher à l'histoire de leur littérature, à la biographie de grands auteurs. C'est le cas d'écrivains qui, depuis peu, se sont tournés vers des romans biographiques, plus ou moins réussis, comme le *Strindberg d'Enquist* (Flammarion, 1985), *Le Visage de Göge* de Kjell Johansson (Gallimard, 1994), *André de Carola* Hanson à propos d'un des fils de Tolstoï, ou encore les deux romans d'invités des Belles Etrangères - tous deux âgés de moins de quarante-cinq ans - qui vont paraître en français : *Edith* d'Ernst Brunner, chez Belfond, et *Mon*

nom est *Dagermon* de Björn Ranelid chez Albin Michel. Joueur de hockey, Brunner a commencé à écrire à vingt-cinq ans et essaie d'apprendre le russe à Leningrad pour une thèse de doctorat sur Edith Södergran, poétesse finlandaise d'expression suédoise née à Saint-Petersbourg en 1892, morte phthisique à trente et un ans, après avoir séjourné dans un sanatorium à Davos, laissant cinq courts recueils qui bouleversent la poésie suédoise (un volume de ses poèmes, *Le Pays qui*

n'est pas, a paru dans la collection « *Orphée* » - n° 140, à La Différence). Björn Ranelid, l'auteur de *La Nostalgie du pain* (Albin Michel, 1993), vient de recevoir le prix August pour son roman sur Dagermon, l'auteur mythique des *Enfants brûlés*, mort en 1954, lui aussi à trente et un ans. Écrits à la première personne, ces deux romans sont comme un commentaire de vies tragiques ou pathétiques, où l'auteur devient un peu le parasite de son modèle, et ne réussit qu'à décrire l'enveloppe matérielle sans

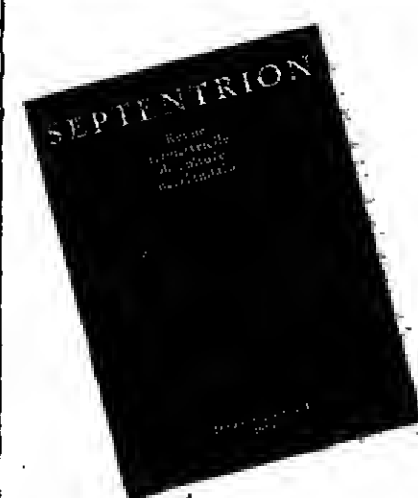
parvenir à l'intériorité. Et au mystère de l'écriture.

N. Z.

(1) Les rencontres auront lieu à Paris et en province du 28 mars au 7 avril. Renseignements à la Maison des écrivains (tél. : (1) 49-54-68-80). Un hommage sera rendu le dimanche 2 avril à 16 heures au Centre culturel suédois (11, rue Payenne, 75003 Paris) à Byvind Johnson, Prix Nobel de littérature 1974 (ex-aequo avec Harry Martinson), dont va paraître à cette occasion *Les Nuages sur Métoponte* (Ed. Esprit ouvert).

## SEPTENTRION

revue qui veut familiariser le lecteur francophone avec la culture de la Flandre et des Pays-Bas



Au sommaire du 1<sup>er</sup> numéro (XXIV<sup>e</sup> année - 1995)

- L'auteur néerlandais Joost Zwagerman
- Les développements du graphisme néerlandais
- L'Institut municipal de ballet d'Anvers
- Le peintre néerlandais Ger van Elk
- Radio Flandre Internationale
- Emiel Veraneman : concepteur de mobilier
- La réalité du cinéaste Paul Verhoeven
- Jan Declerck et le théâtre flamand
- Hommage à Sadi de Gorter
- Actualités

Abonnement 1995 (4 numéros) :  
France : 190 FF - Belgique : 1.100 FB  
Autres pays : 1.200 FB

Pour abonnement ou demande de spécimen :  
Fondatioo «Stichting Ons Erfdeel»,  
Murijsstraat 260, B-8931 Riekem, Belgique  
Tél : +32 (0) 56 41 12 01 / Fax : +32 (0) 56 41 47 07



## Le Sade de Corpet

Les cercles « permettent » tout. Même d'illustrer avec grand art  
« Les Cent Vingt Journées de Sodome »

Il existe au moins un livre, dans la littérature universelle, auquel il est impossible de s'habituer : *Les Cent Vingt Journées de Sodome* ou *l'École du libertinage*. Qu'il soit aujourd'hui disponible en « Pléiade », sur papier bible, ne change rien à sa rayonnante monstruosité. Accepté, Sade ? Rangé ? Compris ? Vraiment lu ? Mais non. Nous le savons, et nous ne voulons pas le savoir. Je pourrais immédiatement en copier ici des passages insoutenables, intolérables. Sade en CD-Rom, Sade réellement illustré ? Alors donc. Redisons simplement, avec Maurice Heine, son premier éditeur de 1931 : « Il faut plaindre ceux qui, de cet effort exemplaire vers la plus féroce analyse de l'être, ne peuvent ou ne veulent retenir que des obscénités à leur taille. »

par Philippe Sollers



Par grattage d'un rond noir...

Vincent Corpet, par un geste dont il faut mesurer l'exceptionnelle énergie, a voulu nous faire entendre un certain silence de Sade. Sade, en effet, est un torrent silencieux. L'accumulation minutieuse des supplices, la destruction des corps, la multiplication des discours, des postures, des actes ; l'énorme liturgie inversée qui constitue ce monument de mots, débouchent, dirait-on, sur une caverne vide. A force de lumière violente, un néant indéfiniment actif se dégage du récit et de sa répétition fugace. Sade est un Bach de la décorporation programmée, un ordinateur de l'abandon du spectacle. « Souvenez-vous », dit-il, en se voyant lui-même, au seuil de la dixième journée, de mieux voir dans le commencement ce que vous allez éclaircir ici. » Ou encore : « Il y a un proverbe (et c'est une bonne chose que les proverbes), il y en a un, dis-je, qui prétend que l'appétit vient en mangeant. Ce proverbe, tout grossier qu'il est, a pourtant un

sens très étendu : il veut dire qu'à force de faire des horreurs, on en désire de nouvelles, et que plus on en fait plus on en désire. C'est l'histoire de nos insatiables libertins. » Corpet a saisi cet appétit insatiable. Il a résolu l'impossibilité de montrer Sade en pratiquant une série de coupes qui répondent rigoureusement à ce qui est raconté. C'est un livre de gravures, un livre d'heures donnant l'idée d'une variation visible sans fin (1). Comment fait-il ? Il procède par grattage d'un rond noir, la lumière apparaît peu à peu, masse plutôt que trait, l'intérieur du papier parle, c'est l'implacable mécanique de Jacques Callot à la mesure d'une réalité qui décape le mensonge d'une humanité se prétendant bonne. Les cercles, dit Corpet, « permettent tout ». Là où le carré ferme, le rond ouvre, laisse exister l'extérieur, l'hyperpornographie de Sade (têtes, membres, sexes, pièges, torsions,

cris muets) est ciblée et non pas réduite. La cathédrale sadienne voulait sa rosace : la voici, noire et blanche, classique, inattendue, solide cruaire libre de l'index-trucible désir. Les peintres, on le voit chaque jour, sont devenus d'aimables décorateurs. Les écrivains, eux, bavardent et, degré zéro de la pensée, s'avilissent de plus en plus dans l'hypocrisie morale. Il fallait donc un rappel hautain, impassible et catastrophique de ce que signifie, en dépit de tout, le grand art : c'est fait.

(1) *Les Cent Vingt Journées de Sodome*, de Sade, illustré par Vincent Corpet, est publié par l'association Le Masque des Innocents, 15 bis, rue des Bords-de-Marne, 94170 Le Perreux-sur-Marne. On peut le commander à cette adresse (500 F). Il est aussi en dépôt dans quelques librairies, dont La Hune, boulevard Saint-Germain, Paris 6.

## Manet les yeux grands ouverts

Est-il possible de « voir » une œuvre hors des habitudes dictées par la tradition ? Une stimulante réflexion de Pierre Sorlin

L'ART SANS RÈGLES  
Manet contre Flaubert  
de Pierre Sorlin.  
Presses universitaires  
de Vincennes, 158 p., 120 F.

Voici appliquée à la réflexion esthétique la méthode expérimentale dans toute sa rigueur. La question générale est : comment traite-t-on d'un peintre, avec quels sous-entendus en tête, au nom de quelles idées reçues, à demi vraies ou parfaitement fausses ? Comment se constitue à la longue une figure mythique, comment s'écrit la légende d'un maître ? Et comment regarder-t-on ses œuvres, s'il est encore possible de les regarder autrement que selon les angles et les habitudes dictés par la tradition ? Pour comprendre, pour analyser, Pierre Sorlin s'est imposé l'examen d'un cas particulier : Edouard Manet, auteur d'*Olympia* et du *Déjeuner sur l'herbe* et, comme chacun sait et comme le proclament les dictionnaires, fondateur de la peinture moderne. C'est pour lui, titre et sous-titre l'annoncent, l'occasion de procéder à une contre-épreuve après les travaux de Pierre Bourdieu sur Flaubert.

Le cas Manet est bien choisi, puisque l'ampleur de la gloire posthume s'oppose le silence du peintre, qui s'est très peu expliqué sur ses conceptions et à peine plus sur ses procédés d'exécution. A cette extrême discrétion poussée jusqu'à l'indifférence et au mutisme, l'histoire de l'art, l'histoire des idées esthétiques, la sociologie tentent de remédier. Elles s'efforcent d'expliquer les déconvenues de l'artiste, dont le Salon refuse les toiles et dont le public raille les « incorrections » et les « maladresses ». Elles cherchent à définir sa position entre académisme et réalisme. Dans cette tâche, elles emploient précisément de tels termes - académisme et réalisme - et les opposent. Or, observe Sorlin, du vivant de Manet, l'opposition était moins tranchée,

les catégories moins closes, les frontières poreuses. Nos reconstitutions altèrent et appauvrissent. Elles suggèrent à l'occasion de rechercher des explications politiques ou sentimentales à tel tableau - condamnation de la politique impériale ou amour malheureux pour Berthe Morisot. Or, observe-t-il encore, les œuvres ne se laissent pas comprendre si aisément et ne se réduisent pas à une cause ou à un effet. Tout est, chaque fois, infiniment plus nuancé, plus mêlé, plus équivoque, plus complexe, et la manière est « fluctuante, paradoxale ». Manet se dérobe. Première leçon de scepticisme : « Nous parvenons à suivre sa trajectoire ; nous comprenons la manière dont la critique l'a jugé, comment elle se l'est, pour une part, annexé et comment, jusqu'à nous, les opinions de ses contemporains définissent sa place dans l'histoire de la peinture. Cela nous aide-t-il à mieux regarder ses toiles ? »

### COMMODITÉS

Deuxième leçon : regarder, c'est non seulement vouloir capter un peu de ce qui échappe à l'étreinte des systèmes explicatifs habituels, mais encore se débarrasser du discours second, simplificateur et lyrique qui prolifère à mesure que se multiplient expositions et reproductions. Là-dessus, Sorlin a des développements d'une grande justesse. Il dissèque la formation de la légende Manet, qui ne connaît que quelques toiles, toujours les mêmes, et répète quelques banalités. Avant passé en revue les techniques d'exposition, il conclut : « Il faudra bientôt recommencer à proposer de la vidéo l'itinéraire que j'ai tenté de suivre à travers les musées, les expositions, les albums, et il faudra encore se demander si tant de facilités n'ont pas pour effet, à terme, de nous éviter de voir les œuvres elles-mêmes. » Question rhétorique : il ne fait aucun doute que ces commodités d'ont en effet d'autre, but, que la diffusion à grand tirage, transforme l'art en culture et que cette opération re-

lève de la mutilation sous anesthésie générale. « La culture, c'est la règle », dit Jean-Luc Godard dans son dernier film. Sorlin n'en a que plus raison d'imiter son livre *L'Art sans règles*.

Que faut-il faire donc ? Des films, des livres, et regarder les toiles, les regarder vraiment, de toute la force de ses yeux. A ceux de ses correspondants qui réclamaient des conseils et une doctrine, Cézanne avait coutume de répondre qu'il ne parlait peinture que devant la toile et sur le motif, et que « les causeries sur l'art sont presque inutiles ». Sorlin suit cet avis. Le dernier chapitre de son essai raconte sa visite au Balcon, toute fable oubliée, toute certitude théorique déposée, tout système explicatif écarté autant que possible. Il regarde, il entre de plus en plus avant dans l'œuvre, elle lui suggère le début d'une fiction. De l'art pourrait naître de l'art.

Ainsi se mesurent les limites des procédés d'interprétation. Ils décrivent des circonstances, ils organisent de manière convaincante des paramètres, ils attirent l'attention, souvent à juste titre, sur tel ou tel point, telle ou telle œuvre. Mais, si « la sociologie peut analyser les règles par lesquelles on définit l'art, elle n'a rien à dire sur la création, sur l'étrangeté de l'art, ni sur ses soi-disant règles ».

Philippe Dagen

\* Dans la collection « Musées secrets » des éditions Folio, qui propose une « rencontre », personnelle, subjective, passionnelle à l'occasion, entre un écrivain et un peintre, vient de paraître *Edouard Manet & Jacques Hénry*. Jacques Hénry ne se contente pas de rendre hommage à un grand peintre de la modernité. Il dit, en écrivain, les plaisirs, les humiliations, les bonheurs, le sens de la vie qui « font » un vrai créateur. Il parle des fleurs de Manet, des femmes aussi, deux versants : peut-être, d'une même « sensation » (Folio 188 p., illustrations en couleurs, 144 F.).

## Troubles de la représentation

Dans la Grèce ancienne, le même mot désigne le visage et le masque  
Une ambiguïté qu'exploitent poètes et céramistes

DU MASQUE AU VISAGE  
Aspects de l'identité  
en Grèce ancienne  
de Françoise Frontisi-Ducroux.  
Flammarion, 148 p., 108 ill., 260 F.

En Grèce, le visage se dit *prosopon*, tout comme le masque - confusion inconnue des langues latines, confusion troublante. Quel rapport établir entre un visage vivant et le masque figé que portent les acteurs du théâtre ? Quoi de commun entre la face mortifère de la Gorgone, la figure difforme des satyres et celle des êtres proches qui donnent à voir les expressions singulières de leur visage ? L'affection, la confiance, la fidélité qui

s'inscrivent sur leurs traits sont-elles sincères ? Ou est la vérité ? Poursuivant son enquête sur les formes de la représentation dans la Grèce ancienne (1), Françoise Frontisi-Ducroux pose ces questions difficiles. Elle ne se contente pas d'une typologie des masques, de leurs usages et de leurs avatars, mais propose une réflexion à partir des mots qui les fondent. Car le mot *prosopon* a un frère, le *metopon*, qui désigne le front : le *prosopon* est sous le front, il est la face de l'homme comme la façade celle du temple. Le Grec est coutumier de ces relations entre monuments et objets. Tout comme le temple, le vase possède, lui aussi, un *prosopon*.

Il est loisible aux poètes comme aux céramistes de jouer sur ces ambiguïtés et ces correspondances : Pindare n'hésite pas à faire de son poème un monument qui serait de paroles, pourvu d'un visage qui est en même temps une façade. Que cache donc le *prosopon* des hommes ou celui des temples ? Les poètes et les imagiers s'ingénient à y capter la réalité des êtres et des choses. Le masque est avant tout une évocation de l'être qu'il figure.

Diverses médiations participent ainsi de l'un et de l'autre. Le *Gorgoneion* n'est pas la Gorgone, mais il prête au guerrier qui l'arbore sur son bouclier un peu des pouvoirs supposés du monstre et quand sur deux boucliers dressés de profil s'affrontent les épithèmes du satyre et de la Gorgone, comme sur la fameuse amphore du Vatican où Ajax et Achille jouent aux dés, on comprend que les images des boucliers sont une part des héros. Être et paraître ont donc partie liée et les hommes de l'histoire ont en eux un peu des dieux de la mythologie.

ÉTUDE ICONOGRAPHIQUE  
L'enquête de Françoise Frontisi-Ducroux apporte d'autres enseignements, en particulier sur l'intelligence des vases grecs. Des générations de savants ont transformé la collection antique en une science chronologique aux règles précises. Mais très peu de chercheurs ont osé une interprétation iconographique et les vases restent le plus souvent considérés comme des supports d'images plutôt que comme des objets symboliques susceptibles d'une lecture globale. Ici, à l'inverse, les modes de la représentation eux-mêmes sont l'objet de l'analyse, qui détermine que la norme est de figurer des personnages de profil et que la vue de face se veut l'indice d'une situation singulière. Dormeurs,

mourants ou monstres sont peints ainsi car ces êtres ont perdu, momentanément ou définitivement, leur statut de vivants et ne communiquent plus avec les êtres qui les entourent. Les voilà donc marqués du signe de l'absence, de l'éloignement - comme le sont, pour d'autres raisons, les satyres. Ceux-ci dansent, jouent et font l'amour, grisés de vin pur et de musique. Leurs visages se présentent de face, dans la joie de l'ivresse et des plaisirs de la chair. Chez les satyres, la frontalité signifie non pas l'exclusion ou la mort, mais l'abandon et le plaisir, autre absence.

Il arrive du reste que, sur la panse ou le fond des coupes et sur les flancs des amphores, des yeux énormes ou des *gorgoneia* invitent le buveur à jouer avec le vase, à moins qu'ils ne le troublent. Qu'y voit-il alors ? Des masques, des figures d'autrui ou des doubles de lui-même ?

Alain Schnapp

(1) Elle a déjà publié *Le Dieu-Masque, une figure du Dionysos d'Athènes*, La Découverte, 1991.

\* Signalez également *Le Masque en Tunisie*, un album idéal pour compléter l'exposition « Carthage », actuellement au Petit Palais, à Paris (Le Monde du 8 mars). L'ouvrage, dirigé par Mohamed Fantar, propose une série d'études sur l'histoire, l'iconologie et les techniques de ces compositions polychromes, dont l'art s'est épanoui durant cinq siècles dans ce qui était alors l'une des provinces les plus riches de l'Empire romain. Paul Veyne souligne, dans sa préface, qu'elles « nous restituent l'aspect normal de la vie antique », c'est-à-dire la couleur (Alif-éditions de la Méditerranée/CNRS, 256 p., 450 F.). Connaissance des Arts publie, de son côté, un numéro hors-série sur Carthage (64 p., 55 F.) et *Télérama* fait de même sur la Tunisie (100 p., 48 F.).

## Le maître des ciels

CONSTABLE  
ENTRE CIEL ET TERRE  
de Pierre Wat.  
Herscher, 64 p., 39 ill., 120 F.

Un paysage de Constable fit, dit-on, si forte impression sur Fuseli que celui-ci affecta d'ouvrir son parapluie pour se protéger de l'averse peinte. Il est vrai qu'à regarder longuement les œuvres réunies par Pierre Wat il apparaît que Constable a été décidément le grand paysagiste de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Plus grand que Turner ? Il se pourrait, car Turner sacrifie volontiers au maniérisme du pathos, alors que Constable se méfie de ces artifices et développe une étude quasi scientifique de la nature. Il est heureux que paraisse enfin un ouvrage en français - bref, mais pertinent et dense - sur cet artiste majeur. Que ne réédite-t-on la traduction

de la biographie que lui consacra son ami Leslie, parue en 1905 ? Ses études de ciels, d'orages, d'arcs-en-ciel, de nuages et de coups de vent ne se contentent pas de séduire. Elles veulent comprendre, suggérer des constantes dans le développement des phénomènes météorologiques, analyser les types de lumière selon l'heure et le climat, distinguer entre des nuances proches, fonder une science autrement dit. La technique, changeante, suit les changements du temps. Tantôt fluide, tantôt appuyée, tantôt véhémente comme dans la stupéfiante vue du *Moulin de Flatford* de 1811, elle s'accorde aux circonstances au lieu de leur imposer une loi unique. Constable a compris très tôt combien est dangereuse et facile l'exaltation du style.

Ph. D.

Un livre  
est unique.  
Son prix  
aussi.



SYNDICAT NATIONAL DE L'ÉDITION

Le prix de vente de chaque livre est le même partout.  
(Loi du 10 août 1981)

On peut trouver  
deux papillons  
qui se ressemblent,  
pas deux livres.

CP 8100 152



# L'invention du corps chrétien

Par une minutieuse analyse des diverses tendances du christianisme du I<sup>er</sup> au V<sup>e</sup> siècle, des Evangiles à saint Augustin, Peter Brown revient sur l'hostilité de l'Eglise à l'égard de la sexualité

## LE RENONCEMENT À LA CHAIR

Virginité, célibat et continence dans le christianisme primitif de Peter Brown. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre-Emmanuel Dauzat et Christian Jacob, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires » 600 p., 230 F.

Nous sommes habitués à voir le christianisme et le contrôle strict de la sexualité ; depuis des siècles, l'Eglise catholique apparaît comme un corps de célibataires masculins, flanqué de cohortes de femmes vouées à la virginité perpétuelle, qui tente de régir les pratiques sexuelles et matrimoniales des fidèles. Selon les idées reçues, cette hostilité chrétienne aux plaisirs du corps s'est établie d'emblée dans le Nouveau Testament en s'opposant à un culte de la virginité bien présent dans le paganisme de l'Empire romain.

Dans un très grand livre, Peter Brown renverse ces images en montrant que le renoncement à la chair n'avait rien d'immédiat ni de simple. Par une minutieuse analyse des diverses tendances du christianisme, du I<sup>er</sup> au V<sup>e</sup> siècle, des Evangiles à saint Augustin, il montre de façon très convaincante que la morale chrétienne du corps s'est formée lentement, par une alternance de glissements et d'écarts, en écartant des possibilités qui semblaient alors plus probables que les solutions qui ont triomphé. En outre, le christianisme s'est répandu dans un monde païen qui ne ressemblait guère à nos clichés lascifs : au I<sup>er</sup> siècle, comme l'avait déjà montré Aline Rouselle, puis Michel Foucault, auxquels l'auteur rend hommage, la morale de la cité faisait prévaloir une discipline du corps qui le soumettait à un ordre à la fois naturel et civique.

Le changement qu'apporta le christianisme, au V<sup>e</sup> siècle, ce fut un détachement du contrôle du corps par rapport à la cité, et son administration conjointe par l'individu et par l'Eglise, nouveau corps public prenant la place de la cité.

Dans cette interrogation sur le changement et la continuité, on retrouve une constante de l'œuvre de Peter Brown, que l'on commence à bien connaître en France, puisque six de ses livres sont déjà traduits (1) : ce professeur de Princeton a su ressusciter l'originalité de l'Antiquité tardive, qu'on abandonnait volontiers aux schémas de la décadence romaine ou de la rupture chrétienne. Pratiquant une très fine analyse des « styles de vie », qui combine l'histoire religieuse et l'histoire sociale, il a su montrer qu'une des clés de l'improbable réussite du christianisme se trouvait dans sa capacité à continuer sur un plan ce qui menaçait de disparaître totalement. Ainsi, dans un des autres livres traduits de Brown, *Le Culte des saints*, l'auteur suggère que les saints ont offert l'équivalent des réseaux de patronage et de protection de la cité antique. De la même façon, en matière de sexualité, le christianisme a permis de continuer à pratiquer le contrôle de soi au moment où il ne pouvait plus s'inscrire dans un cadre civique.

A première vue, la méthode suivie par l'auteur peut sembler banale ; Peter Brown présente, en dix-neuf chapitres qui suivent un ordre chronologique et géographique, l'ensemble des pensées et des groupes qui ont jalonné l'histoire du christianisme des premiers siècles. En fait, cet ordre sage cache une grande banalité : Brown compose une immense mosaïque sans tenir compte des classements doctrinaux (qui ont, par exemple, exclu les gnostiques et les manichéens de l'histoire chrétienne), en déconstruisant les généralités « classiques » qui suivent le seul fil des idées. L'histoire doctrinale, délestée des systèmes proprement théologiques, mais ancrée dans des milieux concrets et divers, suit un scénario qui pose inlassablement la même question : que faire du corps pour assurer son salut ? Quelles institutions construire, quelles pratiques suivre ? Ce récit anthropologique passe d'un bord de la Méditerranée à l'autre, en



CACIAT

rencontrant à chaque fois des contraintes sociales, des traditions différentes. Les solutions circulent en se confrontant et en se transformant. Dès les deux premiers siècles, trois modèles de la personne, induisant trois rapports différents avec la communauté civile ou religieuse, étaient disponibles pour l'élaboration de styles de vie différents. La discipline du corps à l'œuvre dans les milieux civiques et païens présupposait une supériorité de l'âme sur le corps, faite d'une domination vigilante et tolérante, hémologue à celle du maître de maison sur les femmes, les esclaves et le peuple. Transposée en milieu chrétien, cette conception s'accordait à une fédération

souple de foyers pieux qui ne modifiait guère l'ordre politique. Dans les milieux juifs ascétiques, un autre dualisme désignait au « cœur » une gestion ferme de l'âme et du corps, en visant à une simplicité, une transparence, que favorisait le célibat masculin et la construction d'une cité religieuse fermée. Cette structuration de la personnalité humaine, qui accordait beaucoup à la virginité et au libre arbitre, sans s'enfermer dans l'opposition immuable du corps et de l'âme, se retrouve dans l'œuvre d'Origène, condamnée à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, mais après un siècle d'influence forte. Enfin saint Paul opposait la vie selon l'Esprit et la vie selon la chair,

sans sacrifier le corps, temple possible de l'Esprit. La sexualité n'avait pas encore acquis de spécificité. La virginité n'apparaissait alors que dans son lien avec le don de prophétie réservé à quelques élus. La coexistence tendue d'un clergé et d'une minorité inspirée et chaste avec une cité chrétienne ouverte s'esquissait. En même temps, le tableau se compliquait : l'universalisme chrétien imposait aux groupes de fidèles de se trouver une pratique spécifique, gage d'identité équivalant aux cultes et aux rites païens et juifs : ce fut la morale sexuelle. La promesse d'une libération par rapport aux contraintes et à la fragilité de ce monde trouva son lieu d'exercice dans le corps sexué, alors que, jusque-là, c'était la mort qui représentait principalement la faiblesse à affronter. La sexualité s'effaçait précisément comme le trait principal de cette nature humaine commune à tous, que postulait l'universalisme chrétien et qui se substituait à l'homogénéité de l'Empire. La croyance en la recomposition ultime des corps, ancrée dans les témoignages sur la résurrection du Christ, avait contribué à ce déplacement majeur.

Peter Brown complète cette physiologie sociale par une sorte d'éclatage des styles de vie, tout

au long d'une lente et belle promenade autour de la Méditerranée des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> siècles, qui évoque la construction du grand mythe du désert en Egypte, la formation de petits groupes d'ascètes extrémistes en Syrie, les efforts et efforts pastoraux de Jean Chrysostome devant la pauvreté et la corruption des grandes villes d'Orient (Antioche et Constantinople), les rêveries mélancoliques et chastes de l'Asie mineure et de la Cappadoce, avec de superbes pages sur le détournement chrétien du roman hellénistique, qui élabore le thème de l'annulation virginal et sentimental pour le Christ.

Jusque vers 350, le monde latin est peu présent dans cette mosaïque, malgré le passage à Rome de plusieurs des grands penseurs du christianisme et du gnosticisme. C'est que le monde occidental, moins intensément christianisé, plus fermement ancré dans ses structures sociales, n'avait guère offert de solutions nouvelles au désir contradictoire de conservation et de changement qui affectait l'Antiquité tardive. Tout change avec un trio de grands personnages : Ambroise, Jérôme et Augustin. C'est autour d'eux que se fixe un certain schéma catholique : Jérôme, d'abord influencé par Origène, se bâta d'abandonner sa conception fluide de la personne au profit d'une stricte opposition de l'âme et du corps. L'association spécifiquement latine entre un clergé issu de la classe sénatoriale et de grandes dames de l'aristocratie se défit et fit émerger une conception rigide de la hiérarchie cléricale. Chez Augustin (auquel Peter Brown avait consacré une belle biographie), le souci de la paix, de la concorde renforça encore ce schéma.

Cet admirable récit de l'invention du corps chrétien n'a pas qu'un intérêt généalogique, il donne une explication capitale de la séparation entre l'Occident et l'Orient. Il fait aussi apparaître, en matière de traitement et de représentation du corps chrétien, des possibilités, certes écartées, mais jamais nubiées, qui resurgissent cycliquement au Moyen Âge, avant que d'autres systèmes d'organisation humaine ne s'emparent de l'indéfinie plasticité du corps humain.

Alain Boureau

(1) Au Seuil, au Cerf et chez Gallimard. Sous le titre *La Toge et la Mitre. Le monde de l'Antiquité tardive : 150-750 ap. J.-C.*, paraît en même temps une traduction d'un ouvrage plus général de Peter Brown. Publié en 1971, ce texte annonce déjà, avec beaucoup de clarté, les thèses de l'auteur. Malheureusement, la traduction de Christine Munzette, pourtant agréable, a entaché le texte de graves erreurs (éd. Thames et Hudson, 205 p., ill. en noir et blanc, 145 F). En revanche, la traduction du *Renoncement*, revue par Aline Rouselle et Louis Evard, est exemplaire.

## Le mémorial glacé

Après cinquante ans d'oubli, surgit un texte insoutenable le témoignage d'un membre de la police juive, auxiliaire des nazis

### SUIS-JE UN MEURTREUR ?

de Caeli Perechodnik. Traduit du polonais par Aleksandra Kroh et Paul Zawadzki, 336 p., 150 F.

Avec *Suis-je un meurtrier ?*, c'est sans doute l'un des témoignages les plus dérangeants que les juifs de Pologne, assassinés il y a un demi-siècle, nous laissent aujourd'hui. Les lecteurs auront du mal à maîtriser le sentiment d'ébranlement produit par ce seul témoignage, connu d'un membre de la police juive. Les cinquante années d'oubli qu'a connues ce document, dont le manuscrit a été déposé par le frère de l'auteur au mémorial de Yad Vashem, en Israël, ne suffisent pas - pas encore ? - à en amortir la violence ni l'amertume. D'un inhabituel « avertissement de l'éditeur » qui précède le récit de Caeli Perechodnik, lequel est accompagné d'un excellent appareil critique et historique dû à Annette Wiewiorka et Jacques Burko. A la fois autobiographie, confession et témoignage, ce texte est rédigé en 1943, au fond d'une cachette de Varsovie, où Perechodnik ne tardera pas à être rattrapé par la machine exterminatrice (il disparaît dans l'insurrection de la capitale polonaise, en 1944). Sur son destin, l'ancien policier juif d'Otwock - une petite cité au sud-

est de Varsovie où l'on soignait, avant guerre, les maladies pulmonaires - n'a guère d'illusions, malgré son furtif désir de vivre, de vivre à tout prix, fût-ce en prêtant son nom aux bureaux : « Oui, écrit-il, (...) tôt ou tard je partagerai le sort de tous les juifs de Pologne. Un beau jour, on m'apportera dans un champ, on m'ordonnera de creuser ma propre tombe, de me déshabiller, de m'y coucher, et je mourrai rapidement, d'une balle de revolver. La terre sera aplatie, un paysan la labourera, et semera du froment ou du seigle. J'ai assisté à tant d'exécutions que je n'ai qu'à fermer les yeux pour voir les détails de ma propre mort. »

Caeli Perechodnik a déjà conduit à la mort sa propre femme, Anka, et sa petite fille, Athalie, âgée de deux ans. Car c'est lui qui, abusé par les fausses promesses des Allemands et du chef de la police juive du ghetto (ils lui ont fait croire que les familles de policiers seraient épargnées), a convaincu Anka - malgré sa réticence - de se rendre sur la place d'où les Allemands les ont expédiés, elle et l'enfant, à Treblinka. Demeuré seul après l'« action » de liquidation du ghetto, le 19 août 1942, Perechodnik survit grâce à son brasard de policier, avec le terrible remords d'avoir, par sa naïveté, compromis les chances de salut des siens.

Dès lors, ce livre est, pour lui, une tentative, incertaine, de perpétuer

leur mémoire : « Je ne laisserai aucun être vivant derrière moi ; aussi ai-je engendré un futur mort et lui ai-je insufflé la vie », écrit-il. L'ouvrage est d'abord le substitut de la tombe que sa famille n'aura pas. Mais s'il n'était que cela, il ne serait qu'un témoignage parmi d'autres. Or *Suis-je un meurtrier ?* va bien au-delà. Ce mémorial, en effet, est gagné d'une ironie froide qui confine au cynisme, ironie d'autant plus glaçante qu'elle n'épargne pas les victimes elles-mêmes.

### SARCASMES

Implacablement, Perechodnik raille l'aveuglement des juifs, prêts à se raccrocher au moindre signe d'espérance : « De leurs propres mains, les juifs préparent la place à côté de la voie de garage. (...) Tout le monde travaille, remplit d'enthousiasme et d'espoir dans l'avenir (...). Il y a juste un petit malentendu quant à son usage : les juifs s'attendent à ce qu'elle serve à décharger les planches des wagons, les Allemands savent qu'un y rassemblera les juifs à partir des wagons - il raille - mais sans blâmer - et, au travers de ces sarcasmes, difficilement supportables, passe aussi la sourde révolte qui l'anime et qu'il n'a pas menée sur le terrain. Perechodnik, qui est capable de reconstituer avec une relative exactitude des événements auxquels il n'a pas assisté, comme l'« action » de Var-

sovie, en juillet 1942, décrit, en outre, avec une lucidité d'historien, le mécanisme de la Shoah, alternant vagues de terreur et accalmies, laissant aux condamnés juste ce qu'il faut d'espoir pour assurer l'ordre. Il critique la politique du « salut par le travail » dont il a été, en tant que policier, l'un des rouages. De cette politique, qui liait la survie de la main-d'œuvre juive à sa participation à l'effort de guerre nazis, la plupart ont été dupes : ouvriers des ateliers, policiers et « conseils juifs ». Le jour de l'« action », c'est-à-dire du massacre, c'est au nom de cette politique que tous se regroupent instinctivement autour du *Judenrat* (conseil juif) et de la *Ghetto-Polizei* d'Otwock : « Le diable regarde le spectacle de ces marionnettes vivantes et rit comme il n'avait jamais ri auparavant. Il voit ces juifs « intelligents » qui, sans en avoir conscience, aident les Allemands et facilitent la tâche. »

Caeli Perechodnik n'accuse pas, tant il a eu de part à cette meurtrière tromperie. Il cherche à faire œuvre de vérité. Disqualifié pour porter des jugements moraux, l'ancien policier a tout le loisir de poser les questions politiques. Les plus cruelles, sans doute, parce qu'elles contraignent, plus de cinquante ans après, à s'interroger encore : n'était, alors, le chemin ?

Nicolas Weil

## LE MONDE DES LIVRES SUR MINTEL

200 000 livres : romans, biographies, essais...

Le Monde Editions :

dessins de Plantu.  
l'Histoire au jour le jour,  
l'album du Festival d'Avignon.

La sélection du Monde des livres.

Autres livres sur Minitel : les livres du Monde des livres.

36 15 LEMONDE



## Dernières livraisons

## HISTOIRE

CHARLES IX, de Michel Simonin

Aucun monarque n'a suscité de légende aussi noire que celle de Charles IX. Balzac excepté, tous les écrivains et les historiens ont accablé le fils de Catherine de Médicis sous l'opprobre de la Saint-Barthélemy. En cherchant à raconter l'histoire de l'homme plutôt que du règne (lequel a duré treize ans), en s'aidant des chroniques et des écrits du temps, cette biographie entend sinon réhabiliter l'avant-dernier Valois, du moins rectifier quelques mauvais procès. Non, Charles IX ne tira pas lui-même sur les protestants à coups d'arquebuse, depuis le Louvre ! Et s'il fut empoisonné, ce fut surtout par les mauvais conseils d'une mère abusive, avide de conserver le pouvoir (Fayard, 510 p., 160 F.).

VICHY-SUR-MANCHE de Jean-Yves Ruau

Premier livre en français sur l'occupation allemande des îles Anglo-Normandes, cette monographie montre, comme l'indique son titre, que cette minuscule portion du territoire britannique vécut très vite à l'heure du Vichy de Pétain plus qu'à celle du Londres de Churchill. Dès juillet 1940, en effet, les autorités des deux îles, dont Hitler voulait faire l'un des tremplins d'une éventuelle conquête de l'Angleterre, pratiquent une collaboration active. Rien ne manque au tableau, ni le travail forcé, ni les déportations de juifs, ni la vieillesse du bailli de Guernsey, Sir Victor Carey, qui le conduit à être pour l'occupant un auxiliaire aussi complaisant que le fut, sur le continent, le vainqueur de Verdun (éd. Ouest-France, 304 p., 98 F.).

HISTOIRE DE LA FRANCE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

de Serge Bernstein et Pierre Milza

Initialement parue en cinq livraisons (de 1990 à 1994) dans la collection de poche « Questions au XX<sup>e</sup> siècle » des éditions Complexe, cette *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle* est désormais réunie en un seul volume. Évitant tout bilan sommaire, s'intéressant aux projections pérennes, voilà une somme qui, sans sacrifier la chronique politico-économique, ne néglige ni les mutations sociales et culturelles ni les perspectives internationales qui rejoignent la place de la France à l'échelle du monde. Trente pages de chronologie, une solide bibliographie et un index copieux rendent ce manuel aussi complet qu'efficace (Complexe, 1408 p., 198 F.).

## PHILOSOPHIE

CRITIQUE DE LA FACULTÉ DE JUGER

d'Emmanuel Kant

Longtemps, ce troisième volet de la philosophie critique ne fut pas considéré au même titre que la *Critique de la raison pure* et que la *Critique de la raison pratique*. On y voyait certes un prolongement de la pensée kantienne, centrée sur les questions de la finalité dans la nature et de l'expérience esthétique, mais le lien avec les ouvrages précédents était jugé problématique. Nombre de lectures contemporaines, de Hannah Arendt à Michel Foucault, de Jean-François Lyotard à Jürgen Habermas, ont, au contraire, souligné l'apport décisif de cette œuvre, aussi bien dans l'édifice kantien que dans la constitution de la pensée moderne. Cette nouvelle traduction devrait permettre d'en prendre nettement conscience. (Traduction, présentation, bibliographie et chronologie d'Alain Renaut, Aubier, coll. « Bibliothèque philosophique », 540 p., 180 F.)

## POLITIQUE

COMBATS POUR L'EUROPE 1992-1994

de Maurice Allais

Ce prix Nobel de sciences économiques est, on le sait, un non-conformiste. Libéral, il n'accepte pas qu'on puisse jusqu'au bout une doctrine qui, selon lui, conduit au sous-emploi massif. On trouvera rassemblés ici de nombreux articles, publiés notamment dans *Le Figaro*, contre le traité de Maastricht et le libre-échange mondial. Maurice Allais réclame même la réintroduction de quotas d'importations. Malheureusement, il n'explique pas comment la France – qui vit pour 25 % de ses exportations – ou l'Europe encaisseraient les mesures de rétorsion que ne manqueraient pas de prendre les vendeurs étrangers (éd. Clément Juglar, 530 p., 185 F.).

GEORGES POMPIDOU ET L'EUROPE

Actes d'un colloque tenu au CNRS, en 1993, sous la présidence de Pierre Messmer, ce volume est encadré par... une préface d'Edouard Balladur et une postface de Jacques Chirac, les deux « héritiers » du successeur du général de Gaulle, qui aujourd'hui se disputent l'Elysée. Une trentaine d'intervenants, parmi lesquels Maurice Schumann, Ambroise Roux, Paul Fabra, François-Xavier Ortoli, Christian de Boissieu, se sont vu ouvrir, à titre exceptionnel, les archives de la période. Au-delà de l'Europe, un regard sur la politique étrangère de la France dans un monde d'avant la crise et d'avant la chute du communisme (Complexe, 700 p., 235 F.).

## PSYCHANALYSE

LES MOTS ONT UN POIDS. ILS SONT VIVANTS

de Maud Mannoni

Créée en 1969, l'école expérimentale de Bonœuil-sur-Marne, qui comprend un hôpital de jour et des foyers thérapeutiques, est une des institutions les plus originales du paysage psychiatrique français. Les rigueurs budgétaires et administratives mettent en danger l'existence de ce lieu, où les malades mentaux sont accueillis, suivis et respectés (voir *Le Monde* du 11 août 1994). Maud Mannoni, qui fut à l'origine de cette expérience, en dresse le bilan : il prend la forme d'une question inquiète : « Que sont devenus nos enfants ? » (Denoël, 186 p., 95 F.).

LA DIGNITÉ DES MOTS,

d'Elliane Amado Lévy-Valensi

« La dignité des mots a pour condition plus que pour corollaire, ou pour corollaire qui s'avère condition, une certaine probité de l'homme », affirme l'auteur qui, avec Platon, Freud et la pensée juive, analyse la place et la fonction du mot, dans la psychanalyse ou dans la poésie, dans la science, où il rencontre ses limites, et dans l'idéologie, où il se dévoie. Permettant de dépasser le stade de l'adhérence primitive et de rejoindre l'homme par l'abstraction, le mot « doit se tendre vers Autrui pour que se crée au se poursuive la constitution d'un univers relationnel » (Les Empêcheurs de penser en rond, 140 p., 84 F.).

## SCIENCES HUMAINES

L'ILLUSION NÉCESSAIRE, de Philippe Meyer

Professeur d'histoire des sciences à la faculté de médecine Necker, Philippe Meyer nous convie, avec le premier volume de sa *Biophilosophie*, à une promenade intellectuelle entre connaissances scientifiques et réflexions métaphysiques. En bref : les avancées de la génétique et de la biologie moléculaire prouvent qu'un déterminisme strict peut expliquer tous nos actes, et que la liberté n'a pas de sens. Même illusoire, la croyance en notre libre arbitre demeure cependant une nécessité pour vivre (Plon-Flammarion, 230 p., 135 F.).

L'OPIUM de Paul Butel

Comment un remède connu depuis l'époque du néolithique pour soulager la douleur est devenu l'un des problèmes majeurs de la fin du deuxième millénaire. On peut ne partager ni les vues nettement « anti-prohibitionnistes » de l'auteur ni sa vision quelque peu idyllique d'un « opium de l'hospitalité », opposé à la drogue d'aujourd'hui, telle que l'Occident l'a transformée à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. Son histoire de l'opium, la première du genre, n'en demeure pas moins passionnante à suivre, de Hongkong et Java jusqu'à la Colombie et la banlieue parisienne (Perrin, 493 p., 160 F.).

## Louis Pasteur par-delà

Rarement scientifique a bénéficié d'une telle reconnaissance.  
Le culte a masqué le ressort interne de son œuvre :

Lorsque se déroulent les funérailles nationales de Louis Pasteur, en octobre 1895, le personnage, connu du monde entier, fait déjà l'objet d'un véritable culte depuis des années. Chacun garde en mémoire la séance solennelle du 27 décembre 1892 qui s'est tenue pour son jubilé dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne et l'hommage vibrant des institutions savantes françaises et étrangères, en présence de Sadi Carnot, alors président de la République. Pasteur ? Depuis le fameux jour du mois d'août 1885 où il a « vacciné » et guéri de la rage le jeune berger alsacien Joseph Meister, chaque écolier sait répondre : c'est le bienfaiteur de l'humanité, celui grâce auquel la science peut, désormais, « délivrer l'homme des fléaux qui l'assiègent ». Ne l'a-t-il pas lui-même déclaré lors de l'inauguration, en 1888, de l'institut fondé sous son nom, grâce à

une souscription internationale sans précédent ? Un moraliste : « Toutes les vertus se sont cotisées pour élever cette demeure de travail. » Un ardent patriote aussi, qui, le 18 janvier 1871, n'a pas hésité pas à renvoyer à l'université de Bonn son diplôme de docteur honoris causa.

Devant une telle statue, comment ne pas être tenté par quelque déboulonnage ? Plusieurs s'y sont essayés. Pasteur, observait-il, n'a laissé aucune grand traité scientifique. Comment le comparer à Newton, à Darwin ou même à Claude Bernard ? Il n'a approfondi aucun des domaines de recherches qu'il a abordés. Ne le voit-on pas se déplacer d'un sujet à l'autre, sans autre ordre apparent que celui des commandes qui lui sont passées ? Après ses travaux de jeunesse en chimie fondamentale, on le voit étudier les fermentations pour assainir les caves d'un industriel de la région lilloise, s'attaquer,

en 1865, à la maladie du ver à sole à la demande du ministère de l'Agriculture, puis, après 1870, sollicité par les éleveurs, se consacrer à la maladie du charbon chez les moutons et au choléra des poules. Vieut enfin la mise au point de la nouvelle méthode de vaccination, qui ouvre la voie à ce qu'on a pu appeler la pastorisation de la médecine.

« STRATÉGIE DE POUVOIR »

Si le parcours est impressionnant, la cohérence de la démarche n'est pas apparente. Pasteur, du moins, s'est constamment affirmé comme un extraordinaire expérimentateur ? Mais, rétorque-t-on, le hasard l'a beaucoup servi et, parmi ses plus célèbres expériences, certaines se sont révélées, de son propre aveu, n'avoir pas la valeur probante qu'il leur avait accordée sur le moment ! On peut noircir le portrait. Le bienfaiteur de l'humanité avait un

détestable caractère : arrogant avec ses collègues, agressif avec ses contradicteurs, autoritaire avec ses subordonnés, il savait en revanche flatter les autorités politiques... L'homme que la République allait encenser n'avait-il pas d'abord cultivé – avec succès – l'amitié de la famille impériale ? Habile à se concilier les journalistes de la grande presse, n'a-t-il pas montré trop d'adresse à mettre en scène ses expériences et à frapper les imaginations pour convaincre ? Quant à sa rigueur morale, ne tient-elle pas davantage du conformisme d'un conservateur endurci que d'une conviction éthique réelle ? On ne lui concède alors que le crédit d'une énergie indomptable, laquelle peut aussi passer pour une insatiable volonté de puissance. Comment, en effet, ne pas parler à son propos d'une « stratégie de pouvoir » ? Elle se dépeint méthodiquement, pendant quarante ans,



PASTEUR de Maurice Valléry-Radot. Préface de Luc Montagnier, Perrin, 442 p., 139 F.

LOUIS PASTEUR L'EMPIRE DES MICROBES, de Daniel Raichvarg. Gallimard, coll. « Découvertes », 144 p., 82 F.

LOUIS PASTEUR de Pierre Darmon. Flammarion, 562 p., 145 F.

PASTEUR de Pierre Darmon. Fayard, 430 p., 150 F.

En 1922, lors des cérémonies du centenaire de la naissance de Pasteur, le président de la République, Alexandre Millerand, déclarait que « le culte des grands hommes est un principe d'éducation nationale ». Aujourd'hui, Pasteur demeure un héros de la science, comme en témoigne le cortège des publications, éditions, rééditions, tout le centenaire de sa mort est l'occasion. Tant de livres lui ont été consacrés, depuis la grande biographie publiée par René Valléry-Radot, son gendre, cinq ans après sa mort, que l'on pourrait croire le sujet épuisé. Mais les biographies d'aujourd'hui ne cèdent pas à l'hagiographie. Ils sont au contraire tentés de dépoussiérer la statue que le siècle a dressée à Pasteur. Maurice Valléry-Radot, petit-neveu de la fille de Pasteur, reconnaît que le souci des convenances a longtemps prévalu. Les premiers biographes de Pasteur furent les difficultés financières de son laboratoire, entourèrent d'une « discrétion excessive les options politiques du savant » et adoucèrent les traits d'un homme « fougueux dans le combat, teinté d'une certaine vanité, mauvais joueur à ses heures ». Daniel Raichvarg, auteur d'un ouvrage d'initiation bien documenté, dénonce l'attachement du savant à l'Empire et « son obsequiosité envers l'empereur et l'impératrice », relève sa maladresse dans sa fonction d'administrateur de l'Ecole normale supérieure et sourit de la mise en spectacle de la science par Pasteur. Patrice Debré, pourtant plus respectueux, relate lui aussi le séjour de Pasteur, invité par Napoléon III à passer une semaine au palais de Compiègne. Ebloui par l'impératrice Eugénie, et fier d'intéresser l'empereur, Pasteur envoie chercher des bouteilles de vin blanc vieilli. Le jour convenu, après la chasse à courre et avant le bal, le chimiste se rend chez Napoléon III et guide, une heure durant, l'expérimentation impériale. De retour à Paris, il tire pour son fils Jean-Baptiste les leçons de son voyage : « Tu comprends, par l'honneur que je viens d'avoir d'être invité par l'empereur à passer huit jours auprès de lui, quel est le prix du travail et de la bannière conduite. » Sentencieux, Pasteur est aussi étu. « Lorsqu'il se

trompe, écrit Patrice Debré, il le fait avec autant de vigueur que lorsqu'il a raison. »

Patriote, bon mari et bon chrétien, c'est un homme d'ordre, plus à l'aise dans son laboratoire qu'en présence d'étudiants turbulents. Libéré de ses fonctions d'administrateur de la Rue d'Ulm, il donne à nouveau sa pleine mesure de chercheur, probe et courageux. Patrice Debré, au fil d'une solide biographie, retrace toutes les étapes de sa carrière scientifique. Pour chacune d'elles, l'état des connaissances est fidèlement reconstitué, l'apport de Pasteur mis en évidence, les polémiques examinées. La marche triomphale du héros vers les découvertes et les honneurs relève, en partie, de la légende.

HERCULE

Certes, Pasteur a été vénéré de son vivant. Le succès de la vaccination antirabique de Joseph Meister, en 1885, lui apporte la gloire. La nouvelle de la victoire sur la rage traverse les océans. En mai 1896, un gala au profit du futur Institut Pasteur est organisé dans la salle du Trocadéro. Mademoiselle Weber, de la Comédie-Française, récite devant six mille personnes un sonnet de Sully Prudhomme. Le poète compare le savant à Hercule et évoque ses travaux contre les maladies du vin, du vinaigre, du ver à soie, de la bière, chante son combat contre la rage et conclut : Ton soufre et fort génie, [ô bienfaiteur savant, De cette hydre invisible est [le nouvel Hercule !

Mais ce triomphe avait été précédé d'une longue course d'obstacles. Ordinairement, Pasteur ne les franchit qu'au second essai. Au baccalauréat des sciences, il est reçu à sa seconde tentative, avec une note médiocre en chimie. A l'Ecole normale supérieure, admissible d'emblée mais mal classé aux épreuves écrites, il ne se présente pas aux épreuves orales, et n'intégrera que l'année suivante. En 1857, il échoue à l'Académie des sciences, où il sera élu cinq ans plus tard. Son élection à l'Académie de médecine, en 1873, est difficile. Seule l'Académie française lui ouvre largement ses portes, en 1881.

Quant à l'histoire de ses découvertes, elle est indissociable des controverses dans lesquelles il s'engage. Les débuts furent prometteurs. La reconnaissance de ses pairs précéda celle du public. La première communication de Pasteur à l'Académie des sciences, en 1848, intrigua Jean-Baptiste Biot, dont les travaux sur la lumière polarisée faisaient autorité. Etonné mais sceptique, le vieux savant pria Pasteur de se rendre au Collège de France pour répéter ses observations sous son contrôle. Convoqué, il prit Pasteur par le bras et dit : « Mon cher enfant, j'ai tant aimé les sciences dans ma vie que cela me fait battre le cœur. » Patrice Debré rapporte cet épisode, et fait rendre accessible au public non scientifique le sens et la portée de la dé-

couverte de la dissymétrie moléculaire. Pierre Darmon, qui trace également, d'une plume alerte, les lignes de force de la vie et de l'œuvre, est particulièrement attentif aux multiples affrontements de Pasteur avec d'autres scientifiques. Il en donne une vision équilibrée. Il sait notamment reconnaître le courage et l'opiniâtreté de Pouchet, partisan de la génération spontanée. Car les contradicteurs de Pasteur ne sont pas forcément des esprits attardés ou des cliniciens obsédés par les conquêtes médicales d'un chimiste. En 1878, par exemple, un débat s'engage entre Pasteur et Marcelin Berthelot, qui défend un écrit posthume de Claude Bernard. Les expériences de Pasteur sont provisoirement probantes, mais les constructions abstraites de Berthelot finiront par se révéler exactes.

Ce dialogue de sourds entre Pasteur, qui raisonne à partir de la levure, et Berthelot, qui pressent l'importance des enzymes, est bien reconstitué par Patrice Debré, plus précis sur ce dernier point que Pierre Darmon, même si les deux auteurs s'informent aux mêmes sources. L'un et l'autre dessinent de Pasteur le portrait attachant d'un homme que la souffrance et les deuils n'épargnent pas. Mais ils n'apportent pas de contribution majeure à l'examen des différents programmes de recherche que Pasteur a lancés. Déjà ancienne, la minuscule biographie intellectuelle de Pasteur par René Dubos conserve, de ce point de vue, tout son intérêt (1). Elle restitue en termes inégalés le style scientifique de Pasteur, son « don de divination extraordinaire dans le choix du matériel expérimental le mieux adapté au problème étudié ».

La réédition, sous un nouveau titre, du livre de François Dagognet confirme cette importance du pasteurisme pour l'histoire des sciences (2). Ce travail philosophique s'ouvre sur une question trop rarement posée : que reste-t-il des découvertes du héros ? La stéréochimie « n'a rien conservé des vues de Pasteur », assure François Dagognet. Ce qu'il « a pensé et écrit sur la maladie infectieuse ou sur la vaccination n'a pas tenu », poursuit-il. Ce constat n'a rien d'irrévérencieux. Il permet de cerner le mouvement paradoxal par lequel Pasteur ouvre des pistes tout en se fourvoyant. Son œuvre « frappe surtout par l'imaginable mélange en elle du vrai et du faux, et ce qui corse la remarque, par la visée de l'un grâce à l'autre ». C'est en effet en généralisant une corrélation tout à fait accidentelle entre le cristal à facettes et l'organisation moléculaire de base que Pasteur secoue la science de son temps, illustrant ainsi l'éventuelle portée heuristique des demi-vérités. Sa méthode, « globalement fautive bien que partiellement vraie », confère au pasteurisme son unité. Il constitue bien « un ensemble serré où les idées s'en-

gendrent les unes les autres ». Les recherches de Pasteur ne reçoivent pas seulement leur impulsion de circonstances sociologiques ou économiques, mais de l'attachement à un système.

L'APPORT DU LABORATOIRE

Bruno Latour entend renouveler le regard sur cette œuvre en la situant dans la société de son temps, au cœur de cette révolution industrielle qui change partout la face de la Terre (3). Il signe un brillant essai, richement orné d'illustrations qui font écho à son propos. Cet album, édité sous le patronage de l'Institut Pasteur, offre une approche inédite du théâtre des opérations scientifiques du « laboratoire ». Nul ne saurait comprendre son apport, montre Bruno Latour, en retenant seulement les descriptions du grenier insalubre de la rue d'Ulm, où Pasteur s'installe en 1858. Son secret « consiste à subvertir les rapports entre l'intérieur et l'extérieur de cette enceinte protégée ». Jamais, en un sens, il ne quitte son lieu de travail, « même quand il part pour l'Allemagne, ou sur la mer de Glace, ou dans les brasseries de Clermont-Ferrand ». Couvrant une vigne d'une serre de verre ou installant ses microscopes dans une magnanerie, il est partout chez lui et consigne minutieusement ses expériences.

La publication, coordonnée par Françoise Balibar et Marie-Laure Prévost, du fac-similé d'un certain nombre de pages des cahiers de laboratoire de Louis Pasteur, est une heureuse initiative (4). Sous leurs deux formes, celle du cahier proprement dit où sont rapportés au jour le jour les protocoles, les tentatives et les résultats et celle du carnet d'enquêtes, les cahiers de Pasteur permettent de retracer les sentiers de la découverte. Dans le même esprit, André Pichot présente un choix judicieux d'écrits scientifiques et médicaux de Pasteur, conférences ou mémoires, classés par ordre chronologique et situés dans l'œuvre pastoriennne (5). Sans défaire la légende du grand savant, l'année Pasteur tient ainsi ses promesses, en apportant de bons instruments de travail.

Jean-Paul Thomas

(1) Louis Pasteur, franc-tireur de la science, de René Dubos, traduit de l'anglais par Elisabeth Dussanau, préface de Bruno Latour, La Découverte, 453 p., 150 F.

(2) Pasteur sans la légende de François Dagognet, Synthelabo, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 403 p., 94 F.

(3) Pasteur, une science, un style, un siècle, de Bruno Latour, Perrin-Institut Pasteur, 1914 p., 240 F.

(4) Pasteur. Cahiers d'un savant, coordonné par Françoise Balibar et Marie-Laure Prévost, CNRS Éditions-Bibliothèque nationale de France-Zulma, 250 p., 265 F.

(5) Écrits scientifiques et médicaux de Louis Pasteur, choix, présentation et notes par André Pichot, GF-Flammarion, 347 p., 52 F.



ESSAIS

# l'image du bienfaiteur de l'humanité

« Prince des savants », « héros de la République », l'homme fut couvert de gloire et d'honneurs un combat à double front contre positivisme et spiritualisme

de l'Académie des sciences à l'Académie française en passant par l'École normale supérieure et l'Académie de médecine. Le trouble qui saisi les historiens face au personnage ne tient-il pas, en définitive, à l'énigme que constitue le ressort interne de son œuvre ? On oublie trop souvent que Pasteur commence sa carrière scientifique comme chimiste, et par un coup d'éclat. Il montre, en 1848, que certaines molécules ont un comportement décomposant sont composées de deux molécules jumelles, dont l'une se révèle être l'image non superposable de l'autre dans un miroir : dissymétrie moléculaire. L'illustre physicien Jean-Baptiste Biot salue non seulement l'admirable dextérité de l'expérimentateur, mais l'idée d'avoir utilisé la cristallographie en chimie. Le jeune normalien ouvre ainsi la voie à ce que le Hollandais Jacobus Van't Hoff appellera bientôt la « chimie dans l'espace », notre « stéréochimie ». Mais Pasteur, pour sa part, s'arrête là. On s'interroge. Il eût donné pourtant très clairement la raison : il lui suffit d'avoir ainsi établi par voie expérimentale une propriété qui permet de distinguer stérilement les molécules organiques des molécules inorganiques (elles dévient la lumière vers la gauche). Ne tient-on pas là le ressort interne de toute son œuvre, le principe du mouvement qui l'anime ? Lorsqu'il aborde la question de la fermentation, c'est pour établir, contre le maître de la chimie allemande Justus von Liebig, qu'où ne saurait réduire ce processus à une décomposition de la matière inanimée. Il prouve qu'on doit l'imputer à la présence de micro-organismes. Le vivant ne saurait provenir que du vivant. Claude Bernard, ironique à l'occasion (« Pasteur ne voit que ce qu'il vise »), comprend tout de suite qu'il a trouvé en lui un frère d'armes. Il fait attribuer à ce chimiste le prix de physiologie de l'Académie, dès 1852. Pasteur a compris qu'il faut affirmer l'autonomie du vivant si l'on veut en faire un objet de science auquel on puisse appliquer les concepts des disciplines physico-chimiques. Ses recherches ultérieures le confirment : en biologie, il se bat sur deux fronts, contre le matérialisme, qui veut réduire le vivant à l'inerte, contre le vitalisme traditionnel, qui imagine quelque « force vitale » mystérieuse inaccessible à l'expérimentation. Mais, sous-tendant cette ligne constante, s'exprime, dès ses premiers travaux, une prise de position philosophique sur laquelle il ne transigera jamais : qu'on cesse de mêler subrepticement science et religion par philosophie interposée. N'était-ce pas là déjà l'erreur fondamentale de Liebig, dont la pensée restait tributaire de la philosophie romantique allemande de la nature ? Il « aimait » la matière pour mieux réduire le vivant à l'inerte. En 1858, Félix Archimède Pouchet, physiologiste rouennais, lit une communication devant l'Académie des sciences. Il prétend avoir, expérimentalement, provoqué une « génération spontanée » de micro-organismes vivants à partir d'une solution inerte de matière putrescible. L'année suivante, il publie un épais volume développant sa théorie. Pasteur y voit immédiatement un défi personnel à relever. Pendant cinq ans, il va mettre un extraordinaire acharnement à réfuter Pouchet sur le terrain de l'expérimentation. La source ultime de l'erreur de son adversaire ne fait pas de doute à ses yeux : posée sous cette forme, la question de l'origine de la vie réintroduit, sous couvert de philosophie, la religion dans la science. La preuve : Pouchet, émule de Cuvier, voit dans l'idée de génération spontanée un argument en faveur de l'intervention divine dans la Création. Mais Pasteur fera remarquer que de nombreux darwiniens en tirent, pour leur part, des arguments en faveur de l'athéisme. La portée politique de l'argumentation mise en scène dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le 7 avril 1864, devant l'élite du monde intellectuel, apparaît clairement. Il s'agit d'un grand spectacle philosophique. Message aux autorités religieuses,



Mission contre la rage menée en Rhodésie par Adrien Loir, neveu de Pasteur (au centre). Au premier plan, des patients dont le document précise qu'ils ont été « mordus »

et tout spécialement à l'Eglise catholique : « Cessez d'avoir peur de la science ». Elle ne met pas les dogmes en péril ; elle démontre, au contraire, par la pratique de l'expérimentation, qu'on ne saurait confondre les deux ordres de pensée. Message au pouvoir politique : la science, si on ne tente pas de l'enrôler au service de quelque philosophie préalable, fera régner la paix civile et, par ses applications, apportera le bien-être à tous. A nouveau, Pasteur se bat sur un double front : contre le spiritualisme et contre le scientisme. Vient le temps où les dirigeants de la III<sup>e</sup> République adhèrent à ce discours. Le scientisme officiel avait nourri un anticléricalisme militant. Paul Bert s'en était fait l'un des héros. Il est bientôt l'un des soutiens de Pasteur à l'Assemblée. La position du chimiste s'accorde, parfaitement avec, les exigences d'apaisement et de

coordonne nationale qui s'imposent après les déchirements de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. A la science son domaine ; à la religion le sien. UNE VALEUR MORALE. Evénement symbolique. En 1882, Pasteur, reçu à l'Académie française par Ernest Renan, succède à Emile Littré, disciple d'Auguste Comte. Il réserve à son prédécesseur un singulier éloge : une critique en règle du positivisme, au nom de l'expérimentation (*lire ci-dessous l'article de Maurice Olender*). La science dite positive a le tort de vouloir se substituer aux doctrines théologiques et métaphysiques, elle o'a pour domaine propre que celui du laboratoire. Le positivisme le laisse, conclut-il, « réservé et défiant ». Pasteur ne cesse, en contrepoint, d'exalter la valeur morale du travail expérimental. Inutile de vouloir fonder une morale laïque sur

une science de la morale, c'est la science elle-même qui est morale ! Témoin le morceau de bravoure que, frappé d'hémiplegie, il fait lire par son fils, en 1892, à la Sorbonne : « Jeunes gens, jeunes gens, confiez-vous à ces méthodes sûres, puissantes, dont nous ne connaissons encore que les premiers secrets (...), vivez dans la paix sereine des laboratoires et des bibliothèques... ». Dès 1871, Pasteur avait dépeint les laboratoires comme « les temples de l'avenir et du bien-être ». Pas plus que la qualité de ses travaux expérimentaux, ces motifs politiques n'auraient cependant suffi à lui gagner la gloire qui fut la sienne. Il la doit indéniablement aux applications de ses recherches en médecine. Mais, comme Jacques Léonard l'a bien montré, jusqu'en 1880 les médecins ne voient dans le pasteurisme que « l'intrusion d'une nouvelle version de la fumuse théorie des

germes de Raspail. Ils ne manquent pas une occasion de souligner que Pasteur n'est « même pas médecin ». Emile Chautard pourfend le « parasitisme ». On risque, contre lui, l'expression de « chaldra intellectuel » ! Seuls le soutien alors les chirurgiens de l'école de Joseph Lister, qui prônent l'asepsie, et surtout les hygiénistes, séduits par la vision microbienne du monde, qui justifient leur ascension sociale. A partir de 1881, dès lors que Pasteur aborde avec succès le traitement des maladies infectieuses, un brusque retournement se produit. Les grands noms de la médecine se rallient, conscients du surcroît de prestige que leur confèrera l'alliance de la clinique avec la science du laboratoire. En 1887, après avoir « vaincu l'1871 », Pasteur reçoit une extraordinaire ovation au Congrès international de médecine, qui se tient à Vienne. Le prince des savants, le héros de la République devient désormais le « bienfaiteur de l'humanité » que célèbre, édition après édition, *Le Tour de France par deux enfants*, le manuel de lecture ordinaire du cours moyen en usage dans les écoles. Ne voit-on pas les pasteuriens donner son élan à la médecine tropicale et, se réjouit-on, ouvrir ainsi à nos troupes les voies par lesquelles pénétre la civilisation dans les régions déshéritées de la planète... ? De la gloire pastoriennne, les motifs politiques immédiats ont disparu. Mais le pasteurisme n'a cessé de s'infiltrer dans tous les domaines qui touchent, de près ou de loin, à la santé publique. L'image scientifique et triomphante de la médecine qu'il avait imposée a perduré, soutenue depuis par le système hospitalier et

les grandes industries pharmaceutiques. Plus généralement, Pasteur a été l'un de ceux qui, en s'appuyant sur l'industrie, ont donné corps, dans notre pays, à la communauté scientifique face à des élites restées littéraires. Mettant à profit ce qu'on a appelé la « crise allemande » de la pensée française, il a voulu faire reconnaître l'effort en faveur de la recherche comme un devoir national. Le personnage de Pasteur embarrasse aujourd'hui parce que, de toute son énergie, il a contribué à promouvoir à son tour trop de déments en ce siècle. Qui oserait encore écrire, après Hiroshima, que les progrès de la science constituent la promesse assurée de la paix et du bien-être ? Devant les piètements de la recherche sur le sida, on a appris que l'indispensable rigueur expérimentale ne suffit pas à ouvrir une voie aussi directe que le prétendait Pasteur à l'application thérapeutique. Sa leçon la plus précieuse ne tient-elle pas, cependant, au lien qu'il a toujours maintenu entre son exigence expérimentale et sa position philosophique de combat à double front ? A l'heure où le scientisme domine les sciences du vivant et où, sous convert d'éthique, un certain spiritualisme menace la recherche fondamentale, il n'est peut-être pas inutile de méditer sur une œuvre immense, ardente, qui a contribué à changer la face de notre monde, sans en exclure le geste d'expérimentation sur Joseph Meister qui fit sa gloire universelle... Dominique Lecourt

► Professeur de philosophie à l'université Paris-VII-Denis-Diderot, président de l'Association Diderot.

## Un singulier éloge

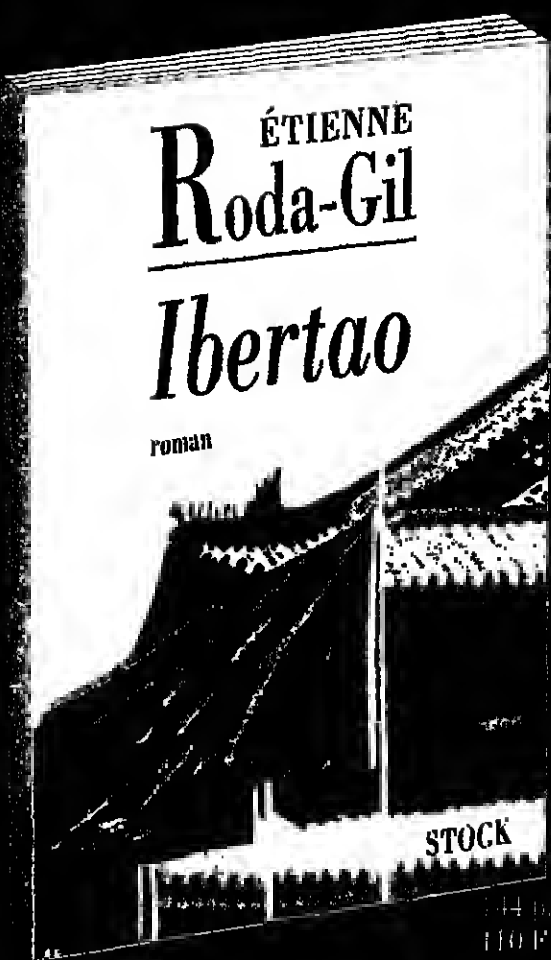
E lu à l'Académie française, au fauteuil de Littré, où il est reçu par Renan le 27 avril 1882, Pasteur se présente, dès le début de son « Discours », comme un savant qui souhaite « servir la doctrine spiritualiste, fort délaissée » (1). La mode étant au positivisme. C'est en raison de la fécondité de la rigueur expérimentale et de ses conquêtes que des intelligences supérieures, éblouies par tant d'efficacité, ont cru que cette méthode positive « pouvait résoudre tous les problèmes. L'homme vénéral dont j'ai dû vous entretenir partageait cette illusion ». Suivant l'usage académique, Pasteur devait louer l'œuvre et la pensée de son prédécesseur. D'embellie, il va néanmoins exprimer ses désaccords avec Littré, ce militant de la cause positiviste qui rêve d'un « ciel scientifique ». Pasteur avertit son illustre auditoire : « Vous excuserez ma sincérité si je commence son éloge en marquant mon dissentiment avec ses opinions philosophiques ». C'est d'abord au maître de Littré, Auguste Comte, que Pasteur réserve ses critiques les plus acerbes, en dénonçant l'illusion positiviste que partagent « les esprits superficiels » qui n'aiment que le relatif et fuient toute recherche métaphysique de l'absolu. Ils imaginent pouvoir « orcher de l'âme humaine ces hautes préoccupations » que sont l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, en proclamant « l'impossibilité d'en constater scientifiquement l'existence ». Si Pasteur est adepte d'une méthode scientifique qui doit se dégager de tout préjugé métaphysique, il demeure cependant convaincu que « le mystère qui enveloppe l'univers » est éternel. Il désire également concilier la science expérimentale et Dieu, suivant l'exemple du physicien anglais Faraday, qu'il cite : « La notion et le respect de Dieu orrivent à mon esprit par des voies aussi sûres que celles qui nous

conduisent à des vérités de l'ordre physique ». Dans la dernière partie de son « Discours », Pasteur lance une ultime charge, qu'il veut irréfutable, contre le positivisme. Celui-ci ne pêche pas uniquement par erreur de méthode, il se fonde sur une lacune considérable : « La conception positive du monde ne tient pas compte de la plus importante des notions positives, celle de l'infini ». Qu'y a-t-il, en effet, au-delà de la voûte étoilée, sinon de nouveaux cieux étoilés et « des espaces, des temps ou des grandeurs sans limites » ? Pour Pasteur, rien n'apaisera jamais « le cri » de la curiosité humaine, ni cette « force invincible » qui pousse toujours l'esprit à s'interroger. Or, quel que soit le point où l'esprit humain s'arrête, l'infini excède le fini. Il vaut la peine de citer ce passage de l'épilogue de Pasteur auquel Renan répondra sans détour : « Celui qui proclame l'existence de l'infini, et persuade ne peut y échapper, accumule dans cette affirmation plus de surnaturel qu'il n'y en a dans tous les miracles de toutes les religions ; car la notion de l'infini a ce double caractère de s'imposer et d'être incompréhensible. Quand cette notion s'empare de l'entendement, il n'y a qu'à se prosterner ». Se faisant alors le chantre de tous ceux qui élèvent des temples « au culte de l'infini » — que le Dieu ait pour nom Brahma, Allah, Jehovah ou Jésus — Pasteur politise son discours en disant que les principes « de la dignité humaine, de la liberté et de la démocratie moderne » puisent leurs sources dans la notion d'infini « devant laquelle tous les hommes sont égaux ». Quant au bonheur, il suppose un idéal de l'art, de la science, de la patrie et l'idéal des vertus de l'évangile. Dans sa « Réponse », Renan cite Littré, défenseur de la laïcité et militant de la tolérance religieuse qui incite l'Etat à forcer « l'Eglise à lui obéir en ce point capital ». Mais il précise néanmoins qu'il n'a pas

l'intention d'affronter Pasteur sur ce terrain, parce qu'en présence « d'idées orrétées », en philosophe comme en politique, il s'efforce d'être de l'avis de son interlocuteur. Car, en ces « délicates matières », chacun peut avoir ses raisons qui échappent à autrui. Mais lorsque Pasteur identifie « l'existence de l'infini » à du surnaturel ou à du miracle, Renan est intraitable : « Vous allez, je crois, un peu loin, Monsieur ; vous donnez là un certificat de crédibilité à des choses étranges ». L'historien demande alors à l'inventeur de la dissymétrie moléculaire de ne pas confondre un idéal de recherche avec du « surnaturel particulier ». Il lui rappelle également que les religions sont des faits historiques qui doivent, en tant que tels, être discutés et soumis à la critique. Si Littré n'a pas exercé la méthode expérimentale, c'est que son champ était « l'esprit humain » et que la rigueur scientifique, en cette matière, a pour nom précisément la critique historique. Celle-ci se veut une « gardienne vigilante » et Renan rappelle que Littré a excellé dans cette méthode qui empêche le monde d'être « dévoré par la superstition et livré sans défense à toutes les assertions de la crédulité ». Dans cette joute académique, où chaque orateur tend à l'autre le miroir de ses propres « illusions », c'est le rapport délicat entre « croyance » et « science » qui est en jeu. Quant à « la notion de l'infini », que Pasteur brandit dans sa polémique contre le positivisme, elle semble être le lot commun des mortels. C'est du moins ce que pense Renan, en 1862, quand il affirme qu'« un infini nous déborde et nous obéde ».

Maurice Olender (1) Les citations sont extraites des « Discours » de Pasteur et de Renan, à l'Académie française, publiés dans L. Pasteur, Œuvres, réunies par Pasteur Valléry-Radot, tome VII, Masson et Cie éditeurs, 1939, p. 326-351.

## ÉTIENNE RODA-GIL



Roda-Gil est la figure magnifique de l'excès... Il écrit pour ce qu'il reste en nous de folie et de rêve, de générosité, de plaisir des mots.

Josyane Savigneau, *Le Monde*

Stock



# Dominique Aury la littérature comme l'amour

Elle est là, Dominique Aury, fidèle à son poste, dans son bureau de la Nouvelle Revue française, chez Gallimard.

A quatre-vingt-sept ans, et depuis un bon demi-siècle, elle est là ; avec son sourire de chaque jour, sa douceur coutumière et ses vêtements stricts. A l'annulaire, elle porte cette bague en or - « sans alliage » - à large chaton plat, où se devine, plus qu'il ne se dessine, un scarabée : le cadeau que Jean Paulhan lui fit lors d'un voyage en Guinée, et qui ne la quitte jamais.

Elle a rarement condescendu à passer à la publication sous forme de livre - si toutefois des centaines de textes, publiés dans la NRF ou ailleurs, mériteraient bien d'être rassemblés en volume(s). Histoire d'O, qu'elle écrit pour offrir à l'homme qu'elle aime de ces histoires qui lui plaisaient - pour mieux l'aimer, pour mieux en être aimée -, ne fut publié que du fait que son destinataire, Jean Paulhan, le voulut. Et encore sous le pseudonyme de Pauline Réage. Aujourd'hui, perméées les interdictions successives que l'ouvrage suscita, Histoire d'O n'est plus « l'étude clinique atroce de l'érotisme, d'une lecture intolérable », selon l'apostrophe de François Mauriac, mais une contribution pertinente à la connaissance de la nature humaine. Dans un texte admirable, Dominique Aury nous a livré l'essence de son roman : « Nous sommes tous des géhénas, et tous des prisonniers, en ce sens qu'il y a toujours en nous quelque chose que nous-mêmes nous enchaînons, que nous enfermions, que nous faisons taire (...). Ceux qui parlent pour lui ne sont que des traducteurs, à qui, sans qu'on sache pourquoi (pourquoi ceux-là, pourquoi ce jour-là), il a été permis, un instant, de saisir quelques fils de cet immémorial réseau de songes défendus... »

Elle est là, devant nous, et l'on parle de livres. Si elle préfère louer, elle n'hésite pas à condamner ; d'une voix égale, elle fait l'éloge de celui-ci, ou exprime son aversion à l'égard de celui-là. Elle est toujours reconnaissante lorsqu'elle trouve la beauté, inaccessible à tout raisonnement. Elle ressent la littérature comme l'amour, comme l'amitié, comme les animaux. Et elle ne tient pas à parler d'elle-même. Par courtoisie, elle y aura consenti ici. Et nous l'en remercions.

« Quel est votre premier souvenir ? »

« Un crime. J'ai volé, je devais avoir six ans ; j'ai volé, dans le pupitre d'une camarade de classe, une feuille de papier, avec son enveloppe, qui était belle comme tout ; c'était d'un bleu pâle que je trouvais admirable : après que je m'en suis servi pour écrire, je l'ai

jetée ; je voulais la rendre, mais je ne le pouvais pas : je n'avais pas d'argent. C'est une culpabilité qui m'a suivie jusqu'à maintenant ; à quatre-vingt-sept ans, je m'en souviens encore. Je suis allée me confesser, bien sûr, et j'ai découvert que je n'étais pas baptisée. Mes parents avaient simplement oublié ou, plus exactement, ils n'étaient pas d'accord : mon père voulait que je sois protestante, et ma mère, que je sois catholique. Le sens de la culpabilité, de la faute, inné ? Ça, alors, c'est un mystère, je ne peux pas le dire : la faute, c'est la faute. Je n'avais pas le droit de prendre une si belle feuille de papier. C'est le seul sentiment de faute que j'aie eu, mais il dure toujours, n'est-ce pas surprenant ? C'est mon premier vrai souvenir.

« Ensuite, j'ai fréquenté l'école communale, dans une bourgade de l'Oise. Et c'est là que je vis une chose qui deviendra un autre souvenir : j'avais onze ans, c'était juste après l'armistice, on avait entassé les enfants des écoles dans les camions militaires pour les emmener voir la ville la plus proche, qui avait été dévastée par les bombardements allemands, par les bombardements des Alliés ensuite. Je m'en rappellerai toujours. Ce n'était pas si mal vu de donner un souvenir violent à des enfants.

« Et votre prise de conscience que la littérature était autre chose que le langage courant, à quelle occasion s'est-elle produite ? »

« C'est beaucoup plus difficile à dire, parce que j'ai commencé à lire très tôt, vers ma quatrième année, et le français et l'anglais. J'ai lu d'abord les livres anglais pour enfants. J'ai toujours eu la passion de la lecture, que ce soit des poèmes ou de la prose, du français ou de l'anglais : je me suis toujours jetée sur ce qui était imprimé. Mais je lisais régulièrement la Bible. Il m'est arrivé de me trouver un soir dans un hôtel, où il y a presque toujours une Bible, et où il n'y avait qu'un annuaire : j'ai lu l'annuaire, qui est très intéressant parce qu'on voit les noms des gens, noms qui possèdent une richesse anonyme, oubliée.

« J'ai dû faire la différence, un jour, entre le langage et le langage littéraire, mais je n'en ai pas le souvenir : la chose écrite est toujours une manifestation des êtres. Évidemment, le journal, je savais que c'était pour donner des nouvelles, et que le reste, c'étaient des choses qu'on lisait, qu'on relisait, et même qu'on apprenait par cœur, notamment la poésie. La littérature, par rapport au langage, c'est ce qu'il en reste.

« J'ai fait toutes mes études au lycée Fénelon ; ensuite, à la sortie du lycée, j'ai obtenu une licence d'enseignement d'anglais à la Sorbonne, mais je n'ai jamais en-

**A la Libération, elle est entrée, à la NRF et ne l'a plus quittée. D'« Histoire d'O » aux mystiques, elle n'a cessé de chercher le « pur amour »**

seigné. Je me suis mariée ; ça n'a pas bien marché, et j'ai essayé de trouver du travail. J'ai fait des notes de lecture, des traductions, et j'ai rencontré Jean Paulhan pendant la guerre. Je lui ai apporté Les Lettres françaises. Je me suis couverte de ridicule en lui remettant cet exemplaire clandestin, alors qu'il était le directeur de la publication... Il m'a remercié, il n'a même pas ri.

« Au tout début de la guerre, j'avais fait du journalisme dans un petit journal, Tout et tout. J'étais réfugiée à la campagne avec mes parents ; j'avais envoyé trois articles, l'un d'eux, sur la façon de fabriquer, avec des peaux de lapin, des doublures de manteau. Tous les trois ont été publiés, on m'a engagé, et puis j'ai rencontré Jean Paulhan. Il n'occupait plus le bureau de la NRF, qui était à Drieu la Rochelle. Il habitait sous le toit, dans un cabanon. J'allais le voir ; je lui apportais des papiers, et il ne faisait pas de réflexions quand je lui donnais mon avis. « Ah ! vous croyez ? » Sans commentaire. Pour finir, je suis entrée dans la maison, engagée par lui, comme secrétaire de rédaction des Cahiers de la Pléiade. Pour Paulhan, la littérature était

une religion, ou, du moins, pour cet homme qui ne s'est jamais exprimé sur le sacré, certainement le sacré était la littérature.

« Votre lycée : Fénelon... L'avez-vous lu ? Son « Rien ne peut nous sauver, rien ne peut non plus nous perdre », le quétisme, ne serait-il pas à l'origine de votre « Histoire d'O » ? »

« Je vous comprends, oui... Fénelon, je l'ai connu très tôt. J'avais quatorze, quinze ans. Personne ne s'occupait de Fénelon dans ce

lequel, ou, du moins, pour cet homme qui ne s'est jamais exprimé sur le sacré, certainement le sacré était la littérature.

l'amour se s'explique pas. L'amour nous rendrait-il esclave ? Évidemment. Si on n'est pas esclave, ce n'est pas très sérieux. Si on n'est pas complètement à la merci, ce n'est pas réussi. Quant au dominateur, à celui qui serait au-dessus de l'esclave, je n'ai jamais cherché à comprendre. Ça doit exister puisque ça existe bien chez les animaux. L'amour est un sacrifice qui n'est pas éprouvé comme tel, mais comme la permission de faire un cadeau. L'amour est fatal, ça n'a pas beaucoup de sens de se demander si on est aimé ou pas. Ça tombe juste ou pas.

« Vous trouvez un rapport entre O et les mystiques ? Je suis d'accord. A partir du moment où vous êtes pris dans une passion, qu'elle soit religieuse ou tout ce que vous voudrez, c'est d'amour qu'il s'agit, c'est amoureux, et cela rentre dans la même catégorie. C'est une manière de se perdre, de s'abandonner ; une façon d'être délivré, ce n'est pas autre chose ; si vous ne trouvez pas cela, c'est que vous vous êtes trompé sur votre propre sentiment : on n'est concerné que par soi-même. Si un homme vous donne l'occasion d'être délivré, vous pouvez lui dire merci. C'est ça que j'appelle le pur amour.

« Cette doctrine semble avoir conduit votre travail littéraire : vous avez fait des préfaces, composé des anthologies, celle de la poésie religieuse française ou celle des poètes précoces et baroques du XVII<sup>e</sup> siècle ; et vous avez traduit de grands baroques anglais dans cette langue française dont le courant officiel interdit, pour ainsi dire, l'abondance... Cependant, votre prose est classique, dans la « norme »... »

« Je suis dans la norme parce que



Dominique Aury, Jean Paulhan (au centre) et Marcel Arland à la NRF

je ne peux pas faire autrement. Les gens qui peuvent faire autrement, se dépêchent de ne pas être dans la norme, malgré le « désastre » Boileau, Racine et compagnie - Malherbe peut encore passer... Pendant la guerre, j'allais à la Bibliothèque nationale et je déponillais les livres des mystiques des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. J'y trouvais une expression entièrement satisfaisante. La vision des mystiques rejoint la poésie : c'est une des formes essentielles de la poésie. J'ai recopié leurs textes, j'en ai fait une anthologie que j'ai donnée à Paulhan ; il l'a publiée. Il fallait qu'il n'y eût pas d'auteurs vivants. J'étais très contente parce que je détestais - et déteste - Claudel. Or on va rééditer, mise à jour, cette anthologie, et, heureusement pour moi, Claudel est mort, mais malheureusement pour moi, je dois l'y inclure. Quant au baroque, je ne suis pas capable de l'aborder ; il faut une richesse que je ne possède pas. Il n'y a pas d'opulence chez moi, mais un côté pauvre, pas sec, mais... maigre. C'est presque physique. Pour être baroque, il faut que ça déborde : on met en ordre ce qui déborde.

« Et pour ce qui est de la traduction... C'est un travail passionnant, moins dur que l'écriture - il y a déjà une matière. Écrire, tierce quelque chose de soi-même, c'est très difficile, et parfois inutile ; tandis que traduire un texte que l'on aime, c'est le transposer dans une autre musique, pour l'offrir à ceux qui ne connaissent pas l'original... »

« Du pur amour de la littérature, donc ? »

« Si vous voulez... »

Oui ; du pur amour.

Hector Biancetti

## LITTÉRATURES

■ LE LAIT EST UN LIQUIDE BLANC d'Annie Saumont. Page III

■ LE COURS CLASSIQUE d'Yves Ravey. Page III

■ LA MORT NUE de Ceva Caban. Page III

■ PATIO opéra intime de Sapho. Page IV

■ UN APRÈS-GUERRE AMOUREUX de Jules Roy. Page IV

■ DA CAPO de Jean Tardieu. Page IV

■ LA DESTRUCTION LIBÉRATRICE d'Herbert George Wells. Page V

■ LES CONFESSIONS D'UN BOURGEOIS (Égypte polaire vallonmésa) de Sándor Márai. Page V

■ KADDISH POUR L'ENFANT QUI NE NAÎTRA PAS de Imre Kertész. Page V

## CHRONIQUES

■ FEUILLES VOLANTES de Georges Hyvernaud. Page VI

■ LA PORTE BLEUE DE BABYLONE de Paul Pickering. Page VI

■ COMMENT DEVENIR SOCIOLOGUE Souvenirs d'un vieux mandarin d'Henri Mendras. Page VI

Le Feuilletton de Pierre Lepape

■ UNE ANNÉE SISYPHE Journal de la fin du siècle : 1994 d'Edgar Morin. Page VII

■ MESSE BASSE Carnets 1990-1992 d'André Blanchard. Page VII

## ARTS

■ LES CENT VINGT JOURNÉES DE SODOME de Sade, illustré par Vincent Corpet. Page VIII

■ L'ART SANS RÈGLES Manet contre Flaubert de Pierre Sorlin. Page VIII

■ DU MASQUE AU VISAGE Aspects de l'identité en Grèce ancienne de Françoise Frontisi-Ducroux. Page VIII

■ CONSTABLE ENTRE CIEL ET TERRE de Pierre Wat. Page VIII

■ LE RENONCEMENT À LA CHAIR de Peter Brown. Page IX

■ SUIS-JE UN MEURTURIER ? de Cael Perchodnik. Page IX

## DOSSIER

■ PASTEUR de Maurice Valéry-Radot. Page X

■ PASTEUR de Pierre Darmon. Page X

■ LOUIS PASTEUR de Patrice Debré. Page X

■ LOUIS PASTEUR. L'EMPIRE DES MICROBES de Daniel Raichvarg. Page X

## Le Monde ÉDITIONS

### OÙ EST LE BONHEUR ?

Textes réunis et présentés par Roger-Pol Droit

Des philosophies de l'Antiquité aux utopies de demain, des lieux du corps à ceux de l'âme, de l'Occident aux autres rivages, des chercheurs dessinent clairement les axes d'un large débat public.

372 pages, 140 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مركز من الامم